

Date : Lundi 3 Février 2025

Horaire : 19:00

- 1 Approbation du procès verbal de la séance du 16 décembre 2024
Rapport - Procès-verbal de la séance du conseil municipal du 16 décembre 2024

- 2 Ordre du jour

Convocation - Ordre du jour

3

1. **Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2024**

250203-01_Rapport-sur-l'égalité-professionnelle-Femme Homme 2024

250203-01_annexe_xx_Rapport-sur-l'égalité-professionnelle-Femmes Hommes 2024

- 4 **2. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2025.**

250203-02_Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2025

250203-02_xx_version_CM_Annexe_Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2025

- 5 **3. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Tennis de table pour l'année 2025**

Annexe - 250203-03_Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et ASH Tennis de table

250203-03_xx_annexe_convention 25 ASH Tennis de Table

- 6 4. Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud- SITCOM : signature d'un avenant à la convention tripartite de mise à disposition de conteneurs et pour des travaux de d'embellissement du cadre de vie liés au point de collecte des déchets Avenue d'Albi.
[Annexe - 250203-04_MACS_SITCOM_convention_mise_a_dispo_conteneur_albi](#)
[250203-04_xx_annexe_MACS_SITCOM_convention_mise_a_dispo_conteneur_albi](#)
- 7 5. Choix des candidats pour les neufs lots dédiés à des activités de type restauration légère sans service à table, snack, location de transats et parasols, école de surf et clubs de plage pour enfants dans le cadre d'une procédure de délégation de services public pour la période 2025-2026
[Annexe - 250203-05_Présentation du choix des candidats pour la gestion du service public balnéaire](#)
[250203-05_xx_annexe_rapport analyse des offres_choix des candidats DSP concessions plages](#)
- 8 6. Adhésion au Groupement de Commandes de la communauté de communes Marenne Adour Côte Sud pour l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de gestion documentaire et de gestion du courriers et prestations associé
[Annexe - 250203-06_Adhesion Groupement de Commandes MACS service d'impression](#)
[250203-06_xx_annexe_Convention groupement commande impression numerique](#)
- 9 7. Adhésion au Groupement de Commandes communauté de communes Marenne Adour Côte Sud pour l'achat groupé de prestations de services opérés de télécommunications (achat de terminaux et lignes mobiles)
[Annexe - 250203-07_Adhesion Groupement de Commandes MACS service de télécommunications](#)

250203-07_xxa_annexe_Convention groupement commande telecom
mobiles_annexe

- 10 8. Modification des modalités de reversement de la taxe de séjour
Délibération - Modification des modalités de reversement de la taxe
de séjour
- 11 9. Signature d'une convention avec l'ANTAI pour le traitement des
avis de mises en fourrières automobiles
Annexe - 250203-09_convention entre l'ANTAI et la la commune trai-
tement des avis de fourrières
250203-09_xx_annexe_convention-SI-Fourriere-ANTAI
- 12 10. Recours à un apprenti dès la rentrée scolaire 2025-2026
Délibération - Recours à un apprenti dès la rentrée scolaire
2025-2026
- 13 11. Ouverture de poste de contractuels pour "Accroissement tempo-
raire d'activité"
Délibération - Ouverture de poste de contractuels pour "Accroisse-
ment temporaire d'activité"
- 14 12. Ouverture de poste de contractuels pour "accroissement saisonnier
d'activité"
Délibération - Ouverture de poste de contractuels pour "accroisse-
ment saisonnier d'activité"
- 15 13. Création d'emploi temporaire "Remplacement"
Délibération - Création d'emploi temporaire "Remplacement"
- 16 *Décisions du Maire contractées du 10 décembre 2024 au 17 janvier 2025*
Annexe - 2025_01_Décision du Maire occupation domaine public
2025
Annexe - 2025_02_Décision répartition du financement du point de
repos place des Landais 2025

Annexe - 2025_03 Decision marché illuminations noel

Annexe - 2025_04 décision modification des tarifs chalets de Noël

Annexe - 2025_05 Décision marché Assurances Groupement Commune CCAS pour EHPAD Lot 3 VAM



Conseil municipal de la ville de Soorts-Hossegor

Département des Landes (40)

Séance du 16 décembre 2024

Procès-verbal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

CONSEIL MUNICIPAL

16 DECEMBRE 2024

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le lundi 16 décembre 2024 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 septembre 2024

VIE MUNICIPALE

1. **Maintien ou non de la 1^{ère} Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations**
2. **Détermination du nombre d'adjoints au Maire et fixation de l'ordre des adjoints**
3. **Indemnités de fonctions des élus municipaux**
4. **Mise à jour de la composition des commissions municipales**

FINANCES

5. **Décision modificatives n°4 du budget principal**
6. **Décision modificative n°5 « technique » du budget principal**
7. **Autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal**
8. **Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025**
9. **Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme pour l'année 2025**
10. **Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association CHR Capbreton Hossegor Rugby pour l'année 2025**
11. **Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club pour l'année 2025**

12. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour l'année 2025
13. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Pelote pour l'année 2025
14. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Transforms SLB pour l'année 2025
15. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Sports de combats pour l'année 2025

INTERCOMMUNALITE

16. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une opération d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres
17. Communauté de communes MACS - Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables
18. Communauté de communes MACS – Signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)
19. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols
20. Communauté de communes MACS-Avis sur la 4^{ème} modification du PLUI

URBANISME

21. Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations
22. Dépôt d'une déclaration préalable pour des travaux à la concession « Lake House » Plage du Rey
23. Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert
24. Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine
25. Demande de dérogation au cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON

COMMANDE PUBLIQUE- DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

26. Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms.
27. Modifications des tarifs du Golf d'Hossegor

AFFAIRES GÉNÉRALES

- 28. Convention d'objectifs et de moyens avec l'association Pandore dans le cadre de l'occupation de la ferme de Bielle
- 29. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux de rénovation de la ferme de Bielle
- 30. Dérogation au repos dominical
- 31. Reprise de 93 concessions funéraires en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune
- 32. Motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité – Unesco

RESSOURCES HUMAINES

- 33. Modification du régime indemnitaire de la filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de Fonction et d'Engagement (ISFE)
- 34. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)
- 35. Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour l'année 2024
- 36. Participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux
- 37. Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation
- 38. Modalités de prise en charge des frais de déplacements professionnels des agents communaux
- 39. Approbation du règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail pour le personnel communal
- 40. Présentation du Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023
- 41. Validation du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels DUERP
- 42. Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan d'action triennal 2024-2026

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions contractées du 20 septembre 2024 au 9 décembre 2024

INFORMATIONS DIVERSES

Soorts-Hossegor, le 9 décembre 2024
Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Ouverture de la séance

Christophe VIGNAUD :

Bonsoir à tous,

Le nombre de conseillers en exercice présents étant de 23, le quorum étant atteint on va pouvoir débiter la séance du conseil municipal de ce soir du 16 décembre 2024.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN est nommée secrétaire de séance.

Je voulais juste avant de commencer notre conseil, vous redire que toutes les délibérations et Dieu sait qu'il y en a... puisqu'on a quarante-une délibérations à étudier, qu'elles ont toutes été abordées en commissions inhérentes à leurs thèmes et en commission générale.

En fait le conseil doit être l'instance qui enregistre ces décisions, de plus le faire en direct est une volonté, ne doit pas être le moyen détourné d'encourager des sorties ou hors propos de faire du théâtre.

Nous souhaitons que le débat soit celui que nous menons depuis le début, constructif.

D'ailleurs je remarque et je remercie Lionel d'avoir fait de ce conseil un exercice républicain intéressant, même si de temps en temps on se répète un peu et on l'a fait tout à l'heure en commission finances.

Ce préambule me semble important pour que chacun sache ce que nous devons faire ce soir.

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 septembre 2024

Avant de démarrer ce conseil qui est très complet nous devons approuver le compte rendu du conseil du 27 septembre 2024 et je voulais savoir si vous aviez des questions ou des remarques sur le sujet. Oui, Lionel, vas-y.

Lionel BARBERIS

Oui merci Monsieur le maire.

Une remarque justement comme vous avez pu le dire, je me répète un petit peu, on a un compte rendu qui est complet, ce qui fait beaucoup beaucoup beaucoup de pages à relire, parce que le conseil qui a lieu tous les trois mois...

On le voit encore aujourd'hui, au bout de trois mois on se retrouve avec un conseil qui aujourd'hui a 50 points à l'ordre du jour quasiment, ce qui représente énormément de dossiers à étudier.

Le dernier conseil ne fait pas exception, le compte rendu la montre et ce qui me pose aussi des difficultés, et je pense que c'est très important de le souligner.

C'est qu'on a des délibérations qui aussi sont déjà en place, en tout cas sont déjà actées sur le terrain par des actions alors qu'elles ne sont pas encore votées.

Donc je renouvelle notre demande qui est quand même d'avoir des conseils plus récurrents et pas tous les trois mois pour déjà éviter d'avoir 1 000 pages comme on l'a encore aujourd'hui, peut-être 980 pages à lire en 4 jours, 5 jours.

Ce qui, vu les sujets qui sont à traiter, est relativement conséquent en termes de travail mais qui peut être aussi très compliqué pour nous et vous le savez de tout éplucher même si ça a été travaillé en commission.

Donc on veut avoir un peu plus de temps pour travailler les délibérations et puis je pense simplement qu'il serait dans une commune comme Soorts-Hossegor tout à fait normal et légitime d'avoir un conseil tous les mois voire maximum tous les deux mois mais tous les trois mois ce n'est juste pas possible.

Christophe VIGNAUD

Le prochain sera en février

Lionel BARBERIS

Merci

Christophe VIGNAUD

Ce sera le 3 février.

Lionel BARBERIS

Et on aura sûrement le DOB à l'intérieur, c'est ça ?

Christophe VIGNAUD

Oui, le 27 mars. On a fait en sorte de les raccourcir.

Lionel BARBERIS

Merci.

Christophe VIGNAUD

Donc on va passer à l'approbation du procès-verbal de la dernière séance.

Donc qui est pour ? très bien.

On va passer à la première délibération. Ah, Une abstention ? Pardon donc une abstention, Catherine CERIZAY-MONTAUT.

VIE MUNICIPALE

1. Maintien ou non de la 1^{ère} Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations

Christophe VIGNAUD

On va passer au premier point, vie municipale

Donc le premier point c'est le maintien ou non des fonctions de la première adjointe au maire après le retrait de l'ensemble de ces délégations.

Pour la bonne marche de l'administration municipale et plus particulièrement du service urbanisme, qui actuellement n'est pas optimale, par arrêté municipal du 22 novembre dernier, j'ai retiré la délégation de fonctions et de signature à Maëlle DUBOSC-PAYSAN, adjointe en charge de l'urbanisme et du développement durable.

C'est une décision qui a été mûrement réfléchie.

Cela signifie simplement que j'ai repris en direct l'exercice des fonctions que je lui avais déléguées en début de mandat. Cela n'a pas caractère de sanction mais celui d'un acte réglementaire et donc n'a pas à être motivé.

C'est ainsi et c'est la règle.

Conformément au terme de l'article L21.22-18 du Code général des collectivités territoriales, je me dois de vous solliciter maintenant par votre vote sur le maintien ou non dans ses fonctions de l'adjointe qui n'a plus de délégations de fonctions ni de signature et cela sans commentaire supplémentaire de ma part.

Cela étant dit, est-ce que vous avez des questions avant de passer au vote ?

Jean BELLOCQ

Pas une question mais plutôt une intervention. Je vais essayer d'être pragmatique. Ce n'est pas une crise d'opposition que l'on a pu me reprocher la semaine dernière en commission générale.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Parle bien dans le micro parce qu'on ne t'entend pas très bien s'il te plaît.

Jean BELLOCQ :

Oui. Alors pas de souci sur le fait que ce soit une décision du maire et que ça n'a pas à être motivé, mais moi ça me pose un petit souci pour deux raisons.

Il y aurait un motif vraiment objectif, OK, il n'y a pas de soucis, mais là il n'y en a pas ou en tout cas on ne l'a pas donné ; donc ça me pose un problème, d'une part vis à vis des gens qui nous ont élus, parce qu'on a fait campagne comme étant une liste avec Christophe, Maire et Maëlle, première adjointe.

Les gens qui ont voté pour nous s'attendaient à ce que tu sois élu maire, à ce qu'elle soit élue première adjointe, et c'est ce qu'on a fait.

Maintenant révoquer Maëlle sans raison, moi ça me pose un problème vis à vis de ces gens-là ; parce que demain je pense quelqu'un dans la rue, il me demande Jean pourquoi tu as révoqué Maëlle ?

Je n'ai pas envie de lui répondre : « Je ne sais pas »

Ce qui m'amène à mon second problème, cette fois-ci vis à vis de Maëlle, parce qu'encore une fois, moi je n'ai rien à lui reprocher.

Les quelques discussions qu'on a eu en commission générale à ce sujet, il y a quelques personnes qui ont pris la parole ; et à part des "j'ai entendu que", "on a dit que", "tout le monde sait que", finalement il n'y a rien.

Donc je trouve ça un petit peu problématique. Effectivement il y a sûrement un problème de fonctionnement interne.

L'intérêt général, l'intérêt de la mairie qui doit primer sur les intérêts particuliers, ok, il n'y a pas de soucis, sauf qu'au cas particulier, elle ne posait pas de problème à ma connaissance quand elle avait sa délégation.

Maintenant qu'elle n'en a pas, elle peut encore moins s'en poser. Donc partant de là, est-ce que c'est préjudiciable pour la mairie d'avoir un adjoint sans délégation ?

La réponse c'est non. Cependant, est-ce que c'est préjudiciable pour la mairie d'avoir un maire qui n'a pas de premier adjoint ? Peut-être que oui.

Ça ne le sera peut-être pas dans l'immédiat, mais un jour ça peut poser un problème.

Christophe VIGNAUD

Il y aura un premier adjoint.

Jean BELLOCQ

Il y aura un premier adjoint, on n'en a pas parlé de la dernière fois. C'est à peu près tout ce que j'avais à dire.

Je pense que dans la mesure où on n'a pas d'infos, je pense que le minimum vis-à-vis au moins des gens qui nous ont élus, si ce n'est pas vis-à-vis d'elle parce qu'il y a un problème personnel, c'est de s'abstenir. Excusez-moi.

Christophe VIGNAUD

Est-ce qu'il y a d'autres commentaires ?

Patrice BIANCONE :

Oui. Moi je ne voudrais pas abonder dans le sens de Jean, mais quand même souligner que c'est un peu difficile de s'exprimer sur les prérogatives du maire sont ce qu'elles sont.

On peut comprendre qu'il ait pris cette décision personnellement, cependant avant de voter, pour pouvoir voter, il me semble qu'il faut avoir toutes les cartes en main, notamment les explications, pourquoi est-ce qu'il y a une mésentente aujourd'hui entre le maire et la première adjointe, ce qui me semble logique.

C'est une information, c'est un devoir de transparence qui nous revient, qui est nécessaire pour prendre une décision.

Je suis d'accord qu'on entend des choses, oui c'est vrai, mais pour moi ce ne sont pas des explications, ce sont des choses, des rumeurs et la rumeur n'est pas un fait.

Donc je voudrais savoir, me semble-t-il avant de me prononcer, sur ce qui fait qu'aujourd'hui nous en sommes à ce point-là, ce divorce entre le maire et sa première adjointe.

Ça me semble assez logique avant de pouvoir se prononcer.

C'est voilà ce que j'avais à dire

Christophe VIGNAUD

Très bien, moi je répéterai ce que j'ai dit en commission générale comme je le répète aujourd'hui ; je ne donnerai aucun commentaire supplémentaire. Donc on va passer au vote si vous n'avez pas d'autres observations.

Edouard DUPOUY

Une intervention, pardon, je veux juste ajouter quelques mots pour dire que ce soit le sentiment, qui je pense un peu général, il y en a deux, c'est d'une part une forme de déception parce que par rapport au projet initial, et tu l'as rappelé Jean, le projet n'est pas respecté.

Tu l'as rappelé, il y avait un binôme qui avait été élu et vous aviez fait campagne ensemble, et pardon de le dire, ce soir vous nous mettez tous les deux dans une situation particulièrement délicate puisque, effectivement il y a des explications qui ne sont pas forcément claires et qui, pour moi, ne sont pas toujours rationnelles puisque le point de départ c'était une relation d'amitié qui s'est transformée dans un duo politique, une campagne et donc il y a plein de facteurs à prendre en compte.

Néanmoins, moi j'ai quand même pas mal de questions à poser et plus particulièrement à Maëlle puisque ce soir je trouve que le vote qui nous est proposé n'a pas forcément de sens et d'impact dans la mesure où le point le plus important c'était le fait de ne plus avoir ces délégations.

Dans la mesure où aujourd'hui, Maëlle, ce soir, tu n'as plus ces délégations, j'aimerais avoir ton sentiment sur le fait : est-ce que tu veux ou non rester première adjointe dans ces conditions ?

C'est une première question.

La deuxième, c'est que tu es également conseillère communautaire à la communauté de communes et donc j'aimerais bien imaginer quelle est la suite, est-ce que tu continues ce projet ?

Monsieur le maire a indiqué qu'il y avait un premier adjoint pour te remplacer et donc ça pourrait être intéressant d'avoir aussi quelle serait l'organisation par la suite, puisque j'imagine que ça ne fonctionnera pas de la même façon.

Et puis, cela étant dit, aussi par élégance peut-être de te remercier aussi pour ton action, puisque je pense que tout n'est pas blanc et tout n'est pas noir, il faut saluer qu'il y a un engagement.

Même si je l'ai déjà rappelé, ce n'est pas que la réussite est partielle, mais elle est discutable, mais en tout cas il faut reconnaître et remercier cet engagement sur notamment bien des dossiers et j'ai en tête principalement la place des Landais, puisque tu t'es engagée avec force et tu as mis beaucoup de temps et de contribution là-dessus ; donc je pense qu'il faut quand même te remercier, c'est la moindre des choses.

Et puis, on aimerait bien t'entendre, t'exprimer, je ne suis pas plus long et donc je t'écoute.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Merci Édouard.

Alors tu sais bien que je n'ai jamais reculé devant le fait de m'exprimer, donc je ne reculerai pas non plus ce soir.

Je te remercie pour tes paroles.

Effectivement, quitte à parler de moi, il semble quand même judicieux de m'interroger sur mon bilan, mon bilan étant la délégation et l'urbanisme et pas la capacité à gérer les ressources humaines.

Concernant le conseil communautaire, je suis conseillère communautaire et je resterai conseillère communautaire.

Concernant le reste, j'espère que dans ce que je vais dire après tu trouveras des éléments de réponse.

Monsieur le maire, vous avez été très clair en commission générale, vous l'avez encore été ce soir, il n'y aura pas de discussion, il n'y aura pas d'échange et si possible on n'y passera pas 3 heures. Je vous cite.

Maintenant, et je suis interrogée, il faut aussi que je m'exprime.

Donc ce qui me reste pour m'exprimer finalement puisqu'aucun débat et échange n'est possible, c'est de m'adresser directement à vous par le biais d'une lettre.

J'ai fait le choix de vous rédiger une lettre que l'on peut nommer lettre à monsieur le maire, dans laquelle j'espère que chacun trouvera ses réponses ; en tout cas ce sont les miennes.

« Je me souviens parfaitement de ce jour où un ami me fait part d'un projet un peu fou ; se présenter aux prochaines élections municipales.

Je le félicite.

J'ai du respect pour les gens qui s'engagent, défendent leurs convictions, dénoncent le mensonge, la manipulation, l'opportunisme.

Je ne le sais pas encore, mais pour lui, je fais déjà partie du projet.

Tu seras ma première adjointe.

Je veux que tu sois à mes côtés sur la fiche.

Nous devons marquer notre différence.

Nous allons œuvrer ensemble, et ensemble nous réussirons.

Des mois de travail à deux, puis quatre, dix, jusqu'à constituer une équipe.

Si je m'engage, ce n'est jamais à moitié.

Je sacrifie ce que j'ai construit professionnellement pour me rendre totalement disponible.

L'histoire est belle.

Le projet en vaut la peine.

Agir ensemble. Je vous cite, en mars 2020.

L'écoute et le partage, la proximité, la transparence et le dialogue. Vos mots, monsieur le maire. Il y a presque maintenant cinq ans.

Et enfin cette réussite, aussi inattendue que son résultat.

Alors, que s'est-il passé, monsieur le maire, pour que vous en arriviez aujourd'hui à de tels propos ?

Je vous cite encore, il faut lui couper la tête. Elle est un problème. Le 16, je la dégage.

J'ai passé tellement de temps à essayer de comprendre, chercher des explications.

Tant d'énergie et de remise en question pour n'obtenir que silence et mépris.

A la question, mais que suis-je pour vous ? Que sont toutes les personnes ayant soutenu et œuvré pour votre projet ? Votre réponse ? Aussi sèche que radicale, pas grand-chose.

Ce jour-là, j'ai dû admettre l'inadmissible.

Vous nous avez trompé.

Vous n'êtes pas là pour la commune et ses administrés.

Vous êtes là pour vous.

Vous n'avez de cesse de répéter que vous êtes chef d'entreprise.

Non monsieur le maire, vous faites erreur.

Vous êtes un administré, comme un autre.

En qui la population a donné à une voix sa pleine et entière confiance.

Que sont devenus vos promesses, vos engagements et l'homme que vous étiez ? Désormais, gare à celui qui posera la question de trop ou osera penser différemment. Il n'obtiendra qu'agressivité et mépris.

Mais au milieu de ce constat, monsieur le maire, je dois vous dire merci. Merci de me permettre de ne plus vous être solidaire. Il m'est impossible de continuer à valider ou soutenir certains aspects de votre politique.

Je suis inquiète face à la gestion erratique de notre commune et le manque de vision qui de toute évidence nuira à l'avenir de la collectivité.

Les finances laissent perplexe.

Le Sporting, un investissement promis à peine entamé, totalement inachevé.

Une connaissance et une maîtrise des enjeux patrimoniaux inexistantes.

Et que dire de l'absence totale de transparence plus que préoccupante, mais, à mes yeux, le plus inacceptable demeure votre posture.

Les élus qui vous entourent, tous, même les plus proches, un mal nécessaire ; les administrés, d'éternels insatisfaits, les commerçants.

En 2020, je vous cite, un des poumons importants de notre ville, trois ans plus tard, des râleurs et des pleureurs.

Oui, la charge est lourde. Mais non, monsieur le maire. Rien ne justifie le mépris constant que vous affichez.

Une fois de plus, merci de me désolidariser.

Agir ensemble, une promesse qui n'aura duré que le temps d'une campagne.

Vous pensez seul, décidez et agissez seul.

Enfin, merci pour ce sombre renseignement, Il me sera sûrement utile.

Soyez certain que je continuerai de défendre une vision responsable et bienveillante, et surtout, qu'une fois de plus, je n'aurai de cesse de dénoncer le mensonge, la manipulation et l'opportunisme.

Merci »

Applaudissements

Christophe VIGNAUD

Très bien. On peut passer aux votes ? Oui, Lionel.

Lionel BARBERIS

Merci Monsieur le maire.

Bien évidemment, nous nous abstiendrons sur ce vote-là, puisqu'il concerne avant tout votre majorité et que ça ne concerne pas l'opposition, bien évidemment, cela vous regarde.

Cela étant dit, je voudrais quand même faire une intervention qui me semble importante, parce que c'est un acte particulier d'une collectivité, quand même le retrait d'un adjoint.

Même si on peut comprendre que vous n'avez pas à donner d'explication quant au retrait d'une délégation, ce qui est vrai en tant que maire, vous avez tout à fait le droit de retirer une délégation sans en motiver la raison, c'est tout à fait possible.

Et là, on parle d'un retrait d'adjoint. Donc ce n'est pas la délégation, c'est l'adjoint en tant que tel.

Et là, vous avez été élus ensemble, d'autant plus que vous avez affiché au-delà d'une liste un duo sur toute la communication électorale que vous avez diffusée.

Malgré tout ça, je rejoins le fait que vous ne pouvez pas faire l'impasse d'une explication auprès de la population, parce que la population a voté pour vous quelque part.

Cette décision fait suite aussi au triste spectacle dont vous avez été des acteurs lors de la séance du dernier Conseil municipal.

Je pense qu'il ne faut pas se tromper et comprendre que la délibération de ce jour n'est pas l'éviction de votre première adjointe, monsieur le maire, mais bien l'échec d'une politique, de votre équipe et de votre manière de gérer la commune.

Vous faites porter aujourd'hui le mal sur Maëlle, mais je pense qu'il est important ici de rappeler les vraies causes.

Tout d'abord il s'agit de l'échec de votre équipe qui est derrière les écrans de façade d'une campagne électorale et composée de personnes qui découvrent la vie politique communale et surtout ne se connaissaient pas.

C'est une union de façade qui, comme l'atteste la délibération de ce jour, ne fait que mettre en exergue cette fausse campagne que vous avez menée tous les deux en affichant vos têtes sur tous les supports.

Et une colère de voir une gestion du denier public aussi frivole, un amateurisme dans la gestion des ressources humaines qui entraîne des conséquences comme aujourd'hui.

Parce que vous pouvez reprocher tout ce que vous voulez, mais au fond qui recrute ? Qui valide les recrutements ? Qui a demandé d'avoir un service urbanisme de cinq personnes qui aujourd'hui ne fonctionne pas ? Qui est chargé de le gérer surtout ? Qui est chargé de le gérer ?

Je pense que c'est la même chose pour les autres services, que ce soit l'accueil, le cimetière, les services techniques, l'EHPAD et tout le reste. Qui a lancé ces recrutements et quels résultats aujourd'hui ?

L'administration est gérée pour rappel par la direction générale, sous contrôle du maire.

Les adjoints ont un pouvoir uniquement de délégation, mais absolument pas hiérarchique sur les services. Ce ne sont pas eux qui dirigent les services.

Donc quand ça dysfonctionne, Monsieur le maire, il ne faut pas se tromper. C'est avant tout par la hiérarchie que ça dysfonctionne.

Donc à partir de là, un maire dirige, c'est vous et vous seul qui prenez les décisions à ce niveau-là.

Alors maintenant c'est une entreprise privée qui gère les actes d'urbanisme de notre commune. Voilà.

Donc on a cinq personnes qu'on paye qui sont absentes, et une entreprise privée qu'on paye pour gérer tout ça.

C'est dramatique. Oui c'est dramatique parce que financièrement pour notre commune, c'est de l'argent une fois de plus qu'on dépense.

Et puis je pense que malgré tout, aujourd'hui, on s'aperçoit que malgré toutes les dépenses qu'on a pu opérer, on se retrouve dans quelque chose qui ne fonctionne pas.

Alors on part aux plus urgents, on met en place une entreprise privée, on ne sait pas trop.

Mais aujourd'hui que vous n'avez plus de délégation d'urbanisme, Monsieur le maire, est-ce que le service fonctionne mieux ? Est-ce que les gens sont revenus ?

Est-ce que tout le monde est revenu à son poste ? Et est-ce qu'enfin l'harmonie est retrouvée ?

Ce n'est pas le cas. Donc on va attendre début janvier, on va voir tout ça et j'espère que les personnes qui reviendront et sauront reprendre leur place.

Et puisque maintenant il n'y a plus de problème, bien que tout va rentrer dans l'ordre. Voilà.

Parce qu'après on aura les délégations, peut-être qu'il y aura quelqu'un qui gérera l'urbanisme au niveau des élus.

Mais aujourd'hui, comment ça va se répartir, on attendra la liste des délégations suivante.

Pour finir, juste effectivement remercier Maëlle pour l'investissement qui a été le sien en tant qu'élue.

Comme nous tous, je pense que je l'ai souvent dit, on a une volonté de s'investir chacun sur notre temps personnel.

Tous ici et je pense que rien que ça c'est respectable. On passe du temps.

Je pense qu'humainement, même si on n'est pas d'accord, même Monsieur le maire, si là on n'est pas d'accord et qu'on se l'ait dit en face et que quelquefois on a l'occasion de s'accrocher.

Je pense qu'humainement, il ne faut absolument pas se reprocher quoi que ce soit.

Je pense qu'humainement, il faut qu'on arrive aussi à se respecter. Notre engagement, il est sincère.

Et je pense qu'à partir de là, il faut que les uns les autres, on se respecte.

Donc je voudrais aussi remercier l'engagement de Maëlle, de nous tous, mais de Maëlle par rapport aujourd'hui à la situation que tu peux vivre. Merci.

Christophe VIGNAUD :

Bien. On va passer au vote et on va passer au vote à main levée

Qui est pour le maintien de l'adjointe dans l'exercice de ses fonctions ? Qui est pour le maintenir ? QUI est contre ? Qui s'abstient ?

On va passer au point numéro 2.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-01 : Maintien ou non de la 1^{ère} Adjointe au Maire après retrait de l'ensemble de ses délégations

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Orlane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCO, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18 et L. 2122-20 conférant respectivement au Maire les pouvoirs de déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs adjoints et de retirer des délégations consenties à ces derniers ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 fixant à huit le nombre des adjoints au Maire ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 relative à l'élection des adjoints au Maire avec au 1^{er} rang Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN ;

VU l'arrêté n°2021-2-071 en date du 20 mai 2021 portant délégation d'une partie des fonctions du Maire ainsi que la signature de certains actes et documents à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable ;

VU l'arrêté n°AG-2024-538 en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de préserver la bonne marche de l'administration municipale,

CONSIDERANT que, aux termes de l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque le Maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions,

il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte du retrait de délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire en charge de l'urbanisme et du développement durable et de se prononcer sur la nature du scrutin, public ou secret et de décider du maintien ou non des fonctions de Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire.

Le conseil municipal est invité à se prononcer :

Par un « POUR », pour le maintien de Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN dans ses fonctions

Par un « CONTRE », contre le maintien de Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN dans ses fonctions

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

PREND ACTE du retrait d'une délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} Adjointe au Maire.

DECIDE de se prononcer par le biais d'un scrutin public.

VALIDE les résultats suivants :

Nombre de voix POUR le maintien de l'adjointe dans ses fonctions : 1

Nombre de voix CONTRE le maintien de l'adjointe dans ses fonctions : 15

Nombre d'abstentions : 10

DECIDE de faire cesser les fonctions de Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, en tant que 1^{ère} Adjointe au Maire

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maelle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

2. Détermination du nombre d'adjoints au Maire et fixation de l'ordre des adjoints

Christophe VIGNAUD :

Donc c'est la détermination du nombre d'adjoints au maire et fixation de l'ordre des adjoints.

C'est la suite de la délibération précédente. Il convient de se prononcer sur le nombre d'adjoints en les réduisant de 8 à 7.

On ne prend pas d'adjoints supplémentaires et le premier adjoint, ça sera dans l'ordre.

C'est Alain CLAVERIE qui prend la place de Maëlle DUBOSC PAYSAN

Est-ce que vous avez des questions ?

Donc on va passer au vote.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-02 : Détermination du nombre d'adjoints au maire et fixation de l'ordre des adjoints

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CÉRIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CÉRIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-1 et L. 2121-2,

VU la délibération n°2 en date du 3 juillet 2020, par laquelle il a été décidé de fixer à huit le nombre des adjoints,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions d'un adjoint au Maire,

CONSIDERANT que le poste de premier adjoint au Maire est désormais vacant, il convient que le Conseil Municipal se prononce sur la nouvelle détermination du nombre des adjoints,

Il est demandé au Conseil Municipal de modifier le nombre des adjoints au Maire et le réduire de huit à sept, de promouvoir d'un rang chacun les adjoints et de fixer, en conséquence, l'ordre du tableau du Conseil Municipal comme suit :

Maire	Christophe VIGNAUD
1^{er} adjoint au Maire	Alain CLAVERIE
2^e adjoint au Maire	Mathilde VINTROU
3^e adjoint au Maire	Edouard DUPOUY
4^e adjoint au Maire	Oriane RUVAL
5^e adjoint au Maire	Michel VILLEGER
6^e adjoint au Maire	Céline LUNARDELLI
7^e adjoint au Maire	André JAKUBIEC

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

MODIFIE le nombre des adjoints au Maire et le réduit de huit à sept.

PROMEUT d'un rang chacun des adjoints.

FIXE en conséquence, l'ordre du tableau du Conseil Municipal qui est modifié comme suit :

Maire	Christophe VIGNAUD
1^{er} adjoint au Maire	Alain CLAVERIE
2^e adjoint au Maire	Mathilde VINTROU
3^e adjoint au Maire	Edouard DUPOUY
4^e adjoint au Maire	Oriane RUVAL
5^e adjoint au Maire	Michel VILLEGER
6^e adjoint au Maire	Céline LUNARDELLI
7^e adjoint au Maire	André JAKUBIEC

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maelle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

3. Indemnités de fonctions des élus municipaux

Christophe VIGNAUD :

Le point numéro 3. Les Indemnités de fonction des élus municipaux.

Donc en prenant en compte les deux délibérations précédentes, il est proposé au conseil municipal de ne pas modifier le montant des indemnités de fonctions du maire ainsi que des adjoints et conseillers titulaires d'une délégation.

Concrètement, cela veut dire que le montant des indemnités qui étaient attribuées à l'adjoint ne seront pas redistribuées aux autres adjoints ou autres délégués.

Est-ce que vous avez des questions ?

Donc on va passer au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Et qui est pour ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-03 : Modification du tableau des indemnités des élus

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtan ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2123-20 et suivants, modifiés par la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019,

VU le décret n° 2017-85 du 26 janvier 2017 fixant, le nouvel indice brut terminal de la fonction publique,

VU les lois n° 2015-366 du 31 mars 2015 et n° 2016-1500 du 8 novembre 2016 qui prévoient que le maire perçoit automatiquement les indemnités de fonction au taux maximum, sauf s'il demande à bénéficier d'un taux inférieur,

VU l'arrêté municipal n°AG-2024-538 en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions d'un adjoint au Maire,

VU la délibération n°241216-02 en date du 16 décembre 2024 portant détermination du nombre d'adjoints au maire et fixation de l'ordre des adjoints,

CONSIDÉRANT que, pour la Commune de Soorts-Hossegor qui compte 3 520 habitants recensés en 2021 par l'INSEE, le taux maximal de l'indemnité de fonction du maire est fixé à 55% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, celui des adjoints à 22% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, et celui des conseillers municipaux à 6% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

CONSIDÉRANT que le poste de premier adjoint au Maire est désormais vacant, il convient que le Conseil Municipal se prononce sur la nouvelle répartition des indemnités des élus.

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de ne pas répartir les indemnités liées au poste d'adjoint vacant.

VALIDE la répartition des indemnités de fonction comme suit :

- Maire : 38,50 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- 1^{er} adjoint : 18,42% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- Adjoints : 12,40% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,
- Conseillers délégués : 5,04% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Conformément à l'article L. 2123-20-1 du CGCT, un tableau récapitulatif est annexé à la présente délibération.

PRÉCISE que ces modifications seront effectives à compter de la date du caractère exécutoire de la présente.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures;

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Stéphanie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Philippe VIGNAUD

4. Mise à jour de la composition des commissions municipales

Christophe VIGNAUD :

Mise à jour de la composition des commissions municipales.

En conséquence du retrait de délégation de fonction et de signature à Madame Maëlle BUBOSC-PAYSAN, il est proposé de modifier la composition de ces commissions.

Le seul changement réside dans le fait que du coup je présiderai désormais les commissions urbanisme et logement.

Est-ce que vous avez des questions avant le vote ?

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

On va passer aux points finances.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-04 : Mise à jour des commissions municipales et de leur composition

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CÉRIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CÉRIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU l'arrêté municipal n°AG-2024-53B en date du 22 novembre 2024 portant retrait de délégation de fonction à Madame Maëlle DUBOSC-PAYSAN, 1^{ère} adjointe en charge de l'urbanisme et du développement durable,

VU la délibération n°241216-01 en date du 16 décembre 2024 relative au maintien ou non des fonctions de la 1^{ère} adjointe au Maire,

Monsieur le Maire propose de mettre à jour les commissions municipales :

- Urbanisme, développement urbain
 - Sous-commission Urbanisme
 - Sous-commission Logement

COMMISSION URBANISME, DEVELOPPEMENT URBAIN

➤ Sous-commission Urbanisme

Membres :	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Henri ARBEILLE
	Alain CLAVERIE
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	André JAKUBIEC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGIER
	Christian DUCAMP

➤ Sous-commission Logement

Membres	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Alain CLAVERIE
	Catherine CERIZAY-MONTAUT

COMMISSION TRAVAUX, VOIRIE, PATRIMOINE

Vice-président :	Alain CLAVERIE
Membres :	Véronique CAZAVANT
	Caroline CHABRES-DUC
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Michel VILLEGIER
	Christian DUCAMP

COMMISSION FINANCES

Vice-président :	Edouard DUPOUY
Membres :	Henri ARBEILLE
	Lionel BARBERIS
	André JAKUBIEC
	Patrice BIANCONE
	Myriam LANGLOIS

COMMISSION PREVENTION, SECURITE, GESTION DES PLAGES

Vice-présidente :	Mathilde VINTROU
Membres :	Emmanuelle BESCHERON
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Paul GONCALVES

COMMISSION COMMUNICATION

Vice-présidente :	Oriane RUVAL
Membres :	Quentin BENCHETRIT
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE

Vice-président :	Michel VILLEGER
Membres :	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Alain CLAVERIE
	André JAKUBIEC

COMMISSION CULTURE

Vice-président :	Céline LUNARDELLI
Membres :	Gaétane ARICKX
	Patrice BIANCONE
	Sandrine BOMPAS
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Oriane RUVAL

COMMISSION DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ESPACES CONCEDES

Vice-président :	André JAKUBIEC
Membres :	Lionel BARBERIS
	Jean BELLOCQ
	Patrice BIANCONE
	Véronique CAZAVANT
	Caroline CABANAC-ESCANDE

COMMISSION EDUCATION, PETITE ENFANCE, ENFANCE, JEUNESSE, AFFAIRES SOCIALES, EHPAD

➤ Sous-commission Education, petite enfance

Vice-président :	Mathieu PARAILLOUS
Membres :	Sandrine BOMPAS
	Caroline CHABRES DUC
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN

➤ **Sous-commission Enfance, Jeunesse, affaires sociales**

Vice-président :	Mathieu PARAILLOUS
Membres :	Lionel BARBERIS
	Caroline CHABRES DUC
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Myriam LANGLOIS

➤ **Sous-commission Conseil Municipal des Jeunes**

Vice-présidente :	Caroline CHABRES DUC
Membres :	Sandrine BOMPAS
	Emmanuelle BESCHERON
	Catherine CERIZAY-MONTAUT
	Myriam LANGLOIS
	Christian DUCAMP

COMMISSION EVENEMENTIEL

Vice-président :	Céline LUNARDELLI
Membres :	Caroline CHABRES-DUC
	Mathilde VINTROU
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Quentin BENCHETRIT
	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Caroline CABANAC-ESCANDE

➤ **Sous-commission Evènements sportifs**

Vice-président :	Jean BELLOCQ
Membres :	Elsa BECKER
	Emmanuelle BESCHERON
	Véronique CAZAVANT

➤ **Sous-commission Animations de Noël**

Vice-présidente :	Gaétane ARICKX
Membres :	Elsa BECKER
	Sandrine BOMPAS
	Caroline CABANAC-ESCANDE
	Véronique CAZAVANT
	Maëlle DUBOSC-PAYSAN
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION ASSOCIATIONS

Vice-président :	Paul GONÇALVES
Membres :	Jean BELLOCQ
	Emmanuelle BESCHERON
	Céline LUNARDELLI

COMMISSION RESSOURCES HUMAINES

Vice-président :	Jean-Marc LEROY
Membres :	Lionel BARBERIS
	Paul GONÇALVES
	Maelle DUBOSC-PAYSAN

COMMISSION MEDIATION AVEC LES COMMERÇANTS, PME/TPE, ARTISANS

Vice-président :	Patrice BIANCONE
Membres :	Gaëtane ARIKX
	Maelle DUBOSC-PAYSAN

COMMISSION GESTION DES RISQUES SANITAIRES

Vice-président :	Quentin BENCHETRIT
Membres :	Elsa BECKER
	Mathieu PARAILLOUS
	Maelle DUBOSC-PAYSAN
	Michel VILLEGIER

COMMISSION GESTION DES CIMETIERES

Vice-présidente :	Myriam LANGLOIS
Membre :	Véronique CAZAVANT

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE RELATIVE AU CONTROLE DES
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC**

Représentant titulaire :	Alain CLAVERIE
Suppléant :	Mathieu PARAILLOUS

COMMISSION DE REVISION DES LISTES ELECTORALES :

Membres titulaires	Membres suppléants
Véronique CAZAVANT	Gaëtane ARIKX
Myriam LANGLOIS	Christian DUCAMP
Céline LUNARDELLI	
Lionel BARBERIS	
Caroline CABANAC- ESCANDE	

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire:

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maïlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

FINANCES

5. Décision modificatives n°4 du budget principal

Christophe VIGNAUD :

C'est assez compliqué ce soir, et je vais passer la parole à Edouard.

Donc au point numéro 5, c'est décision modificative du budget principal.

Edouard DUPOUY :

Oui, alors c'est la dernière décision modificative de l'année. On en a parlé en commission générale et on a vu le détail en commission finance.

Grosso modo il n'y a pas beaucoup de changements. Ce sont des sujets assez classiques et des montants relativement faibles.

Vous trouverez également les ajustements qu'il va y avoir sur les subventions aux associations, puisqu'elles sont faites au fil de l'eau, notamment quand on reçoit les éléments sur les subventions relative aux manifestations.

Un certain nombre d'ajustements liés à nos travaux sont liés aux AP/CP que je regarderai par la suite. Vous avez le tableau et le détail, je n'en dis pas plus.

S'il y a des questions, je peux y répondre tout de suite, sinon on procède au vote.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Non ? Alors, on va passer au vote.

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-05 : Décision modificative n°4/2024 budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONI, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 25 novembre 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-02 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-03 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°2 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240927-01 du 27 septembre 2024 portant vote de la décision modificative n°3 de 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°4/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 117 436,00 € et en section d'investissement à 3 922,62 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

S/R	N°	Chapitre	Fonction	Nature	Opérations	Libellé	Dépend
D	F	011	020	0208		Prestations de service	21 025,87
D	F	05	02	0503		Services d'entretien	50 860,90
D	F	05	05	0508		Autres contributions obligatoires	47 800,00
D	F	05	05	051011		Subventions fonctionnement à blanc	47 800,00
D	F	05	020	05108		Subventions fonctionnement aux associations - consultation	1 500,23

suite

S/R	N°	Chapitre	Fonction	Nature	Opérations	Libellé	Dépend
D	F	05	020	05108		Subventions fonctionnement aux associations	83 860,20
D	F	05	020	05108		Subventions Dénat Pe d	1 500,00
D	F	05	020	05108		Subventions Dénat Life	6 000,00
D	F	05	020	05108		Subventions Les Miroirs du Centre de Recherche Rugby	1 000,00
D	F	05	020	05108		Subventions Les enfants du rugby	10 000,00
D	F	05	020	05108		Subventions Les 30 ans	1 000,00
D	F	05	020	05108		Subventions RPI Hérault	1 000,00
D	F	05	020	05108		Subventions Comités d'équipe	500,00
D	F	05	020	05108		Subventions Toulon	600,00
D	F	05	020	05108		Subventions L'été à l'école	2 000,00
D	F	05	020	05108		Subventions DACC Collège St Joseph	1 300,00
D	F	05	020	05108		Subventions Michel Cheval	2 000,00
D	F	05	020	05108		Subventions Blanche Landre Mery	1 000,00
D	F	05	020	05108		Subventions Transports S.B	500,00
D	F	014	020	7308		Reversement taxe de séjour départementale 2023	9 445,21
D	F	028	05	028		Reversement à la section d'investissement	61 132,83
Dépenses de fonctionnement							117 436,00

S/R	N°	Chapitre	Fonction	Nature	Opérations	Libellé	Recettes
R	F	813	020	8413		Restitutions sur rémunération du personnel	27 000,00
R	F	735	05	73109		Rôles supplémentaires contributions directes	25 000,00
R	F	75	821	751011		Subventions de fonctionnement de l'école	10 000,00
R	F	75	020	75108		Autres subventions	10 000,00
R	F	75	020	75108		Autres produits de gestion courante	33 115,00
R	F	77	05	770		Mandat produits sur travaux réalisés	10 000,00
Recettes de fonctionnement							117 436,00

Section d'investissement :

D/R	VP	Chapitre	Fonction	Réserve	Opération	Libellé	Dépendances
D	1	40	01	10225		Taxes d'aménagement	14 000,00
D	1	40	01	10226		Taxes d'aménagement	1 400,00
D	1	40	01	10228		Taxes d'aménagement	14 400,00
D	1	40	01	10229		Taxes d'aménagement	50 000,00
D	1	21	045	1331		Prévision de vente - Immeuble Po. des Olym.	140 000,00
D	1	20	012	2310	0400	Travaux d'aménagement	-1 000 000,00
D	1	20	012	2310	0400	Travaux d'aménagement - TVA	1 000 000,00
D	1	20	014	1310	0400	Aménagement de bâtiments divers	200 000,00
D	1	20	040	1020	0470	Travaux de voirie	-121 400,00
D	1	20	020	2310	0450	Travaux de voirie	40 000,00
D	1	20	11	1310	0400	Travaux de voirie	40 000,00
D	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Au du Golf	10 000,00
D	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Mairie-Landes	1 000,00
D	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Au des Sports	100 000,00
D	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Bâtiments scolaires	10 000,00
D	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Bâtiments scolaires	10 000,00
Dépendances d'investissement							2 000,00

D/R	VP	Chapitre	Fonction	Réserve	Opération	Libellé	Recettes
R	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Au du Golf	10 000,00
R	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Mairie-Landes	1 000,00
R	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Au des Sports	100 000,00
R	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Bâtiments scolaires	10 000,00
R	1	4000	000	400000		Opération sous mandat - Recettes - Bâtiments scolaires	10 000,00
Recettes d'investissement							2 000,00

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°4/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Nicole DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

6. Décision modificative n°5 « technique » du budget principal

Edouard DUPOUY :

Point numéro 6, qui est une décision modificative dite « technique » sur le budget principal et qui concerne l'accession d'un véhicule et l'achat d'un véhicule, qui est un 4x4 pour les plages. S'il y a des questions, j'y réponds.

Christophe VIGNAUD :

On passe au vote.

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-06 : Décision modificative n°5/2024 du budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONI, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Edouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, expose la nécessité de modifier certains crédits budgétaires du budget principal.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la Commission des finances réunie le 25 novembre 2024,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°240308-05-01 du 8 mars 2024 portant vote du budget primitif 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-02 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°1 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240628-03 du 28 juin 2024 portant vote de la décision modificative n°2 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°240927-01 du 27 septembre 2024 portant vote de la décision modificative n°3 de 2024 du budget principal,

VU la délibération n°241216-05 du 16 décembre 2024 portant vote de la décision modificative n°4 de 2024 du budget principal,

La Décision Modificative (DM) n°5/2024 du budget principal s'équilibre en section de fonctionnement à 10 455,61 € et en section d'investissement à 8 455,61 €.

Le détail est présenté dans les tableaux ci-après :

Section de fonctionnement :

D/R	U/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
0	F	042	03	675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	10 455,61
						Dépenses de fonctionnement
						10 455,61

D/R	U/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
8	F	77	023	775	Produits des cessions d'immobilisations	2 000,00
8	F	042	03	776	Différences sur réalisations transférées investissement	8 455,61
						Recettes de fonctionnement
						10 455,61

Section d'investissement :

D/R	U/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Dépenses
0/R	I	040	01	182	Maisons-écoles sur cession	8 455,61
						Dépenses d'investissement
						8 455,61

D/R	U/F	Chapitre	Fonction	Nature	Libellé	Recettes
8	I	040	01	218/36	Loans auxiliaire - matériel de transport	10 455,61
8	I	024	01	024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000,00
						Recettes d'investissement
						8 455,61

Après en avoir délibéré,

Avec 21 voix pour

5 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la décision modificative budgétaire n°5/2024 du budget principal telle que présentée dans les tableaux ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Mairie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

7. Autorisations de programme et crédits de paiement du budget principal

Edouard DUPOUY

Ensuite, on va passer aux AP/CP. Donc les autorisations de programme et crédits de paiement.

Donc il y a plusieurs ajustements. Le premier ajustement, c'est concernant le plan-plage.

En fait vous le voyez dans le tableau qui vous a été communiqué, on a fait le choix de décaler ces crédits, à la fois sur 2025 et sur 2026 et de changer le montant global de l'AP/CP.

Vous avez tout le détail justement de ces travaux.

Pour rappel, ça concerne à la fois la réhabilitation du poste de secours de la plage blanche, l'installation de trois postes de secours mobiles pour les plages des chênes lièges, du Rey et du Parc.

Et puis il y a également des aménagements de voiries, d'accès de plage et de parking.

Le second AP/CP concerne la ferme de Bielle. Je pense que Céline rentrera un peu plus dans le détail tout à l'heure.

Il y a un marché de maîtrise d'œuvre qui a été lancé il y a quelques jours.

On a une première estimation de travaux sur laquelle je pense qu'il faut retravailler un peu plus par la suite. On en reparlera je pense avec Céline, pour notamment avoir des coûts un peu plus affinés.

Mais voilà du coup il y a un AP/CP là-dessus qui s'élève, vous l'avez, à hauteur d'un million et cinquante mille euros.

Pour des travaux qui pourraient se dérouler sur deux années, donc 2025 et 2026.

Je rappelle, mais on en reparlera peut-être par la suite, que l'idée, l'idée de base c'était de financer ces travaux de rénovation en lien avec la vente de la maison Bonhomme qui pourrait avoir lieu dans les semaines ou les mois à venir. Donc sujet à suivre on en reparlera tout à l'heure.

Ensuite l'AP/CP pour l'avenue des Ecoles qui ne bouge pas en fait en termes de montant général, mais on décale juste les crédits de 2024 vers 2025 puisque tout n'a pas été consommé.

Autre point, la place des Landais c'est toujours le même sujet, le montant global ne bouge pas mais comme l'ensemble des factures n'ont pas été réglées sur l'année 2024, on décale ces crédits sur l'année 2025 pour finaliser le règlement mais le projet en lui-même est finalisé.

Et même sujet sur le dernier AP/CP qui concerne le poste de police municipale, on décale des crédits juste pour 60 000 euros pour finaliser et régler les dernières factures.

Sur ce dossier là j'en ai terminé, est-ce qu'il y a des questions, des remarques ? Oui, Lionel ?

Lionel BARBERIS :

Oui merci.

Concernant la première AP/CP sur le plan plage, on est sur un rajout de crédit aussi là ?

Edouard DUPOUY :

On est sur un rajout de crédit, puisqu'on était à 900 000€ sur le premier AP/CP et là on est à 1 350 000€.

Lionel BARBERIS :

Un rajout de 450 000 euros là quasiment ?

Edouard DUPOUY :

Oui.

Lionel BARBERIS :

Pour ?

Edouard DUPOUY :

Alors à quoi sont liées ces modifications ? Les modifications ont lieu par rapport aux coûts de maîtrise d'œuvres initiaux, il y a eu des réajustements, il y a eu notamment des estimations qui avaient été faites et qui ont dû être réajustées.

Et donc il y a bien un rajout de 446 000 €.

Lionel BARBERIS :

Ça fait 50% d'augmentation quoi. Ils sont liés à quoi ? À des surprises ?

Christophe VIGNAUD :

Je pense que la première estimation n'était pas la bonne, donc du coup on a dû réajuster. Là-dessus tu sais, il y a une forme de subvention qui est...

Lionel BARBERIS :

Dans les AP/CP, il serait bon aussi de mettre les recettes attendues. Ce serait bien.

Christophe VIGNAUD :

En fait, tu as 70% de subventions, donc globalement, sur le prix global tu prends 45% qui nous est à alloué.

Lionel BARBERIS :

On aura aussi 70% de subventions sur les... Non c'est ciblé sur certaines choses.

Christophe VIGNAUD :

C'est 70% sur ce qui est éligible.

Edouard DUPOUY :

Souvent c'est de la signalétique.

Christophe VIGNAUD :

Voilà, absolument.

Et sur ces 70%, pour être tout à fait clair, sur le montant qui est d'un million d'euros, quand on regarde la totalité, ça représente 40% à 45%.

Sur les 70% qui sont éligibles, qui vont être cofinancés par l'État ou autre.

Lionel BARBERIS :

Je pense que c'est important de le souligner parce que dans les AP/CP, ce qui est bien, c'est qu'on le voit au fil du temps des variations de ce type-là. C'est-à-dire que là on a des AP/CP à 900 000€.

On se retrouve avec 1 350 000€, ce qui est quand même conséquent en termes d'augmentation.

L'inflation ne peut pas tout porter par rapport à ça parce qu'on est à 50%, il ne faut pas exagérer non plus.

Je pense que dans les estimations, c'est important, ce qui vient sur la deuxième AP/CP, sur la ferme de Bielle puisque là on inscrit à 1 000 000€, en sachant pertinemment qu'en fonction du type de travaux qu'il y aura à faire en fonction de l'équipement, en fonction de ce qu'on va y mettre dedans, on est vraiment sur une enveloppe pour l'instant qui est à la louche.

Il y a beaucoup de choses qui peuvent se passer en termes d'estimation qui peuvent faire évoluer ce budget à la baisse.

Peut-être à la hausse sûrement en réalité parce qu'on sait comment ça se passe.

Céline LUNARDELLI :

Juste une précision pour la ferme de Bielle, le montant-là c'est juste pour la rénovation. Je vais en parler tout à l'heure par rapport à l'association qui a été choisie, il n'y a aucun investissement de la mairie pour l'infrastructure de l'association, c'est que la rénovation.

Lionel BARBERIS :

Tu vois la rénovation, le problème c'est qu'on a 1,5 million d'Euros de travaux estimatifs et on peut avoir quelques surprises aussi.

Je prends l'exemple du Sporting, le Sporting ça nous est arrivé, on a évalué un montant, on se retrouve avec un montant qui est largement supérieur.

Voilà donc ce que je voulais dire c'est que dans le global des AP/CP, ce qu'on fait dans les autorisations de programme et crédits de paiement, on fait ça pour justement avoir une vision pluriannuelle de nos investissements.

Et si je dis ça c'est parce qu'on rajoute à ça ce qu'on a vu d'ailleurs en commission finance aujourd'hui et ce qu'on verra peut-être dans des écritures futures, à savoir qu'on parle d'un complexe sportif, on parle de la ferme de Bielle etc. le Sporting, en fait tous ces équilibres-là qui changent en permanence,

Si on n'a pas de vision pluriannuelle on ne sait pas si on est capable de les porter ou pas.

Voilà donc là on rajoute la ferme de Bielle, alors on enlève le Sporting en partie, qu'est-ce qu'on y fait, qu'est-ce qu'on n'y fait pas, tout ça demande une discussion et un pilotage au quotidien qui est complexe.

Cela étant dit 1,5 million, ça reste une estimation.

Donc je dis attention parce que là on est sur une augmentation potentielle, on l'a juste avant au plan plage et on l'a juste après sur la place des Landais puisque la place des Landais on a inscrit là sur un programme final de « 4,6 millions », avec une estimation au départ qui était autour de 3 millions et quelques.

Edouard DUPOUY :

3,8 M€ HT, tu veux dire, mais c'est sur le montant que...

Lionel BARBERIS :

Non, on a eu une augmentation sur la place des Landais et puis en plus on a vu aujourd'hui qu'il y a 190 000 € qu'on n'intègre même pas dans ce programme et qui vont être distribués aux commerçants dans le cadre de la commission d'indemnisation.

Donc globalement on le voit régulièrement les AP/CP dépassent les estimations.

Christophe VIGNAUD :

Alors je vais te répondre sur plusieurs points.

En ce qui concerne la ferme de Bielle, la ferme de Bielle, et je pense que tout à l'heure on va en parler, en vendant la maison Bonhomme ça va financer une partie de Bielle, une grande partie de Bielle.

Bielle c'est une coquille vide qu'on va juste rénover pour que l'association qui a été choisie puisse faire son activité.

On a mis un million, 1.5M, c'est une estimation qui a été faite, qui va être réajustée, à partir du moment où on va commencer à lancer les opérations auprès des industries et des entreprises.

Et à ce moment-là on réajustera notre AP/CP.

Ce qui est certain c'est qu'on ne va pas aller faire tout et n'importe quoi, même si on considère que je gère pas du tout la ville et que je le fais mal. Je reviendrai quand même sur le Sporting. Le Sporting c'était un choix.

On est les seuls à être allés jusqu'au bout de toutes les études pour savoir ce qu'il fallait faire à l'intérieur du bâtiment.

Quand je dis "on est les seuls" c'est qu'on a fait les études, et pas des études partielles pour savoir s'il faut changer les poutres ici ou là ; on a fait des études totales qui étaient de l'ordre de 500 000 euros.

Et on sait aujourd'hui que si on va sur le Sporting, c'est déraisonnable puisqu'on sait qu'après les différentes ouvertures de plis, on se retrouvait au-delà du budget qu'on s'était fixé et qu'on avait mis en place.

Donc aujourd'hui le Sporting il faut le revoir.

Aujourd'hui le Sporting il est clair qu'on ne peut pas l'engager sur nos propres deniers comme on le pensait.

Et ça, c'est être raisonnable de dire qu'en l'état ce n'est pas réalisable parce qu'on est certain qu'on ne va pas s'en sortir.

On est certain que si on reste sur le Sporting tel qu'on le souhaitait, on allait dépasser totalement notre capacité, on allait mettre en péril la ville et c'est ce que je ne veux pas et c'est ce qu'on ne souhaite pas, je pense, autour de la table.

On veut s'en sortir et on veut le faire, mais on ne veut pas le faire à n'importe quel prix.

Donc tu as assisté à différentes commissions finances où on travaille sur le sujet et on essaiera de faire en sorte que le Sporting puisse être un élément qui se sortira d'une manière ou d'une autre avec en tout cas peu d'incidence à ce qui nous concerne. Je parle au niveau de la ville.

Pour revenir sur Bielle il est important de le faire parce que d'abord c'est un bâtiment sur lequel il y a une vraie histoire. Je pense qu'il y a vraiment quelque chose qu'on puisse sortir avec l'association.

Donc il est certain que toutes ces opérations dont on vient de parler, elles coûtent cher.

Et pour finir pour la place des Landais, juste pour information, on a eu des subventions parce qu'en fait tu as raison sur le prix et sur le total.

Mais on a quand même ressorti 350 000€ de la DSIL, une aide de l'Etat, et 30 000€ de la MACS.

Le coût total et le coût final il est de 3,4 M € au lieu de 2,8M€ au départ.

Donc il y a eu des dépassements certes, mais qui sont relativement raisonnables pour un type de projet tel que celui-là, puisqu'il y a quand même eu d'abord une concentration des travaux sur 9 mois, une difficulté quand même qui n'est pas aussi simple.

Donc en ce qui concerne les AP/CP, sur lesquels on est en train de discuter, on essaye de les maintenir et de faire en sorte qu'elles soient dans le budget. Oui ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je voulais revenir sur les 70% de subventions du plan-plage qui ont été abordées.

Est-ce qu'il serait possible d'avoir les éléments d'engagement de subventions des services de l'Etat et du département ?

Christophe VIGNAUD

Ça fait 40% du total de ce qui est prévu, donc c'est 70% de tout ce qui est éligible.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais est-ce qu'il serait possible d'avoir les détails de ce qui vient de chaque organisme de l'Etat, du département ? Parce que là on a une enveloppe globale sur laquelle on mise.

Et est-ce qu'aujourd'hui on a quand même, une certitude je ne dis pas, mais est-ce qu'on sait combien du département, combien du GIP, combien chacun s'engage dans ce plan en fait ?

Christophe VIGNAUD :

Non, alors aujourd'hui non. On n'a pas eu la notification.

Mais on sait par la personne qui s'occupe du fameux plan-plage avec nous que c'est à peu près 40% du montant global de subventions.

70% de ce que je disais est 70% de ce qui peut être éligible, ce qui correspond à peu près à 40% de l'ensemble des dépenses prévues sur le budget.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je m'autorise cette question parce qu'on sait tous où les plans plages de voisins ou d'autres chantiers sur des montants de subventions sur lesquels on a tous misé.

Et à l'arrivée, on sait qu'en général on n'y est pas. Donc ce serait bien pour le plan-plage qu'on sache déjà un petit peu où on met les pieds.

Christophe VIGNAUD :

Jusque-là, ils ont tenu leur parole. Après maintenant, c'est la dernière loi de finance qui va être faite au niveau de l'Etat. Je ne peux pas m'engager là-dessus.

Lionel BARBERIS :

Juste par rapport au Sporting, c'est intéressant ce que vous soulignez. C'est quatre ans, quatre ans et demi d'études de la part de la commune pour arriver...

Intervention inaudible

Mais les architectes ont travaillé. Les estimations ont été mauvaises apparemment puisque les enveloppes qui ont été ouvertes ont créé la surprise.

Mais c'est quand même quatre ans et demi de travail de tout le monde pour arriver à un résultat qui est de pas faire.

Donc c'est quand même un problème.

Edouard DUPOUY :

Il n'y a pas de prise de décision.

Lionel BARBERIS :

De faire autrement ? En tout cas, les pistes qui sont...

Edouard DUPOUY :

Il n'y a aucune prise de décision. Ni de faire, ni de faire autrement.

Lionel BARBERIS :

C'est quatre ans de réflexion sans prise de décision. Si vous voulez, c'est encore mieux.

Mais je dis simplement que c'est pour ça que la prospective est intéressante.

Toujours avec cette prudence qui est nécessaire puisqu'on le voit ; et c'est le cas dans cette délibération.

Je reviens sur la délibération, c'est que toutes les AP/CP qui sont là bougent et la ferme de Bielle, pour moi, ne fera pas exception.

Edouard DUPOUY :

Et si tu as une piste de réflexion, enfin si l'ensemble des conseillers ont des pistes de réflexion pour améliorer. Parce que moi aussi j'ai beaucoup de mal à appréhender ces AP/CP, puisque j'ai l'impression qu'on ne peut pas s'appuyer réellement sur ces estimations.

De toute façon, dès qu'on nous sort un chiffre du chapeau et quand on en parle en commission, on a du mal à l'appréhender, on a du mal à comprendre ce qui est vrai, ce qui n'est pas vrai.

Et aujourd'hui pour piloter un budget et un PPI, c'est quand même très difficile de s'appuyer sur ces estimations qui ne sont pas toujours fiables.

Et si on a une piste de réflexion, une meilleure méthode pour travailler en science, moi je suis preneur.

Lionel BARBERIS

Je pense qu'il faut déjà mettre la pression nécessaire auprès de tous les acteurs qui nous accompagnent.

Je pense que n'importe quel promoteur, entreprise privée qui travaille à l'élaboration d'un projet, cherche dans son estimation être la plus juste possible, sinon vous allez voir les banquiers, vous cherchez des financements, vous ne trouvez rien du tout.

Nous en fait, en tant que collectivité, on accepte qu'on déborde de 50% par-ci, 50% par-là. En fait, on est les seuls à accepter ça.

Aller faire ça à un promoteur dans le cadre d'un marché, moi c'est le cas tous les jours, autant vous dire que la négociation pour dire je veux plus, etc. elle est extrêmement difficile. Là j'ai l'impression que c'est toujours facile.

Dans l'appel d'offre, il y a un surcoût parce qu'on n'avait pas vu que la poutre allait tomber, que si, que ça, donc on en met des tartines.

Il y a des gens qui sont une spécialité de répondre juste au prix et après de se dire de toute façon sur les travaux supplémentaires, je vais pouvoir me mettre ce qu'il faut pour me récupérer. Il y en a qui sont adeptes de ça.

Je pense à nous aussi d'être exigeants avec nos architectes, avec les gens qui travaillent avec nous, en disant "on estime que le niveau de performance que vous devez à la collectivité, il doit être élevé".

Et pas de se retrouver en acceptant n'importe quel dépassement d'honoraires, de ci, de ça, parce qu'à la fin, c'est ce qui se passe, parce que les matériaux, parce que ce n'était pas la bonne pierre, parce que ce n'était pas la bonne couleur.

À un moment dans le cahier des charges, il faut aussi que...

Vous ne faites pas ça avec le privé la plupart du temps. C'est compliqué.

Edouard DUPOUY :

Je partage et je suis d'accord qu'il faut un niveau d'exigence avec ces cabinets d'architectes, mais en l'occurrence dans le cas du Sporting, concrètement, comment ça va se caractériser, se matérialiser, moi je ne sais pas.

Aujourd'hui, on est arrivé à un point de non-retour, c'est-à-dire qu'on a ouvert ces plis, on a des montants qui sont déconnectés.

Je ne vois pas comment on peut réanimer ce débat et refaire venir travailler ces gens qui nous ont sorti des estimations qui, visiblement, ne sont pas correctes.

Lionel BARBERIS :

Ça veut dire que le travail a été mal fait.

Edouard DUPOUY :

Ça, on est tous d'accord.

Christophe VIGNAUD :

Oui, alors le travail mal fait...

Lionel BARBERIS :

Je ne dis pas mal fait des élus, mal fait des gens qui nous accompagnent.

Je suis désolé, mais une estimation qui dépasse de 50%, je ne sais pas combien ça a été sur le Sporting.

Edouard DUPOUY :

20% oui.

Christophe VIGNAUD :

Non, c'était 20%.

Lionel BARBERIS :

Même 20%, je suis désolé.

Edouard DUPOUY :

C'est multifactoriel mais...

Christophe VIGNAUD :

Après, c'est un petit peu malhonnête ce que tu dis là parce que le 20% peut s'expliquer puisqu'on avait une obligation, souviens-toi, d'effectuer les travaux sur quatre ans.

Puisque la DRAC nous obligeait de réaliser ces travaux sur quatre ans pour pouvoir récupérer les fameux 800 000 euros qui pouvaient nous être alloués par leurs services, 200 000 euros par an sur quatre ans.

Donc toi, tu as une entreprise, si tu dois faire un budget sur quatre ans, tu vas te faire des marges de sécurité, Je ne te dis pas des marges pour gagner de l'argent, des marges de sécurité.

Et quand on a ouvert tous les plis, l'ensemble des plis, on avait prévu 9 millions d'euros, on est arrivé donc 20% au-dessus ; c'est à dire, on était autour de 11 à 12 millions d'euros.

Mais il y avait à l'intérieur de ça des entreprises qui avaient pris une marge énorme de sécurité ; je te parle de ça pour les échafaudages, pour les peintures, pour l'électricité, puisque le prix d'aujourd'hui, dans quatre ans, ils étaient certains et on en est sûr.

Et toi le premier, quand tu nous parles de ton entreprise...

Lionel BARBERIS

C'est pour ça qu'ils ont des indices de la vision...

Christophe VIGNAUD

Oui mais à un moment ou à un autre, ils se sont mis une à une des marges pour pouvoir se mettre en sécurité sur ces quatre ans de travaux.

C'est pour ça qu'on est arrivé à un prix qui était au-delà et une dépense qui était au-delà de ce que l'on avait prévu.

Et on a bien décidé tous ensemble qu'il n'était pas raisonnable d'engager le moindre euro pour pouvoir faire la rénovation.

Parce que quand on commence une rénovation, on commence ici, on ne sait pas où on va.

Si on doit aller jusqu'au bout, on va jusqu'au bout mais on ne veut pas mettre en péril les finances de la municipalité.

Donc j'entends ce que tu dis, mais bon après on sait exactement que les devis, les budgets et autres on y travaille.

C'est certain qu'en ce qui concerne le Sporting, on avait des choses qui étaient contre nous et les quatre ans ont été une chose qui était réellement contre nous pour pouvoir le faire correctement. Maintenant il faut qu'on trouve une solution pour pouvoir sauver ce patrimoine.

Puisqu'aujourd'hui il est fermé, vous le savez il devait même être fermé beaucoup plus tôt puisque toutes les études qui avaient été faites, ainsi que tous les rapports qui nous avaient été transmis, nous avaient démontré qu'on devait le fermer en septembre 2023. Et j'ai pris la décision sous ma responsabilité de le fermer qu'en janvier 2024.

Donc pendant toute cette période-là, on aurait pu avoir des incidents et des accidents, c'était moi qui était responsable.

Cela étant, on essaye de trouver des solutions pour pouvoir sauver notre patrimoine et sauver notre Sporting.

Bien. Est-ce qu'il y a d'autres réflexions ? On va passer au vote.

Edouard DUPOUY

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Et qui est contre ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération 241216-07 : Autorisation de Programme et Crédits de Paiement du budget principal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICXX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONI, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRI, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRI, Henri ARBÉILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU les articles L. 2311-3 du Code Général des Collectivités Territoriales portant définition des Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (APCP),

VU le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction comptable M57,

VU les délibérations n°240308-05-06 du 8 mars 2024, n°240628-04 du 28 juin 2024 et n°240927-02 du 27 septembre 2024 actant les autorisations de programmes et crédits de paiement pour 2024,

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint au maire en charge des finances, rappelle le contexte des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement (APCP).

Il précise la nécessité de créer et/ou modifier des autorisations de programme afin de pouvoir acter de futurs marchés et permettre le paiement des opérations de travaux avant le vote du prochain budget.

Voici le détail des ces modifications et création :

- Création d'une nouvelle autorisation de programme

AP24.003 Ferme de Bielle

Dans le cadre de la future réhabilitation de la ferme de Bielle, il est nécessaire d'ouvrir une nouvelle autorisation de programme (AP). Il est proposé d'y inscrire 1 050 000 € et de répartir les crédits de paiement (CP) sur les exercices 2025 et 2026.

AP24.003	AP	CP 2025	CP 2026	TOTAL CP
+/-	1 050 000,00	262 500,00	787 500,00	1 050 000,00
CM 16/12/2024	1 050 000,00	262 500,00	787 500,00	1 050 000,00

- Modification d'une autorisation de programme existante

AP23.002 Plan Plage

Les travaux du plan plage sont composés de deux phases, l'une pour les plages du lac et l'autre pour celles de l'océan.

Aujourd'hui, le projet a été chiffré par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Pour le lac, les travaux se composent en la réhabilitation du poste de secours de la plage Blanche, la fourniture-fabrication-installation de trois postes de secours mobiles pour les plages des Chênes-Lièges, du Rey et du Parc et en l'aménagement de voiries (accès des plages, parking ...) et d'espaces verts.

Les travaux devraient se terminer à la fin du printemps 2025.

Pour les plages océanes, nous sommes en attente de la validation de la procédure à adopter en matière d'études environnementales.

Il faut donc modifier l'AP déjà créée pour l'ajuster à l'estimatif du coût des travaux pour la phase des plages du lac et de la maîtrise d'œuvre globale. Les CP sont modifiés et répartis sur 2025 et 2026.

AP23.002	AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025
BP 2024	900 000,00	79 517,89	160 000,00	660 482,11
+/-	446 775,65			339 517,89
CM 16/12/2024	1 346 775,65	79 517,89	160 000,00	1 000 000,00

CP 2026	TOTAL CP
	900 000,00
107 257,76	446 775,65
107 257,76	1 346 775,65

- Modification de la répartition des crédits de paiements d'autorisations de programme déjà ouvertes

Si au 31 décembre d'une année, l'intégralité des CP de l'année en cours n'a pas été consommée, il est possible de les reporter sur la tranche de l'année suivante. Cependant, leur reprise ne pourra être effective qu'après le vote du compte administratif.

Pour éviter cette contrainte, il est possible de modifier la répartition des CP dès l'année en cours, en estimant les CP non consommés d'ici la fin de l'année et en les reportant sur la CP de l'année suivante. Ainsi, dès le 1^{er} janvier la collectivité peut utiliser l'intégralité des CP votés.

Les trois autorisations suivantes ont besoin de ce type d'ajustement.

AP23.001 Avenue des Ecoles

AP23.001	AP	CP 2023	CP 2024	CP 2025
BP 2024	514 174,40	14 174,40	500 000,00	
+/-			-157 458,60	157 458,60
CM 16/12/2024	514 174,40	14 174,40	342 541,40	157 458,60

TOTAL CP
514 174,40
0,00
514 174,40

AP19.002 Place des Landais

AP19.002	AP	CP 2019	CP 2020	CP 2021
BP 2024	4 690 045,74	825,12	37 597,80	80 877,54
+/-				
CM 16/12/2024	4 690 045,74	825,12	37 597,80	80 877,54

CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	TOTAL CP
526 035,88	3 491 709,40	553 000,00		4 690 045,74
		-86 384,80	86 384,80	0,00
526 035,88	3 491 709,40	466 615,20	86 384,80	4 690 045,74

AP21.001 Poste de police

AP21.001	AP	CP 2021	CP 2022	CP 2023
BP 2024	1 147 753,49	31 569,80	428 257,56	567 926,13
+/-				
CM 16/12/2024	1 147 753,49	31 569,80	428 257,56	567 926,13

CP 2024	CP 2025	TOTAL CP
120 000,00		1 147 753,49
-60 000,00	60 000,00	0,00
60 000,00	60 000,00	1 147 753,49

Après en avoir délibéré,

Avec 19 voix pour

7 abstentions (M. DUBOSC-PAYSAN, H. ARBEILLE, L. BARBERIS, C. CERIZAY-MONTAUT, C. CABANAC-ESCANDE, E. BESCHERON, C. DUCAMP.)

Le Conseil Municipal,

APPROUVE la création et les modifications sur les autorisations de programme et les ajustements sur les crédits de paiement tels que définis ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

La Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Marie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

8. Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025

Edouard DUPOUY :

Donc point numéro 8. L'autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025, sujet assez classique qui revient puisque jusqu'au vote du budget primitif, le maire peut, sur autorisation du Conseil municipal, engager, mandater les dépenses d'investissement du budget principal et des budgets annexes, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Donc juste pour un rappel sur le calendrier, début février, on votera le DOB et le rapport sur les orientations budgétaires.

Et puis le budget primitif ainsi que les comptes administratifs sont votés fin mars, donc d'où cette délibération.

Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? On passe au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Excusez-moi, il me semble que ce serait au maire de solliciter ce vote et pas à l'adjoint aux finances.

Intervention inaudible

Edouard DUPOUY :

Je ne connais pas le protocole mais je le respecte.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je pense que c'est le cas.

Christophe VIGNAUD

Qui est pour ? Vous êtes tous pour ? Qui est contre ? Non ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-08 : Autorisation à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARIOUX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONI, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY adjoint au maire en charge des finances, rappelle que conformément à l'article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), si le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Budget restaurant front de mer

Comptes 2023	Libellés	01-01-2023 Budget primitif 2023	01-01-2023 MMA 2023	01-01-2023 MMA 2023 MMA 2023	01-01-2023 MMA 2023	01-01-2023 MMA 2023
11.00	Opérations et produits opérationnels de l'exercice	11.101.00	0.00	11.101.00	11.101.00	11.101.00
11.00	Maintenance de l'actif	0.000.00	0.00	0.000.00	0.000.00	0.000.00
						11.101.00

VU l'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE jusqu'à l'adoption des Budgets primitifs 2025, Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts aux budgets de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette dont les détails figurent ci-dessus.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal,

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

9. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'Office de Tourisme pour l'année 2025

Edouard DUPOUY

Point numéro 9 ce sont les conventions d'objectifs et de moyens. Donc la première c'est entre la commune et l'office de tourisme.

Ce n'est pas la première convention, c'est la deuxième année qu'on travaille sur cette convention. J'imagine que vous avez pris connaissance de la convention.

Deux petits mots ; un premier mot peut-être pour remercier le directeur de l'office David ainsi que les équipes et le président que je vois ici présent, pour le travail et l'ensemble des réunions qu'on a pu avoir à la fois avec la commission finance mais aussi avec d'autres commissions.

Et je trouve que là-dessus on a fait de réels progrès à la fois sur les échanges et le travail en lui-même.

Dire un petit mot sur le budget de l'office sur lequel je trouve qu'il y a un travail assez remarquable qui est fait par les équipes pour toujours essayer de dépenser de la façon la plus juste dans un environnement assez contraint et avec des coûts qui parfois explosent.

Donc ils cherchent toujours à trouver la meilleure solution et on en a eu la démonstration lors de la présentation du budget.

Les remercier pour ce travail et puis leur confirmer que de notre côté on est avec eux et on poursuit notre engagement.

Et dans les projets on continue à les accompagner donc c'est pour ça qu'on a été sollicité sur un budget qui varie très légèrement pour les aider à continuer à poursuivre leur activité.

Le deuxième sujet sont les autres conventions d'objectifs de moyens pour les associations sportives.

Le point majeur à retenir sur ces conventions sont le fait qu'on a valorisé notamment la mise à disposition de biens publics.

Historiquement on avait uniquement le vote de subventions numéraires qui étaient votées et versées ; mais par exemple une association qui dispose d'un bâtiment public en front de mer ça a un coût.

Il faut le valoriser, il faut le mettre en avant et dans ces conventions vous avez pu lire, ces montants sont désormais estimés et connus de tous et validés au titre de ces conventions.

Et enfin dernier point sur les associations sportives, remercier également les associations qui ont participé au projet de l'école du sport et qui mettent à disposition soit du personnel ou des adhérents pour favoriser le développement du sport avec les écoles de la ville.

Donc on les remercie et c'est également retracé dans ces conventions.

Peut-être voter ?

Christophe VIGNAUD

On va parler du budget en ce qui concerne l'office. La demande de l'office aujourd'hui c'est 327 000€ versus 315 000€ l'année dernière.

Ça tient compte des saisonniers pour pouvoir ouvrir plus longtemps l'office, y compris certains week-ends en arrière-saison, vous l'avez vu l'office est quand même un point d'axe majeur en ce qui concerne les informations.

Et donc l'augmentation qui a été demandée nous paraissait en tout cas acceptable ; donc pour avoir un personnel un peu plus complet lors de ces permanences mais aussi lors des événements.

Concernant les manifestations c'est-à-dire toute la partie qui est liée aux événements qui sont portés ou suivis par l'office, l'enveloppe sera de 147 000€ au lieu de 122 000€ qui sera réglée comme on l'avait fait l'année dernière, réglée par la mairie avec le même fonctionnement que cette année.

Donc on a une petite augmentation mais qui a été expliquée lors de la commission finance avec la venue du président et de son directeur.

Et je dirai la même chose qu'a dit Edouard ; c'est vrai que depuis un certain temps on arrive à trouver un modèle de travail qui est assez simple et on arrive à avancer pleinement main dans la main pour le bien de la commune et surtout l'image de la commune.

Donc avant de passer au vote est-ce qu'il y a des questions par rapport à ça ? oui ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Edouard je partage totalement ton analyse par rapport au travail en collaboration avec l'office du tourisme. Je voudrais juste, si on pouvait éclaircir un point parce que j'ai effectivement regardé le document dans lequel on parle de la fête du centre, de la fête de la plage, d'Halloween, de Noël.

Je ne sais pas si le recrutement a été fait pour le poste de responsable de l'événementiel mais en tout cas il y en a un qui est en cours. Est-ce qu'il serait possible d'éclaircir le positionnement de chacun ?

Pour certaines animations il n'y a pas de sujet mais quand on part de la fête du centre, de la plage, d'Halloween ou de Noël en ce moment par exemple.

Quelle est la part donc de l'intervention ? En gros est-ce qu'il y a une part qui revient à l'OT et une part qui est portée par la mairie ou les deux en général ? C'est-à-dire que si on prend Noël peut-être que tu vas me répondre les deux.

Mais c'est surtout quel sera le rôle du responsable événementiel en association avec l'office de tourisme ?

Céline LUNARDELLI

Oui bien sûr. Parce que du coup je ne gère pas Noël c'est Gaëtane, après tu fais partie je rappelle de la commission événementielle.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Alors oui mais pas les gens qui nous écoutent.

Céline LUNARDELLI

Oui oui mais je veux aussi...

Oui mais j'entends mais je le précise aussi aux gens qui écoutent que tu fais partie de ces commissions-là. Il y a l'OT qui s'occupe de ce qui est Halloween intégralement. Après tout ce qui est intervention des services techniques ça dépend de nous. Parce qu'ils n'ont pas leurs propres services techniques. Tout ce qui est... On se partage les compétences.

Pour ce qui est Noël.

Intervention inaudible

Le responsable en fait gère de l'événementiel, gère tous les événements mairie. Donc l'organisation de l'exposition qui va avoir lieu par exemple.

Donc tout ce qui est l'aspect technique, tout ce qui est l'organisationnel de Noël, tout ce qui est l'organisationnel ce n'est pas David TRAN qui gère les services techniques pour l'organisation Halloween ; c'est son responsable technique aussi.

Tout ce qui est l'organisation des événements, des célébrations, des fêtes, des commémorations etc, tout ce qui est premier de l'an, Les vœux du maire etc...

Enfin tu as tout le détail sur la fiche de poste mais on peut le revoir.

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Mais justement dans le document dont on parle il fait mention d'Halloween et de Noël.

Il me semblait que c'était un événement...

Intervention inaudible

C'est pour ça que je me permets aussi.

Christophe VIGNAUD

Non il y a deux choses. Je vais juste te reprendre la main. Céline, Je reprends deux choses.

En ce qui concerne Halloween la question elle est très simple. Halloween c'est une idée qui avait été déjà portée par l'association des commerçants et qui a été reprise par David TRAN puisque l'association ne voulait plus le faire. Toute la partie, on va dire, intellectuelle, mise en place, projets... c'était l'office.

Nous, on arrive... la mairie arrive pour tout ce qui est côté logistique.

Quand on parle de la fête du centre, quand on parle de la fête de la plage, c'est une fête logistique entre guillemets et donc ça c'est la mairie qui l'apporte.

Alors bien entendu l'office est avec nous derrière pour tout ce qui peut être image, pour tout ce qui peut être proposition au niveau des groupes et ainsi de suite.

Donc ça c'est une collaboration.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

En fait, le responsable événementiel c'est le responsable de la logistique.

Christophe VIGNAUD :

Globalement, non ce n'est pas un responsable de la logistique puisqu'il fait la logistique mais en même temps il aura à cœur de travailler en collaboration avec l'office, ce qui est hyper important. Il fait le lien entre l'office et nos services techniques pour mettre en place tous les événements dont tu as parlé, dont tu as fait état.

Et il aura aussi en charge d'aller trouver peut-être d'autres événements ou en tout cas de supporter aussi des événements qui sont portés par les associations.

Je prends le Swimrun par exemple, c'est une association qui porte cette manifestation mais nous en tant que mairie, en logistique on est là. Et en revanche l'office arrive derrière pour faire des images et les re-exploiter derrière.

Céline LUNARDELLI :

Après on a tous les événements qui arrivent directement via des personnes qui veulent faire un événement.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Est-ce qu'on n'a pas peur qu'il y ait de plus en plus d'événements dits « mairie » au détriment du rôle de l'office de tourisme ?

En fait, je n'arrive pas à déterminer le rôle de chacun. Sinon on me dit l'office de tourisme, son rôle c'est de faire de la com et ça s'entend et pas de créer des événements.

Céline LUNARDELLI :

Les événements mairie, ils se comptent sur les doigts de la main, il n'y en a pas énormément, il y en a 3 ou 4 au cours de l'année.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Il y en a plus en plus. Et tant mieux.

Céline LUNARDELLI :

Après il y a beaucoup d'événements qui sont organisés avec l'aide de la mairie, ça je te l'accorde, et l'aide de l'office de tourisme mais qui sont soit d'associations, soit d'organismes différents.

Et effectivement quelquefois ça centralise là et ensuite on dit non, ça ce n'est pas notre compétence mais c'est l'office qui va gérer.

Ou alors oui, parce que c'est important pour les habitants, pour les touristes, pour la vie et l'événementiel de la ville et dans ces cas-là oui le responsable événementiel va aider à toute cette logistique, le pourquoi, les autorisations etc...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Sincèrement si tout le monde est heureux et que tout le monde y trouve son compte, après la seule chose, je suis désolée Monsieur BARBERIS, je vous coupe l'herbe sous le pied, mais on procède à un recrutement, on aurait pu s'en passer, mais à part ce point-là si l'office de tourisme et la mairie travaillent en bonne intelligence et que chacun trouve sa place, tant mieux.

Céline LUNARDELLI :

C'est un recrutement de remplacement ; il existe déjà le poste.

Christophe VIGNAUD :

L'office, par exemple, en ce qui concerne les événements, l'office a la charge du latino et ça c'est une opération office 100% avec l'aide de la mairie pour tout ce qui est logistique quand même par exemple.

Et tu as toutes les festives, les festives c'est tous les événements que nous avons l'été avec les concerts à la plage centrale, dans le centre-ville, dans les halles et ainsi de suite.

Ça, c'est porté par l'office ; pourquoi ? Parce qu'il y a une habitude qui a été prise depuis très longtemps, il y a des contacts qui sont pris par une jeune fille qui travaille à l'office, qui connaît tous ces gens-là et qui nous permet d'aller beaucoup plus vite dans le choix, et bien entendu là aussi nous on est derrière, la mairie est derrière en ce qui concerne la logistique.

Et donc cette personne dont on parle, qui sera recrutée, aura en fait la manière de lier les deux, la partie mairie, la partie office et de faire ce lien entre les deux pour que ça puisse se dérouler dans les meilleures conditions.

Céline LUNARDELLI :

Mais le poste existe déjà

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Non, Céline alors je me permets je vais te répondre, tu m'as interrogée

Céline LUNARDELLI :

Il est où ce débat ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Céline, regarde-moi dans ces cas-là, tu m'as interrogée, je te réponds. Si tu remontes historiquement, avant le centenaire

Céline LUNARDELLI :

Oui il n'y en avait pas.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Sans citer de nom évidemment, tu as un bureau avec deux personnes, tu as une personne qui fait le choix de quitter les services de la mairie.

Soit on l'aide, on la remplace, on recrute quelqu'un dedans le bureau mais cette personne, pour des raisons qui la regarde, finalement fait le choix pour l'instant de rester parmi nous.

Techniquement on se retrouve désormais à trois et fort heureusement parce que cette personne qui est un très bon agent n'allait pas venir pour rien et on avait un centenaire à organiser donc un surcroît de travail, cette personne a passé tout son temps sur l'organisation du centenaire.

Et aujourd'hui que le centenaire est terminé et que cette personne, apparemment, je termine merci, a décidé de nous quitter, si elle nous quittait et qu'on ne procédait pas à ce recrutement, on retournerait à la configuration qui était celle avant centenaire, deux personnes dans le bureau.

En faisant ce recrutement alors qu'elle va nous quitter, cette fois-ci on grave définitivement dans le marbre par rapport, faisons simple, au jour où nous sommes arrivés en 2020, on officialise un recrutement de plus.

Lionel BARBERIS :

Mais c'est anecdotique, c'est nécessaire hein ?

Céline LUNARDELLI :

Non ce n'est pas anecdotique, puisque vous êtes d'accord je crois avec ce que vient de dire Maëlle ?

Lionel BARBERIS :

Non mais enfin c'est ce que je répète depuis le début, ça ne me fait qu'écho.

Céline LUNARDELLI :

Est-ce qu'à un moment donné, est-ce qu'à un moment donné vous avez regardé le nombre d'événements qu'il y a eu en 2020 ? et le nombre d'événements aujourd'hui ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Mais je viens de dire si c'est nécessaire, ça se justifie un recrutement. Mais il ne faut pas dire qu'on ne recrute pas.

Céline LUNARDELLI :

Est-ce qu'on a fait la comparaison, est-ce qu'à un moment donné vous avez fait des "vis ma vie" et vous avez passé une journée au niveau événementiel pour voir ? Parce que vous parlez d'agents, vous parlez de surcharge de travail...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Mais est-ce que j'ai critiqué ce recrutement ?

Céline LUNARDELLI :

Laisse-moi finir.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je dis juste qu'il existe, il ne faut pas le nier. Et s'il est justifié tant mieux.

Céline LUNARDELLI :

Laisse-moi finir, je t'ai laissée finir.

Mais à un moment donné, il y a tout un élément de comparaison pour lequel tu dis que ce poste n'est pas nécessaire depuis.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je suis mal placée pour recruter Est-ce que je l'ai dit ?

Céline LUNARDELLI :

Bah oui puisque...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Non, j'ai dit qu'il fallait en revanche...J'ai dit qu'on va recruter quelqu'un,

Céline LUNARDELLI :

Donc oui tu penses que...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Il faut officialiser le fait qu'on va recruter et si c'est nécessaire tant mieux. Je suis très mal placée pour critiquer le fait de recruter des agents.

Christophe VIGNAUD :

Maëlle, juste une chose, on n'est pas sur le recrutement de la personne qui concerne l'événementiel.

On est sur le budget, on va se recentrer, on est sur le budget de l'office, d'accord ? Est-ce que par rapport au budget que je vous ai exposé, vous avez des questions ?

Patrice BIANCONE :

Moi, je voudrais simplement ajouter à la longue liste que vous avez présentée, Monsieur le maire, qu'il y a de Salon du Livre et que l'office du tourisme joue un rôle très important à ce moment-là, dans la gestion d'une organisation qui se mobilise et que ça dure plusieurs semaines.

Donc je voudrais signaler quand même que c'est un grand coup de main qu'il nous donne et qu'ils effectuent le travail avec sérieux efficacité et professionnalisme ; c'est le moins qu'on puisse dire.

Puis je voudrais signaler que j'ai assisté au conseil d'administration de l'office du tourisme et que j'ai trouvé que les propositions qui ont été faites par son président et par David TRAN étaient vraiment très bonnes et que je suis très heureux de voir que le travail s'engage dans cette direction.

Et donc je tiens à saluer les nouveaux responsables de l'office du tourisme.

Christophe VIGNAUD :

Lionel, à toi.

Lionel BARBERIS :

Merci, Monsieur le maire.

Oui, bon, hormis le fait que techniquement il y a un poste de plus, qu'importe, je veux dire, dans ce qui est... Non, non, non, mais juste qu'échangez-là, bon, je veux dire, c'est une réalité, c'est une réalité budgétaire.

Monsieur le maire, laissez-moi.

Mais je reviens tout de suite dessus. Je dis juste que j'ai répondu juste en disant que techniquement il y a un poste de plus ; donc ça c'est une réalité.

Par rapport au budget, par enfin, en tout cas au budget, par rapport à ce qui nous est proposé, par rapport à ce qui a été souligné par Edouard, Monsieur le maire, j'ai presque envie de dire enfin.

Christophe VIGNAUD :

Enfin quoi ?

Lionel BARBERIS :

Enfin, enfin. Nous avons des documents de qualité qui nous permettent enfin de travailler correctement.

Christophe VIGNAUD :

Tu vois, ça arrive, tout arrive.

Lionel BARBERIS :

Comme quoi tout peut arriver. Même si je suis malhonnête, comme vous l'avez dit, j'ai au moins cette honnêteté-là.

Christophe VIGNAUD :

Tu répètes beaucoup les choses

Lionel BARBERIS :

En tout cas, peut-on le croire de dire la vérité. Ça fait plaisir déjà de voir des documents avec l'Office du tourisme qui sont solides, avec un engagement fort de la part de l'office, avec un vrai travail de fond et ça je trouve que c'est bien, c'est en fait ce qu'on attendait.

Je ne remets pas du tout en cause l'ancienne équipe, loin de là, je pense que tout le monde a voulu faire de son mieux.

En tout cas, la réponse qu'il nous a apporté aujourd'hui me semble en tout cas satisfaisante sur les documents qui nous sont soumis.

Ça nous permettra de travailler sur une vraie évaluation et donc de l'utilisation du denier public. Et c'est ça qui est important.

Comment on utilise l'argent public ? Comment on pourra rendre des comptes à la population ? Et c'est important.

Que ce soit sur l'Office du tourisme ou même les autres documents puisque tu as parlé Édouard, je crois, des autres délibérations qui vont suivre, t'as anticipé.

Je pense que pour les associations, nous avons enfin des documents qui nous permettent de dire qu'on donne une subvention mais qu'on a aussi une mise à disposition de locaux, qui permettent à l'association aussi de dire, voilà ce qu'on vous met à disposition et quelle valeur ça peut avoir à l'échelle de la collectivité. C'est important.

C'est important qu'une association sache qu'elle ne touche pas à 5 ou 10 000 euros de subventions, mais que quand on regarde la mise à disposition d'un local, on peut monter à 100 ou 110 000 euros de

subventions. Parce que c'est la réalité de ce que donne la commune en fait, et contrairement à ce que les gens peuvent dire en disant, mais oui, vous savez, moi la commune ne me donne que 5 ou 10 000 euros, en réalité, quelquefois c'est beaucoup plus.

Et pourquoi ? Parce qu'on met à disposition un local, ce qui est valorisé aujourd'hui dans les documents qu'on nous propose, et c'est quelque chose que nous souhaitons depuis longtemps. Nous avons enfin ces documents. Le travail de fond a été fait. Je remercie les services.

Éric, tu pourras le faire aussi, parce que vraiment, ce travail, on le voit à travers les délibérations, il y a beaucoup, beaucoup d'écrit.

Donc je pense qu'il y a un gros travail de fond qui est fait, et enfin, on peut enfin discuter sérieusement de ce qu'on donne aux associations et de leur engagement sur les contrats d'objectifs qu'ils doivent tenir aujourd'hui.

Christophe VIGNAUD :

Sur ces bonnes paroles, nous allons donc passer au vote.

Est-ce que vous êtes d'accord sur le budget qui a été présenté concernant l'office du Tourisme ?

Donc qui est pour ? A l'unanimité

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-09 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre l'Office de tourisme et la Commune

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001-495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

La Commission des finances s'est réunie le 25 novembre 2024 afin d'étudier la demande de subvention de l'association Office de Tourisme d'Hossegor pour l'exercice 2024 et sa convention d'objectifs et de moyens.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1611-4,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'Office de Tourisme d'une subvention 2024 à hauteur de 327 100 €.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées à l'affaire : Patrice BIANCONI, Quentin BENCHETRIT, Emmanuelle BESCHERON, Véronique CAZAVANT et Caroline CABANAC-ESCANDE, membres de l'association Office de Tourisme.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens jointe à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de 327 100 € à l'association Office de Tourisme d'Hossegor, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Sports-Hossegor et l'Office de Tourisme d'Hossegor, fixant notamment les modalités d'intervention financière pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SPORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et les associations sportives pour l'année 2025

Christophe VIGNAUD :

Donc pour les autres conventions d'objectifs et de moyens avec les associations sportives qui suivent, je vous propose de les voter d'un seul coup après une présentation rapide de la part d'Edouard sur le sujet.

Edouard DUPOUY :

Oui, une présentation rapide. J'en ai parlé tout à l'heure et puis Lionel l'a souligné.

Effectivement, il y a cette valorisation de mise à disposition de locaux qui change, on élargit aussi le champ de ces conventions puisqu'historiquement, on démarrait de zéro.

Et là, petit à petit, il y a un gros travail qui a été fait et qui s'étend vers tout un panel d'associations avec des subventions importantes. Juste une remarque par rapport aux éléments qui vous ont été transmis.

Il nous manquait un document pour l'ASH Sport de combat pour lesquels les éléments financiers étaient en attente, juste pour vous signaler qu'on les a bien reçus ; donc les dossiers sont complets.

Et voilà, s'il y a des questions, on peut y répondre.

Christophe VIGNAUD

On va passer au vote pour l'ensemble de ces associations.

On va voter les conventions et on votera les budgets en février, enfin on va les proposer en février et les voter en mars puisqu'on a une commission finances spécifique pour les associations.

On reprendra une par une leurs demandes de subventions générales, c'est-à-dire de gestion de leurs propres associations et événementiel sur chacune des associations qui fait partie des deux versements.

Un versement classique sur la gestion et un versement sur les événements quand ils sont faits, quand ils ont eu lieu.

Donc on va passer sur cette partie-là parce que sur l'ensemble des conventions qui vous ont été présentées, vous avez des questions, je ne pense pas, mais en tout cas on va passer au vote.

Donc qui est pour ?

À l'unanimité, très bien.

Merci Édouard.

10. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association CHR Capbreton Hossegor Rugby pour l'année 2025

11. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club pour l'année 2025

12. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Sauvetage Côtier pour l'année 2025

- 13. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Pelote pour l'année 2025**
- 14. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Transforms SLB pour l'année 2025**
- 15. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Sports de combats pour l'année 2025**

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-10 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Capbreton Hossegor Rugby

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales;

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Capbreton Hossegor Rugby d'une subvention de 15 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de terrains, de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
À l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Capbreton Hossegor Rugby, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Capbreton Hossegor Rugby, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance, Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-11 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association Hossegor Surf Club

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Orlane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001-495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor surf club d'une subvention de 15 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Hossegor surf club, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor surf club, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


Mme DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-12 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Hossegor sauvetage côtier

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor sauvetage côtier d'une subvention de 15 000 €

CONSIDÉRANT la demande de se voir attribuer l'usage de locaux et de moyens humains pour le bon fonctionnement de ses activités.

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prend pas part au vote en tant que personne intéressée : Emmanuelle BESCHERON, membre de l'association Hossegor sauvetage côtier.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 15 000 € à l'association Hossegor sauvetage côtier, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Hossegor sauvetage côtier, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,


M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,


Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-13 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association ASH Pelote

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LÉROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRÉS-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001-495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Hossegor surf club d'une subvention de 14 000 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de terrain, de locaux et de moyens humain pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 14 000 € à l'association ASH Pelote, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Pelote, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Noëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-14 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association Transforms SLB

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Sports-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Sports-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARIKX, Véronique CAZAYANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Édouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001-495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Sports-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association Transforms SLB d'une subvention de 2 000 €,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 € à l'association Transforms SLB, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association Transforms SLB, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-15 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association ASH Sports de combat

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre; s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur Edouard DUPOUY, adjoint aux finances, informe le conseil municipal que l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 et l'article 1^{er} du décret 2001- 495 du 6 juin 2001 font obligation aux Communes qui attribuent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 € d'établir avec les bénéficiaires des dites subventions une convention fixant l'objet, le montant et les conditions de la subvention attribuée.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que la commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir ses associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'association ASH Sports de combats d'une subvention de 3 500 €,

CONSIDÉRANT la demande de mise à disposition de locaux pour le bon fonctionnement de ses activités,

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la commission des finances qui s'est réunie le 25 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

Ne prend pas part au vote en tant que personne intéressée : Jean BELLOCQ, membre de l'association ASH Sports de combats.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

APPROUVE le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 3 500 € à l'association ASH Sports de combats, au titre de l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Sports de combats, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Le Maire,



INTERCOMMUNALITE

16. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une opération d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres

Christophe VIGNAUD :

Donc on va passer à l'intercommunalité et on va passer au point numéro 16.

La communauté de communes et la signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une opération d'aménagement de sécurité sur l'avenue de GAUJACQ et de la rue LESBARRES.

Je vais passer la main à Alain et entre temps je vous fais passer les signatures pour les DM dont on vient de parler avec Édouard.

Alain CLAVERIE :

Oui, donc la commune a souhaité sécuriser les chemins sur l'avenue de GAUJACQ et LESBARRES

Donc la commission de travaux a demandé la réalisation de trois chicanes, deux sur l'avenue de GAUJACQ et une sur l'avenue de LESBARRES pour afin de réduire la vitesse.

Donc il est demandé de voter pour autoriser le maire à signer une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec MACS.

Christophe VIGNAUD :

Tout ça c'est dans le cadre de notre volonté de sécuriser les axes qui nous semblent dangereux.

Je sais ce que Lionel va dire puisqu'il pense que c'est à MACS de financer l'ensemble de ces choses.

On est d'accord sur le fond mais sur la forme étant donné que la sécurité est un point hyper important on le fait et on le réalise. Alors il y a une participation de MACS qui est relativement faible mais qui est quand même à noter. Donc voilà c'est une régularisation là, puisqu'on a mis en place déjà des éléments donc je sais ce que tu vas dire.

Lionel BARBERIS :

C'était ma question en fait Monsieur le maire, ce n'était pas sur MACS en fait.

Christophe VIGNAUD :

Comment ?

Lionel BARBERIS :

Ce n'était pas sur MACS, c'était ma question de dire quand est-ce que ce sera réalisé.

Edouard DUPOUY

Tu ne passes pas à l'avenue de GAUJACQ visiblement.

Christophe VIGNAUD

Il ne passe pas avenue de GAUJACQ mais c'est déjà réalisé parce que...

Lionel BARBERIS :

Bien écoutez, je ne savais pas c'est une surprise moi qui pensais qu'une délibération n'était pas exécutive tant qu'elle n'était pas votée.

Christophe VIGNAUD :

Donc celle-là ça a été fait.

Lionel BARBERIS :

Ah bon bah excusez-moi.

Christophe VIGNAUD :

Parce qu'en fait on va beaucoup plus vite que les délibérations on est très efficace en fait.

Lionel BARBERIS :

Peut-être trop.

Christophe VIGNAUD :

Peut-être trop oui. Très bien mais par rapport à la sécurité je pense que là-dessus on n'a pas vraiment de discussion là-dessus. Donc est-ce que vous avez d'autres remarques ?

Oui André ?

André JAKUBIEC :

Juste pour commenter ce que tu viens dire, lors de toutes les réunions de quartier que nous avons eu systématiquement on m'a fait remonter le besoin de mettre en place des chicanes à l'avenue de GAUJACQ pour réduire la vitesse. Donc ça répond à un besoin très clairement exprimé par les citoyens.

Lionel BARBERIS :

C'est très bien si ça date depuis si longtemps on aurait pu le passer au conseil municipal bien en amont alors. Non mais oui je peux être très lourd aussi pour plein de raisons mais en l'occurrence c'est juste la règle.

C'est tout enfin je suis désolé de rappeler le fait qu'une délibération n'est pas exécutive tant qu'elle n'ait pas votée. Donc c'est nécessité pour une commune comme la nôtre de faire un conseil tous les mois.

Christophe VIGNAUD :

Alors on fait un conseil tous les mois et demi pour l'instant.

Lionel BARBERIS :

Merci Monsieur le maire.

Christophe VIGNAUD :

Donc comme ça on va répondre à tes besoins et à tes envies. On va passer au vote.

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Et qui s'abstient ?

Très bien merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-16 : Signature d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté de communes MACS et la Commune de Soorts-Hossegor pour la réalisation de travaux d'aménagement de sécurité sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres à Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Orlane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elisa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, en particulier les articles L. 331-1 et L. 331-2 ;

VU le code général des impôts, notamment l'article 1379 ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021, 25 novembre 2021 et 28 mars 2024 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire pour les compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire portant approbation de la convention de prestation de service pour la réalisation des travaux de sécurisation sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres à Sports-Hossegor et du reversement d'une part de la taxe d'aménagement perçue par la commune à MACS au titre des équipements publics dont elle a la charge ;

VU le projet de convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-annexé ;

CONSIDERANT qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ;

La commune de Sports-Hossegor souhaite sécuriser les flux et les cheminements sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres par une réduction des vitesses des véhicules. Les travaux concernent la réalisation de trois chicanes, deux sur l'avenue de Gaujacq et une sur la rue de Lesbarres.

En effet, l'enjeu est d'accompagner l'augmentation des trafics liée à l'attractivité de la Ville par des travaux d'apaisement des vitesses et de sécurisation des infrastructures existantes.

Cette opération d'aménagement comprend uniquement des travaux de compétence communautaire, non-inscrits au PPI voirie de la Communauté de communes. L'estimation prévisionnelle est de 15 264,12 € HT, soit 18 316,94 € TTC.

La Communauté des communes remboursera à la commune l'équivalent du montant de la TVA, soit 3 052,82 €.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud MACS, relative à la réalisation de travaux sur l'avenue de Gaujacq et la rue de Lesbarres

PRECISE que cette convention est signée pour une durée qui démarre à la date de signature de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage, et qui s'achève à la réception des travaux par la commune, en présence de la Communauté de communes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

17. Communauté de communes MACS - Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables

Christophe VIGNAUD :

Alors on va passer au point numéro 17.

Qui est en fait la définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables sur le territoire communal.

Donc la loi numéro 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergie renouvelable demande à MACS et qui souhaite accélérer le processus de production d'énergie sur son territoire auprès des communes.

Donc il y a une étude qui a été faite par les services de MACS pour définir les zones et des zones dans lesquelles il nous semblait possible de mettre des équipements du type photovoltaïque.

Alors c'était une volonté aussi de la commune de démontrer son engagement vers ce processus vertueux sachant que nous avons quand même des contraintes en ce qui concerne le SPR et on ne peut pas en mettre bien entendu partout.

Donc il y a eu une proposition et vous l'avez en pièce jointe, un zonage qui a été mentionné par MACS, Intermarché sur ses différents parkings donc sur les Ombrières et à Bricomarché, à l'EHPAD, les bâtiments de la zone, le centre technique qui se trouve aussi dans la zone de Pédebert ; les logements du Pignada des saisonniers MNS et gendarmerie, ainsi que sur les extensions de la zone, la dernière extension qui a été faite où nombre de panneaux photovoltaïques sont présents. Plus le bâtiment ex-Billabong où il y avait la vague, ainsi que le parking et le site industriel de Rip Curl.

Donc en fait c'est une délibération que l'on doit passer sur lequel nous on va se pencher ensuite.

Donc en fait c'est pour acter le fait qu'on regarde ça avec attention et qu'on suit avec intention les propositions de MACS. Bien entendu il y a des choses qui se feront et d'autres qui ne se feront pas.

Est-ce que par rapport à cela vous avez des questions ?

André JAKUBIEC :

J'ai beaucoup de réserve par rapport aux panneaux solaires. La meilleure technologie actuelle ne fabrique que 6 fois en 20 ans l'énergie qu'il a fallu pour les fabriquer et les transporter de Chine parce qu'avec ça on favorise la Chine, les monter et les déconstruire et les recycler.

Voilà donc je vais m'abstenir à cause de ça.

Christophe VIGNAUD :

Très bien. On va passer au vote.

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-17 : Définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables sur le territoire communal

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables vise à accélérer le développement des énergies renouvelables de manière à lutter contre le changement climatique et préserver la sécurité d'approvisionnement de la France en électricité. L'article 15 de la loi a introduit dans le code de l'énergie un dispositif de planification territoriale à la main des communes. D'ici la fin de l'année 2023, les communes sont invitées à identifier les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergie renouvelable.

En application de l'article L141-5-3 du code de l'énergie, ces zones sont définies, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables : éolien terrestre, photovoltaïque, méthanisation, hydroélectricité, géothermie, en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance des projets d'énergies renouvelables déjà installée.

La zone d'accélération illustre la volonté de la commune d'orienter préférentiellement les projets vers des espaces qu'elle estime adaptés. Ces projets pourront bénéficier de mécanismes financiers incitatifs. En revanche, pour un projet, le fait d'être situé en zone d'accélération ne garantit pas la délivrance de son autorisation ou de son permis. Le projet doit dans tous les cas respecter les dispositions réglementaires applicables. Un projet peut également s'implanter en dehors des zones d'accélération. Dans ce cas, un comité de projet sera obligatoire. Ce comité inclura les différentes parties prenantes concernées par un projet d'énergie renouvelable, dont les communes limitrophes.

Dans le cas où les zones d'accélération au niveau régional sont suffisantes pour atteindre les objectifs régionaux de développement des énergies renouvelables, la commune peut définir des zones d'exclusion de ces projets.

Conformément à la loi, une consultation du public a été effectuée du 26 août au 16 septembre 2024 sur le site Internet de la communauté de communes Marenne Adour Côte Sud.

*Après en avoir délibéré,
Avec 23 voix pour
3 abstentions (D. RUVAL, A. JAKUBIEC, M. LANGLOIS)
Le Conseil Municipal,*

DEFINIT comme zones d'accélération des énergies renouvelables de la commune les zones figurant en annexe à la présente délibération.

VALIDE la transmission de la cartographie de ces zones à Monsieur le sous-préfet, référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables et des projets industriels nécessaires à la transition énergétique, du département des Landes, ainsi qu'à la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Marie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

18. Communauté de communes MACS – Signature d’une convention de mise à disposition d’une plateforme numérique d’échange et de partage de données et d’informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)

Christophe VIGNAUD :

Le point 18. MACS nous propose la signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage des données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement.

Donc normalement c'est Caroline qui devait faire ça mais comme elle s'est fait opérer aujourd'hui elle ne peut pas être là. C'est à la demande de la communauté de communes MACS, l'idée est de partager les données que nous avons dans nos différents accueils de loisirs sans hébergement, donc avec nos enfants, d'essayer de passer ces informations de commune en commune et de faire en sorte de travailler mieux nos accueils de loisirs et donc de donner un maximum d'événements, d'animations pour nos enfants.

Donc c'est d'essayer de partager ça avec les autres communes au sein de la communauté de communes et de voir ce qu'il est possible de faire et ainsi le faire le mieux possible pour que notre accueil de loisirs soit encore optimum.

Est-ce que vous avez des questions ? Donc on va passer au vote.

Qui est pour cette signature de convention ? Unanimité, très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-18 : Signature d'une convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH)

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONI, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN.

Monsieur le Maire explique que la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud met à disposition des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) un accès à une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations créée à cet effet.

Cette plateforme a pour objectif de faciliter et favoriser les échanges et le partage de données au sein du réseau enfance jeunesse avec la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud.

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales et notamment son article 66 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-10 et L. 5211-4-3 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes et notamment l'article 8.3 relatifs au pilotage du projet éducatif communautaire ;

Vu la délibération 231208-010 en date 8 décembre 2023 portant renouvellement de la Convention Territoriale Globale (CTG) pour la période 2023-2026, avec la CAF des Landes et les 23 communes du territoire ;

Vu le projet de convention de mise à disposition de la plateforme numérique aux ALSH, ci-annexé ;

Considérant les orientations de la CTG en matière de politique Enfance-Jeunesse et les compétences de MACS liées à l'accompagnement des communes et la mise en réseau des structures éducatives ;

Considérant que le code général des collectivités territoriales, en son article L. 5211-4-3, prévoit la possibilité pour l'établissement public de coopération intercommunale, de se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres, afin de permettre une mise en commun de moyens ;

Considérant l'intérêt de la mise à disposition d'un espace numérique partagé auprès des structures Enfance-Jeunesse du territoire ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE la convention de mise à disposition d'une plateforme numérique d'échange et de partage de données et d'informations au profit des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) selon les modalités définies dans le projet de convention ci-joint.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune et la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

19. Communauté de communes MACS - Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols

Christophe VIGNAUD :

Point 19. La signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols.

Alors je vous rappelle que nous sommes trois communes qui sommes en dehors du système communautaire de MACS puisque nous faisons notre instruction des droits des sols au même titre que Saint Vincent de Tyrosse et Soustons.

En fait, la communauté de communes avec l'ensemble des autres communes qu'elle gère, souhaite que l'on puisse croiser nos informations qui sont gérées par MACS, pardon, et les communes hors gestion.

C'est-à-dire de fournir des éléments sur nos permis qui sont élaborés, de voir les modifications qui peuvent être faites ou qui peuvent arriver, les révisions du programme local de l'habitat aussi par exemple.

C'est un élément de partage qui peut aider tout le monde sur notre territoire, que ce soient les communes qui sont sous l'effigie MACS et les communes individuelles dont je vous ai cités les noms, qui sont Saint-Vincent de Tyrosse, Soustons ou nous-mêmes.

En fait, c'est de voir quelle est la progression que nous pouvons avoir dans chacune de nos actions au travers de l'urbanisme. Est-ce que vous avez des questions par rapport à ces signatures de convention ? Oui ? c'est gratuit.

Lionel BARBERIS :

Oui, c'est plutôt par rapport à... Merci, Monsieur le maire. Je ne le prends pas mal. (*Rires*)

Christophe VIGNAUD :

Non, mais c'est juste une...info

Lionel BARBERIS :

Non c'est juste, est-ce qu'il y a une évolution de la position municipale sur cette instruction de droit des sols, enfin, tout ce qui est relation à l'urbanisme intercommunal, je veux dire.

Est-ce qu'aujourd'hui, dans l'évolution, on a le problème du service, l'urbanisme ?

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Lionel BARBERIS :

J'ai cru comprendre dans les commissions que c'est vous qui aller gérer l'urbanisme, a priori, il manque du personnel, il y a une boîte privée qui fait l'instruction. Est-ce qu'en début de mandat, vous avez récupéré l'instruction de la partie qui a été gérée par MACS ? Est-ce que demain, il y a une évolution prévue avec MACS en particulier là-dessus ou pas du tout ?

Christophe VIGNAUD

Non, on va rester comme on est en essayant de réduire la voilure.

Lionel BARBERIS :

D'accord.

Christophe VIGNAUD :

En ce qui concerne le service, et de rendre aux pétitionnaires le plus vite possible et le mieux possible les instructions qui doivent être faites à leur égard.

Lionel BARBERIS :

D'accord. Donc le but, c'est de garder en interne la gestion telle qu'elle a été prévue depuis le début.

Christophe VIGNAUD :

On a une spécificité, je pense que tout le monde le sait, c'est qu'on a le SPR. Et il est quand même apparu que lorsque c'était MACSs qui gérât, il y a certains événements et certains dossiers qui sont passés outre. Donc on voudrait éviter cela.

Allez, on va passer au... Ah pardon, je n'avais pas vu.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

J'en profite quitte à parler du service.

Alors on est loin des finances, mais je n'ai rien vu dans les décisions et peut-être que ça n'y est pas parce que ça n'a pas à y être mais vous parlez régulièrement de cette externalisation qui a lieu au niveau de l'instruction de l'urbanisme. Est-ce qu'on a une idée du coût que ça représente ?

Christophe VIGNAUD

Alors ça a été marqué dans le...

Intervention Inaudible

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je ne l'ai pas trouvé. Je vous avoue avoir cherché, il y a beaucoup de pages et j'avoue ne pas les avoir trouvées.

Edouard DUPOUY :

Alors on a le coût et les factures de l'externalisation sur le mois d'octobre et novembre. Si c'était ta question. Donc sur ces deux mois, on est sur un montant de 14 000 € TTC. On n'a pas encore le coût sur le mois de décembre.

Effectivement, c'est un surcoût énorme pour la ville puisque si on s'amuse à lisser sur une année, on pourrait se retrouver sur un surcoût de autour de 100 000 €.

Si on additionne à ces postes qui ont été créés, c'est vrai que si on fait le calcul, c'est assez ridicule pour nous puisque on avait un service qui coûtait X en 2020 et aujourd'hui on va avoir un montant du coût du service pour l'usager qui est peut-être multiplié par deux ou trois. Bref. Donc voilà.

Lionel BARBERIS :

Mais...

Intervention inaudible

...dans les absences des agents n'est pas assuré. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, ce n'est pas la collectivité paye 100 % des salaires des agents qui sont absents.

Edouard DUPOUY :

Tout à fait.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Après, Edouard, j'entends. J'ai vécu cette situation où vous vous retrouvez avec un service sans agent.

Il y a une continuité de services à assurer surtout au niveau de l'urbanisme, il y avait une décision à prendre et j'aurais certainement pris la même. Maintenant, ce que je ne comprends pas, c'est que le surcoût, effectivement, il faudra en reparler parce qu'il n'est pas négligeable.

Quand on sait alors, Monsieur le maire vient de s'exprimer, mais qu'il y a la possibilité de renvoyer l'instruction à MACS, je ne vais pas défendre cette idée, on sait pourquoi, ce serait malvenu.

Cependant, dans la mesure où un agent est présent, un agent instructeur de surcroît est présent tous les jours dans son bureau, comment on justifie le fait de continuer à externaliser pour le coup que vous venez d'annoncer alors qu'une personne vient tous les jours et pourrait en partie ; j'ai grossi le service, je ne vais pas aujourd'hui affirmer qu'il peut effectuer le travail tout seul.

Mais comment justifier aujourd'hui qu'on externalise 100% des dossiers pour un coût non négligeable ?

Christophe VIGNAUD :

Alors, moi je vais te répondre sur un point qui va être très simple, ce sont juste des chiffres. Il faut juste se rappeler qu'il y a trois mois, trois, quatre mois, on n'avait plus personne.

L'agent qui est aujourd'hui ici était lui aussi en maladie et c'était d'ailleurs le lendemain de conseil municipal, on avait même une commission RH le lendemain.

Quelques jours après dans la pièce là-bas, je m'en souviendrai tout le temps, où tu m'as demandé de m'acheter de la, comment ça s'appelle, du courage.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Du courage et de l'honnêteté.

Christophe VIGNAUD :

Non, tu m'as dit du courage. L'honnêteté je l'achèterai peut-être plus tard.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Les deux, j'ai une excellente mémoire.

Christophe VIGNAUD :

Mais bon, en ce qui concerne cette partie-là, on n'avait plus aucun agent.

Et comme tu l'as dit très justement, on se doit de rendre aux pétitionnaires, aux administrés qui déposent quelque chose sur pour leur permis de construire une réponse et une réponse au minimum au plus vite possible sachant qu'on a quand même deux balanciers.

On a le balancier Instruction et on a le balancier ABF, qui elle aussi prend aussi son temps ce qui est tout à fait logique et normal.

Quand on est arrivé à cette situation, je dirais, alors je n'aime pas le mot péril qui va être bien dans l'urbanisme, où il n'y avait plus rien, plus personne, notre objectif était de trouver une solution. La solution, il fallait l'externaliser puisqu'on n'avait plus personne en interne.

Le chiffre est simple. Il y avait plus de 350 mails en attente sur lequel il n'y avait aucune réponse, c'est-à-dire une adresse électronique où le chef de service pouvait répondre, entre autres, mais aussi les agents.

Il y a eu dans ces deux mois-là, dans les deux mois dont on parle avec les 14 000 euros dont fait état Edouard, il y a eu 120 dossiers de traités, 120.

Ça veut dire qu'il y avait un retard conséquent et important pour lequel il nous fallait nous faire agir et aller vraiment de l'avant. 120 dossiers. Vous vous rendez compte ce que c'est entre DP et PC ?

120 personnes qui attendaient une réponse, positive ou négative par rapport à ça. Et aujourd'hui, aujourd'hui il reste 50 en attente, principalement qui sont des attentes de l'ABF, ce qui me paraît logique.

On a une commission Urbanisme vendredi où on a 19 dossiers et ensuite on a complètement épuré, c'est-à-dire qu'aujourd'hui on est dans un service qui est normal, qui répond normalement et qui effectue un travail logique.

Il fallait qu'on trouve une solution et la solution, ça ne pouvait pas être un agent seul qui pouvait le faire, puisqu'il n'avait pas l'objectif, lui, de rendre ce travail-là, puisqu'aujourd'hui il est là.

Il rend un travail important qui est un travail de renseignements sur tout ce qu'il y a avant-projet, tout ce qui peut être permis, en fait il déballe pour qu'on puisse ensuite le traiter à l'extérieur.

Mais on ne restera pas dans cette situation-là. Il est bien clair qu'on attend début janvier pour savoir si les autres agents qui sont en arrêt vont revenir et à partir de là on reprendra un service classique avec une instruction en interne et non plus à l'extérieur

Patrice BIANCONE :

Juste un petit mot pour ajouter qu'il n'y a pas que les administrés qui attendaient, il y a aussi les entreprises qui attendaient, les architectes...

Christophe VIGNAUD :

Oui mais tout est lié.

Patrice BIANCONE :

Tous les corps de métiers ont pris du retard dans leurs chantiers, ont dû reporter leurs travaux, donc ça posait effectivement un vrai problème qu'il faut...

Christophe VIGNAUD :

Mais la solution qu'on a prise c'était une solution d'urgence qui ne peut pas durer, bien entendu, elle n'est pas tenable. Elle n'est pas tenable sur la manière dont on doit gérer les dossiers, elle n'est pas tenable en termes financiers et elle n'est pas tenable sur un travail d'instruction qui doit être fait à l'intérieur d'une mairie, bien entendu. On en est tous conscients.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le maire, à travers ce que vous dites, il y a des choses intéressantes sur le fait que j'ai l'impression dans les propos que vous tenez qu'une personne seule, une entreprise privée, effectue le travail mieux que cinq agents réunis. Non, c'est vraiment l'impression que j'ai.

Christophe VIGNAUD :

C'est l'impression mais en tout cas c'est le résultat.

Lionel BARBERIS :

C'est ça, c'est le résultat ?

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais Lionel, quand tu n'as que ça à faire, aujourd'hui l'instructeur il a quoi ? Il a ça mais il a aussi à recevoir les pétitionnaires. Et les pétitionnaires, tu le sais très bien puisque toi tu leur vends la charpente, ils sont exigeants mais c'est normal qu'ils soient exigeants, donc ils veulent tous avoir.

Donc ce n'est pas une demi-heure, c'est une heure. Et quand c'est répété tous les jours, du coup, ils ne peuvent pas sortir autant de dossiers, on le sait très bien.

Donc une personne à l'extérieur, bien entendu, elle n'a qu'une rentabilité à faire, qu'une action à faire, c'est voir si le permis par rapport à ce qui est proposé correspond à notre PLUI, au SPR, si ça rentre dans le règlement, point barre.

Après, c'est beaucoup plus simple quand tu es à l'extérieur et que tu n'as pas de parasite tous les jours.

Lionel BARBERIS :

On met un agent en télétravail et il est au calme.

Christophe VIGNAUD :

Oui mais avant d'avoir un agent à l'extérieur en télétravail, il faut juste savoir s'ils reviennent.

Et après on pourrait se poser la question telle que tu viens de le dire. Mais pour l'instant, c'était la solution d'urgence.

Lionel BARBERIS :

J'entends, et puis je ne remets pas encore cette solution là, mais j'entends que derrière, une personne seule arrive à avoir cette performance de cinq agents. Ça pose la question de la performance.

Christophe VIGNAUD :

Mais c'est pour ça que la performance...

Lionel BARBERIS :

Le service en lui-même.

Christophe VIGNAUD :

C'est pour ça que là encore, à la suite de ça, les mises en place de performances vont être notifiées à chacun des agents qui vont revenir, puisqu'on voudrait qu'ils soient deux au minimum, pour pouvoir les suivre, voir leur « rentabilité », savoir s'ils répondent correctement, rapidement, et faire en sorte que ce qu'on a vient de voir là sur une personne à l'extérieur. Et c'est ça le but de l'histoire. C'est de leur démontrer qu'on peut le faire si on a des objectifs et qu'on peut arriver à les tenir.

Edouard DUPOUY :

Alors, ça veut dire, excuse-moi Lionel, ça veut dire que de cette expérience, il y a des enseignements à tirer pour la future organisation de l'urbanisme. C'est exactement ça.

Christophe VIGNAUD :

Bien entendu. C'est toujours un mal pour un bien, mais c'est vrai que ce mal-là nous a fait prendre conscience de plein de choses.

Et donc faire en sorte que les agents auront des objectifs à tenir avec un suivi par rapport à cela.

Lionel BARBERIS

Il manque pour moi l'évaluation du travail réalisé par l'entreprise privée, parce que si elle arrive, j'espère qu'elle est faite, mais j'espère juste simplement qu'on n'est pas dans une dégradation de la qualité de traitement des dossiers.

Je me pose juste la question, parce que quand de cinq agents à une personne, on arrive à faire le même travail...Soit il y a un gros problème de productivité des cinq agents, et dans ce cas-là il faut vraiment se poser beaucoup de questions parce qu'on les a recrutés il n'y a pas longtemps.

Soit il y a aussi peut-être l'évaluation même du travail fait par l'entreprise privée. Il faut être sûr que le travail est de qualité parce qu'on peut se retrouver avec des permis validés qui peut-être sont plus que limites en termes de suivi de réalisation, de contrôle.

Je veux dire que ça pose quand même aussi le contrôle de la réalisation des travaux. La police de l'urbanisme.

Christophe VIGNAUD :

Oui, mais ça pose ce problème-là, bien entendu. Cela étant, la personne qui a la charge de ça, tu la connais bien puisqu'elle a travaillé avec toi en plus.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je veux juste recentrer sur ce que j'ai dit, ma question, elle était uniquement sur l'agent qui est revenu.

Il faut arrêter de penser qu'on est dans la situation d'urgence où il n'y avait personne, je parle de l'agent qui est revenu et qui est un agent instructeur. Écoute, tu me tends la perche.

Tu as parlé de la commission RH qui avait lieu juste après avec Monsieur LEROY qui nous a fait part du bonheur au travail. Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'une sourde Monsieur LEROY.

Cette étude qui portait sur le bonheur au travail dont le premier critère qui ressortait était la qualité de l'environnement. Un cadre de travail bienveillant, sympathique, cordial et solidaire.

Et la conclusion qui avait été faite par vos soins était que ces valeurs, vous ne les retrouviez pas dans le service urbanisme, voire l'opposé.

Donc, je me permets quand même d'insister sur cet agent qui revient, et ce que j'observe, c'est que vos actes de bienveillance mis en place à son égard, c'est ce que l'on nomme communément de la placardisation.

Il répond au téléphone et reçoit les administrés ? accès mails refusé ; autorisation d'instruire un dossier, refusé ; autorisation d'accompagnement pour un rendez-vous avec un pétitionnaire, refusé.

Moi, je trouve juste cocasse que vous, ça c'est entre nous, que vous m'accusiez sans preuve d'un délit quand de toute évidence vous vous en rendez coupable.

Et pour ça, je vous renvoie au règlement intérieur qui est à la page 740 de ce conseil, alinéa E sur le harcèlement moral.

Christophe VIGNAUD

Ce qui me fait plaisir, c'est que tu as lu le conseil, ça fait vraiment plaisir. Donc, pour une fois, c'est bien. En ce qui concerne...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je t'en prie.

Christophe VIGNAUD

En ce qui concerne...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et si tu veux qu'on s'échange des sympathies, juste, alors, certains n'ont peut-être pas entendu, mais tout à l'heure, tu as fait mention de parasites. Ceux sont les Hossegoriens.

Christophe VIGNAUD

Non, non, non. Ce n'est pas...

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Si, si, tout le monde aura entendu. Bah, je me mets à ton niveau, Monsieur VIGNAUD.

Christophe VIGNAUD :

Oui, oui, oui.

Alors, en ce qui concerne, il y a des gens qui viennent très régulièrement sur des choses sur lesquelles il n'y a pas vraiment besoin d'instructions et ça le parasite lui en ce qui concerne son travail bien entendu. Donc tu peux tout faire, tu peux tout dire ce n'est pas très grave.

En ce qui me concerne on s'en moque.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Oui j'affirme, j'affirme.

Christophe VIGNAUD :

Oui d'accord.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

J'affirme que vous le placardisez,

Christophe VIGNAUD :

On le placardise pas du tout, la preuve en est.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Si,

Christophe VIGNAUD :

Non ce n'est pas vrai. Mais bon ça, c'est ton opinion.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Si, si, vous, vous portez des accusations sans preuve.

Christophe VIGNAUD :

Sur quoi ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Sur moi. Vous m'avez accusée de harcèlement, sans la moindre preuve, sans le moindre entretien avec des agents.

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Ce ne sont que des mots.

Christophe VIGNAUD :

On est sur une partie.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Moi en revanche je décris des actes.

Christophe VIGNAUD :

Oui.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Cet agent aujourd'hui est placardisé.

Christophe VIGNAUD :

Il n'est pas placardisé, c'est toi qui le dis de cette façon-là.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Non non. Ceux sont les faits

Christophe VIGNAUD :

Il a sa boîte mail, Il n'a pas l'accès à la boîte mail générique urbanisme parce que quand je vois 350 mails qui n'ont pas été traités, je peux considérer, et je pense que tout le monde est d'accord, qu'on a un service à rendre en ce qui concerne les demandes des pétitionnaires.

Ça c'est une chose qui est importante et oui on a récupéré la boîte mail générique, c'est une agente qui s'en occupe pour au moins répondre aux demandes et aux demandes qui ont été faites depuis le temps qu'il n'y a personne.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Une agente avec quelques qualifications en urbanisme ?

Christophe VIGNAUD :

Elle répond au moins pour dire quelque chose et non pas laisser sans réponse mais ça tu t'en moques mais ça ce n'est pas très grave.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Ah non, je ne m'en moque pas mais vos 350 mails...

Christophe VIGNAUD :

Il y avait 350 mails, le débat il n'est même pas là.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Mais si le débat est là.

Christophe VIGNAUD :

On ne va pas discuter là-dessus.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Qui est le responsable de cet agent ? Les 350 mails en attente Monsieur le maire vous ne les avez pas découvert il y a trois mois.

Christophe VIGNAUD :

Moi je les ai découverts il y a trois mois.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Vous voulez que je vous fournisse les mails d'alerte ?

Christophe VIGNAUD :

Je les ai découverts il y a trois mois mais je suis désolé c'était ton service puisque tu avais la charge de l'urbanisme.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je ne suis pas responsable de service Monsieur le maire.

Christophe VIGNAUD :

Mais tu es responsable de rien donc ce n'est pas très grave, on s'en moque

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Je suis responsable de mes promesses électorales, en l'occurrence la protection patrimoniale. En revanche il y a eu des écrits qui sont remontés.

Christophe VIGNAUD :

Bon on arrête là-dessus

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Non moi je n'arrête pas. Il y a des écrits qui sont remontés jusqu'à votre DG. Si ce dernier ne vous a pas transmis les informations c'est regrettable.

Christophe VIGNAUD :

Je ne rentrerai pas dans ce débat-là. Le débat il est très simple.

Maëlle DUBOSC PAYSAN :

Et pour cause.

Christophe VIGNAUD :

Oui pour cause, tu as raison. En ce qui concerne on a à voter une délibération sur un sujet qui est très simple.

Est-ce que vous en êtes d'accord ou pas par rapport à la MACS ? Le reste n'est que littérature, est-ce que vous êtes d'accord pour qu'on signe une convention de mise à disposition des données d'instruction avec la MACS sur le droit des sols.

Qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-19 : Signature d'une convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Dans le cadre des compétences attribuées par ses communes, notamment en matière d'urbanisme et d'habitat, la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud est responsable de l'élaboration du Schéma de cohérence Territoriale, du Programme Local de l'Habitat et du Plan Local d'Urbanisme intercommunal. A ce titre, elle doit suivre les évolutions de son territoire afin de calibrer et encadrer son aménagement et son développement.

Par ailleurs, la Communauté de communes dispose d'un service commun d'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols (ADS). Ce service produit des données offrant des possibilités d'observation et d'analyse des phénomènes liés notamment à la construction et à l'urbanisation du territoire. Elles alimentent les réflexions conduites dans le cadre de l'élaboration, la mise à jour et le suivi des documents stratégiques pour lesquels la Communauté de communes est compétente.

Néanmoins, toutes les communes de l'EPCI n'adhèrent pas à ce service facultatif. En effet, les communes de Saint-Vincent-de-Tyrosse, Soorts-Hossegor et Soustons ont souhaité assurer elles-mêmes l'instruction des dossiers déposés sur leur propre territoire. Ainsi, la Communauté de communes ne dispose pas de la complétude des données lui permettant de mener à bien le plein exercice de ses compétences.

Afin de doter la Communauté de communes d'une information uniforme et homogène sur l'ensemble de son périmètre, dans un souci de réactivité et de facilité d'accès, il est nécessaire d'établir les conditions d'accès et d'utilisation des données communales en la matière.

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le projet de convention ci-annexé,

CONSIDERANT l'intérêt de mettre à disposition de la Communauté de communes les données communales d'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols dans un objectif de mutualisation de la connaissance territoriale,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal

APPROUVE la convention de mise à disposition des données d'instruction des autorisations du droit des sols.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune et la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

20. Communauté de communes MACS-Avis sur la 4^{ème} modification du PLUI

Christophe VIGNAUD :

Alors on va passer au point numéro 20. C'est l'avis sur la quatrième modification du PLUI.

J'espère que vous avez lu l'ensemble de vos notes qui vous ont été données. Il y a eu plusieurs commissions réunions qui ont fait état des certaines modifications ; à lesquelles beaucoup d'entre vous étaient présents. Je ne vais pas les énumérer parce qu'il y a un aurait pour une heure.

Ce qui est très important c'est que le PLUI 4, en tout cas la modification n° 4, met en place certaines modifications qui sont importantes pour nous.

En plus de cela on part sur la sortie du PAPAG. Vous vous souvenez qu'il y avait le PAPAG qui existait sur la partie haute de la place des landais en tout cas derrière. Là aussi c'était important de le faire en temps et en heure.

Il y avait aussi une modification importante, qui est à l'intérieur d'ailleurs de la délibération, c'est l'instauration d'un linéaire commercial entre l'avenue de la Grande Dune et non des œillets ; puisqu'il y avait une erreur mais c'est important de le noter, et de la place des Basques jusqu'au restaurant le Prohibistro qui est le restaurant qui est en bas.

Il a été proposé à l'Assemblée de suivre l'avis de la commission urbanisme qui a eu lieu le 8 novembre et d'en faire part à la communauté de communes pour qu'on puisse passer ça au vote.

Oui, Lionel.

Lionel BARBERIS :

Oui Monsieur le maire, juste un petit point sur les documents qui nous ont été transmis sur les presque 1 000 pages. On a cette délibération mais je ne trouve rien d'autre.

Christophe VIGNAUD :

Alors c'est un avis mais à l'intérieur vous avez eu normalement ?

Lionel BARBERIS :

Oui. A l'intérieur de quoi ? Il n'y a rien du tout. En fait on a la délibération mais on n'a aucune pièce jointe.

Christophe VIGNAUD :

Alors ça c'est une erreur parce qu'à l'intérieur de ça il y avait...

Lionel BARBERIS :

Vous parlez de beaucoup de documents etc.

Alors ça nous aurait fait 1500 pages, allez savoir, alors 500 pages de plus

Intervention inaudible

Si, le lien était dans le mail envoyé. Il était précisé que le document était trop lourd pour être intégré dans l'envoi des documents.

Lionel BARBERIS :

Ah d'accord pardon.

Christophe VIGNAUD :

Alors il y avait bien l'ensemble.

Lionel BARBERIS :

Ok, du coup je n'ai pas eu ... Ça a été envoyé dans un mail à part ?

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Ça peut arriver parce que je pense que c'était trop lourd pour la K box.

Lionel BARBERIS :

Franchement, ça fait tellement de documents à absorber.

Christophe VIGNAUD

Et il y avait à l'intérieur de ça l'ensemble de la restitution de la réunion qui avait été faite par rapport à la commission et au choix que nous avons procédé pour le PLUI, pour le numéro 4.

Est-ce que vous avez des questions ? Non ? On va voter.

Donc qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-20 : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) - Avis de la Commune sur le projet de modification n°4

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BÉSCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

L'application du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud depuis son approbation le 27 février 2020 a révélé la nécessité d'évoluer.

Conformément à l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun n°4 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud a été engagée.

Les objets de modification n° 4 sur l'ensemble du territoire de MACS portent sur la nécessité de :

- Réduire la délimitation de zones Urbaines ou à Urbaniser ;

- Soutenir le développement mesuré d'activités existantes par la création de STECAL, sans impacts sur un régime de protections aux titres de l'environnement, du paysage et des risques ;
- Instaurer, modifier ou lever des servitudes (emplacements réservés, périmètres d'attente de projet d'aménagement global) ;
- Encadrer la mutation du tissu urbain par la création d'Orientations d'Aménagement et de Programmation ou d'emplacements réservés ;
- Adapter les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) à l'évolution des projets et des besoins ;
- Renforcer les obligations de production de logements sociaux en zone Urbaine et A Urbaniser ;
- Faire évoluer les règles de mixité des fonctions en zone Urbaine ;
- Renforcer les protections relatives au paysage, à l'environnement et au patrimoine architectural ;
- Améliorer la prise en compte des risques naturels ;
- Mettre à jour la liste des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone Agricole et Naturelle, au titre de l'article L.151-11-2 du code de l'urbanisme ;
- Améliorer l'insertion des projets (reculs, hauteur, traitement des espaces libres, qualité architecturale) ;
- Améliorer la gestion des mobilités (accès, mobilités actives, stationnement) ;
- Clarifier certaines dispositions du règlement écrit et leurs modalités d'applications ;
- Modifier les règles relatives à l'aspect extérieur des clôtures ; Notice explicative – Modification n°4 du PLUI – Octobre 2024 10
- Rectifier des erreurs matérielles ;
- Mettre à jour les annexes du PLUI.

Cette procédure de modification n°4 du PLUI concerne les 23 communes.

La modification d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut, à l'initiative du président d'un établissement public de coopération intercommunale compétent, être adoptée selon la procédure de modification de droit commun prévue aux articles L. 153-41 à L. 153-44 du code de l'urbanisme.

En vertu de l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme, la procédure de modification du PLU peut faire l'objet d'une procédure de modification de droit commun, dès lors que le projet de modification :

- ne change pas les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables
- ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- n'ouvre pas à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

- ne crée pas des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Conformément à l'article L. 153-41 du code de l'urbanisme et R. 123-6 du code de l'environnement, le projet de modification de droit commun sera soumis en enquête publique pendant trente jours minimum.

L'évolution du PLUi envisagée répond à ces critères. Le projet peut donc suivre la procédure de modification, qui est engagée à l'initiative du président de la Communauté de communes conformément aux dispositions de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme.

En application de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification du PLUi de MACS a été notifié, avant l'ouverture de l'enquête publique, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du même code, ainsi qu'aux maires des communes concernées par la présente procédure.

Le projet de modification joint à la présente délibération a été examiné lors de la dernière commission d'urbanisme du 8 novembre dernier, lors de laquelle il a été formulé un avis favorable sous réserve de la correction d'une erreur de désignation de voie au sein du libellé *instauration d'un linéaire commercial entre l'avenue de la Grande Dune (et non des Céillets) et la Place des Basques jusqu'au restaurant Prohibistro*.

Avant son approbation par le conseil communautaire de MACS, le projet de modification pourra ainsi tenir compte des avis des conseils municipaux, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, conformément à l'article L. 153-43 du code de l'urbanisme.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 153-36 à L. 153-44, R. 153-20 et R. 153-22 ;

VU les délibérations du conseil communautaire en date des 17 décembre 2015, 27 septembre 2016, 2 mai 2017, 6 décembre 2018, 26 novembre 2020, 25 mars 2021 et 25 novembre 2021 portant définition et modifications de l'intérêt communautaire des compétences de MACS qui y sont soumises ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20200227D05B en date du 27 février 2020 approuvant le plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20210506D06B en date du 6 mai 2021 approuvant la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU la délibération du conseil communautaire de MACS n° 20220324D06C en date du 24 mars 2022 portant approbation de la modification n° 1 du plan local d'urbanisme intercommunal ;

VU l'arrêté du président n° 20211021A12 en date du 21 octobre 2021 relatif à la mise à jour n° 1 des annexes du PLUi (servitudes d'utilité publique pour les PT1 et PT2 et le PPRL du secteur du Bourret Boudigau approuvé) ;

VU l'arrêté du président n° 20211112A14 du 12 novembre 2021 portant prescription de la modification n° 2 du PLUi de MACS ;

VU l'arrêté du président n° 20220720A12 en date du 20 juillet 2022 portant prescription de la modification n° 3 du PLUi de MACS ;

VU la notification du projet de modification n°4 du PLUi par la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud,

VU l'avis favorable émis par la commission urbanisme du 8 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'émettre un avis favorable sur le projet de la modification n° 4 du plan local d'urbanisme intercommunal de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud un avis favorable sous réserve de la correction d'une erreur de désignation de voie au sein du libellé *instauration d'un linéaire commercial entre l'avenue de la Grande Dune (et non des Cèllets) et la Place des Basques jusqu'au restaurant Prohibistro.*

AUTORISE Monsieur le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Mme DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

21. Cession du terrain « Îlot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations

Christophe VIGNAUD

Donc on va passer au point suivant qui est l'urbanisme en ce qui concerne la cession du terrain qui s'appelle l'îlot LACOUT.

D'ailleurs lors du conseil municipal du 8 mars dernier on avait validé la cession du terrain dit « l'îlot LACOUT », c'est un terrain qui se trouve donc à Soorts.

Il avait été convenu de faire le point avec l'opérateur qui est la coopérative d'habitations avant la phase opérationnelle sur le programme à mettre en place.

La coopérative d'habitations est venue en commission générale le 14 novembre dernier.

Il était convenu de modifier légèrement le programme comme suit : le projet constituera 14 à 15 logements, typologie à préciser en fonction des demandes éligibles et aussi en fonction de notre PLH qui est importante à suivre par rapport à la communauté de communes et par rapport à ce qui est prescrit.

On a deux logements locatifs à loyer modéré et on en a 9 à 10 en accession sociale dans le cadre du BRS, un bail réel solidaire, ce qui est en fait un achat d'un appartement.

On achète les murs, mais on n'achète pas le terrain. C'est une proposition qui est faite et qui est très courant en ce moment.

Ça représente des prix de vente qui vont être moyens de l'ordre de 3 500 euros TTC au prix du m² et donc une redevance foncière, donc une redevance pour le terrain qui sera équivalent à 1.35 euros du m² par rapport à cela.

Et trois logements à accession à prix limité et libre qui seront autour de 6 900 euros TTC du m², ce qui n'est pas le prix que nous avons et que nous pratiquons principalement à centre-ville sur certains programmes.

Donc le prix de cession du terrain que nous leur attribuons est inchangé, il est de 540 000 euros, et la signature de cette cession se fait vendredi 20 décembre avec les notaires pour qu'on puisse entériner cette vente.

Donc il est proposé à l'assemblée de valider ces évolutions au niveau des logements et de m'autoriser à signer les documents qui seront afférents à cette affaire.

Est-ce que par rapport à ça vous avez des questions ?

On va passer aux votes. Donc qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-21 : Cession du terrain « Ilot LACOUT » à la Coopérative d'Habitations

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La Commune est propriétaire d'un terrain sis 46, rue de Mariotte à Soorts plus communément dénommé « Ilot LACOUT ». Par délibération en date du 27 septembre 2019, le Conseil Municipal avait délibéré pour céder ce terrain à la société Patrimoine Languedocienne qui a travaillé sur un projet d'habitat en accession sociale à la propriété. Ce projet a été présenté en réunion publique le 6 juillet 2022. Il a été notamment expliqué le contexte de l'évolution des Prêts Sociaux Locaux Accession (PSLA) vers les Baux Réels Solidaires (BRS) devant être établis par un organisme agréé OFS (Office Foncier Solidaire). C'est le cas de la Coopérative d'Habitations, Société Anonyme Coopérative d'Intérêt Collectif d'habitations à loyer modéré, qui réalisera ce projet suite à l'obtention de son agrément OFS en Nouvelle-Aquitaine en août 2022.

L'OFs (la Coopérative) conservera la propriété du sol et où seuls les murs seront vendus aux acquéreurs afin de réduire le prix de vente.

Le programme projeté portait sur la réalisation de 14 logements collectifs répartis sur 3 bâtiments en R+1 avec combles et stationnements en sous-sol.

La typologie prévisionnelle actuelle était la suivante :

- 9 T3 de 55 à 83 m² SHAB ;
- 5 T4 de 71 à 98 m² SHAB.

Compte tenu de sa configuration, le coût technique de ce projet est élevé. Il nécessite notamment la réalisation d'un sous-sol afin de pas consommer les espaces communs avec des parkings aériens, améliorant ainsi la qualité d'usage dans le bourg de Soorts. Pour absorber le coût d'acquisition de ce foncier (environ 500€/m² de surface de plancher), la Coopérative prévoit une redevance foncière moyenne de 1,35€/m² habitable, ce qui est une limite supérieure compte tenu des surfaces des logements. Le prix de vente moyen des logements se situant à environ 3500€ TTC/m² de surface habitable.

Les projets réalisés en BRS présentent un caractère anti spéculatif dans la mesure où les prix de revente sont plafonnés et indexés sur l'indice du Coût de la Construction (ICC).

L'OFs sera sollicité par les acquéreurs (via leur notaire) lors de la revente de leurs biens afin que la Coopérative valide le prix de vente mais aussi agréée le nouvel acquéreur (qui doit lui aussi respecter des plafonds de ressources). Ce montage (BRS) garantit ainsi la permanence du caractère social du bien. A ce titre, les logements vendus par le biais du BRS sont comptabilisés dans le « parc SRU » et ce sans limite de durée.

Cet état de projet a été validé lors de la séance du Conseil Municipal du 8 mars 2024. Il avait été convenu que l'opérateur présente un point d'étape devant les élus du conseil municipal avant le lancement des travaux afin de leur faire part des éventuels ajustements liés aux contextes techniques (aléas révélés lors des études techniques) et financiers (emprunt, coût des matériaux). La Coopérative d'Habitations est donc intervenue lors de la Commission Générale du 14 novembre 2024 et a proposé les ajustements suivants :

- Se donner la possibilité d'élargir la gamme des logements proposés en fonction des candidatures effectives : quelques T2 pourraient être intégrés portant le nombre de logements à une quinzaine de logements ;
- Créer une offre plus diversifiée en incluant deux logements à loyers modérés (un PLUS et un PLA) et trois logements en accession à prix libre limité à environ 6900 euros TTC/m² stationnement inclus.

Les élus ont considéré à l'unanimité que cette version améliorée du projet permettait une offre plus diversifiée tant en termes de produits que de publics au sein du cœur du bourg de Soorts.

Il est proposé d'adopter ces ajustements et de céder le terrain au prix de 540 000€ qui correspond à l'avis du Domaine sur la valeur vénale.

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'avis du Domaine en date du 22 janvier 2024 ;

VU la délibération 240308-013 en date du 8 mars 2024

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE d'abroger les délibérations précédentes relatives à cette affaire.

DÉCIDE de céder la parcelle cadastrée section AW numéro 123 d'une contenance de 1893 m² à la Coopérative d'Habitations pour la somme de 540 000 euros.

PRÉCISE que les frais d'acte et de bornage seront à la charge de l'acquéreur.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SÔORTS-HOSSEGÔR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

22. Dépôt d'une déclaration préalable pour des travaux à la concession « Lake House » Plage du Rey

Christophe VIGNAUD :

Alors point numéro 22. Alors c'est une déclaration préalable pour les travaux de la concession à la plage du Rey pour le Lake House qui est une concession autour du lac.

Donc le local nous appartient, et il est occupé actuellement par un restaurant de plage et nécessite une ouverture en façade en forme d'oculus.

Ceci est dans l'idée d'avoir, je dirais, une circulation d'air pour que dans l'intérieur de cette cuisine le travail puisse se faire correctement.

En effet l'espace est assez petit et donc à la demande de la concessionnaire qui n'a que de but d'obtenir une ouverture pour aérer la cuisine, pour ce faire je vous dois de m'autoriser à déposer une déclaration préalable dans les règles, sachant que les travaux qui seront faits sont pris en compte par le concessionnaire.

Donc est-ce que vous avez des questions par rapport à cela ?

Intervention inaudible

Du côté lac, en parallèle à ce qui existe déjà sur la partie toilettes.

Bien entendu c'est une déclaration préalable elle va être assujettie aussi à l'avis de l'A.B.F. et les travaux seront pris en compte par le concessionnaire.

Donc qui est pour ?

Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-22 : Dépôt d'une déclaration préalable pour les travaux à la concession de la Plage du Rey

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCO, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire précise que la commission travaux a travaillé sur le projet d'ouverture en façade sous forme d'oculus (dans le même esprit que l'oculus existant) de la concession de la Plage du Rey afin de favoriser la ventilation de ce bâtiment public.

CONSIDÉRANT la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une demande de déclaration préalable pour les travaux de création d'un oculus à la concession de la plage du Rey.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette autorisation ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,


Gaëlle DUBOSC-PAYSAN


Emmanuel VIGNAUD

23. Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert

Christophe VIGNAUD :

Alors, point 23. C'est le dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments techniques et hébergements saisonniers du Pignada.

On en a parlé précédemment, donc dans le cadre de la volonté que nous avons évoqué un peu plus tôt on souhaite inscrire dans la logique qui est proposée par la MACS et de proposer ces investissements sur les zones qui sont prescrites par la MACS.

On va donc mettre sur certains bâtiments communaux ces panneaux photovoltaïques.

Et grâce à la relation assez étroite que nous avons avec MACS, que je remercie, et nous a aidés sur le montage technique mais aussi sur la partie mise en œuvre sur ces panneaux.

Donc on aura sur les services techniques 1250 m² de surface pour une énergie de 200 K de reprise d'énergie, pour un montant estimatif de 250 K euros, mais aussi sur les logements des maîtres-nageurs qui est de 92 m², donc ce qui est beaucoup plus petit, et pour un investissement de 40 000 euros.

On est en attente sur un troisième projet qui est celui de l'EHPAD qui pose plus un problème technique puisqu'on est sur un toit plat, et donc on va faire des études et d'ailleurs c'est une des décisions qui a été prise, c'est de prendre un cabinet qui va faire une étude préalable sur l'ensemble des toitures pour savoir si les charges qui sont proposées peuvent être résistantes.

Donc la consommation elle est destinée à nos infrastructures, donc en fait on essaie de faire de l'autoconsommation et je pense que ça se fera ; et si par bonheur on avait du surplus, on est dans une boucle, c'est-à-dire que c'est une boucle, et le rachat est fait par EDF.

Donc on pourrait éventuellement récupérer de l'argent mais je pense qu'on fera de l'autoconsommation direct et total.

Et toutes ces installations techniques seront mises en conformité par MACS et son partenaire et un contrat d'entretien d'ailleurs va être mis aussi en place pour optimiser la puissance de nos panneaux photovoltaïques.

Donc je vous demande... oui Lionel.

Lionel BARBERIS :

Juste dans le cas de la revente, aujourd'hui il y a plein de solutions en fait mais le fait de pouvoir le revendre même à nous-mêmes sur les autres bâtiments, le fait d'alimenter tous les bâtiments de la commune, y compris la mairie, y compris le Sporting etc.

Christophe VIGNAUD :

Oui, oui.

Lionel BARBERIS :

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD :

Quand je dis « une boucle » mais c'est pour ça qu'on aurait créé "une boucle" mais on va déjà, à mon avis, le réserver pour notre propre consommation.

Lionel BARBERIS :

Déjà nous-mêmes.

Christophe VIGNAUD :

Déjà nous-mêmes je pense qu'on devrait consommer. Donc je vous demande de m'autoriser à déposer... oui Maëlle ? Vas-y

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je faisais le parallèle avec ce qu'on a vu tout à l'heure pour MACS.

Christophe VIGNAUD

C'est à dire ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Tout à l'heure on a vu que MACS allait installer des panneaux.

Christophe VIGNAUD

Non, en fait MACS a fait un recensement, c'est-à-dire que MACS a envoyé des techniciens et a fait un recensement sur toute la liste que j'ai énoncée.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Des sites possibles ?

Christophe VIGNAUD

Oui sur des sites possibles. Donc ça c'est la convention qu'on a signée avec eux et qui a été un travail qui a été fourni sur lequel on s'appuie. Et parallèlement à ça, ils nous proposent sur les sites qui nous correspondent trois offres qui sont le Centre Technique, le Pignada et l'EHPAD.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Qui découle de cette étude ?

Christophe VIGNAUD

Qui découle de cette étude, tout à fait.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais du coup, pourquoi c'est nous qui déposons la déclaration préalable ?

Christophe VIGNAUD

Ah ben parce que c'est à nous, c'est chez nous.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Tout dépend. Quand il y a eu le panneau d'information, c'était à eux de la déposer la déclaration préalable. Je trouvais ça étonnant dans la mesure où ils portent le projet de...

Christophe VIGNAUD

Alors ils portent le projet globalement...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

C'est chez nous, mais ça ne m'aurait pas étonné qu'ils déposent la déclaration préalable en fait. C'est déjà arrivé que MACS dépose une déclaration préalable

Christophe VIGNAUD

Oui, la preuve en est. Ce dont tu parlais c'était eux. En ce qui concerne la partie sur les panneaux, comme c'est chez nous, c'est nous qui allons le faire. C'est une situation qui a été proposée et chaque commune le fait de cette façon-là.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Très bien.

Patrice BIANCONE :

On a une idée des économies budgétaires sur l'énergie que ça va nous faire faire ?

Christophe VIGNAUD :

Alors on en a parlé tout à l'heure. Mais en fait ça sera en fonction des 5 ou des 7 ans d'amortissement.

Et donc de ce fait, on pourra en autoconsommation récupérer relativement rapidement l'investissement qui aura été fait.

André JAKUBIEC

En ce qui me concerne, j'ai juste une remarque. J'entends bien qu'il y aura un contrat d'entretien.

Je ne suis pas inquiet là-dessus mais j'attire vraiment l'attention sur le fait que ces panneaux devront être régulièrement nettoyés parce que sinon le rendement baisse très rapidement.

Christophe VIGNAUD :

On le sait. Et tu as entièrement raison de faire état de cela.

C'est la raison pour laquelle un contrat d'entretien sera fait en même temps que la signature pour pouvoir optimiser la prise, le rendement. Donc, est-ce que vous m'autorisez donc à déposer cette déclaration préalable et finaliser donc les études.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Très bien. Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-23 : Dépôt d'une déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLÉGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtan ARICX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Dans l'objectif de limiter le coût des énergies dans le budget de fonctionnement de la Commune par la création d'énergie en autoconsommation, il est prévu la mise en place de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-22,

Vu le Code de l'énergie,

Vu l'arrêté du 6 octobre 2021 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment, hangar ou ombrière utilisant l'énergie solaire photovoltaïque, d'une puissance crête installée inférieure ou égale à 500 kilowatts telles que visées au 3° de l'article D. 314- 15 du code de l'énergie et situées en métropole continentale,

Considérant la nécessité d'autoriser Monsieur le Maire à déposer et à signer l'autorisation d'urbanisme qui correspond à cet aménagement et plus largement à signer tous les documents afférents à ce dossier.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une demande de déclaration préalable pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments des services techniques et des hébergements saisonniers du Pignada au sein de la zone d'activités de Pédebert.,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ces autorisations ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

24. Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine

Christophe VIGNAUD :

Alors, renouvellement de la Convention avec la Fondation du patrimoine.

Donc, depuis 2018, une convention est conclue avec la Fondation du patrimoine pour inciter les propriétaires d'un bien classé en bâtis remarquable à réaliser des travaux de rénovation. Que ce soient des ravalements de façade, des peintures, fenêtres et ainsi de suite.

Cette Convention permet aux propriétaires d'obtenir une défiscalisation du montant des travaux.

Et la Commune abonde sur ce fonds d'investissement qui a été créé et géré par la Fondation du patrimoine, d'un montant égal à 1% du coût de TTC des travaux effectués par le propriétaire.

Donc, il semble intéressant de renouveler cette convention avec la Fondation qui arrive à échéance le 31 décembre et ce pour une durée de deux ans.

On va porter notre taux d'intervention de la Commune à 2% du coût des travaux et en limitant l'aide à une enveloppe globale et annuelle de 10 000 €, en faisant bénéficier les propriétaires dont le bien est classé en bâtis remarquable et intéressant.

Et donc, je demande à l'Assemblée d'approuver le renouvellement de cette Convention pour les deux ans qui viennent.

Est-ce qu'il y a des questions ?

On va passer au vote.

Donc, qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-24 : Renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLÉGER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Reconnue d'utilité publique, la Fondation du Patrimoine, organisme privé indépendant à but non lucratif, a pour mission de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine, sur le territoire français, et plus particulièrement celui qui n'est pas protégé au titre des monuments historiques.

La délivrance d'un label permet, sous certaines conditions, aux propriétaires privés de patrimoine non protégé au titre des monuments historiques de déduire de leur revenu global les dépenses d'entretien et de réparation de leurs immeubles patrimoniaux.

La Commune de Soorts-Hossegor abonde le fonds d'investissement créé et géré par la Fondation du Patrimoine d'un montant égal à 1% du coût TTC des travaux effectués par les propriétaires concernés,

CONSIDERANT qu'il est intéressant de renouveler cette convention avec la Fondation du Patrimoine :

- en portant le taux d'intervention de la commune à 2% du coût TTC des travaux effectués et en limitant l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € ;
- en faisant bénéficier les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- en reportant les fonds non utilisés de 7 839 € de la période précédente 2023-2024 pour d'éventuelles opérations à caractère exceptionnel.

VU les articles L. 143-1 et suivants du code du patrimoine portant sur les institutions relatives au patrimoine culturel ;

VU la délibération n°230428-001 en date du 28 avril 2023 portant renouvellement de la convention avec la Fondation du Patrimoine ;

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de

- Limiter l'aide à une enveloppe globale annuelle de 10 000 € pour les propriétaires dont le bien est classé en bâti remarquable et en villas intéressantes ;
- Reporter les fonds non utilisés pour des opérations à caractère exceptionnel ;
- Venir en soutien à la communication de la Fondation en relayant leur documentation et affiches permettant de valoriser in fine le patrimoine local.

APPROUVE la convention à intervenir entre la Commune de Soorts-Hossegor et la Fondation du Patrimoine jointe en annexe.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents liés à cette affaire dont la convention.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Mairie DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

25. Demande de dérogation au cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON

Christophe VIGNAUD :

Point 25, c'est une demande de dérogation au Cahier des charges du lotissement du pont d'HIERN fixant les conditions de revente pour les acquéreurs au profit des propriétaires. Alors, on vous en a parlé en Commission générale.

Il y a une vente qui doit se faire, qui doit être signée avec une demande de DIA (déclaration intention d'aliéner) sur un lotissement que la Commune avait.

En fait, c'étaient les anciens terrains de tennis au pont d'HIERN, et il avait été, à l'époque, en 2019, il avait été coupé en quatre lots.

Et ces quatre lots avaient été vendus donc à des personnes suivant un règlement et suivant des cotations qui avaient été mises en place par l'ancienne municipalité. Aujourd'hui, il s'avère que ces personnes vendent leur maison.

Dans le règlement, dans l'article 20 du Cahier des charges, il est mentionné qu'il est possible de revendre sous certaines règles qui étaient de garder le bâtiment pendant trois ans après la constitution du dépôt de la DAACT (déclaration d'achèvement des travaux) ;

Parallèlement à ça, il y avait d'autres règles qui étaient mentionnées pour avoir la possibilité de la vendre.

Donc, on est interpellé par le notaire des vendeurs pour donner une dérogation puisque la DAACT n'a été donnée qu'au mois de juillet de cette année, après différents allers-retours, pour que le bâtiment soit conforme au permis qui avait été déposé.

Donc, je vous demande de vous prononcer par rapport à ça, pour donner l'accord de vendre avant la fin des termes qui étaient proposés par l'article 20, sachant qu'à l'intérieur de cela, il y a aussi un problème "familial" qui fait qu'il semblerait que la vente se fasse, mais que les gens qui sont vendeurs se séparent. Donc, c'est une cause et c'est un effet qui est à prendre en compte dans le vote.

Donc, je vous demande de vous prononcer par rapport à cette décision afin que l'on puisse, si c'est de façon positive, donner la DIA dès demain matin pour que la vente puisse se faire auprès du notaire et puisse être signée.

Est-ce que par rapport à cette décision, est-ce que par rapport à ce projet, vous avez des questions ?

Michel oui.

Michel VILLEGER

Ça ne concerne que ce bâtiment-là ?

Christophe VIGNAUD

Ça ne concerne que ce lot-là, sachant que les trois autres lots à ce jour n'ont pas fait leurs demandes.

Bien entendu, ça sera aussi, si c'était le cas, remis en place au niveau du conseil municipal pour que vous puissiez vous prononcer en fonction des différents points que je viens d'évoquer.

Mathilde VINTROU

Merci, Monsieur le maire.

J'aimerais préciser deux choses : la première, c'est qu'il faut savoir que la DAACT, la règle-là, en l'occurrence, c'était, par interdiction de revente, moins de 3 ans après avoir demandé et obtenu la DAACT.

Dans l'esprit général, sur le papier, on pourrait se dire "on achète un terrain, on fait construire, on demande la DAACT". Personne ne le fait. Voilà.

Donc on la demande quand on a un peu le feu aux fesses et qu'on doit vendre la maison et que le notaire la demande ; c'est ce que tout le monde fait.

Donc là, ça fait bien plus de 3 ans qu'ils auraient dû, dans les faits, demander la DAACT et donc l'obtenir. Donc s'ils avaient fait les choses stricto sensu, on va dire, le délai serait passé.

Et de deux, je trouve que cette règle est très intéressante parce qu'elle évite la spéculation. C'étaient des terrains de communaux qui ont été achetés.

Là, le problème, c'est, la vraie question, c'est est-ce qu'ils se font un peu de l'argent sur le dos de la mairie ? C'est ça la question.

Et je pense que cette règle est bien fondée et il faut. Là, en l'occurrence, la question qu'il faut se poser, c'est est-ce qu'ils demandent à vendre pour gagner de l'argent sur le dos de la mairie ?

Non, ils vendent parce qu'ils se séparent, ils divorcent. Donc la règle qui protège cet intérêt de ne pas spéculer est, à mon sens, respectée. Voilà, c'est mon avis.

Edouard DUPOUY

Je me permets d'intervenir parce qu'en plus j'ai posé un certain nombre de questions et je pense que tout le monde était dans les échanges de mails pour m'intéresser au sujet. Trois remarques par rapport à ce que tu viens de dire.

Premièrement, moi, je ne suis pas du tout d'accord.

Cette règle ne protège en aucun cas de la spéculation ou alors il faudra m'expliquer le mécanisme, ce n'est pas parce que tu n'autorises pas une personne pendant trois ans de ne pas vendre ce bien que ça protège la spéculation.

On en a parlé la dernière fois justement. Je pense qu'il y avait d'autres mécanismes à mettre en place. Donc pour moi, ça ne protège pas.

Deuxième point, ce que tu évoques sur la DAACT, c'est super intéressant et il faudrait je pense saisir l'opportunité de ce cas pour peut-être en tirer des leçons.

Et peut-être que c'est à nous, Mairie et Service Urbanisme, de mieux communiquer là-dessus. Parce que finalement, moi, à titre personnel, je ne savais même pas que ça existait.

Lorsque vous faites une demande et que vous avez un accord et un permis, je ne suis pas sûr, mais peut-être que je me trompe, qu'il y ait une information communiquée en ce sens. À quel moment il faut faire cette DAACT ?

Mais peut-être mieux communiquer là-dessus parce que visiblement ce que tu dis c'est que les gens ne le font pas, donc il faut qu'on progresse là-dessus.

Et enfin dernier point, je ne m'opposerai pas à cette délibération. Je ne veux pas bloquer les choses, mais je suis quand même très surpris. J'ai l'impression qu'on fait les choses à l'envers.

Et j'ai du mal à comprendre que ces gens-là qui vendent leur bien, qu'ils l'aient mis en vente, alors qu'ils savaient très bien qu'ils n'étaient pas dans les clous, pire que des agents immobiliers, qu'une agence immobilière ait accepté le mandat avant même de vérifier cela et qu'on se retrouve au moment où on est à la signature chez le notaire, on se rend compte que finalement cette vente est suspendue à un accord du conseil municipal.

Le problème a été pris complètement à l'envers. Ils ont été mal conseillés.

Intervention inaudible

Et là, j'ai l'impression qu'on est pris, pas en otage, mais qu'on est mis sous pression.

Attention, si vous ne validez pas cette délibération, la vente ne va pas pouvoir se faire.

Christophe VIGNAUD

Pour votre info, le notaire a déjà déposé la DIA.

Donc, si demain on disait non, la DIA au bout de deux mois, elle va être tacite parce que vous pensez bien qu'on ne va pas, nous, Mairie, acheter une maison, parce qu'on en a tous les jours des DIA. On ne va pas acheter une maison comme ça. Donc le notaire a déjà déposé la DIA.

Lionel BARBERIS

Donc, voilà, je pense que ce type de clause existe aujourd'hui dans de plus en plus de collectivités,

Christophe VIGNAUD

Sur des terrains communaux ?

Lionel BARBERIS

Elle permet de limiter des spéculations foncières quelques fois à 9,10,12 ans parfois.

On peut avoir ce type de clause quand le terrain est souvent accessible à des prix qui sont très préférentiels. Je crois que là, dans ce cas-là, ce n'est pas tout à fait le cas, le prix était quasiment au prix du marché.

Donc, limiter avec une clause anti-spéculation des gens qui ont acheté au prix du marché, c'est même nous qui ne sommes pas tout à fait dans les clous.

Christophe VIGNAUD

Oui on ne va pas refaire l'histoire c'était en 2019.

Lionel BARBERIS

On ne devrait pas mettre de clause anti-spéculation sur des terrains qu'on vend au prix du marché.

Premièrement, deuxièmement, c'est dans l'acte notarié et c'est pour ça qu'ils ont dû le voir au moment où ils sont chez le notaire.

C'est à dire que le notaire a dû prendre l'acte, attention, vous êtes soumis à l'avis du conseil municipal parce que la DAACT n'a pas été déposée.

DAACT qui n'a pas été déposée alors que les gens, si j'ai bien compris, sont dans le logement depuis 2019.

Christophe VIGNAUD

Oui, 2020.

Lionel BARBERIS

2020. Ça fait quatre ans qu'ils sont dans le logement, ils ont largement dépassé les trois ans et ils sont sur un terrain qu'ils ont acheté au prix du marché.

Je pense qu'aujourd'hui, la situation de ces gens-là en particulier, selon nous, on en a discuté entre nous, n'amène pas de débat particulier sur le fait de les aider à finaliser la vente.

En revanche, tu poses la bonne question sur le futur, c'est comment dans le futur on se positionne, mais je pense que ça fera l'objet d'un débat dans d'autres commissions, etc.

La délibération en tant que telle, je pense que les conditions sont largement réunies, si ce n'est l'acte même de DAACT qui, je trouve, fait qu'on pourrait être assez souple sur ce sujet-là dans la mesure où il y a une réelle, une cause réelle et sérieuse de choix devant nous.

Christophe VIGNAUD

Tu veux ? Ah oui ? Oui, allons-y.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais effectivement, cette situation ouvre le débat sur plein de sujets, notamment demain, mais par rapport à cette délibération-là, si on veut recentrer, en 2017...

Christophe VIGNAUD

Il y a une vente de terrain de 2019

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ça s'est finalisé en 2019, si on veut vraiment rentrer dans les détails, Au départ, en 2017, les terrains ont été mis en vente et ils ne se vendaient pas. Et aussi parce qu'il y avait une clause de non-revente plus importante.

Et je vais vous l'expliquer, il n'y avait pas de volonté sociale sur ces terrains, donc au bout d'un moment, les clauses étaient revues à la baisse qui ne deviennent plus des clauses anti-spéculations.

Et donc, en 2019, on a des terrains qui sont vendus au prix du marché, c'est pour bien retirer de la tête de tout le monde la portée et la valeur sociale.

C'est un choix de la mairie, on n'est pas là pour débattre mais la mairie, à ce moment-là, n'a pas mis en place une politique sociale. Si elle avait voulu le faire, elle aurait mis en place de véritables clauses de non-spéculation. Alors vous avez la non-revente pendant 10 ans, ça c'est un classique.

Vous avez la sélection des candidats sur les revenus, qui derrière amène ces acquéreurs à bénéficier davantage d'aide, de subventions, etc.

Tout ça, ça n'a pas eu lieu. La mairie avait des terrains.

Christophe VIGNAUD

Mais quand tu regardes le Cahier des Charges, vous l'avez vu, il est très simple.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On le voit très bien dans le Cahier des Charges. On n'est pas sur un volet social. La mairie a vendu des terrains.

Christophe VIGNAUD

Ça n'a rien à voir avec le volet social dont tu pourrais parler, qui se trouve à Pédebert et qui avait été fait avec le COL, où là il y avait un anti-spéculatif pendant 10 ans.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Donc la mairie fait ce choix-là.

Christophe VIGNAUD

Là ce n'est pas le cas

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On n'est plus là aujourd'hui pour débattre du choix qu'a fait la mairie hier. On peut juste en tirer les leçons pour les choix futurs. Mais ces terrains ne correspondent pas à une action sociale. Ces personnes habitent dans la maison depuis 5 ans. Donc la question, il faut juste la résumer, parce que ça amène plein de débats.

Est-ce que le Conseil estime que le divorce représente un cas de force majeure, ou à défaut, quel intérêt général défendons nous pour les pénaliser ? parce que c'est ce qui se passe.

Christophe VIGNAUD

Il n'y a pas d'intérêt à les pénaliser compte tenu du fait que...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

En mon nom, j'estime que le divorce est un cas de force majeure.

Christophe VIGNAUD

Ce que je viens de te dire, racheter une maison, pourquoi, pour qui et dans quel but ?

Au même titre que nous avons toutes les DIA des maisons qui nous passent tous les jours, sur lesquelles on ne fait aucune préemption.

Et ce qui me paraît logique, et normal. Donc ce cas-là est identique. Donc on va passer au vote.

Alors qui est pour ? Qui s'abstient ?

Oui, Mathilde ne vote pas. Parce que c'est son agence.

Très bien. Merci.

Donc, vous pouvez vendre. Il est dans le public. Demain, je vous libère la DIA.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-25 : Demande de dérogation au cahier des charges du lotissement du Pont d'Hiern fixant les conditions de revente par les acquéreurs au profit de Monsieur et Madame BUZON

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtan ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur et Madame BUZON ont acquis le 03/10/2019 auprès de la Commune un terrain à bâtir d'une superficie de 1099 m² au prix de 235 €/m² soit un coût d'acquisition de 258 265 euros (hors frais de notaire).

Monsieur et Madame BUZON sont actuellement en instance de divorce et souhaitent vendre leur maison au prix de 1 587 000 euros dans une période où la cession est soumise à un accord dérogatoire du conseil municipal.

En effet, la vente de leur maison est réglementée par l'article 20 du cahier des charges du lotissement (document 170922_OJ11 – ANNEXE2) :

- La règle de base est que les acquéreurs ne peuvent pas vendre l'immeuble construit dans le délai de 3 ans à compter de la date de délivrance de certificat de conformité des travaux (2024-2027 dans leur cas) ;
- La règle dérogatoire est que le conseil municipal peut autoriser la vente s'il estime qu'il s'agit d'un « cas de force majeure ou pour une cause dont il apprécie le bien-fondé »

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur cette demande de dérogation sollicitée par Monsieur et Madame BUZON.

CONSIDÉRANT la demande de dérogation de Monsieur et Madame BUZON en vu de la vente de leur bien au prix de 1 587 000 euros ;

VU la délibération du conseil municipal du 9 juin 2017 actant la sortie de la copropriété du Garden Tennis, la division foncière ayant conduit à la création de ce lot de 1 099 m², la définition du prix de vente à 235€/m²,

VU la délibération du conseil municipal du 22 septembre 2017 définissant les critères de sélection (annexe 1) et le cahier de charges du lotissement du Pont d'Hiern (annexe 2) fixant notamment les conditions de revente par les acquéreurs ;

*Après en avoir délibéré,
Avec 25 voix pour
1 abstention
Le Conseil Municipal,*

EMET un avis favorable à la demande de dérogation prévue à l'article 20 du cahier des charges du lotissement communal du Pont d'Hiern au profit de Monsieur et Madame BUZON.

CHARGE Monsieur le Maire de signer tous les documents afférents à ce dossier.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

 
Mlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,

 
Christophe VIGNAUD

COMMANDE PUBLIQUE- DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

26. Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms.

Christophe VIGNAUD

On va passer au point 26. C'est l'adhésion au CANUT. C'est une centrale d'achat du numérique et des télécoms. Je vais laisser la parole, à Quentin qui va vous expliquer ce qu'est le CANUT.

Quentin BENCHETRIT

Bonsoir. Dans le contexte actuel où l'efficacité économique est une priorité pour les collectivités territoriales, la mutualisation des achats constitue un levier stratégique incontournable.

Ce soir, je vous propose d'adhérer à la CANUT, qui est la centrale d'achat du numérique et des télécoms.

Elle a été créée en 2023. C'est une structure qui est spécifiquement dédiée aux collectivités territoriales.

Elle permet de bénéficier tout simplement de conditions d'achat avantageuses dans le domaine du numérique et des télécoms.

Ça permettra pour la commune de Soorts-Hossegor, en rejoignant la CANUT de simplifier la gestion de nos achats numériques et télécoms, obtenir des conditions financières préférentielles auprès d'opérateurs.

Mais également de changer d'opérateur, par exemple, pour la fibre internet de la commune, qui est une étape essentielle dans le cadre de la modernisation de nos infrastructures et l'amélioration de nos services numériques.

Grâce à ces accords-cadres clés en main, la CANUT propose une solution fiable, efficace et conforme au code de la commande publique. Cette adhésion est totalement gratuite, n'entraîne en coût uniquement l'utilisation des marchés. Cette démarche représente une opportunité concrète pour moderniser nos équipements numériques, tout en maîtrisant nos dépenses.

Je vous invite donc à voter cela.

Christophe VIGNAUD :

Est-ce que vous avez des questions par rapport à ce sujet ?

Edouard DUPOUY :

Juste une remarque. Merci Quentin pour cette proposition d'adhésion.

Est-ce que tu sais si d'autres villes, peut-être villes voisines, sont déjà adhérentes de cette centrale ?

Ou si tu as des exemples de villes qui font déjà appel à cette centrale d'achats ?

Quentin BENCHETRIT :

Alors d'autres villes, oui. Qu'est-ce que tu entends par "voisines" ? Quel est le périmètre ?

Alors, des centrales d'achats il y en a plusieurs, initialement on n'avait pas forcément prévu d'adhérer à cette centrale d'achats. Aujourd'hui, on est un petit peu pionnier au sein des communes voisines, du moins pour les communes membres de la MACS.

Étant donné que nous disposons d'une SPL, déjà pour une partie des télécoms, et aujourd'hui la totalité des communes de MACS font appel aux services de la SPL pour la quasi-totalité des services numériques.

Aujourd'hui, c'est un choix soutenu par la commune de Soorts-Hossegor, de ne pas faire confiance à 100% à la SPL pour la totalité des services numériques. Et donc dans ce cadre-là, on fait le choix de se rapprocher d'un opérateur national plutôt que de prendre un opérateur local.

Et donc, pour bénéficier auprès de cet opérateur national, sans le citer des meilleurs tarifs et conditions, on est obligé de se regrouper dans cette centrale d'achats par exemple, et pour bénéficier, on va dire, de conditions cadre telles que par exemple dans le milieu hospitalier, ce qui nous permet d'avoir des tarifs très avantageux voire moins chers que ce que la communauté de communes arrive à faire avec la SPL.

Christophe VIGNAUD

Alors, moi, je rajouterais juste une chose, puisque tu parlais de MACS. MACS a souscrit auprès d'une centrale qui s'appelle le RESAH, mais pas sur le sujet télécoms.

Donc, nous, ça ne nous correspondait pas et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons choisi la CANUT.

On va passer au vote. Est-ce que vous êtes d'accord d'adhérer à cette centrale d'achats ?

Qui est pour ?

Merci. Il n'y a pas de contre, pas d'abstention, donc à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-26 : Adhésion à la CANUT - Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La mutualisation des achats constitue un levier important au regard de l'efficacité économique de la commande publique, qui amène de plus en plus à recourir aux centrales d'achats.

En 2023, une nouvelle centrale d'achat a été créée à destination des collectivités territoriales : la CANUT (Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms). Il s'agit d'une centrale d'achat spécialisée dans le domaine du numérique et des télécoms.

Association loi 1901 à but non-lucratif, la CANUT est une ressource dédiée aux collectivités, bailleurs sociaux et autres établissements publics, permettant de bénéficier de conditions d'achat préférentielles, avec des accords-cadres clé en main

dans le respect du code de la commande publique. La CANUT propose des marchés publics qui simplifient les achats de matériels, logiciels et prestations et couvrant l'ensemble des besoins numériques et télécoms de ses adhérents.

La CANUT a la volonté d'adopter une gouvernance représentative des différents adhérents, et des procédures de gestion leur apportant transparence et sécurité. Elle permet aussi une gestion simplifiée de l'achat de fournitures et de services en matière d'informatique et de télécoms.

Les objectifs de la CANUT sont principalement de proposer à ses membres :

- Une gestion simplifiée des achats,
- Des marchés adaptés aux besoins des collectivités territoriales,
- Des frais d'accès réduits,
- Une relation directe avec les titulaires pour l'exécution des marchés,
- Une représentation de leurs intérêts face aux titulaires de marchés,
- Des interlocuteurs dédiés apportant une forte réactivité aux sollicitations qu'elle recevra.

La CANUT est un acheteur qualifié de pouvoir adjudicateur au sens des dispositions de l'article L. 1211-1 du code de la commande publique ayant pour objet d'exercer une activité de centrale d'achats au sens de l'article L2113-2 du code précité.

L'adhésion à la CANUT est gratuite, seul le coût annuel d'utilisation des marchés est facturé par l'association.

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu le code de la commande publique,

Considérant le besoin de la collectivité d'acquérir du matériel informatique et de téléphonie de manière régulière pour garantir ses activités et ses services à la population ;

Considérant que l'achat, dans le domaine du numérique, est un poste budgétaire significatif, et qu'il est dans l'intérêt de la collectivité de rechercher des moyens d'optimiser les coûts tout en garantissant la fiabilité du matériel acquis, la qualité des services et prestations réalisées ;

Considérant que les marchés du numérique et des télécoms sont techniques et évoluent en fonction des avancées technologiques, ce qui nécessite l'expertise d'acheteurs spécialisés et entièrement consacrés au suivi de cet environnement très dynamique ;

Considérant que l'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) permet à la collectivité de bénéficier de tarifs préférentiels, de conditions contractuelles avantageuses et d'une meilleure gestion des achats dans le domaine numérique ;

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

APPROUVE l'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT), pour en devenir membre,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents nécessaires pour formaliser cette adhésion et à prendre toutes les mesures nécessaires pour sa mise en œuvre,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à réaliser et à suivre l'ensemble du processus de souscription aux marchés et aux actes associés auprès de la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT),

PRENDRE acte, qu'en application de l'article 10.1 des statuts de la CANUT, le représentant légal en exercice, ou tout autre personne dont l'habilitation aura été notifiée par écrit, siège à l'assemblée générale de la CANUT, et désigne, à ce titre, le Directeur des systèmes d'information (DSI) pour représenter la collectivité.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

27. Modifications des tarifs du Golf d'Hossegor

Christophe VIGNAUD

On va passer à la modification des tarifs du golf d'Hossegor.

Lors du vote, je vais demander à Jean, à Jean-Marc et à Henri, qui n'est pas là, mais pour qui il y a une procuration, ainsi que moi-même, de ne pas voter, puisqu'on va parler des différentes modifications que l'on souhaite apporter à notre DSP.

Et donc, tous ces changements qui sont demandés par l'association doivent être accordés par le conseil municipal.

Et l'association du golf, donc, souhaite faire évoluer certains tarifs.

Vous avez d'ailleurs, en pièce jointe, des légères augmentations qui ont été demandées et qui sont faites au regard des autres clubs. On est toujours en dessous des autres, malgré un parcours qui est formidable et incroyable.

Je ne sais pas si vous avez vu, ils sont en train de finir l'arrosage, et que nous avons, à mon avis, l'un des plus beaux clubs de France.

Je suis juste un peu chauviniste là-dessus, cela étant, il est vrai que le parcours est très beau.

Donc, je ne sais pas si vous avez détaillé, ou si vous êtes allés dans les différents tarifs qui sont proposés, mais il y a très peu d'augmentation. C'est assez minime par rapport à ce qui existe, que ce soit au niveau du club, les green fee, et ensuite au niveau du restaurant.

Je voudrais juste faire un petit aparté concernant le club, vous pouvez laisser votre sac au club quand vous êtes adhérents.

Et l'association ne fait pas payer le gardiennage de votre club au sein des vestiaires, ce qui est un choix parce qu'il y a un coût personnel qui existe et que dans tous les autres clubs, ça c'est facturé.

Je trouve que c'est un bon signe, au même titre que tout ce qui est fait autour de l'école de golf.

Pour le restaurant, on peut juste noter quelques baisses sur certaines boissons, et un maintien des tarifs sur la restauration, avec quelques augmentations très mineures sur les autres sujets.

Donc, avant de passer au vote, est-ce que vous avez des questions ?

Lionel BARBERIS :

Monsieur le maire, je constate que le tarif de l'école de golf n'a pas évolué.

Donc, on peut s'en féliciter parce que je pense que ça a été une demande forte du Conseil lors des discussions qu'on a eues avec eux.

Christophe VIGNAUD

Oui, et ça a été d'ailleurs un des points qui les a démarqués par rapport aux autres.

Lionel BARBERIS :

Totalement, et c'était une volonté de notre part de garder accessible le golf pour les enfants.

Christophe VIGNAUD

Absolument.

Lionel BARBERIS

En revanche, je vois dans le document que le tarif pour la rentrée à l'école de golf 25-26 sera rediscuté en fonction des différents niveaux de prestations parce qu'ils vont faire varier, c'est quelque chose d'assumé ?

Christophe VIGNAUD

Ils vont faire varier les tarifs par rapport aux prestations. C'est-à-dire s'il y a plus de cours, ils considèrent qu'il y a des jeunes qui méritent plus de suivi. Donc c'est là-dessus qu'ils essaieront de revenir vers nous par rapport à cette délibération.

Lionel BARBERIS

En tout cas, c'est juste pour préciser qu'on apprécie quand même qu'ils aient fait cet effort-là, dans la mesure où au début, ils voulaient l'augmenter.

Christophe VIGNAUD

Après, quand on regarde, les green fee n'ont pas augmenté non plus, que ce soit en basse saison et en haute saison, ce qui est quand même important quand on sait combien ça coûte un green fee dans les autres clubs.

Et on voit là aussi que le tarif au niveau des seaux de balles, quand on prend 11 seaux de balles et qu'on est membre, on n'a pas d'augmentation non plus.

Donc sachant que c'est un sujet sur lequel il y a beaucoup d'argent à se faire, puisqu'il y a beaucoup de clubs qui augmentent les seaux de balles pour essayer de se faire un peu de sous.

Donc là, quand on est membre, il n'y a pas d'augmentation.

Bien, on va passer au vote. Donc qui est pour ces augmentations qui sont proposées pour le golf comme pour le restaurant ?

Donc à l'unanimité, sans les personnes nommées, très bien. Merci pour eux.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-27 : Modification des tarifs du golf d'Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtan ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCO, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le contrat de délégation de service public du golf d'Hossegor approuvé par l'assemblée délibérante en date du 4 novembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal doit approuver les modifications de tarifs de l'activité de cette délégation de service public ;

CONSIDÉRANT l'offre tarifaire proposée par le délégataire, l'association Golf Club d'Hossegor pour l'année 2025 ;

COTISATIONS 9,5 MOIS ET ANNEE		
Produit	Tarifs 24	Tarifs 20
Cotisation Année Individuel	3 838 €	3 825 €
Cotisation Année Ménage	3 086 €	3 130 €
Cotisation 9,5 mois Individuel	3 344 €	3 370 €
Cotisation 9,5 mois ménage	2 205 €	2 250 €
Abonnement jeunes -18 ans Année	400 €	430 €
Cotisation Année Individuel 18/25 ans	755 €	770 €
Cotisation Ecole de Golf (incluant la licence)	185 €	*185

*Le tarif pour la rentrée école de golf 2023/2024 sera à inclure en fonction des différents niveaux de progression.

DROIT DE JEU VISITEURS				
Produit	Barre saison 24	Haute saison 28 (du 06/04 au 31/10)	Barre saison 20	Haute saison 20 (du 06/04 au 31/10)
Greenfee	85 €	110 €	85 €	110 €
Carnet 10 Greenfees	550 €	750 €	565 €	770 €
Carnet 20 Greenfees	900 €	1 300 €	920 €	1 330 €

CHARIOTS ET PRACTICE		
Produit	Tarifs 24	Tarifs 20
Chariot Manuel	5 €	6 €
1 Seau de balles	4 €	5 €
2 Seaux de balles	7 €	8 €
5 seaux de balles	15 €	18 €
11 Seaux de balles extérieurs	28 €	30 €
11 Seaux de balles intérieurs	20 €	20 €

Tarifs Restauration Golf Hossegor 2025

BOISSONS	
Produit	Tarifs
Apéritif anisé	4,0 €
Whisky	7,0 €
Rhum	7,0 €
Vodka	7,0 €
Gin Tonic	7,0 €
Armagnac	10,0 €
Vino Apéritif	4 à 7 €

BOISSONS sans alcool	
Produit	Tarifs
Café	1,8 €
Café double	3,6 €
Café crème	2,0 €
Café crème double	4,0 €
Decafféiné	1,9 €
Chocolat au lait	4,0 €
Capuccino	4,0 €
Thé	2,5 €
Jus de fruit	4,0 €

BOISSONS	
Produit	Tarifs
Bière 1/2	4 à 5 €
Panaché	4,0 €
Vin Verm	4 à 7 €
Vin pichet 0,25l	5,0 €
Vin pichet 0,50l	10,0 €
Vin pichet 1l	18,0 €
Champagne Coupe	11,0 €
Champagne bouteille	40 à 45 €
Riz	5,0 €
Riz Royal	14,0 €
Bière sans alcool	4,0 €

RESTAURATION	
Produit	Tarifs
Menu du jour / Menu / Menu de Noël	19 €
Plat du jour	15,0 €
Entrées de 10 à 12 €	
Plats de 13 à 20 €	
Desserts maison de 0 à 9 €	

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité des votants
Le Conseil Municipal,*

En tant que personnes intéressées à l'affaire, ne prennent pas part au vote :

- M. Jean BELLOCQ,
- M. Henri ARBEILLE
- Jean Marc LEROY
- Christophe VIGNAUD

AUTORISE « l'Association Golf Club d'Hossegor » à modifier, à compter du 1^{er} janvier 2025, les tarifs présentés ci-dessus.

PRÉCISE que ces tarifs seront reconduits annuellement de manière tacite ou modifiés par délibération du Conseil Municipal.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



AFFAIRES GÉNÉRALES

~~28. Convention d'objectifs et de moyens avec l'association Pandore dans le cadre de l'occupation de la ferme de Bielle~~

Christophe VIGNAUD

On va passer aux affaires générales avec la Convention d'Objectifs et de moyens avec l'association Pandore dans le cadre de l'occupation de la ferme de Bielle.

Et je laisse la parole à Céline.

Céline LUNARDELLI :

Alors, à la suite d'un appel à projet pour la gestion de la ferme de Bielle à Soorts qui s'est clôturée le 31 août, la Commission culture a statué sur 12 projets que nous avons reçus, 3 sont restés en lice et nous ont présentés leur projet en commission.

C'est l'association Pandore en partenariat avec l'association Startcom qui représente Wave Radio, qui a été choisie. Cette association propose un projet culturel autour de l'audiovisuel, la vidéo, l'audio et la photographie, ainsi que le studio de Wave Radio, qui est actuellement dans un très petit local à côté de la poste à Soorts et qui rejoindrait ce site de la ferme de Bielle.

Donc c'est un projet qui n'existe absolument pas sur le territoire. Cette convention devait être signée aujourd'hui, mais en fait on n'autorisera pas, Monsieur le maire, à la signer aujourd'hui.

La convention sera signée lors d'un prochain conseil parce qu'on attend en fait les résultats du chiffrage de la maîtrise d'œuvre dont la consultation est en cours, donc ça ne remet pas en question tout le processus de toute façon.

On continue à travailler puisque de toute façon dans la convention, on avait déjà pré-inscrit qu'on travaillait deux ans avec eux en collaboration avec eux pour la remise en état de la ferme de Bielle et l'exploitation proprement dit n'intervenait qu'en 2027.

Donc ça ne change rien au processus.

Lionel BARBERIS :

Monsieur le maire, en fait dans la convention, on parle du concours financier apporté par la ville qui est d'une durée de quatre années de 145 000€ qui correspond à la mise à disposition des locaux, qui s'évalue forcément si en fonction du montant des travaux, en fonction de plein de choses.

Ce que je veux dire, c'est que pour l'instant, on l'évalue à 145 000. €

Mais si demain on réalise 2 millions d'euros de travaux, peut-être que l'évaluation sera un peu différente.

Ce que je veux dire, c'est qu'il faut aussi se laisser cette capacité à faire bouger la convention en fonction des montants.

Christophe VIGNAUD

Donc, mais ce n'est pas ce qu'on a parlé tout à l'heure

Lionel BARBERIS

On l'évalue à 145 000€ mais on ne connaît pas le prix des travaux

Christophe VIGNAUD

Oui mais c'est ce dont on a parlé tout à l'heure en commission finance. Donc, voilà, donc on va sursoir par rapport à cela et on en reparlera beaucoup plus tard.

Céline LUNARDELLI

Et aussi parler du choix de l'association qui avait...

Christophe VIGNAUD

Et en même temps, on va refaire un budget total des investissements au travers de la rénovation et voir ce qu'il en est par rapport à ça.

Ce point-là, on le passe.

28. Sollicitation de subventions dans le cadre des travaux de rénovation de la ferme de Bielle

Christophe VIGNAUD

En revanche, le point 29, je pense qu'on sera tous d'accord puisque ce sont des demandes de subventions qui pourraient être relatives à la rénovation de cette ferme.

Et donc, comme on souhaite conserver l'édifice et le patrimoine, je pense que sur ce sujet-là, on est tous d'accord que vous nous laissez la liberté.

En tout cas, au sein des services de faire des demandes auprès des différents organismes pour pouvoir nous aider à réaliser les travaux et obtenir des subventions.

Céline LUNARDELLI

J'ai juste une petite chose sur cette sollicitation de subventions, c'est que pour les personnes qui connaissent la ferme de Bielle, ou pas d'ailleurs, elle a été acquise en 2001 par la municipalité.

Elle a bénéficié de travaux de sauvegarde de la charpente et de la toiture en 2005. Mais depuis 2005, il y a une étable, et la maison d'habitation, plus rien n'a été fait.

Heureusement d'ailleurs que cette toiture a été faite à l'époque, mais c'est quand même un dernier vestige de ce qu'était le bourg de Soorts, parce que ça date du 15^e siècle et c'est quand même le plus ancien bâtiment de la ville, Soorts-Hossegor.

Et puis, ce que j'aime, à le répéter, et je le répéterai, on a comme petite anecdote, on est quand même là ici, trois autour de la table, à être allé à l'école avec des enfants qui habitaient cette ferme-là.

Donc ce n'est pas si vieux que ça où elle était encore habitée, parce qu'on est encore très jeunes.

Mais bon, c'est aussi un patrimoine et une mémoire, je crois, qu'on tient à le conserver.

L'Assemblée est invitée, donc, à l'intérêt de ce projet, selon le protocole, à autoriser Monsieur le maire, à solliciter les diverses subventions possibles relatives à ce projet.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui. Je voulais juste demander, dans la délibération, le premier considérant, ce sont les études préalables réalisées dans le cadre du projet.

Est-ce qu'il serait possible de les avoir, ces études ?

Christophe VIGNAUD

Elles vont être lancées là, on n'a rien fait encore.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, considérant les études préalables réalisées, donc qui ont déjà été réalisées, sinon c'est mal rédigé.

Christophe VIGNAUD

Dans l'étude de programmation

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Dans la délibération, dont on parle, le premier considérant.

« Les études préalables réalisées en le cadre du projet ». Donc il faut comprendre qu'elles ont été faites ou qu'elles vont être faites.

Christophe VIGNAUD

C'est le cabinet Lavigne qui avait fait ça.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Donc elles ont été faites ?

Christophe VIGNAUD

Oui, c'est fait.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Est-ce que c'est possible de les avoir pour prendre connaissance à l'époque avec le cabinet Lavigne, ce qui a été fait ?

Christophe VIGNAUD

On va te les faire passer.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et est-ce que vous avez l'intention, alors je ne vous pose pas la question de l'architecte des bâtiments de France, ça paraît une évidence.

Bon, voilà, pour ceux qui ont un peu suivi. Est-ce que vous avez l'intention de vous attacher les conseils du CAE et éventuellement de la fondation du patrimoine ?

La fondation du patrimoine à laquelle nous adhérons peut aussi être force de conseils d'accompagnement comme le CAE.

Christophe VIGNAUD

Céline ?

Céline LUNARDELLI

Elle a participé aussi à la rénovation de la toiture à l'époque. C'est tout ce que j'ai.

Christophe VIGNAUD

Et donc on va bien entendu...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et donc c'est censé répondre à la question ?

Christophe VIGNAUD

Non, on va les solliciter.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, mais du coup on a conclu qu'ils vont sûrement participer.

Christophe VIGNAUD

Bien entendu.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je ne sais pas, je pose une question.

Christophe VIGNAUD

Bien entendu, la fondation, bien entendu. On participe avec eux sur la délibération dont on vient de délibérer il y a quelques minutes. Bien entendu qu'on va les faire participer, au même titre que l'ABF.

Patrice BIANCONE

Dans tous les cas, nous l'avons visité avec Céline pas plus tard que ce week-end. Et vraiment, il y a urgence à intervenir sur ce bâtiment qui effectivement mérite d'être conservé.

Je crois qu'on peut en faire quelque chose de vraiment très bien et surtout pour recevoir des associations et recevoir un mini centre culturel, dirons-nous, pour faire vite dans ce lieu qui est effectivement une survivance du 15ème, qui est le dernier grand vestige. Après on passe tout de suite au début du 20ème siècle donc il faut conserver ce bâtiment.

Il y a urgence en tout cas. Parce que déjà le toit même rénové, il y a des vagues sur la toiture, il y a des choses à faire. Il y a du boulot. Voilà. Et puis même les murs aussi, ils sont attaqués.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et surtout ne pas oublier qu'à priori ça va devenir un ERP. Et là, ce n'est plus la même. La donne change énormément avec ce paramètre.

Christophe VIGNAUD

On n'a pas oublié que ça allait être un ERP.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je m'en doute.

Christophe VIGNAUD

Voilà. C'est sûr. À partir du moment déjà où tu as la radio, la radio reçoit du public, donc c'est obligatoirement un ERP. Et si on a l'explication de texte qui avait été donnée auparavant, il est bien clair qu'il va y avoir des expositions et différentes animations.

Donc bien entendu, il va y avoir du public, donc c'est un ERP. Donc il y aura aussi des commissions de sécurité qui vont être obligatoires pour pouvoir ouvrir cet endroit culturel.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et donc des contraintes importantes supplémentaires sur un bâtiment comme la ...

Christophe VIGNAUD

Et c'est un des points qui a été soulevé tout à l'heure en commission finances avec Lionel, qui disait qu'en fait les contraintes qui étaient liées à ce bâtiment, puisqu'on en faisait un lieu de passage, pour la radio et en même temps pour l'association, et en faisant des expositions, il y aurait peut-être des contraintes qui feraient que le million cinquante, dont on parlait, pourrait être beaucoup plus élevé.

Donc c'est la raison pour laquelle on a décidé de reporter la délibération précédente, et qu'on va travailler sur le budget et savoir ce qu'il en est, compte tenu du classement en ERP, de ce que l'on souhaite faire et des travaux qui doivent être engagés, comme l'a indiqué Patrice.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais du coup pourquoi avoir pris cet engagement auprès de l'association avant d'avoir certaines certitudes ?

Christophe VIGNAUD

C'est la raison pour laquelle si tu vois, on n'a pas pris d'engagement avec l'association en délibérant, on n'a pas pris...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Certes, certes.

Christophe VIGNAUD

Voilà !

Céline LUNARDELLI

Après, oui, puis enfin, tu étais au courant... Oui, ça ce n'est pas pour toi, c'est pour le public. Pour informer le public aussi, je suppose.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

D'accord.

Céline LUNARDELLI

Non, je voulais être sûre.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Justement, comme tu le sais, j'étais là

Céline LUNARDELLI

C'est pour ça

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et présente, il me semblait que nous avions pris un certain engagement vis à vis de cette association.

Céline LUNARDELLI

Oui, mais c'est un site sur la convention, c'est pendant deux ans les travaux...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui, mais on sait quand même...

Céline LUNARDELLI

C'était conditionné. La convention et tout était conditionné.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

J'espère qu'on ne va pas leur annoncer dans quelques temps on n'a plus les moyens.

Céline LUNARDELLI

Je ne m'en rappelle plus si tu étais là quand on a auditionné.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, je n'ai pas pu y assister.

Céline LUNARDELLI

Ah voilà, c'est ça. Je ne m'en rappelle plus.

Mais c'est conditionné, bien évidemment, bien évidemment.

Intervention inaudible

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais mettez-vous à leur place, quand même. Mais ils sont d'accord ?

Intervention inaudible

Céline LUNARDELLI

Mais il n'y a aucun problème avec l'association. Je ne vois pas pourquoi...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, il n'y a pas de problème. Je dis juste que si on se met à leur place...

Céline LUNARDELLI

Mais moi, je ne me mets pas à leur place. On est très clair avec eux.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Non, je signale juste qu'il y a un certain engagement, en tout cas moral, vis à vis d'une association, avec en face une certaine incertitude quant au montant et à la capacité de réalisation.

Christophe VIGNAUD

C'est la raison pour laquelle je reviens en général sur le fait que...

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On voit si on peut, et derrière, on met des gens dedans.

Christophe VIGNAUD

Non, mais on va faire en sorte que ça se fasse comme ça.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

J'espère.

Christophe VIGNAUD

Voilà.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et je n'en doute pas.

Christophe VIGNAUD

Voilà, on va effectuer les travaux et on mettra l'association dedans, mais on aura déjà l'association.

On aura déjà gagné un temps fou, puisque la sélection a été faite à préférence des dossiers qui ont été présentés.

Céline LUNARDELLI

Et je rajoute une chose pour aller chercher moi aussi des subventions sur le côté culturel pour faire baisser tout ça.

Il faut qu'on ait déjà une destination finale sur le bâtiment, sinon les subventions, je compte aller chercher des subventions culturelles au niveau du département, de la région et plus.

Voilà.

Christophe VIGNAUD

Parfait, donc on va voter. Vous êtes d'accord pour que l'on puisse aller chercher des subventions ?

Vous êtes pour ?

Oui, très bien. Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-28 : Sollicitation de subventions dans le cadre du projet de rénovation complète de la ferme de Bielle

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire indique qu'il avait été prévu, dès le début du présent mandat, d'entreprendre une rénovation complète de la ferme de Bielle.

Acquise en 2001, ayant bénéficié de travaux de sauvegarde de la charpente et de la toiture en 2005, cet historique corps de ferme est composé d'un bâtiment principal (anciennes habitation et étable) d'environ 365 m² et d'annexes extérieures (anciennes annexes agricoles) d'environ 65 m².

Monsieur le Maire précise qu'il est important de conserver cet édifice patrimonial, dernier vestige de ce qu'était le bourg de Soorts né au XV^{ème} siècle, mais elle souhaite également l'ouvrir au public, afin qu'il devienne un lieu de vie, de cohésion, ouvert toute l'année et développer un projet culturel ouvert aux habitants de la commune mais aussi ceux des communes de la MACS.

Il rappelle que suite à un appel à projet, l'association Pandore en partenariat avec l'association Starcom, a proposé un projet culturel autour de l'audiovisuel ; vidéo, audio et photographie avec un studio d'une radio locale pour faire vivre en continu ce bâtiment lorsqu'il sera rénové.

CONSIDERANT les études préalables réalisées dans le cadre de ce projet ;

CONSIDERANT la volonté du Conseil Municipal d'engager des travaux de rénovation de la ferme de Bielle afin de répondre aux normes d'accessibilité, et accueillir ce projet culturel ;

CONSIDERANT la nécessité pour la Commune de demander des financements pour la réalisation de ce projet ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ACTE l'intérêt du projet de rénovation complète de la Ferme de Bielle afin de préserver ce bâtiment historique et de le valoriser en y développant un projet culturel.

S'ENGAGE à communiquer aux financeurs le montant réel de l'opération et le plan de financement au fur et mesure des études de maîtrise d'œuvre et de l'engagement des organismes sollicités.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter des subventions aussi élevées que possible sur la base des montants estimés dans le cadre de travaux de rénovation complète de la ferme de Bielle, auprès :

- de l'Union Européenne ;
- de l'État ;
- de la Région Nouvelle-Aquitaine ;
- du Département des Landes ;
- de tout autre financeur public ou privé.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au règlement de cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

29. Dérogation au repos dominical

Christophe VIGNAUD

Dérogation au repos dominical. Donc comme chaque année, on doit donc voter cette dérogation pour nos commerçants qui sont dans l'alimentaire.

La ville étant en zone touristique, nous pouvons donc leur autoriser de travailler 12 dimanches fixés par arrêté sur des surfaces de plus de 400 mètres carrés. Au préalable, nous avons demandé avis aux différentes organisations syndicales, MACS et CCI.

Aujourd'hui, nous vous demandons de voter cette dérogation et de m'autoriser à signer le souhait des commerçants concernés et d'ouvrir les 14 juillet-15 août et les dimanches après-midi suivants, qui sont le 29 juin, le 6, le 13, le 20 et le 27 juillet, le 3, le 10, le 17, le 24 et le 31 août 2025.

Là ça représente 12 dates en tout. Par rapport à cela, comme chaque année, je vous demande l'autorisation de leur donner cette dérogation.

Est-ce que vous avez des questions ? Nous allons passer aux votes.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? A l'unanimité. Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-29 : Dérogation au repos dominical

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le classement de la ville de Soorts-Hossegor en zone touristique autorise l'ouverture dominicale des commerces non alimentaires tout au long de l'année sans autorisation préalable de l'autorité territoriale.

Les commerces de détail alimentaires restent assujettis à l'article L. 3132-13 du code du travail qui leur impose une fermeture dominicale après 13 heures. Toutefois, le maire peut autoriser les commerces de détail alimentaires à ouvrir de façon ponctuelle le dimanche après 13 heures dans la limite de douze dimanches par an. Les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m² doivent déduire les jours fériés travaillés de la liste des dimanches autorisés.

Ces douze dimanches doivent être fixés par arrêté municipal de manière annuelle et collective (ensemble des commerçants de détail pratiquant la même activité) au niveau du territoire après consultation des commerçants, des organisations syndicales ainsi que des chambres consulaires avant le 31 décembre de l'année n-1.

L'avis de la Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud doit également être sollicité.

Vu la loi 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite loi Macron et notamment son article 250,

Vu la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, couramment appelée loi Travail, et notamment son article 8,

Vu l'article L 2121-29 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L 3132-26 du code du travail,

Vu l'arrêté préfectoral des Landes en date du 7 avril 2010 classant la commune de Soorts-Hossegor en commune d'intérêt touristique,

Considérant qu'en raison de l'évolution des habitudes de consommation et des activités commerciales, il importe de prendre des mesures de nature à permettre des aménagements dans le temps de travail tout en garantissant la règle du repos hebdomadaire des salariés,

Considérant l'intérêt de faire bénéficier les commerçants des dispositions de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 et la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 qui tout en réaffirmant le principe du repos dominical donné aux salariés, ont été modifiées en portant à 12 le nombre maximal de dérogations qu'un maire peut donner à cette règle,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ÉMET un avis favorable, sur proposition de Monsieur le Maire, d'accorder annuellement 12 dérogations municipales au repos dominical pour les commerces de détail alimentaires pour l'année 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à saisir les commerçants, les organisations syndicales, les chambres consulaires du département ainsi que la communauté de communes MACS.

PRÉCISE qu'un arrêté fixera les modalités des ouvertures dominicales.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



VIGNAUD

30. Reprise de 93 concessions funéraires en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune

Christophe VIGNAUD

On va passer au point 31 qui est la reprise de concessions de 93 concessions funéraires qui sont en état d'abandon des cimetières communaux 1, 2 et 3.

Et je vais laisser la parole à Véronique CAZAVANT qui va vous expliquer cette délibération. Véronique, il faut que tu ouvres ton micro.

Véronique CAZAVANT

En début de notre mandat, il a été décidé de reprendre les concessions en état d'abandon pour éviter d'avoir à créer ou à agrandir les cimetières que nous avons, tout cela parce que nous avons de nombreuses demandes.

Donc, Monsieur le maire informe les membres du conseil municipal qu'un état des lieux a été effectué dans les cimetières communaux numéro 1 et numéro 2, numéro 3 le 18 février 2021.

On a constaté qu'il y avait 127 concessions perpétuelles qui étaient donc en état d'abandon.

Pour remédier à cette situation et permettre à la Commune de récupérer des emplacements délaissés, une procédure de reprise des concessions est prévue au Code général des collectivités territoriales aux articles L22.23.17, L22.23.18, R22.23.12 et R22.23.23.

Myriam LANGLOIS :

Étant précisé que la Commune reste propriétaire des emplacements concédés, la concession n'étant qu'un droit d'usage du terrain communal, les concessionnaires ont toutefois le devoir d'entretenir l'espace ainsi mis à leur disposition.

La procédure engagée par la Commune. Avec un premier affichage du 26 février au 26 mars 2021, le 2e du 12 avril au 12 mai 2021, troisième affichage du 29 mai au 29 juin 2021.

A noter que les différents affichages ont lieu sur l'affichage réglementaire situé à l'entrée du cimetière principal ainsi que sur la borne digitale à l'entrée de la mairie.

Le second et dernier constat d'abandon de 93 concessions établi lors de la visite du 4 novembre 2024 et les 93 concessions ont plus de 30 ans d'existence.

La dernière innovation remonte à plus de 10 ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes des articles précités.

L'ensemble de la procédure ayant été menée à son terme conformément aux dispositions réglementaires, Monsieur le maire propose au Conseil municipal de se prononcer sur la reprise des concessions ce qui lui permettra ensuite de prendre des arrêtés municipaux de reprise.

Voilà.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Est-ce que vous avez des questions ? Oui. Allez-y.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Est-ce qu'on s'est bien assuré que parmi ces tombes, il n'y a pas des tombes de personnalités peut-être remarquables de la commune ?

Christophe VIGNAUD

Il y a eu tout un travail de fourmis qui a été entrepris par nos agents et surtout par une de nos agents qui a fait le tour des cimetières et a priori non. Il n'y a pas de gens entre guillemets connus ou reconnus pour avoir travaillé ou fait quelque chose pour la commune.

Catherine CERIZAY-MONTAUT :

Si c'était le cas, bon ça n'est pas le cas pour l'instant, mais si c'était le cas, je suppose qu'on réfléchirait peut-être à entretenir nous-même les tombes en question. ?

Christophe VIGNAUD

Bien, on va passer au vote.

Intervention inaudible

Donc, on va passer au vote donc qui est pour ? Très bien. Unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-30 : Reprise de 93 concessions en état d'abandon des cimetières 1-2-3 de la commune

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCO, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'un état des lieux a été effectué dans les cimetières communaux n°1-2 et 3 le 18 février 2021. 127 concessions perpétuelles ont été constatées en état d'abandon.

Pour remédier à cette situation et permettre à la commune de récupérer des emplacements délaissés, une procédure de reprise des concessions est prévue au Code Général des Collectivités Territoriales aux articles L. 2223-17, L. 2223-18, R. 2223-12 et R. 2223-23.

Etant précisé que la commune reste propriétaire des emplacements concédés, la concession n'étant qu'un droit d'usage du terrain communal. Les concessionnaires ont toutefois le devoir d'entretenir l'espace ainsi mis à leur disposition.

Monsieur le Maire expose la procédure engagée par la commune :

- o Premier affichage du 26 février au 26 mars 2021,
- o Deuxième affichage du 12 avril au 12 mai 2021,
- o Troisième affichage du 29 mai au 29 juin 2021.

A noter que les différents affichages ont eu lieu sur l'affichage réglementaire situé à l'entrée du cimetière principal ainsi que sur la borne digitale à l'entrée de la mairie.

Le second et dernier constat d'abandon de 93 concessions établi lors de la visite du 04 novembre 2024, et les 93 concessions ont plus de 30 ans d'existence, que la dernière inhumation remonte à plus de 10 ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes des articles précités.

L'ensemble de la procédure ayant été menée à son terme conformément aux dispositions réglementaires, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur la reprise des concessions, ce qui lui permettra ensuite de prendre les arrêtés municipaux de reprise.

VU les articles L. 2223-17 et suivants et R. 2223-13 et suivants, du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'avis favorable de la commission gestion des cimetières en date du 4 novembre 2024,

CONSIDERANT la première constatation de l'état d'abandon de 127 concessions de plus de 30 ans aux cimetières 1-2-3 qui a eu lieu le 18 février 2021, suivie par les différentes formalités de publicité :

- Premier affichage du 26 février au 26 mars 2021,
- Deuxième affichage du 12 avril au 12 mai 2021,
- Troisième affichage du 29 mai au 29 juin 2021,

CONSIDERANT le second et dernier constat d'abandon de 93 concessions établi lors de la visite du 04 novembre 2024,

CONSIDERANT que les 93 concessions ont plus de 30 ans d'existence, que la dernière inhumation remonte à plus de 10 ans et qu'elles sont en état d'abandon selon les termes des articles précités,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité,
Le Conseil Municipal,*

ACCEPTE la reprise des 93 concessions abandonnées au nom de la Commune.

AUTORISE Monsieur le Maire à prendre un arrêté municipal prononçant leur reprise dont il assurera la publicité conformément à la réglementation en vigueur.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

31. Motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité – Unesco

Christophe VIGNAUD

Point 32. C'est une motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au patrimoine immatériel de l'humanité UNESCO. Juste pour information, le sauvetage en mer est une pratique essentielle à la sécurité de nos mers et de nos littoraux.

Il s'agit d'un engagement collectif qui forge un lien unique entre les sauveteurs et leur territoire, incarnant l'esprit d'entraide qui définit la culture maritime et contribue à l'identité des communautés littorales et maritimes.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Conseil municipal souhaite se joindre à l'initiative promue par l'Association nationale des élus du littoral, l'ANL, pour le classement du sauvetage en mer au patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO.

Pour atteindre ces différents objectifs, il y a des étapes qui sont nécessaires le lancement d'une équipe, d'une enquête nationale, l'inscription du sauvetage en mer à l'Inventaire National du patrimoine culturel immatériel, le soutien des collectivités et des acteurs de la mer et cette démarche est à la fois ambitieuse et exigeante, mais elle reflète les valeurs profondes de Soorts-Hossegor et de ses habitants et ceux qui ont éventuellement un bateau au port de Cap-Breton, puisqu'ils sont basés là-bas.

Donc je voulais juste vous inviter à vous prononcer sur cette motion et m'autoriser éventuellement à signer les papiers qui seraient inhérents à cela. Oui Lionel.

Lionel BARBERIS

Oui, Monsieur le maire, juste, comme vous avez précisé que toutes les délibérations ont été vues en commission, c'est quelle commission qui a validé ça ?

Christophe VIGNAUD

La commission générale.

Lionel BARBERIS

Apparemment non

Christophe VIGNAUD

En commission générale, on en a parlé.

Lionel BARBERIS

Commission générale, d'accord. Mais ça n'a pas été abordé dans une commission ?

Christophe VIGNAUD

Non, autre que celle-là, port et lac, non.

Lionel BARBERIS

D'accord.

Christophe VIGNAUD

Mais il y a certaines délibérations qui sont discutées lors des commissions générales.

Lionel BARBERIS

Non mais comme là, ça parle du sauvetage et que...

Christophe VIGNAUD

Non, mais c'est du sauvetage en mer, ce n'est pas du sauvetage côtier.

Lionel BARBERIS

Oui, mais bon.

Christophe VIGNAUD

Voilà, ça aurait pu être port et lac.

Donc est-ce que vous êtes d'accord sur cette motion, qui est pour ? Très bien, à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 241216-31 : Motion de soutien à la demande de classement du sauvetage en mer au Patrimoine immatériel de l'humanité - Unesco

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtan ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER.

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que le sauvetage en mer est une pratique essentielle à la sécurité de nos mers et de nos littoraux, profondément ancrée dans une tradition vivante d'altruisme et de don de soi. Plus qu'une simple mission, il s'agit d'un engagement collectif qui forge un lien unique entre les sauveteurs et leur territoire, incarnant l'esprit d'entraide qui définit la culture maritime et contribue à l'identité des communautés littorales et maritimes. Au fil des années, cette tradition riche d'histoire et de solidarité est devenue un symbole de dévouement et de courage.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Conseil Municipal souhaite se joindre à l'initiative promue par l'Association Nationale des Elus des Littoraux (A.N.E.L.) pour le classement du sauvetage en mer au patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO.

Par cette action, notre commune invite l'ensemble de la communauté des gens de mer, les associations, institutions et collectivités littorales, à unir leurs forces pour que la pratique du sauvetage en mer et l'archipel des stations de la société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) qui constellent la France littorale obtiennent une reconnaissance et une protection par l'UNESCO.

Pour atteindre cet objectif, différentes étapes seront nécessaires :

1. **Lancement d'une enquête nationale** : Cette enquête, à laquelle [Nom de la Collectivité] apportera son concours, permettra de rassembler des témoignages, récits et données quantitatives et qualitatives sur les pratiques de sauvetage en mer, nécessaires à la constitution du dossier d'inventaire.
2. **Inscription du sauvetage en mer à l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel** : Au travers de l'initiative relayée par l'A.N.E.L., en collaboration avec le ministère de la Culture, [Nom de la Collectivité] se joint à la procédure visant à inscrire le sauvetage en mer sur l'inventaire national du patrimoine culturel immatériel. Cette reconnaissance nationale constituera une étape essentielle pour le classement auprès de l'UNESCO.
3. **Soutien des collectivités et des acteurs de la mer** : Nous travaillerons en partenariat avec les autres collectivités littorales, les associations du littoral, les associations de sauveteurs en mer, ainsi que les institutions maritimes, pour construire une communauté forte et mobilisée autour de ce projet.

Cette démarche est à la fois ambitieuse et exigeante, mais elle reflète les valeurs profondes de [Nom de la Collectivité], et de ses habitants. Elle s'inscrit dans un mouvement de reconnaissance et de préservation des patrimoines humains et culturels qui est reflète un caractère essentiel de l'identité de nos territoires littoraux, de la communauté des gens de mer et plus largement de l'histoire de notre nation.

En honorant le courage et le dévouement des sauveteurs en mer, nous transmettons aux générations futures un héritage d'une portée universelle.

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

ENCOURAGE et SOUTIEN cette initiative en adoptant la présente motion.

AUTORISE Monsieur Le Maire à poursuivre l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Marie DUBOSC-PAYSAN



Philippe VIGNAUD

RESSOURCES HUMAINES

32. Modification du régime indemnitaire de la filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de Fonction et d'Engagement (ISFE)

Christophe VIGNAUD

On va passer au point 33 qui sont les ressources humaines et je laisse la parole à Jean-Marc LEROY.

Jean marc LEROY

Merci Monsieur le maire.

On va commencer donc par le premier point qui concerne les ressources humaines. C'est la modification du régime indemnitaire de la filière police municipale.

Comme vous le savez peut-être, les fonctionnaires de la police municipale bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique, différent de celui attribué aux autres cadres d'emploi de la fonction publique territoriale.

Et un nouveau régime indemnitaire, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, avec l'acronyme ISFE, a été instituée pour les policiers municipaux, remplaçant l'indemnité d'administration et de technicité, IAT, et l'indemnité spéciale mensuelle de fonction, ISMF.

Ce changement vise à simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire de ces métiers qui sont en tension, puisque ça concerne aussi les gardes champêtres par exemple, on est peut-être moins concernés, mais ça existe,

Donc en harmonisant l'ISFE avec le régime indemnitaire de la fonction publique, dont bénéficient les autres agents, l'ISFE permet donc de reconnaître les spécificités et les contraintes des missions de la police municipale, tout en offrant une meilleure lisibilité et une plus grande équité dans la répartition des primes.

Il sera constitué d'une partie fixe et d'une partie variable liée à des objectifs personnalisés.

Donc l'assemblée est invitée à autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents afférents à cette modification.

Christophe VIGNAUD

Y a-t-il des questions ?

André JAKUBIEC

En résumé tu viens de nous dire qu'en fait, qu'on va augmenter leurs primes.

Jean Marc LEROY

Oui.

André JAKUBIEC

Très bien.

Christophe VIGNAUD

Très bien, on va passer au vote.

Donc qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? à l'unanimité.

**Extrait du registre des délibérations
du conseil municipal**

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n°241216-32 : Modification du régime indemnitaire de la
filière police municipale et instauration de l'Indemnité Spéciale et de
Fonction et d'Engagement (ISFE)**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONI, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAIS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes-champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relève pas du régime indemnitaire général dénommé « RIFSEEP » attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Or, un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n°2024-614 du 26 juin 2024. Il prend la dénomination d'I.S.F.E. (Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement).

Les dispositions du décret répondent à la volonté de simplifier et rendre plus attractif le régime indemnitaire des policiers municipaux et gardes-champêtres, lesquels exercent des métiers en tension.

Par ailleurs l'I.S.F.E. a pour objet de s'harmoniser avec le R.I.F.S.E.E.P. dont bénéficient les autres agents de la fonction publique territoriale.

Enfin, l'I.S.F.E. amène à faire disparaître Indemnité Administration et Technique (I.A.T.) ainsi que l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions (I.S.M.F.), deux régimes indemnitaires, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale.

Au regard de ces éléments et en raison de la nécessité de disposer de policiers municipaux pour mener à bien les missions de prévention et de sécurité au plus près de la population et d'offrir des conditions d'emploi attractives, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'instaurer l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement et abroger les délibération(s) instaurant l'Indemnité d'Administration et de Technique (IAT) et l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions (ISMF).

VU l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L714-4 à L714-13,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres

VU le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

VU le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

VU le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

VU le décret n°94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

VU l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03/10/2024,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024,

VU la délibération du 29 mai 2015 OJ n°8 portant sur l'actualisation du régime indemnitaire,

CONSIDERANT que les agents appartenant à la filière police municipale et garde champêtre sont, pour le moment, exclus du champ d'application du RIFSEEP,

CONSIDERANT la nécessité de mettre en place le versement de ce nouveau régime indemnitaire au profit de ses agents de la filière police municipale dans les conditions suivantes,

CONSIDERANT la nécessité de tenir compte de l'accord interministériel du 20 octobre 2023, de l'article L. 822-8 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 qui est venu améliorer les garanties de prévoyance dans la Fonction Publique de l'État. Il modifie notamment, les dispositions du décret du 26 août 2010, afin de prévoir que, pendant les périodes de **congé de longue maladie**

(CLM) et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire dans certaines proportions (**33 % la première année, et 60 % les deuxième et troisième années**).

En application de l'article L. 714-13 du code général de la fonction publique, un nouveau régime indemnitaire est instauré pour les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, chefs de service de police municipale, agents de police municipale et gardes champêtres. Cette Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) est constituée d'une part fixe et d'une part variable.

Cette ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le [décret du 14 janvier 2002](#),
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le [décret du 12 juillet 2001](#).

L'organe délibérant détermine pour cette Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement :

- le principe d'attribution du taux individuel de la part fixe,
- des critères pour l'attribution de la part variable,
- le plafond de la part variable.

Lors de la première application de l'ISFE si, après application de la part variable, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage de 50% et dans la limite du montant plafond de la part variable.

I. Les bénéficiaires

Les bénéficiaires de cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois :

- des directeurs de police municipale régi par le [décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006](#)
- des chefs de service de police municipale régi par le [décret du 21 avril 2011](#),
- des agents de police municipale régi par le [décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006](#),
- des gardes champêtres régi par le [décret du 24 août 1994](#).

L'indemnité pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

II. La part fixe de l'ISFE

La part fixe de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux

individuel fixé par l'autorité territoriale dans la limite des taux suivants (taux maxima prévus par les textes susvisés) :

- 33 % pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 30 % pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

La part fixe est versée mensuellement.

Le montant de la part fixe évoluera selon le traitement soumis à retenue des agents concernés.

III. La part variable de l'ISFE

La part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement dans la limite de 50 % des plafonds définis ci-dessous. Elle sera complétée d'un versement annuel* sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

L'autorité territoriale détermine le montant de la part variable de l'indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement dans la limite des montants suivants (montants maxima prévus par les textes susvisés) :

- 9 500 euros pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 7 000 euros pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

Le montant attribué de la part variable de l'ISFE ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

La part variable de l'ISFE ne sera pas versée aux agents absents toute l'année.

*** Périodicité de versement de la part variable annuelle de l'ISFE :**

La part variable annuelle de l'ISFE fera l'objet d'un versement en deux fois par an :

- au cours du dernier trimestre de l'année N**
- et au cours du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel.

**** Intégration de la prime de saison dans la part variable annuelle de l'ISFE :**

La prime de saison est intégrée à la part variable annuelle de l'ISFE.

La prime de saison ne sera plus versée en dehors de l'ISFE car elle constitue désormais une composante de l'ISFE, qui abroge tout autre régime indemnitaire.

Elle fera l'objet d'un versement proratisé au temps de présence effective de l'agent, au cours du dernier trimestre de l'année N suite à un avis circonstancié du responsable de service et à la validation de l'autorité territoriale.

IV. Modalités de retenue pour absence ou de suppression

En cas d'arrêt de travail, l'ISFE sera versée dans les conditions suivantes :

- Les congés pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) ; accident du travail, et maladie professionnelle : l'ISFE suit le sort du traitement.
- Le temps partiel pour raison thérapeutique : les agents à temps partiel pour raison thérapeutique bénéficient du maintien de l'ISFE au prorata de leur durée effective de service,
- Congé de maladie ordinaire : l'ISFE suit le sort du traitement, durant les périodes de plein traitement et de demi-traitement,
- L'ISFE suit le sort du traitement pour les congés de maternité, paternité et adoption, les A.S.A., la Période Préparatoire au Reclassement (PPR), sans préjudice de la modulation de l'ISFE part variable compte tenu de l'application des critères (cette disposition s'impose aux collectivités – issue de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019)
- Congé de longue maladie (CLM) et congé de grave maladie (CGM) : maintien de l'ISFE à hauteur de 33 % la première année et à hauteur de 60 % pour les 2^{èmes} et 3^{èmes} années*,
- Congé de longue durée (CLD) : l'ISFE est supprimé pendant ces congés*.

(*Conformément à l'accord interministériel du 20 octobre 2023 et à l'article L.822-8 du Code Général de la Fonction Publique, le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024)

Les primes instituées cesseront d'être versées : en cas de grève (au prorata du temps d'absence), de suspension conservatoire, d'exclusion temporaire intervenue au titre d'une sanction disciplinaire, d'absence non autorisée, de service non fait, de congé parental, de congé lié à la maladie, au handicap ou à la dépendance d'un membre de la famille, de congé de formation professionnelle, et de disponibilité.

V. Critères d'attribution

Les critères d'attribution applicables à l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement sont les suivants :

1. Compétences professionnelles

- **Connaissance des lois et règlements** : Compréhension et application des lois, règlements municipaux, et procédures internes.
- **Capacité d'intervention** : Compétence dans l'intervention sur le terrain, y compris la gestion des situations d'urgence, la prise de décision rapide, et l'usage proportionné de la force.
- **Maîtrise des outils et équipements** : Utilisation efficace et sécurisée des équipements de police (armes, radios, véhicules, etc.).

2. Comportement et attitude /Manière de servir

- **Éthique et intégrité** : Respect des règles éthiques, honnêteté, et transparence dans l'exercice de ses fonctions.
- **Respect de la hiérarchie et des collègues** : Capacité à travailler en équipe, respect des instructions, et bonnes relations interpersonnelles.
- **Professionnalisme** : Comportement approprié en service, respect de l'uniforme, ponctualité, et courtoisie envers le public.

3. Résultats et efficacité

- **Atteinte des objectifs** : Capacité à atteindre les objectifs fixés par le service, que ce soit en matière de sécurité publique, de prévention ou de gestion de la circulation.
- **Taux de résolution des incidents** : Efficacité dans la résolution des problèmes et des infractions signalées.
- **Gestion du temps et des priorités** : Capacité à organiser son temps de manière efficace, à prioriser les tâches, et à respecter les délais.

4. Relation avec le public/Mission de service public

- **Communication** : Capacité à communiquer clairement et efficacement avec les citoyens, à expliquer les actions prises, et à répondre aux questions ou préoccupations du public.
- **Médiation et gestion des conflits** : Compétence dans la résolution des conflits entre citoyens, capacité à apaiser les tensions et à trouver des solutions équitables.
- **Satisfaction du public** : Retour d'information des citoyens sur l'interaction avec l'agent, y compris la courtoisie, l'écoute, et le respect des droits des personnes.

5. Développement personnel

- **Capacité d'adaptation** : Aptitude à s'adapter aux nouvelles technologies, méthodes de travail, ou changements dans la législation.
- **Proactivité** : Initiative dans l'amélioration des processus de travail ou dans la prise en charge de responsabilités supplémentaires.
- **Prise de responsabilités** : Aptitude à prendre des responsabilités supplémentaires, à diriger des équipes, ou à gérer des projets.

6. Respect des procédures et des consignes

- **Application des procédures** : Respect des protocoles, des procédures administratives et opérationnelles.
- **Tenue des dossiers et rapports** : Exactitude, clarté et ponctualité dans la rédaction des rapports, et la gestion des documents administratifs.
- **Respect des consignes de sécurité** : Application des règles de sécurité pour soi-même, les collègues, et le public.

VI. Clause de revalorisation

Les primes et indemnités fixées par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique, sans nouvelle délibération, lorsque les taux de base seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

VII. Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ABROGE les délibérations précédentes relatives au régime indemnitaire de la filière police municipale.

APPROUVE l'instauration de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement versée selon les modalités définies ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de l'indemnité dans le respect des principes définis ci-dessus.

INSCRIT les crédits nécessaires au paiement de cette indemnité au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

La Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024



Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

33. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)

Christophe VIGNAUD

Point suivant. Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP

Jean Marc LEROY

Alors, c'est le régime indemnitaire des fonctionnaires de l'État. Lors du dernier CST du 7 novembre, il a été décidé de modifier les modalités de versement du CIA.

Les modifications portent d'abord, la prime de saison qui est désormais intégrée au CIA, complément indemnitaire annuel, ce qui permet de centraliser les primes sous un même régime indemnitaire, et de simplifier la gestion des rémunérations.

Cette intégration vise aussi à valoriser les périodes de fortes activités et à reconnaître l'engagement des agents durant ces périodes.

Il faut savoir que jusqu'à présent, la prime de saison était versée tardivement, plutôt au mois de mars de l'année suivante, ce qui est quand même loin de la saison.

Et donc, à la demande du CST, il a été accepté de l'avancer pour un paiement qui va intervenir au mois de novembre.

Donc les montants maximums du régime indemnitaire évolueront selon les mêmes conditions que ceux applicables aux fonctionnaires de l'État, garantissant une mise à jour régulière des plafonds et assurant une équité de traitement entre les agents territoriaux et les fonctionnaires de l'État.

Donc, l'Assemblée est invitée à autoriser Monsieur le maire à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Christophe VIGNAUD

Est-ce qu'il y a des questions par rapport à ce sujet ? Oui, Lionel ?

Lionel BARBERIS

Juste, ça concerne aussi la délibération d'avant du coup mais dès qu'on aborde le CIA, on est sur la prime variable. C'est lié à des objectifs. Ça demande évidemment à tout le monde de jouer le jeu là-dessus. Ce n'est pas une prime qu'on verse systématiquement, mais c'est bien lié aux objectifs.

Christophe VIGNAUD

Absolument.

Lionel BARBERIS

Ça demande aux gens de savoir évaluer les objectifs.

Christophe VIGNAUD

D'ailleurs, les chefs de service ont fait une formation par rapport à ça.

Lionel BARBERIS

Je pense que c'est tous les acteurs qui font...

Jean Marc LEROY

Il y a un grand point d'attention là-dessus. C'est très, très important. Il a été communiqué vers les chefs de service qui dans l'exercice de l'année dernière n'avaient pas toujours été effectivement au rendez-vous et à qui on a demandé effectivement de se caler vraiment sur l'esprit même de la définition des objectifs, tels qu'on peut les imaginer.

Et donc, on les a amenés à suivre une formation spécifique pour apprendre justement à faire, à fixer ces objectifs et à les évaluer de façon objective.

Lionel BARBERIS

Je reviens sur ce que dit André à juste titre. C'est une augmentation de prime, en tout cas de masse pour nous salariale qu'on met en place. Ça veut dire qu'en face, attend un service qui soit aussi...

Christophe VIGNAUD

Qui soit en adéquation par rapport aux objectifs qui seront...

Lionel BARBERIS

Qui sont au-delà même de ce qu'on a aujourd'hui. On peut avoir un niveau d'exigence dans la mesure où on a une...

André JAKUBIEC

Absolument. C'est directement lié à un niveau de performance. Voilà, clairement. Absolument. Absolument.

Patrice BIANCONE :

Et Monsieur LEROY, c'est donc le chef de service qui évalue l'investissement ?

Jean Marc LEROY

C'est la règle dans toutes les entreprises et dans les collectivités.

Christophe VIGNAUD

Et après, c'est revérifié par la direction générale si c'est en adéquation aussi. Oui. Par rapport aux objectifs et aux résultats qui ont été retranscrits.

Bien, on va passer au vote. Est-ce que vous êtes d'accord sur cette délibération

Qui est pour ? Donc, à l'unanimité.

Lionel BARBERIS

Excusez-moi, le montant global, on l'a estimé du coup ?

Le montant global de tout ça entre la délibération d'avant et celle-là sur le CIA, le montant représente combien ? C'est 10 000 €, 10 000 € au global sur tous les agents.

Christophe VIGNAUD

Pardon, excuse-moi, je n'ai pas lu. 10 000 €, oui.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n° 221216-33 : Modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel)

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L.714-4 à L.714-13,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

VU le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'État,

VU le décret n°2015-661 modifiant le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

VU l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État, Conformément au principe de parité,

VU l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des attachés d'administration de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des assistants de service social des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques portant création du RIFSEEP dans la fonction publique de l'État des dispositions du décret 2014-513 du 20 mai 2014,

VU l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pris pour actualisation des équivalences de la fonction publique de l'État des différents cadres d'emplois des filières administrative, technique, médico-sociale, culturelle, sportive et animation,

VU la délibération OJ-n°8 du 29 mai 2015, portant sur l'actualisation du régime indemnitaire,

VU la délibération OJ-n°2 du 13 janvier 2017, portant sur la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération OJ-n°2 du 8 novembre 2019, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel),

VU la délibération n°211210-12 du 10 décembre 2021, portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), étendant les bénéficiaires de l'IFSE,

VU la délibération n°220708-011 du 08 juillet 2022, portant sur la modification partielle de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte

des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel), et notamment sur la mise en œuvre de la prime de saison.

VU la délibération n° 221209-016 portant sur la modification de la mise en œuvre du RIFSEEP (Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel) et institution du versement du C.I.A. (Complémentaire Indemnitaire Annuel),

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer une rémunération équitable et adaptée aux sujétions de l'ensemble des agents éligibles au RIFSEEP,

CONSIDÉRANT la nécessité de tenir compte de l'accord interministériel du 20 octobre 2023, de l'article L. 822-8 du Code Général de la Fonction Publique et du décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 qui est venu améliorer les garanties de prévoyance dans la Fonction Publique de l'État. Il modifie notamment, les dispositions du décret du 26 août 2010, afin de prévoir que, pendant les périodes de **congé de longue maladie (CLM)** et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire dans certaines proportions (**33 % la première année, et 60 % les deuxième et troisième années**),

CONSIDÉRANT les montants annuels maxima prévus par les textes susvisés,

VU l'avis unanime favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de modifier les délibérations n° 211210-12 et n° 221209-016 comme suit :

Application et modalités de l'Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (I.F.S.E.) :

Détermination des groupes de fonctions et des montants maxima de l'I.F.S.E. :

Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite des plafonds prévus précisés par arrêtés ministériels.

Pour l'attribution de l'IFSE, des groupes de fonctions, par catégorie hiérarchique, sont créés sur la base des critères professionnels suivants :

Groupes de fonctions et montants maxima annuels (mise à jour des plafonds) :

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
A1 Direction Générale	46 920 €
A2 Responsable de service	40 290 €
A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	36 000 €

Pour les agents de catégorie B

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	19 660 €
B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	18 580 €
B3 Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	17 500 €

Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonctions	IFSE Montants annuels maxima
C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	11 340 €
C2 Technicité et expertise transversales	10 800 €

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat (applicable aux fonctionnaires de la FPT), l'IFSE s'appliquera comme suit :

- **En cas de congé de maladie ordinaire** (y compris en cas de congés pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) ; accident de service et maladie professionnelle) : l'IFSE suivra le sort du traitement,
- Durant les périodes où l'agent exerce son activité dans le cadre du **temps partiel pour raison thérapeutique**, Les agents bénéficiant du maintien de leur régime indemnitaire au prorata de leur durée effective de service.

- Pendant les congés annuels, les A.S.A., les congés de maternité, de paternité, et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, et la Période Préparatoire au Reclassement (PPR) : **le régime indemnitaire sera maintenu intégralement.**
- Pendant le congé parental, le congé lié à la maladie, au handicap ou à la dépendance d'un membre de la famille, le congé de formation professionnelle, la disponibilité, l'exclusion temporaire de fonctions, d'absence non autorisée, la suspension conservatoire et les faits de grève, au prorata du nombre d'heures d'absences de l'agent en cas de jour incomplet : **le régime indemnitaire sera suspendu.**

Conformément à l'accord interministériel du 20 octobre 2023 et à l'article L.822-8 du Code Général de la Fonction Publique, le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 vient modifier les dispositions du décret du 26 août 2010 ;

Ainsi, pendant les périodes de **congé de longue maladie (CLM)** et de **congé de grave maladie (CGM)**, les fonctionnaires de l'État (applicable aux fonctionnaires de la FPT) bénéficieront du **maintien** du régime indemnitaire (IFSE et CIA) dans les proportions suivantes :

- **33 % la première année ;**
- **60 % les deuxième et troisième année.**

En revanche, les primes resteront suspendues en cas de placement en **congé de longue durée (CLD)**.

Bénéficiaires de l'IFSE :

Les bénéficiaires de l'IFSE sont les agents éligibles au RIFSEEP :

- les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet, et à temps partiel.

Modulations individuelles de l'IFSE :

L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise versée aux agents sera réexaminée dans les conditions suivantes :

- En cas de changement de fonctions ou d'emploi relevant d'un même groupe de fonctions ;
- Tous les ans (dans le cadre de l'évaluation professionnelle), en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (cette disposition sera également applicable aux emplois fonctionnels à l'issue de la première période de détachement) ;
- En cas de changement de grade, de cadre d'emplois suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

Application et modalités du Complément Indemnitaire Annuel (C.I.A.)

Principe :

Le C.I.A. est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Il s'agit d'une prime qui valorise également les missions exceptionnelles d'un agent.

L'attribution du C.I.A s'effectue à l'issue de l'évaluation professionnelle de l'agent ayant atteint ses objectifs de l'année précédente et à partir des critères suivants :

- Posture professionnelle / Manière de servir ;
- Technicité / Engagement Professionnel ;
- Missions exceptionnelles (internes et/ou externes au service, au-delà des attentes).

Bénéficiaires :

Le C.I.A est institué selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat aux agents titulaires, stagiaires, en CDI et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

Détermination des groupes de fonctions, des montants maxima et des conditions d'attributions :

Chaque part du C.I.A. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Il convient de noter que le maxima s'entend en fonction de la filière de l'agent concerné.

Pour les agents de catégorie A

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
A1 Direction Générale	8 280 €
A2 Responsable de service	7 110 €
A3 Expertise et pilotage de projets transversaux	6 350 €

Pour les agents de catégorie B

Groupe de fonctions	C.I.A Montants annuels maxima
B1 Pilotage d'un service avec encadrement d'effectif	2 680 €
B2 Pilotage transversal et technique avec exposition particulière du poste	2 535 €

B3	
Technicité sans exposition du poste sur des sujets transversaux	2 385 €

Pour les agents de catégorie C

Groupe de fonctions	C.I.A. Montants annuels maxima
C1 Technicité et expertise transversales avec encadrement d'effectif	1260 €
C2 Technicité et expertise transversales	1200 €

Périodicité de versement du C.I.A. :

Le C.I.A fera l'objet d'un versement :

- en une fois par an au cours du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel ;
- ou en deux fois par an : au cours du dernier trimestre de l'année N* et du premier trimestre de l'année N+1 suite au bilan de l'Entretien Professionnel Annuel.

***Intégration de la prime de saison au C.I.A. :**

La prime de saison est intégrée au C.I.A.

La prime de saison ne sera plus versée en dehors du RIFSEEP car elle constitue désormais une composante du C.I.A. (excepté pour la filière Police Municipale qui n'est pas éligible au RIFSEEP).

Elle fera l'objet d'un versement proratisé au temps de présence effective de l'agent, au cours du dernier trimestre de l'année N suite à un avis circonstancié du responsable de service et à la validation de l'autorité territoriale.

Le montant de C.I.A attribué ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Au même titre que l'IFSE, le C.I.A. versé aux agents à temps non complet sera calculé au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

Le C.I.A. ne sera pas versé aux agents absents toute l'année.

Clause de revalorisation des montants maxima fixés par les textes réglementaires :

Les montants maxima (plafonds) déterminés ci-avant par la présente délibération feront l'objet d'un ajustement automatique, sans nouvelle délibération, lorsque ces plafonds seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Date d'effet :

L'attribution individuelle de l'IFSE, et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

PRÉCISE que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Mme DUBOSC-PAYSAN



Christophe VIGNAUD

34. Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour l'année 2024

Christophe VIGNAUD

Point suivant.

Jean Marc LEROY

Le point suivant concerne la mise à jour du tableau des effectifs pour la fin de l'année 2024.

C'est mis à jour parce que le dernier remontait bien évidemment en 2023, prenant en compte les emplois créés au cours de l'année, ainsi que les postes vacants, à la suite des départs d'agents, retraites, mutations, démissions...

Cette mise à jour permet de maintenir une gestion efficace des ressources humaines, répondre aux besoins opérationnels de la collectivité. Elle assure également une meilleure planification des recrutements et des mobilités internes en tenant compte des évolutions et des missions et des compétences nécessaires. C'est une photographie quantitative de l'ensemble des effectifs à date de la collectivité.

Christophe VIGNAUD

Ça peut bouger, ce n'est pas toujours fiable. Donc, c'est une photographie à date.

Lionel BARBERIS

J'aimerais quand même qu'on contrôle ça parce que je l'ai vu au moment de la lecture des documents qui nous ont été envoyés. On pourra analyser tout forcément. Je n'ai pas eu le temps de retourner vers les services. Mais je crois que sur cette délibération, on est à 99 postes et on a un rapport social du RSU, qui lui fait apparaître qu'on a plus de 120 emplois équivalent temps plein.

Notamment les emplois permanents. Ce sont les fonctionnaires uniquement.

André JAKUBIEC :

Les 99 de...

Christophe VIGNAUD

Ce sont les titulaires.

André JAKUBIEC :

A ma connaissance, ce sont les fonctionnaires titulaires.

Lionel BARBERIS

Justement, il y a marqué les emplois permanents., or, un emploi permanent doit être forcément sur un poste ouvert.

Christophe VIGNAUD

Mais ils sont... Alors, les postes sont ouverts.

Lionel BARBERIS

Même si c'est des...

Christophe VIGNAUD

Mais les 30 supplémentaires sont des CDD

Lionel BARBERIS.

Oui, mais sur des postes permanents

Christophe VIGNAUD

Non, sur...

Lionel BARBERIS

Ce qui est marqué dans le RSU.

Christophe VIGNAUD

D'accord.

Lionel BARBERIS

Mais c'est là où je...

Christophe VIGNAUD

Donc les 99, ce sont les titulaires, et le reste, ce sont les CDD complémentaires.

Lionel BARBERIS

Oui, mais dans le RSU, il y a marqué que ce sont des emplois permanents. Donc, en équivalent temps plein, on est à plus de 120.

Intervention inaudible

Mais l'équivalent temps plein ne veut pas dire que c'est titulaire.

Lionel BARBERIS

Non, mais il y a marqué notamment emploi permanent. Même si ce sont des CDD. Enfin, il y a marqué que ce sont des noms titulaires mais permanents.

Christophe VIGNAUD

Mais permanents.

Lionel BARBERIS

Oui, donc ça mérite quand même de regarder si ce n'est pas une ouverture de poste obligatoire.

Christophe VIGNAUD

OK, on va regarder.

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas ça ?

Christophe VIGNAUD

Si, si, si, c'est ça, mais en fait, on va voir avec chacun des services, mais c'est exactement ça.

Lionel BARBERIS

Il faut regarder.

Christophe VIGNAUD

99 + 30 qui sont les CDD. -

Lionel BARBERIS

On peut avoir des CDD l'été, il n'y a pas de problème.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais ça, c'est déjà l'accroissement temporaire.

Lionel BARBERIS

Mais comme c'est marqué que ce sont des postes permanents, j'aimerais savoir quelle sont la nature de ces postes.

Christophe VIGNAUD

D'accord. On te donnera ça. Très bien. On va passer au vote.

Donc, qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-34 : Mise à jour et diffusion du tableau des effectifs pour la fin d'année 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire,

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGGER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

CONFORMEMENT à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ;

CONSIDERANT les emplois créés au cours de l'année 2024 et la vacance de certains postes suites aux départs d'agents titulaires (retraite, mutation, démission) ;

CONSIDERANT qu'il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

VU l'avis favorable de la Commission Ressources Humaines du 03/10/2024,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

ADOpte le tableau des emplois suivant au 16 décembre 2024 :

TC : temps complet

TNC : temps non complet

TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNE DE SOORTS-HOSSEGOR AU 16/12/2024

FILIERE	CATEGORIE	GRADE	NOMBRE D'AGENT	TEMPS DE TRAVAIL	VACANT	GENRE
Administrative	A	DGS	1	TC	0	1 Homme
		Attaché	0	TC	1	
		Attaché Principal	0	TC	1	
		Attaché hors classe	1	TC	0	1 Femme
	B	Rédacteur	2	TC	0	2 Femmes et 16 Hommes
		Rédacteur Principal 2ème classe	1	TC	0	1 Homme
		Rédacteur Principal 1ère classe	3	TC	1	3 Femmes
	C	Adjoint Administratif	5	TC	5	3 Femmes et 2 Hommes
		Adjoint Administratif Principal 2ème classe	2	TC	3	2 Femmes
		Adjoint Administratif Principal 1ère classe	11	1 TNC	0	11 Femmes
SOUS TOTAL ADMINISTRATIF			26		11	A : 1 Femme et 1 Homme B : 5 Femmes et 1 Homme C : 16 Femmes et 2 Hommes
Technique	A	Ingénieur Principal	2	TC	0	2 Hommes
		Ingénieur hors classe	1	TC	0	1 Homme
	B	Technicien Principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
	C	Adjoint Technique	18	TC	3	2 Femmes et 16 Hommes
		Adjoint Technique principal de 2ème classe	6	TC	2	3 Femmes et 3 Hommes
		Adjoint Technique principal de 1ère classe	14	TC	3	1 Femme et 13 Hommes
		Agent de Maîtrise	3	TC	1	3 Hommes
		Agent de Maîtrise Principal	7	TC	2	1 Femme et 6 Hommes
SOUS TOTAL TECHNIQUE			52		11	A : 0 Femme et 3 Hommes B : 0 Femme et 1 Homme C : 7 Femmes et 41 Hommes
Médico-Sociale	A	Educatrice jeunes enfants	1	TC	0	1 Femme
		Puéricultrice hors classe	1	TC	1	1 Femme
	B	Auxiliaire Puériculture de classe supérieure	5	TC	0	5 Femmes
		Auxiliaire Puériculture de classe normale	1	TC	0	1 Femme
	C	Agent Social	4	2 TNC	2	3 Femmes et 1 Homme
		Agent Social Principal 2ème classe	2	TC	0	1 Femme et 1 Homme
		Agent Social Principal 1ère classe	1	TC	0	1 Femme et 0 homme
		ATSEM Principal de 1ère classe	1	TC	1	1 Femme et 0 homme
SOUS TOTAL SOCIAL			16		4	A : 2 Femmes et 0 Homme B : 6 Femmes et 0 Homme C : 6 Femmes et 2 Hommes

Animation	B	Animateur	1	TC	0	1 Femme
	C	Adjoint d'Animation	0	TC	2	0 Homme
SOUS TOTAL ANIMATION			1		2	A : 0 Femme et 0 Homme B : 1 Femme et 0 Homme C : 0 Femme et 0 Homme
Police Municipale	C	Brigadier-Chef Principal	4	TC	1	1 Femme et 3 Hommes
		Brigadier - Gardien	0	TC	1	0 Femme et 0 Homme
SOUS TOTAL POLICE MUNICIPALE			4		2	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 0 Homme C : 1 Femme et 3 Hommes
Sportive	B	Educateur des Activités Physiques et Sportives principal de 1ère classe	1	TC	0	1 Homme
SOUS TOTAL SPORTIVE			1		0	A : 0 Femme et 0 Homme B : 0 Femme et 1 Homme C : 0 Femme et 0 Homme
TOTAL DES EFFECTIFS			99		30	Cat A : 3 FEMMES et 3 HOMMES Cat B : 12 FEMMES et 3 HOMMES Cat C : 30 FEMMES et 48 HOMMES

PREND ACTE de la mise à jour du tableau des effectifs.

PRÉCISE que la rémunération et la durée de carrière de ces agents seront celles fixées par la réglementation en vigueur pour chaque emploi concerné.

PRÉCISE que les crédits correspondants à la rémunération de ces agents seront inscrits dans le budget primitif du budget principal chapitre 012 de l'exercice 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

35. Participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux

Christophe VIGNAUD

Point suivant, c'est la participation au risque prévoyance dans le cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la participation obligatoire pour les agents communaux

Jean Marc LEROY

Effectivement, lors de la séance du CST du 7 novembre, il a été convenu à l'unanimité que la commune participerait dans le cadre du dispositif de labellisation au financement pour chaque agent ayant fait le choix d'adhérer à une mutuelle labellisée.

Ce dispositif ayant pour objet la protection sociale complémentaire au risque prévoyance annule et remplace, à partir du 1er janvier 2025, le dispositif actuel qui était basé sur un contrat de groupe.

Donc, le conseil municipal est invité à entériner l'avis du CST.

Christophe VIGNAUD

Est-ce que vous avez des questions par rapport à cela ? Donc, on participe à hauteur de 10 euros.

Jean Marc LEROY

Ça, c'est le point suivant.

Christophe VIGNAUD

C'est le point suivant ? Attends. Non, non, c'est ce point-là.

Jean marc LEROY

Oui, d'accord, pardon.

Christophe VIGNAUD

Non, non, c'est ce point-là. On était à 7 euros et on passe à 10 euros par agent lorsqu'ils ont choisi une assurance labellisée et non pas une assurance classique comme ils pouvaient le faire autrement par le passé. Qui est pour cette participation ? Parfait merci.

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal**

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n°241216-35 : Participation au risque prévoyance dans le
cadre d'une procédure de labellisation et fixation du montant de la
participation obligatoire pour les agents communaux**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICXX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHÉRON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public et de droit privé.

Ainsi, et à l'instar du secteur privé, la participation financière de l'employeur deviendra obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 pour les garanties prévoyance pour un montant qui ne pourra être inférieur à 7,00 € par mois et par agent ;

Monsieur le Maire indique les membres du Comité Social Territorial, lors de la séance du 7 novembre dernier, ont unanimement décidé d'opter pour une procédure de labellisation, c'est-à-dire de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance ;
- de fixer le montant mensuel de la participation financière à 10 € brut pour les agents*

**la participation est versée à tous les agents employés par la collectivité quel que soit leur statut (fonctionnaires et agents non titulaires de droit public et de droit privé) qui souscrivent à un contrat labellisé.*

VU le code général de la fonction publique notamment ses articles L. 827-1 à L. 827-12 ;

VU le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

VU la liste des contrats et règlements labellisés par l'Autorité de contrôle prudentiel ;

CONSIDERANT que les collectivités territoriales et leurs établissements participent, dans les conditions définies à l'article L. 827-11 du code général de la fonction publique, au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès auxquelles souscrivent les agents qu'elles emploient ;

CONSIDERANT que la participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité

entre les bénéficiaires, actés et retraités mentionnés à l'article L. 827-3 du CGFP et qui ont été labellisés dans les conditions prévues à l'article L. 310-12-2 du code des assurances ;

VU l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03 octobre 2024,

VU l'avis rendu par le Comité Social Territorial en date 07 novembre 2024,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

DECIDE de participer au financement des contrats et règlements labellisés auxquels les agents choisissent de souscrire dans le domaine de la prévoyance.

FIXE le montant mensuel de la participation financière à 10 € brut pour les agents *

**la participation est versée à tous les agents employés par la collectivité quel que soit leur statut (fonctionnaires et agents non titulaires de droit public et de droit privé) qui souscrivent à un contrat labellisé.*

INSCRIT au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025, les crédits correspondants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Philippe VIGNAUD

36. Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation **Christophe VIGNAUD**

Point 37 c'est l'instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation.

Jean Marc LEROY

Alors un plan de formation donc a été adopté pour répondre aux besoins des agents de la collectivité incluant une charte de la collectivité et les besoins de formation individuelle les collectifs et un règlement de formation interne.

La formation professionnelle vise à développer les compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification et accompagner les parcours professionnels des agents. Elle permet également d'anticiper les évolutions des missions et des outils en offrant aux agents des formations adaptées à leurs besoins et à ceux de la collectivité.

Donc le règlement de formation interne fixe les modalités de mise en œuvre de la formation des agents garantissant ainsi une organisation efficace des départs en formation et une adaptation continue aux évolutions des missions et des outils. Il précise également les conditions de prise en charge des frais de déplacement professionnels en assurant une gestion transparente et équitable des ressources.

Donc vous êtes invités à approuver ce plan de formation et son règlement.

Christophe VIGNAUD

Et on voit après derrière le point suivant ça va être les différentes prises en charge des déplacements. Oui Lionel ?

Lionel BARBERIS

Oui Monsieur le maire, je vous voudrais profiter de cette délibération pour aborder un point qui me semble très important, que nous avons abordé d'ailleurs en commission finance aujourd'hui, qui concerne la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Le plan de formation c'est une manière de transformer les postes et de les accompagner dans la transformation. Encore faut-il que la collectivité soit au clair sur les besoins futurs.

Comment on transforme les postes et comment on accompagne les agents dans le changement ?

On parlait de l'intégration, bientôt de l'intelligence artificielle au sein des services, ça arrivera très très vite contrairement à ce que les gens pensent. Ça va arriver à une vitesse phénoménale

Si aujourd'hui on n'est pas capable d'accompagner les agents là-dessus, le plan de formation il doit aussi accompagner les agents au changement.

On parlait des cinq agents de l'urbanisme, si demain on décide d'en avoir plus que trois, quatre, cinq, qu'est-ce qu'on fait des deux ou trois qui restent ? Comment on les accompagne dans le changement ? Le plan de formation est là pour ça. Je pense que le plan de formation plus que juste un simple règlement ou une façon de...

C'est quand même aussi une manière d'accompagner les agents dans la politique de changement et d'être au clair nous sur ce qu'on attend de la collectivité dans les six mois, un an, deux ans, trois ans dans sa transformation.

Christophe VIGNAUD

Donc, en ce qui concerne le plan de formation, il n'existait pas ou peu et il était assujéti principalement à des problèmes techniques. Comme tu sais, quand tu étais à Capbreton tu as dû savoir le faire.

Aujourd'hui, il est vrai qu'avec l'intelligence artificielle, mais pas seulement, et aussi entre autres, mais aussi avec la volonté des agents peut-être de modifier leur statut ; non pas leur statut cadre C, cadre B ou cadre A, leur statut professionnel.

Là, c'est notre rôle de les accompagner et de voir au travers de ce qui est proposé, eh bien en parallèle avec ce dont on a besoin éventuellement, cette volonté de leur part de faire ce changement, de les accompagner vers quelque chose qui pourrait convenir à la collectivité et en même temps à quelque chose de nouveau en ce qui les concerne.

Donc, le cadre est posé, le cadre est posé maintenant à nous de le faire vivre et de le faire vivre correctement.

Lionel BARBERIS

Surtout à nous de projeter en tant qu'élus la collectivité de demain. Qu'est-ce qu'on attend pour la collectivité de demain ?

Patrice BIANCONE

Je voudrais te signaler Lionel, malgré tout, que l'Etat travaille sur l'encadrement de l'intelligence artificielle et que je crois que dans le cadre de la défense de l'emploi justement, ils ne feront pas le faire, laisser faire n'importe quoi. Je crois qu'il va y avoir un encadrement très strict et très défini.

Lionel BARBERIS

Oui mais c'est déjà bien en place, l'intelligence artificielle est déjà utilisée depuis plusieurs années.

Patrice BIANCONE

Il y a des discussions qui ont lieu encore actuellement. J'ai échangé il n'y a pas longtemps sur ce sujet et ils ont bien l'intention de ne pas laisser l'intelligence artificielle remplacer dans les entreprises parce que ce serait trop facile, ce n'est pas possible.

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas mon propos, je ne veux pas qu'on se...

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Non, mais ton propos est clair.

Lionel BARBERIS

On parle de modernisation de l'action publique, en fait.

Christophe VIGNAUD

Ton propos est tout à fait clair, c'est d'arriver à moderniser, avec les outils qui nous sont proposés, éventuellement des postes,

Lionel BARBERIS

Je préfère qu'on forme, qu'on transforme

Christophe VIGNAUD

Et donc former des gens. L'IA est une chose, mais il peut y avoir d'autres formations.

Ce ne sont pas les propos de Lionel, ce n'est pas de dire qu'il faut prendre de l'IA et remplacer tout le monde. On ne pourra pas.

Patrice BIANCONE

Non, mais j'ai forcément compris

Christophe VIGNAUD.

Enfin, je pense que l'IA ne pourra pas transformer celui qui se trouve à l'environnement ou autre. On a besoin de ces gens-là et on a besoin de les accompagner. Et la formation là est importante.

Patrice BIANCONE

Et déjà, au niveau scolaire, on voit toutes les mises en place qui ont eu actuellement pour lutter contre ce phénomène.

Christophe VIGNAUD

Très bien.

Patrice BIANCONE

Et je pense que ça s'étendra à l'entreprise.

Christophe VIGNAUD

On va ..

Lionel BARBERIS :

Juste une remarque pour toi, Patrice. Sache qu'au niveau du ministère des Finances, l'intelligence artificielle est utilisée à haute dose.

Patrice BIANCONE

Oui, bien sûr. Pour le contrôle fiscal. Parce que pour l'instant...

Christophe VIGNAUD

Pour le contrôle fiscal, c'est ça, oui. Bon, allez, très bien.

Patrice BIANCONE

Ce n'est pas réglementé pour l'instant mais ça va l'être. Voilà.

Christophe VIGNAUD

Donc on va passer au vote par rapport au point 37, l'instauration d'une formation du plan de formation.

Est-ce que vous êtes pour l'instauration de ce plan de formation ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération 241216-36 : Instauration du plan de formation du personnel communal et de son règlement de formation

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIIT, Jean BELLOCO, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire précise aux membres de l'assemblée délibérante la nécessité de construire et de proposer aux agents de la collectivité un

plan de formation qui doit répondre simultanément aux besoins des agents communaux et à ceux de la collectivité.

Il rappelle que la formation du personnel participe à la qualité des missions qui lui sont confiées.

Ainsi, la formation accompagne les changements propres à la collectivité (évolution des besoins de la population, des missions des services, des organisations, des outils etc...), dans une logique d'adaptation régulière, d'anticipation des mobilités internes et externes et donc d'accompagnement des parcours professionnels (le droit à la formation tout au long de la vie professionnelle étant consacré par la loi dans la fonction publique).

Le plan de formation retranscrit donc la politique de formation définie par la collectivité, pour une période donnée. Il consiste à identifier les besoins en formation de la collectivité et des agents.

Toutes les collectivités territoriales doivent se doter d'un plan de formation afin de permettre à leurs agents de bénéficier du droit à la formation.

Le plan de formation doit permettre d'anticiper le développement de la structure, d'améliorer les compétences et l'efficacité du personnel.

La loi de 2007 rappelle l'obligation de tout employeur public d'établir un plan annuel ou pluriannuel présenté pour avis au Comité Social Territorial dont dépend la collectivité.

Ce plan de formation se compose de :

- La charte de la collectivité avec ses objectifs stratégiques,
- Les besoins de formation individuels et collectifs des agents,
- Le règlement de formation propre à la collectivité

La formation professionnelle doit favoriser le développement des compétences, faciliter l'accès aux différents niveaux de qualification existants, permettre l'adaptation au changement des techniques et à l'évolution de l'emploi territorial, contribuer à l'intégration des agents et à leur promotion sociale.

Elle doit également favoriser leur mobilité ainsi que la réalisation de leurs aspirations personnelles et créer les conditions d'une égalité effective, en particulier entre les hommes et les femmes, pour l'accès aux différents grades et emplois.

Considérant que la formation recouvre :

- Les formations statutaires obligatoires,
- Les préparations aux concours et examens de la fonction publique territoriale,
- Les stages proposés par le CNFPT,
- Les éventuelles actions de formation organisées en interne par la commune pour ses agents, sur des thèmes spécifiques,
- Les actions de formation organisées en partenariat avec d'autres collectivités sur des thèmes spécifiques choisis par la

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires,

D'INSCRIRE au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025, les crédits correspondants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ Le Maire
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité.
- ✓ Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SDORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



collectivité territoriale ou auxquels peut adhérer la commune dans l'intérêt de ses agents,

- La participation des agents de la commune à des formations proposées par des organismes privés qui peuvent, le cas échéant, être diplômants ou certifiants.

Considérant dès lors l'opportunité, dès maintenant, d'adopter un règlement de formation interne fixant les modalités de mise en œuvre de la formation des agents de la collectivité, dans les conditions prévues par le statut de la fonction publique territoriale, et décliné de façon opérationnelle au sein de la collectivité. Considérant que l'organisation des départs en formation relève de la responsabilité de l'autorité territoriale et de la hiérarchie, garante du bon fonctionnement du service, sachant que l'agent doit être acteur de son parcours de formation, tout au long de sa carrière.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, le plan de formation et son règlement de formation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L. 423-3,

Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,

Vu les décrets n° 2008-512 et n° 2008-513 relatifs à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2008-830 du 22/08/2008 relatif au livret individuel de formation

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024 relatif au plan de formation et règlement de formation,

Après avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil municipal,

APPROUVE le plan de formation pour l'année 2024-2026 selon le dispositif en annexe,

ADOpte le règlement de formation interne tel que présenté et annexé à la présente délibération ; fixant les modalités de mise en œuvre de la formation des agents communaux et décliné de façon opérationnelle au sein de la collectivité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires,

D'INSCRIRE au budget primitif du budget principal, chapitre 012 de l'exercice de 2025, les crédits correspondants.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ Le Maire
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité.
- ✓ Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SDORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



M^{lle} DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



37. Modalités de prise en charge des frais de déplacements professionnels des agents communaux

Christophe VIGNAUD

Point suivant, les modalités de prise en charge des frais de déplacement professionnels des agents communaux lors de ces fameuses formations.

Et là, là c'est pareil. Il va y avoir un cadre par rapport à cela. Jean-Marc, je te laisse la parole.

Jean Marc LEROY

Là, ça a déjà été évoqué dans le point précédent où on disait que les conditions de prise en charge des frais de déplacement professionnels, donc, a été défini dans le cadre du CST.

En tout cas validé pour assurer justement une gestion transparente et équitable des ressources et faire en sorte que chacun sache exactement à quoi il peut prétendre dans le cadre de ces déplacements pour se former.

Que ce soit ici ou dans des... comment dirais-je ?

Christophe VIGNAUD

Des régions.

Jean Marc LEROY

Dans des centres de formation qui sont éloignés. Ils auront la possibilité donc de bénéficier de prise en charge des frais individuels.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Moi je tiens à remercier tous les agents qui ont travaillé sur ce sujet-là et y compris nos agents qui sont présents au CST.

On a travaillé là-dessus chaque fois pendant 3-4 heures et ça a été assez bénéfique. On est un ressorti avec des propositions qui étaient tout à fait acceptables et tout à fait claires. Donc on va passer au vote par rapport à cela.

Donc qui est pour ? Très bien.

**Extrait du registre des délibérations
du conseil municipal**

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n° 241216-37 : Modalité de prise en charge des frais de
déplacement professionnels des agents communaux**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAYERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que les agents territoriaux peuvent bénéficier du remboursement des frais induits par l'exercice de leurs fonctions pour le compte de la collectivité.

Une prise en charge s'impose dès lors que l'agent est en mission ou en formation, c'est-à-dire dès lors qu'il est muni d'un ordre de mission et se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative ou familiale.

La réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour fixer certaines modalités de remboursement et pour moduler les montants des indemnités.

Suite à la parution du décret n° 2019-139 du 26 février 2019 précité entré en vigueur le 1^{er} mars 2019, il est nécessaire de prendre une nouvelle délibération notamment afin de mettre à jour les nouveaux montants de remboursement.

En effet, en application de l'article 7-1 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, il revient à l'assemblée délibérante de fixer le barème des taux du remboursement forfaitaire de frais d'hébergement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics,

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle des abonnements de transport,

Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu le décret n° 2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat, modifié par l'arrêté du 14 mars 2022,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, modifié par l'arrêté du 20 septembre 2023,

Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat.

Vu la délibération n°OI-4a en date du 10 juillet 2014 portant sur l'indemnisation de frais de déplacement du personnel communal,

Vu l'avis de la commission des Ressources Humaines en date du 03/10/2024,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 07/11/2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DECIDE :

Article 1 : Les bénéficiaires

Les personnels territoriaux qui reçoivent une rémunération au titre de leur activité principale sont les bénéficiaires automatiques du dispositif.

Sont donc concernés :

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet, temps partiel ou temps non complet,
- les agents contractuels,

Pour bénéficier du remboursement, il faut que les membres concernés se déplacent suite à une convocation ou un ordre de mission.

Article 2 : Les motifs donnant lieu à remboursement de frais

Les frais engagés sont pris en charge à l'occasion de déplacements temporaires pour motif professionnel, effectués dans les cas suivants :

- **la mission** s'applique à l'agent en service, muni d'un ordre de mission ponctuel ou permanent qui se déplace, pour l'exécution du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale ;

La durée de l'ordre de mission dit permanent est fixée à 12 mois. Elle est prorogée tacitement pour les déplacements réguliers effectués au sein du département de la résidence administrative. L'ordre de mission sera signé par l'autorité territoriale.

- **La formation** est relative à celui qui suit une action de formation initiale ou à un agent qui se déplace, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle des personnels ;
- **La préparation à un concours ou un examen professionnel validé par l'Autorité Territoriale**
- **La présentation à un concours, ou à un examen professionnel.**

Article 3 : Les dispositions générales applicables aux transports et à leurs indemnisations

Le déplacement doit se faire selon la voie la plus directe et la plus économique, en recourant au moyen de transport le mieux adapté à la nature du déplacement. **L'usage de droit commun est le recours aux véhicules de services, exception faite pour les formations / concours hors département, où le véhicule de service n'est pas autorisé (indisponibilité, priorisation de déplacements hors formation).**

Le recours à d'autres moyens de transport est apprécié au cas par cas, dans l'intérêt du service et dans les conditions ci-dessous énumérées :

➤ Le recours au véhicule personnel :

L'autorité territoriale peut autoriser les agents à utiliser leur véhicule terrestre à moteur, quand l'intérêt du service le justifie.

Ce recours doit être limité aux besoins du service, sur autorisation du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, notamment en cas d'indisponibilité d'un véhicule de service.

Les autorisations ne sont délivrées que dans les cas suivants :

- si l'utilisation du véhicule personnel entraîne une économie ou un gain de temps appréciable ;
- ou bien lorsqu'elle est rendue nécessaire soit par l'absence, permanente ou occasionnelle, de moyens de transports en commun, soit par l'obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant.

Et si l'agent a souscrit, au préalable, une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

Le remboursement :

Les agents autorisés à utiliser leur véhicule à moteur pour les besoins du service sont indemnisés de leurs frais de transport sur la base des indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par arrêtés ministériels.

L'indemnisation des frais kilométriques se fait sur la base de la législation en vigueur soit actuellement :

- Pour les véhicules (article 3^{ème}) :

Puissance fiscale du véhicule	Jusqu'à 2000 km	De 2001 à 10000 km	Au-delà de 10000 km
5 CV et moins	0.32 €	0.40 €	0.23 €
6 et 7 CV	0.41 €	0.51 €	0.30 €
8 CV et plus	0.45 €	0.55 €	0.32 €

- Pour les motocyclettes, vélomoteurs ou autres véhicules à moteur (article 2) :

Motocyclettes (cylindrée supérieure à 125 cm ³)	Vélomoteurs et autres véhicules à moteur
0,15 € par kilomètre	0,12 € par kilomètre

Ces indemnités kilométriques seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Le remboursement est effectué sur la base du kilométrage parcouru depuis le 1^{er} janvier de chaque année et nécessite donc un suivi précis par le service gestionnaire.

L'agent autorisé à utiliser son véhicule personnel, pour les besoins du service, peut être remboursé de ses frais de parc de stationnement et de péage d'autoroute sur présentation des pièces justificatives au seul ordonnateur et sur la base des frais réellement exposés.

Dans le cadre de la mission, les frais de stationnement sont pris en charge dans la limite de 72 heures.

➤ Le recours à un autre véhicule :

A titre exceptionnel, les agents et élus peuvent utiliser un taxi quand l'intérêt du service le justifie, c'est-à-dire :

- sur de courtes distances, en cas d'absence justifiée, permanente ou occasionnelle, de moyens de transport en commun et dès lors que le taxi constitue un gain de temps précieux ;
- sur de courtes distances, lorsqu'il y a obligation attestée de transporter du matériel précieux, fragile, lourd ou encombrant ;
- quand l'utilisation collective d'un taxi est moins onéreuse que l'utilisation des moyens de transports en commun réguliers.

Dans le cas d'utilisation du taxi, le remboursement des frais s'effectue sur présentation des pièces justificatives et sur la base des frais réellement exposés.

➤ Le recours aux transports collectifs :

Les déplacements doivent se faire par la voie la plus directe et la plus économique.

Aussi, les transports sont effectués prioritairement en 2^e classe pour les trajets par voie ferroviaire, en classe économique pour les trajets par voie aérienne.

Le train :

Le recours à la première classe peut être autorisé, sur justification écrite et sous la responsabilité du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, lorsque les conditions

de la mission ou les conditions tarifaires permettent de le justifier. Lorsque l'accès à un train est soumis au paiement d'un supplément de prix, le remboursement de ce supplément est autorisé sur présentation des pièces justificatives. Le remboursement de la couchette ou du wagon-lit est exclusif de l'indemnité de nuitée. Pour les déplacements de nuit par train, entre 0 heure et 5 heures, et lorsque la prestation n'est pas incluse dans le prix du billet, les frais de petit déjeuner peuvent être remboursés au réel, dans la limite du plafond réglementaire pour un repas, sur présentation des justificatifs (notamment titre de transport et facture).

L'avion :

Le recours à la voie aérienne peut être autorisé pour les déplacements situés en dehors des grands axes ferroviaires et supérieurs à 500 km et pour lesquels la durée du déplacement s'en trouverait globalement augmentée, de plus d'une journée, en raison du mode de transport utilisé.

Pour des trajets inférieurs à 500 km et lorsque des circonstances exceptionnelles de voyage le justifient (urgence essentiellement), le recours à la voie aérienne peut être autorisé sur justification écrite et sous la responsabilité du Maire (ou Président) ou de la personne ayant reçu délégation.

Le temps passé à bord des avions n'ouvre droit à aucune indemnité de nuitée ou de repas, sauf dans le cas où le prix du passage ne comprend pas la fourniture du repas.

Aucun remboursement n'est accordé à l'agent en déplacement temporaire au titre des bagages personnels transportés en excédent de la franchise consentie par les compagnies de navigation aérienne.

Les autres moyens de transports collectifs :

Le remboursement des frais de transport en autocar, navette, métro, ou tout autre moyen de transport collectif comparable peut être effectué, sur présentation des pièces justificatives et sur la base des frais réellement exposés.

Article 4 : Les dispositions générales applicables aux indemnités de mission

L'agent en mission, c'est-à-dire, qui se déplace pour l'exécution de son service, hors de sa résidence administrative et familiale, doit être muni, au préalable, d'un ordre de mission signé par le Maire ou la personne ayant reçu délégation.

Les indemnités de mission recouvrent, en plus des frais liés aux transports, l'hébergement et les repas.

Le remboursement des frais engagés par les agents en mission se fait sur la base des frais réels, dans la limite des plafonds réglementaires, hors circonstances exceptionnelles liées à l'intérêt du service.

➤ L'indemnisation de l'hébergement :

Les hébergements se font, en principe, à l'hôtel, en chambre simple, avec petit déjeuner. Celui-ci est pris en charge, lorsqu'il n'est pas compris dans le prix de la réservation.

Les taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit déjeuner, sont fixés comme suit :

	France métropolitaine			Outre-mer	
	Taux de base	Grandes villes (+ de 200 000 habitants) et communes de la métropole du Grand Paris	Commune de Paris	Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Polynésie française
Hébergement	90€	120€	140€	120€	120€ ou 14320 F.CFP

Le taux d'hébergement est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Ces taux seront revalorisés en fonction des textes en vigueur.

Pour prétendre à ce remboursement, l'agent doit se trouver en mission, pendant la totalité de la période comprise entre 0 heure et 5 heures.

Le dépassement des plafonds réglementaires est possible dans le cadre de l'indemnisation de la mission, sur décision du Maire ou de la personne ayant reçu délégation, quand l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de circonstances exceptionnelles :

- impossibilité d'être logé dans un hôtel dont le prix de l'hébergement est inférieur aux plafonds réglementaires ;
- urgence et départ imprévu ;
- mission de représentation exceptionnelle de la collectivité.

➤ L'indemnisation des repas :

L'agent perçoit une indemnisation de ses repas pris dans le cadre de la mission, dans la limite des plafonds réglementaires et dans les conditions suivantes :

- s'il se trouve en mission pendant la totalité de la période comprise entre 12 heures et 14 heures pour le repas de midi, et entre 19 heures et 21 heures pour le repas du soir ;
- et si les repas ne lui sont pas fournis gratuitement.

Les frais de repas sont remboursés en fonction des frais réellement payés par l'agent sur présentation d'un justificatif dans la limite de 20 euros

(Cette indemnité forfaitaire pourra être revalorisée en fonction des textes en vigueur).

Article 5 : La justification des dépenses engagées

Les frais d'hébergement doivent être systématiquement justifiés par une facture ou toute autre pièce attestant d'un hébergement à titre onéreux.

Il en est de même pour les frais de transport et le frais de repas.

Article 6 : Les dispositions particulières applicables aux déplacements

L'agent en mission hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale peut prétendre à la prise en charge de ses frais de transport, d'hébergement et de repas, dans la limite des barèmes et plafonds réglementaires, sur production des justificatifs de paiement auprès de l'ordonnateur. Il est tenu compte de situations spécifiques.

➤ La distinction entre résidences administrative et familiale :

En principe, lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale à l'occasion d'une mission, il peut prétendre à la prise en charge des frais engagés, à compter de sa résidence administrative.

A titre dérogatoire, le point de départ de l'indemnisation est la résidence familiale, dès lors que le trajet est plus direct pour l'agent ou l'élu et plus économique pour lui et la collectivité.

Le service gestionnaire veille à ces situations particulières, en tenant compte de la situation géographique, les horaires, la durée du déplacement et du coût du transport.

➤ Les horaires de début et de fin de mission :

Pour le décompte des indemnités, les horaires de début et de fin de mission correspondent aux horaires inscrits sur les titres de transport ou sur l'ordre de mission en cas d'utilisation d'un véhicule personnel.

Pour tenir compte du délai nécessaire pour rejoindre une gare et pour en revenir, un délai forfaitaire d'une ½ heure est pris en compte dans la durée de la mission avant l'heure de départ et aussi après l'heure de retour.

Ce délai est porté à 2 heures en cas d'utilisation de l'avion.

Le délai forfaitaire peut être dépassé en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles.

➤ Les avances sur paiement :

Des avances sur le paiement des indemnités de mission et les remboursements de frais peuvent être accordées aux agents qui en font la demande, dans les conditions suivantes :

- Elles ne peuvent excéder 75% des sommes présumées dues à la fin du déplacement ;
- Elles ne peuvent être versées au plus tôt un mois avant la date effective du déplacement ;
- La dépense à engager doit avoir un caractère significatif.

Le montant est précompté sur le mandat de paiement émis à la fin du déplacement, à l'appui duquel doivent être produits les états de frais.

En cas d'annulation de la mission du seul fait de l'agent, l'avance doit être intégralement remboursée.

➤ Les déplacements en stage ou formation :

***Formations dispensées par le CNFPT :**

☞ Formations initiales ou continues

La Prise en charges des frais par le CNFPT : indemnités kilométriques + repas + nuitées (plus de 300 Km aller/retour)

Au demeurant, lorsque la prise en charge des frais de repas et de nuitées est partiellement assurée par le CNFPT, la Mairie de Soorts-Hossegor pallie cette carence dans la limite des plafonds réglementaires.

L'agent doit justifier de frais supérieurs au montant des indemnités versées par le CNFPT.

Sont exclues de la participation aux frais de déplacement par le CNFPT, les formations suivantes :

☞ **Les préparations aux concours et aux examens professionnels autorisées et validées par l'Autorité Territoriale :**

La collectivité indemnise les frais de repas, sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service.

☞ **Les formations organisées en intra :**

Dans la mesure où ces formations sont organisées sur le territoire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service. La collectivité indemnise les frais de repas, sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire.

🔗 **Les actions individuelles :**

Ne font l'objet d'aucune prise en charge par la collectivité.

🔗 **Les formations continues obligatoires des policiers et policières municipaux :**

S'agissant de formations payantes et obligatoires, la collectivité indemnise sur présentation de justificatifs et en application des barèmes réglementaires : indemnités kilométriques + frais autoroute + repas + nuitées

🔗 **Les journées d'actualité, séminaires et autres actions « évènementielles ».**

Lorsque le repas n'est pas pris en charge par le CNFPT, la collectivité indemnise les frais Kilométriques + les frais autoroute + le repas (+nuitée au-delà 300Km/aller/retour) sur présentation de justificatif dans la limite du plafond réglementaire, il est préconisé l'utilisation d'un véhicule de service dans la mesure où cela ne pénalise pas le service.

➤ **Le cas spécifique des agents en déplacement pour concours ou examens :**

Les frais de transport de l'agent amené à se déplacer pour passer un concours ou un examen professionnel nécessaire au besoin de la collectivité **peuvent être pris en charge deux fois par année civile (basés sur la distance du Centre de Gestion organisateur le plus proche)**, une première fois à l'occasion des épreuves d'admissibilité et une seconde fois à l'occasion des épreuves d'admission du même concours ou examen professionnel,

Article 7 : Le remboursement des frais domicile-travail

La réglementation prévoit la possibilité pour les employeurs publics de prendre en charge une partie des titres d'abonnement à des transports publics utilisés par les agents pour leurs déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

Le montant pouvant être pris en charge par la collectivité ne peut excéder 50% du montant du titre d'abonnement dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

Ce plafond est aujourd'hui fixé à 86,16 € par mois (il sera automatiquement réactualisé en fonction des textes en vigueur)

Sur cette base, l'assemblée délibérante décide de prendre en charge les titres d'abonnements souscrits par les agents pour effectuer le trajet domicile – lieu de travail par des moyens de transports publics à raison de 50% de leur montant dans la limite du plafond fixé par arrêté ministériel.

Article 8 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

38. Approbation du règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail pour le personnel communal

Christophe VIGNAUD

Point suivant. Approbation du règlement d'hygiène, santé et sécurité.

Jean Marc LEROY

Donc il y a un règlement qui a été adopté pour veiller justement à la sécurité et à la protection de la santé physique et mentale des agents, précisant les conditions de fonctionnement en matière d'hygiène, de santé et de sécurité au travail.

Ce règlement est essentiel pour assurer un environnement de travail sûr et sain pour tous les agents en définissant les mesures de prévention et de protection à mettre en place.

Il vise également à sensibiliser les agents au risque professionnel et à promouvoir une culture de la sécurité au sein de la collectivité.

Voilà, vous êtes invités à approuver ce règlement.

Christophe VIGNAUD

Ça c'est hyper important parce que en fait nos agents qui travaillent à tous les niveaux, que ce soit sur la route, pour couper des arbres, entre autres, doivent vraiment être protégés et donc doivent suivre exactement ce règlement qui est mis en place. Ce n'est pas pour les contraindre, c'est pour les protéger.

Et on souhaite absolument que ça soit quelque chose de bien fixé pour eux et que ça soit intellectuellement acquis.

On va passer au vote. Donc qui est pour ? Très bien.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-38 : Approbation du Règlement d'hygiène, santé et sécurité au travail du personnel communal de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaëtan ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BÉLLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024 ;

Le maire expose à l'assemblée qu'il est chargé de veiller à la sécurité et à la protection de la santé physique et mentale des agents placés sous son autorité. Il doit alors veiller à l'application de ces mesures de sécurité et de protection des agents.

Ce règlement a pour objet de préciser les conditions de fonctionnement de la Commune de Soorts-Hossegor en matière de d'hygiène, de santé et de sécurité au travail.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

ADOpte le règlement d'hygiène, de santé et sécurité au travail du personnel communal de Soorts-Hossegor ci-annexé,

Autorise Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services de l'exécution et de la publication de cette délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Maëlle DUBOSC-PAYSAN


Christophe VIGNAUD

39. Présentation du Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023

Christophe VIGNAUD

Présentation du RSU 2024 au titre de l'année 2023. Jean-Marc, c'est à toi.

Jean Marc LEROY

Le rapport social unique a été présenté donc au CST le 7 novembre dernier. Il permet de dresser un bilan des ressources humaines de la collectivité, incluant l'emploi, les recrutements, les parcours professionnels, les rémunérations, la santé, la sécurité au travail, l'organisation du travail, l'action sociale, la formation, etc. etc.

Ce rapport permet de suivre et d'évaluer les politiques RH mises en place en offrant une vision globale et détaillée des ressources humaines de la collectivité. Il constitue également un outil de pilotage et de décision pour les responsables RH et les élus en leur permettant d'identifier les points forts et les axes d'amélioration.

L'assemblée est invitée à prendre acte de ce rapport.

Christophe VIGNAUD

Y a-t-il des questions ?

Lionel BARBERIS

Juste pour préciser au sein de ce rapport-là, il est précisé que les charges de personnel représentent 53% des dépenses de fonctionnement.

Au début du mandat, on était inférieur à 50%, ça avait été précisé ; là, on est supérieur à 50% parce qu'on monte quasiment à 53%, alors qu'en plus, on a des recettes de fonctionnement qui augmentent.

Donc, ça veut dire qu'elles sont quand même, on le sait, on en a parlé aussi aujourd'hui...

Propos inaudibles

Edouard DUPOUY

Et ça reste inférieur aux strates comparables ? On en reparlera au...

Lionel BARBERIS

Non.

Christophe VIGNAUD

Si, si, si, si.

Lionel BARBERIS

Aux strates de communes balnéaires ?

Edouard DUPOUY

On est valorisé à 10 000, 20 000

Propos inaudibles

Christophe VIGNAUD

C'est 57%, mais on en reparlera en commission finances.

Lionel BARBERIS

C'est le système de strates ça ne fonctionne pas. Ce qui est sûr, c'est qu'on a de toute façon une augmentation de 25% de la masse salariale.

Christophe VIGNAUD

Alors, on en a parlé cet après-midi, donc on en reparlera plus tard dans une commission finance.

Jean Marc LEROY

Mais, je voudrais même rappeler ce que j'ai dit cet après-midi, que ce sont effectivement les charges salariales augmentent de façon relativement importante, mais que trois quarts de cette augmentation est liée à des augmentations qui nous sont imposées.

Edouard DUPOUY

Sur lesquelles on n'a pas la main.

Jean Marc LEROY

Exactement. C'est incompressible. Et qui que ce soit, qui soit aux manettes, ce sera toujours imposé et on ne pourra pas y déroger.

Edouard DUPOUY

C'est ça, à effectifs constants, on se prend quoi qu'il arrive, à 85%.

Lionel BARBERIS

À effectifs constants ? parce que le choix est fait de remonter l'effectif ou l'effectif constant, le choix peut être fait aussi de diminuer l'effectif.

Edouard DUPOUY

Tout à fait.

Christophe VIGNAUD

Mais peut-être que l'IA va nous aider.

Lionel BARBERIS

Je ne parle même pas de l'IA, c'est ce que vous proposez à travers le service urbanisme en disant "on est à 5 aujourd'hui, peut-être qu'il faudra être moins demain". Donc, l'exemple même de ce service.

Christophe VIGNAUD

Très bien. On va passer donc au vote par rapport au RSU.

Donc, qui est pour ? Merci.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-39 : Présentation du Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Orlane RUVAL, Michel VILLEGER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique substitue aux divers rapports qu'élaboraient déjà les administrations publiques ; à savoir le rapport sur l'état de la collectivité ou bilan social, le rapport de situation comparée entre les hommes et les femmes, le rapport sur les fonctionnaires mis à disposition et le rapport sur l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, un Rapport Social Unique (RSU) à compter du 1er janvier 2023.

Le RSU fait état des ressources humaines dont dispose la collectivité.
Sa présentation donne lieu à un débat en Comité Social Territorial, qui donne son avis. Il doit également être présenté à l'assemblée délibérante.
Cette présentation, obligatoire une fois par an, démontre la volonté du Législateur de faire instituer un débat politique nouveau et réel sur les questions de personnel.

Ce document indique notamment les moyens budgétaires et en personnel, et rassemble les données sociales de l'année 2023. Il permet :

- D'apprécier les caractéristiques des emplois et la situation des agents de la collectivité, la situation comparée des femmes et des hommes et intègre également une partie sur la santé, la sécurité et des conditions de travail ;
- De donner lieu à un débat sur l'évolution des politiques des ressources humaines dans la collectivité ;
- De répondre aux questions sur les contingents de personnel du territoire ;
- De mesurer l'évolution de l'ensemble des données RH (nombre d'agents, statut, temps de travail, pyramide des âges, emploi des personnes en situation de handicap, absentéisme, etc.) ;
- D'établir et mettre à jour les Lignes Directrices de Gestion (LDG) en matière de stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, obligation pour les employeurs publics depuis le 1^{er} janvier 2021 ;
- De se comparer, le cas échéant, avec des collectivités de taille équivalente ;
- De mettre en place des actions spécifiques mutualisées (GPEEC, plan de formation, etc.).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-9 et L5211-10 et L5219-2 et suivants ;

Vu l'article L231-1 du code général de la fonction publique relatif à l'élaboration du rapport social unique ;

Vu le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales ;

Vu l'avis rendu par le Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le Rapport Social Unique 2024 au titre de l'année 2023 de la collectivité, annexé à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN



CHRISTOPHE VIGNAUD

40. Validation du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels DUERP

Christophe VIGNAUD

Maintenant, on va passer à la validation du document unique d'évaluation des risques professionnels. Jean-Marc.

Jean Marc LEROY

Ce document a été révisé pour identifier et classer les risques professionnels, permettant de mettre en place des actions de prévention pertinentes.

Ce document est mis à jour annuellement et consultable, par voie dématérialisée ou matérialisée selon les cas.

Il constitue un état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail essentiel pour la prévention des risques.

Sa réalisation permet de sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels, d'instaurer une communication sur ce sujet, de planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque mais aussi du choix et des moyens.

L'Assemblée est invitée à prouver ce règlement qui a déjà été validé au cours du CST du 7 novembre.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Juste une question, je m'adresse en particulier à toi, Edouard, quand lors d'un conseil tu as fait remonter les interrogations que tu pouvais avoir par rapport à ce qui se passait dans le service urbanisme. Toi et d'autres.

Est-ce que tu as lu ? J'imagine que oui, ce document, "L'évaluation des risques professionnels".

Edouard DUPOY

Non, je ne l'ai pas lu, non

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je ne t'en veux pas. Je comprends. Alors tu t'y rendras. Il y a 174 pages, mais à la page 170, en fait dans ce document, c'est un tableau où a été recueilli la parole des agents.

Ça a été classifié, vous avez la crèche, vous avez les services administratifs.

Christophe VIGNAUD

C'est le centre de gestion qui a rédigé ce document.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui, tout à fait. Dans ce document, vous avez la parole de chacun.

Il y a certaines choses qui ont été consignées dans ce document et je me permets de le dire, sinon je ne l'aurais pas fait, je le connaissais ce document. Parce que certains agents me l'avaient montré.

Mais aujourd'hui, il est porté à votre connaissance.

Donc, vu la taille du document, je me doute que vous ne l'avez pas lu, je vous engage à vous rendre à la page 170 où vous verrez un manque de reconnaissance par les élus. Je me mets dedans, je ne suis pas seule, un manque de reconnaissance par les élus.

Donc, il y a peut-être, Jean-Marc, je te rejoins une nécessaire remise en question à formuler, mais peut-être pas uniquement par moi. La suite est plus intéressante pour répondre à tes interrogations concernant ce service.

Qu'est-ce qui se passe dans ce service ? Tu as, noir sur blanc, la réponse dans ce tableau.

Je ne fais que citer, je vous invite à aller vérifier.

« Difficultés relationnelles et manques de considération ressentie avec la hiérarchie ».

La hiérarchie, ce n'est pas moi, la hiérarchie administrative.

« Difficultés relationnelles entre collègues du même service »

Une demande de télétravail a été faite auprès du DG a été refusée.

Enfin, ça se discute.

Il y a d'autres personnes dans la mairie qui sont en télétravail, d'où la demande.

Et enfin, décision hiérarchique rapportée comme insuffisante...

Je n'irai pas plus loin.

C'est peut-être pour toi et pour d'autres, des éléments de réponse sur ce qui se passe ou ce qui s'est passé aussi dans ce service.

Christophe VIGNAUD

Très bien. Bon, on ne va pas tergiverser là-dessus. Il y aurait tellement à dire que ça ne sert à rien.

Moi, je constate juste qu'aujourd'hui, les éléments qui sont ressortis par exemple sur ce service seront qu'à améliorer, puisqu'on part de très très bas par rapport à tout ce que tu viens d'énoncer.

Donc, ça ne pourra être que meilleur.

Et je suis persuadé que ça ne sera que meilleur et on enverra les résultats très prochainement.

On va passer donc au vote par rapport à ça.

Jean Marc LEROY

Est-ce qu'une remarque, mais pour faire plaisir à Lionel, entre les règlements, les rapports sociaux, le document unique, etc, etc, ça représente combien de TP imposés ?

C'est un des problèmes que doit gérer aujourd'hui le service des ressources humaines qui est effectivement débordé par ce type de demande, de documents à remplir, à gérer et ce n'est pas fini, il y en a encore un qui arrive après, c'est infernal. C'est absolument infernal.

Christophe VIGNAUD

Bon, on va passer au vote.

Donc, on passe au vote pour la validation du DUERP.

Donc, qui est pour ? Très bien, à l'unanimité.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

Délibération n°241216-40 : Validation du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

La mise en place du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) est une obligation pour les collectivités territoriales.

Afin de répondre à cette obligation, la collectivité a renforcé sa démarche de prévention en mettant à jour son document unique d'évaluation des risques professionnels.

Ce travail a été réalisé en étroite collaboration avec les services du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes, dans le cadre de leur mission « Accompagnement à la réalisation du document unique ».

L'ensemble des services et matériels a été étudié afin de répertorier tous les risques potentiels. Les agents ont également été consultés afin d'analyser leurs postes de travail.

Le document unique d'évaluation des risques professionnels permet d'identifier et de classer les risques rencontrés dans notre collectivité afin de mettre en place des actions de prévention pertinentes. C'est un véritable état des lieux en matière d'hygiène et de sécurité du travail.

Sa réalisation permet ainsi :

- de sensibiliser les agents et la hiérarchie à la prévention des risques professionnels,
- d'instaurer une communication sur ce sujet,
- de planifier les actions de prévention en fonction de l'importance du risque, mais aussi des choix et des moyens,
- d'aider à établir un programme annuel de prévention.

Le document unique doit être mis à jour une fois par an en fonction des nouveaux risques identifiés ou lors d'une réorganisation modifiant les conditions d'hygiène et de sécurité ou les conditions de travail. Il relève de l'entière responsabilité de l'autorité territoriale qui doit donc veiller à ces prescriptions.

Plus largement, le document unique d'évaluation des risques professionnels est amené à évoluer en fonction des situations rencontrées et des actions mises en place pour diminuer les risques professionnels et améliorer la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents de la collectivité.

Le document unique sera consultable par voie dématérialisée et/ou matérialisée auprès du service Ressources Humaines et des différents chefs de service.

VU le Code du travail, notamment ses articles L. 4121-3 et R. 4121-1 et suivants,

VU le Code général de la fonction publique, notamment l'article L. 811-1,

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT l'accompagnement du Centre de de gestion de la fonction publique territoriale des Landes,

VU l'avis favorable Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024,

*Après en avoir délibéré,
A l'Unanimité
Le Conseil Municipal,*

VALIDE le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels de la commune de Soorts-Hossegor, annexé à la présente.

APPROUVE l'engagement de l'autorité territoriale à mettre en œuvre le plan d'actions issues de l'évaluation des risques et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du DUERP,

APPROUVE la déclaration d'intention de la politique générale de prévention, annexée à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité

✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,

Le Maire,



41. Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan d'action triennal 2024-2026

Christophe VIGNAUD

Alors, autre point qui est encore un qui a été pondu il n'y a pas très longtemps.

C'est le plan professionnel femme-homme avec un plan d'action pluriannuel

Jean Marc LEROY

C'est un plan d'action pluriannuel qui nous est imposé par la préfecture et visant donc à assurer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

Donc, la commune a été surclassée par hasard en commune comprenant entre 20 000 et 40 000 habitants alors que dans le meilleur des cas on en a 3500, 4000.

Christophe VIGNAUD

On est à 3968 exactement.

Jean Marc LEROY

Voilà. Donc, 10 fois plus et donc à ce titre nous devons désormais approuver un plan d'action pluriannuel visant à assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes aussi bien en termes d'effectifs, de responsabilité et de rémunération et je vais même ajouter service par service.

Christophe VIGNAUD

Donc, en fait, globalement, parce que quand vous regardez les différents supports, on est à peu près à 50/50. On nomme les femmes, tous services confondus, y compris la crèche et ainsi de suite.

En revanche, ce que nous impose, en tout cas ce que nous demande la préfecture, c'est de faire 50/50 à l'intérieur des services.

Concrètement, je vous prends un exemple très simple, c'est la crèche, aujourd'hui, on a un homme et que des femmes, ça voudrait dire qu'on prendrait aussi des hommes.

Alors, il n'y a pas de problème par rapport à ça, mais aujourd'hui vous prenez des compétences et non pas un sexe masculin ou féminin. On a eu un exemple très simple lors d'un recrutement, on avait un homme, une femme, on avait ce problème-là qui nous avait été rapporté par la préfecture.

Au départ, on souhaitait éventuellement prendre l'homme et puis quand on a fait l'entretien, on s'est tourné vers la femme qui avait toutes les compétences nécessaires et on en a vu le résultat très rapidement par rapport à ça. Donc, c'est une demande de la préfecture qui est faite auprès des communes.

Je pense qu'on aura beaucoup de difficultés à y accéder puisque vous savez qu'il y a des métiers qui sont difficiles qui ne pourront pas être faits par des femmes non parce qu'elles ne sont pas fortes, mais elles n'ont pas les compétences et c'est difficile de les avoir réciproquement pour les hommes.

Intervention inaudible

Christophe VIGNAUD

Pour l'instant, c'est une demande. Donc peut-être que cette demande va peut-être tomber à l'eau.

Ce qu'on a prévu, nous, c'est en tout cas lors du prochain rendez-vous avec soit la préfecture, soit le sous-préfet d'en parler pour faire état de ce côté un peu difficile à rendre leur réponse positive parce qu'on se rend compte que ce n'est pas possible.

André JAKUBIEC

Il y a une dimension qui me semble cependant importante dans le terme égalité, c'est la dimension rémunération, c'est là-dessus qu'il faut insister.

Christophe VIGNAUD

Elle est déjà, bien

Lionel BARBERIS

Je pense qu'il faut être content qu'on ait ce genre de démarches à l'échelle d'une collectivité, Jean marc a raison, juste à l'échelle d'une collectivité c'est bien. Alors là, on est surclassé, on a des avantages d'être surclassé, on a aussi des inconvénients parce qu'en fait, on a les avantages d'avoir les rémunérations d'élus sur classement ou de DGS ou des uns des autres, c'est comme ça que ça marche.

Maintenant, ce qui est sûr, c'est qu'on a des contraintes, mais ces contraintes, elles sont sur un effectif réduit par rapport à une commune de 20 000 habitants.

Christophe VIGNAUD

C'est relativement difficile pour nous de pouvoir tenir l'engagement qui nous est proposé.

Lionel BARBERIS

On ne peut pas...

Christophe VIGNAUD

On ne pourra pas, mais...

Lionel BARBERIS

J'espère qu'ici, on validera plutôt le fait de dire qu'on valide l'égalité homme-femme de façon générale.

Christophe VIGNAUD

Absolument.

Lionel BARBERIS

Mais ce qui est sûr, c'est que quand on prend l'exemple des plages, aujourd'hui, chaque année, on fait des tests pour prendre les meilleurs sauveteurs et les femmes finissent souvent dans les meilleures places du sauvetage.

Christophe VIGNAUD

Oui, oui. Mais il n'y en a pas 50, malheureusement.

Lionel BARBERIS

Mais ce n'est pas grave. Ce qui est important, c'est d'avoir les meilleurs sauveteurs sur les plages. Je pense qu'on sera tous d'accord là-dessus.

Christophe VIGNAUD

Très bien. On va voter

Intervention inaudible

On n'a pas vraiment le choix, mais on aura d'où le choix d'en reparler et de faire remonter cette problématique au sein de la préfecture qui, elle, en fait a dû recevoir ordre de la capitale. Qui est pour ?
Merci

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 16 décembre 2024

**Délibération n°241216-41 : Égalité professionnelle Femmes/Hommes - Plan
d'action triennal 2024-2026**

L'an deux mille vingt-quatre, le seize décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le dix décembre deux mille vingt-quatre, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Edouard DUPOUY, Alain CLAVERIE, Mathilde VINTROU, Oriane RUVAL, Michel VILLEGIER, Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, André JAKUBIEC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Jean-Marc LEROY, Quentin BENCHETRIT, Jean BELLOCQ, Lionel BARBERIS, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON.

Absents représentés : Caroline CHABRES-DUC a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Mathieu PARAILLOUS a donné procuration à Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE a donné procuration à Lionel BARBERIS, Christian DUCAMP a donné procuration à Catherine CERIZAY-MONTAUT.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Monsieur le Maire rappelle que les dispositifs des articles L. 321-1 et L. 132-4 du code général de la fonction publique ont institué le principe de l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action triennal visant à assurer l'égalité professionnelle dans les collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunales de plus de 20 000 habitants, après consultation du comité social territorial.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les communes de plus de 20 000 habitants doivent également établir un rapport annuel sur la situation en matière

d'égalité entre les femmes et les hommes. Il présente la synthèse des données relatives aux effectifs de la Commune de Soorts-Hossegor.

En tant que station classée de tourisme 20 000 - 40 000 habitants, la Commune de Soorts-Hossegor doit mettre en place un plan d'action triennal pour les années 2024 à 2026.

Par ce plan d'action pour l'égalité professionnelle, la Commune affirme son engagement pour faire monter en puissance l'intégrité de l'égalité entre les femmes et les hommes dans son fonctionnement interne. La collectivité, en tant qu'employeur public, souhaite contribuer à un enjeu majeur et parvenir à des résultats concrets et mesurables.

Pour aboutir à ce nouveau plan, des groupes de travail seront tenus avec les partenaires sociaux. L'objectif étant de décider des actions concrètes et réalistes.

Ce plan d'action, structuré en quatre axes, s'articule autour des thématiques suivantes :

- évaluer, prévenir et traiter d'éventuels écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes ;
- garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;

- favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle familiale ;
- prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

La Commune de Soorts-Hossegor développe sa politique de ressources humaines dans un contexte en perpétuel évolution, guidée par les mêmes principes d'équité, de transparence, de professionnalisme, de performance, de bien-être au travail et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2311-1-2 et suivants ;

Vu l'article L.231-1 à L.132-4 du code général de la fonction publique relatif au plan d'action pluriannuel en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

Vu la loi n° 2014-873 du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu la loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu Le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 qui définit les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;

Vu l'article L. 2311-1-2 du CGCT instituant, pour les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 20 000 habitants, l'obligation de produire un rapport annuel sur les ressources humaines et la politique menée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, et notamment l'article D.2311-16 du CGCT.

CONSIDERANT que la ville de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20.000 à 40.000 habitants par arrêté préfectoral du 05 avril 2000, il revient donc d'établir, à ce titre, un rapport en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,

Vu le rapport sur l'égalité femmes-hommes de l'année 2024,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 07 novembre 2024,

Entendu le projet de plan d'action triennal de Monsieur Le Maire et sur sa proposition,

Après en avoir délibéré,

A l'Unanimité

Le Conseil Municipal,

ADOpte le plan d'action triennal pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes pour les années 2024 à 2026, annexé à la présente.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution des présentes.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

- ✓ Le Maire
- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 16 décembre 2024

Le secrétaire de séance,



Maëlle DUBOSC-PAYSAN

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions contractées du 20 septembre 2024 au 9 décembre 2024

Christophe VIGNAUD

Ensuite nous avons les décisions du Maire

Est-ce que vous avez des questions sur les décisions ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

J'ai une question sur la décision n°65.

Christophe VIGNAUD

Attends-je la reprend.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ça porte sur le contrat de location d'une voiture de fonction au directeur général des services. Donc, rien d'incroyable, Mais je voulais juste éclaircir un point. Donc, là, on parle d'un véhicule de fonction.

Christophe VIGNAUD

Un véhicule de fonction, oui.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Fonction ou service.

Est-ce que dans le parc automobile de la mairie, il y a d'autres véhicules avec le même statut ?

Christophe VIGNAUD

La police.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

La police, oui.

Christophe VIGNAUD

Et c'est tout.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Et c'est tout ? D'accord.

Christophe VIGNAUD

Alors, dans le même statut, c'est-à-dire en leasing, moi, je parle du leasing.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ah oui, oui, non, je parlais de véhicule de fonction.

Christophe VIGNAUD

Non, il n'y a que là.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Vous êtes la seule personne à avoir un véhicule de fonction, ce qui me semblait...Alors, du coup, ça m'amène à une question suivante, je voudrais comprendre pourquoi un véhicule de service, si ce n'est pas un véhicule de fonction, c'est un véhicule de service.

Comment un véhicule de service a pu se retrouver accidenté à Toulouse le soir du 31 mai 2023 ?

Christophe VIGNAUD

Mais ce n'est pas celui-là dont on parle, là, on parle d'une décision qui porte sur une autre voiture.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais justement, je fais le lien avec la voiture de fonction.

La seule voiture de fonction qui peut aller à Toulouse un mercredi soir, c'est une voiture de fonction.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais là, tu me parles du...

Maëlle DUBOSCPAYSAN

Le 30 mai 2023, c'était une voiture de service.

Christophe VIGNAUD

Alors, que les choses soient claires. C'est un autre sujet qui n'a rien à voir avec la délibération.

C'est bien sur la décision. Tu es d'accord sur le principe ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Oui, bien sûr.

Christophe VIGNAUD

Ok, très bien.

Donc, en fait, tu me demandes pourquoi il y avait une voiture de service.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Pourquoi on a laissé une voiture de service et non de fonction. Pour ça que je me permets.

Christophe VIGNAUD

Très honnêtement, je n'en sais pas beaucoup plus que toi. Je sais juste que le résultat, c'est celui que tu connais, et donc, voilà, mais normalement, la voiture de service ne doit pas quitter les fonctions de la commune.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ne doit pas quitter...Sauf s'il y a un ordre de mission.

Christophe VIGNAUD

Sauf s'il y a un ordre de mission.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

C'était ma question suivante. Y avait-il un ordre de mission ?

Christophe VIGNAUD

Je ne sais pas.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Mais...

Christophe VIGNAUD

Je ne sais pas, mais ça n'a rien à voir avec ça, non, en plus, c'est hors sujet.

Lionel BARBERIS

Monsieur le maire, je ne comprends pas, je ne comprends pas.

C'est quoi le sujet ? parce que c'était un véhicule qui avait été accidenté ?

Christophe VIGNAUD

Non, mais là, c'est hors sujet.

C'est hors sujet parce que là, Maëlle me parle d'une décision, mais elle me parle d'une décision n°65, qui est le contrat de location dont on a l'habitude d'avoir avec un leasing sur une voiture de fonction.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je profite du fait de parler des véhicules de fonction qui est quand même assez rare dans le conseil municipal pour souligner que nous laissons des voitures de service aller à 300 km de la commune.

Christophe VIGNAUD

Il devait y avoir un ordre de mission.

Lionel BARBERIS

Il y avait un ordre de mission ou il avait y avoir un ordre de mission ? Il y avait un ordre de mission pour aller à Toulouse ? c'est ça ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Vous mentez, vous mentez

Christophe VIGNAUD

Je ne sais pas, je n'ai pas dit qu'il y avait un ordre de mission. Je dis, est-ce qu'il y avait un ordre de mission ? Je n'en sais rien.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Demandez à la personne qui a la capacité de vous répondre et qui a autorisé ce déplacement.

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas le sujet.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Ça ne vous dérange pas des véhicules de service soit accidentés hors de la commune.

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas le sujet, le sujet de la décision n° 65...C'est la location d'une voiture. C'est la location de la voiture de fonction du DGS.

Est-ce que ça, ça suscite quelque chose ?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Je prends note que vous refusez de répondre.

Christophe VIGNAUD

Non je ne réponds pas car je ne sais pas plus

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Vous connaissez la réponse et que nous sommes nombreux à la connaître.

Christophe VIGNAUD

C'est très bien, si tu la connais, tu devras en faire état.

Très bien.

Est-ce qu'il y a d'autres questions par rapport à d'autres décisions ?

Lionel BARBERIS

Peut-être pas ici, Monsieur le maire, j'entends, on est quand même sur ce sujet-là parce que je ne comprends pas comment un véhicule de service avec ou sans ordre de mission à quel endroit?

Maëlle DUBOSC PAYSAN

Toulouse.

Lionel BARBERIS

Il faudra nous expliquer ce qui se passe.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On le mettra à un point du jour, ce n'est pas grave

Christophe VIGNAUD

Très bien.

Est-ce qu'il y a d'autres questions par rapport aux décisions ?

Très bien.

Lionel BARBERIS

Alors c'est sur une décision concernant les achats.

Vous allez encore me sauter à la gorge, mais les achats de fleurs.

Christophe VIGNAUD

On les a faits pour toi celles-là.

Lionel BARBERIS

Merci.

Christophe VIGNAUD

Exprès. En fait, qui sait que c'était pour le 11 novembre ?

Lionel BARBERIS

En plus.

Christophe VIGNAUD

C'était pour le 1er et le 11 novembre.

Lionel BARBERIS

Je sais qu'on n'est plus deuxième, troisième fleur et tout, mais le fleurissement de la commune...Mais les administrés sont attachés au fleurissement de la commune

Christophe VIGNAUD

Mais on continue de fleurir, tu vois ?

Lionel BARBERIS

Je pense sincèrement que troisième fleur, pas troisième fleur, l'avantage de Village Fleuri c'est qu'il obligeait les services à avoir un niveau d'exigence dans le rendu du fleurissement.

Christophe VIGNAUD

Ça s'achète, ça s'achète

Lionel BARBERIS

Je ne voudrais pas qu'on profite de ne pas être dans cette démarche de Ville fleurie pour dégrader le fleurissement de la commune.

Christophe VIGNAUD

Mais la preuve en est, on vient d'en racheter, on va être complètement dans ton sens.

Lionel BARBERIS

J'aimerais bien.

Christophe VIGNAUD

On va complètement dans ton sens. En revanche, on n'achète pas les fleurs.

Lionel BARBERIS

Monsieur le maire, c'est un exemple.

On parle de CIA, qui est en fait la performance et pour juger la performance, ça peut en faire partie, notamment l'obtention des trois fleurs, le maintien des trois fleurs, le fait que les services soient mobilisés sur le fleurissement des ronds-points, le fait de... etc. etc.

Le CIA, du coup, permet de dire aux services « si vous obtenez la quatrième fleur, si vous obtenez ci ou ça, vous avez le CIA ». Alors avec les moyens qu'on peut mettre derrière.

Je ne dis pas que c'est ce qu'il faut faire, je dis simplement que le niveau d'exigence qu'on doit avoir sur le fleurissement de la commune fait que ce n'est pas aux agents de choisir, c'est bien à nous en tant que politiques en tant qu'élus, du fleurissement qu'on veut pour la commune.

Christophe VIGNAUD

Alors le fleurissement, puisque c'est un sujet que tu as déjà abordé la dernière fois, on a démontré qu'on est dans cette logique-là, puisqu'on a racheté des fleurs. Et donc je pense qu'aujourd'hui... Laisse-moi finir. Si on a mis ça, c'était... Mais le volet m'est suffisant. Je pense que tu n'as pas à te plaindre du fleurissement de la ville. Et je ne sais pas si tu es un expert de temps, donc... Mais à ce niveau-là, je pense qu'on...

Non, mais je pense qu'on fait le nécessaire.

Cela étant, j'entends... Mais avoir le classement une, deux ou trois fleurs, tu sais que ça s'achète, ce n'est pas... C'est quelque chose qui se fait...

Lionel BARBERIS

Oui, monsieur le maire, ça s'achète.

Mais il y a quand même une réalité derrière le classement, c'est qu'il y a une obligation de résultat pour les communes qui postulent, il y a un jury...

Christophe VIGNAUD

Mais par rapport à ta réflexion, par rapport à ta réflexion de la dernière fois, j'ai remonté ton info.

Michel VILLEGER

On est très bien capables de faire cela, les ronds-points sont fleuris. On n'a pas besoin de payer des panneaux et tout, et des villes fleurissent. Ça ne nous apporte rien.

Christophe VIGNAUD

Non, en revanche...

Lionel BARBERIS

Mais en fait c'est là où je ne comprends pas.

Christophe VIGNAUD

Lionel, par rapport à ce que tu disais la dernière fois au dernier conseil où tu avais pris la même réflexion.

Lionel BARBERIS

Oui, pareil.

Christophe VIGNAUD

Moi j'ai remonté au service pour leur dire qu'il fallait à tous les moments faire attention par rapport à ça et faire l'investissement nécessaire pour que notre ville soit à un bon niveau de fleurissement.

Qu'on soit une, deux ou trois... Qu'importe.

Lionel BARBERIS

Qu'importe

Christophe VIGNAUD

C'est le cas.

Lionel BARBERIS

Mais je pense qu'aujourd'hui... Je parle des outils d'évaluation pour le CIA, vous voyez par exemple...

Christophe VIGNAUD

Mais je pense qu'aujourd'hui, je pense qu'aujourd'hui, on n'a pas à rougir sans avoir... Non mais...

Lionel BARBERIS

Non mais pour le coup, je ne suis pas spécialiste de ça.

Christophe VIGNAUD

Moi non plus, je ne suis pas un spécialiste...

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas la période, les fleurissements des ronds-points, ce n'est pas la période. Au printemps, on ne sait pas...

Christophe VIGNAUD

Non mais ça se voit quand même, ça se voit.

Michel VILLEGER

Non, mais ça voulait juste te dire un truc, tu sais que ça dépend aussi des personnes qui le font.

Tu sais, ça, ça reste l'ouvrier ; tu as l'ouvrier qualifié, tu as l'ouvrier lambda et tu as l'ouvrier qui est ouvrier juste parce qu'il faut travailler.

Donc on a eu des personnes à l'époque qui... On ne citera pas de noms, mais qui adoraient ça, qui même en dehors des heures, faisaient pour que ce soit beau.

Maintenant, mais c'est certain qu'on a, ils travaillent, ils travaillent bien certains, mais ça ne va pas au-delà.

Lionel BARBERIS

Mais c'est très intéressant ce que tu soulignes, c'est qu'on avait des gens passionnés qui faisaient attention à faire quelque chose de beau.

Aujourd'hui, on a des gens qui le sont peut-être un peu moins dans ce que tu dis.

C'est là où je trouve que le niveau d'exigence, nous en tant qu'élus, doit être important ; c'est à dire qu'on met un niveau d'exigence, on achète des fleurs et tout, mais on avait un niveau d'exigence qui était celui des trois fleurs très bien.

Aujourd'hui, on ne veut plus adhérer à ça pour des raisons, j'entends Michel en disant que ça coûte cher, etc. Peut-être, en tout cas, ce qui est sûr, c'est que ça avait au moins le mérite d'évaluer la commune.

C'est-à-dire qu'il y avait une commission, des gens qui passaient, ça a évalué la commune. Aujourd'hui, on n'a plus ce système d'évaluation, moi, j'ai l'impression que le fleurissement est moins beau.

Christophe VIGNAUD

Ce n'est pas vrai.

Lionel BARBERIS

Pas présent partout.

Michel VILLEGER

On a quand même des chefs des services qui sont capables de nous impressionner. Je voudrais ajouter quand même quelque chose.

Je n'en suis pas d'accord avec toi, il y a peut-être eu des gens très qualifiés qui sont très intéressés de rendre la ville plus belle.

C'est comme dans n'importe quel métier, tu as le mec qui va travailler et qui va dire, non, je vais faire comme il faut, le gars il va travailler, il va bien travailler, mais il manquera ce petit plus parce que ça ne l'intéresse pas.

Christophe VIGNAUD

Bien, je voudrais juste, avant de continuer, je reviens sur la question de Maëlle.

On a retrouvé qu'il y avait un ordre de mission et oui, un ordre de mission.

Maëlle DUBOSC PAYSAN

On pourrait connaître lequel ?

Christophe VIGNAUD

Oui, réunion avec le bureau d'études, c'était : LERM. 445 avenue de l'Occitane à LABEGE.

Voilà, il est à ta disposition.

Maëlle DEBOSC PAYSAN

C'est beau, c'est beau, non, mais ça nous apprend comment dissimuler des informations parce que la réalité, puisque tout le monde va venir me la demander demain, c'est que c'est un agent qui s'est rendu à un concert.

Et comment ça s'est su ? C'est que sur place, et que sur place, et ce n'était pas sa faute, la voiture a été accidentée. Il y en a eu pour plus de 6000 euros de réparation, c'est ça la vérité.

Mais dans votre position, quand vous vous retrouvez dans cette situation, je peux terminer.

Christophe VIGNAUD

Donc tu considères que je suis un menteur.

Maëlle DEBOSC PAYSAN

À quel niveau ?

Christophe VIGNAUD

Parce que tu dis.

Maëlle DEBOSC PAYSAN

Dans votre situation, quand votre DG, je ne veux pas éternellement vous imputer des responsabilités qui ne sont pas les vôtres.

Quand votre DG autorise à un agent de prendre un véhicule de service pour se rendre à 300 kilomètres, il commet une erreur. Ça aurait pu passer inaperçu, le problème c'est que la voiture a été accidentée.

Et donc là, il est de votre responsabilité de faire en sorte que ça ne se voie pas, et donc vous avez créé un ordre de mission à Toulouse. Mais c'est bien, j'apprends à vos côtés.

Christophe VIGNAUD

Oui, mais ça, c'est ce que tu considères. Enfin bon, ce n'est pas très grave.

Je voudrais juste finir sur deux points qui sont importants, pour lesquels je voudrais vous informer.

Vous savez qu'on a le projet RTE avec un déploiement qui va se faire dès janvier sur la zone de Pédebert.

Je ne vais pas revenir sur le projet parce que ce projet a été débattu, re-débattu, soit par les associations, soit au sein de la préfecture par un comité qui existe, à laquelle les maires des villes sont concernés, sont invités.

À partir du 6 janvier, la route qui va d'Intermarché sur la route de Seignosse et Point P sera fermée, et ce jusqu'au 7 février, c'est la phase numéro une.

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'au départ, RTE nous proposait 70 jours de fermeture, on a réduit à 30 jours, alors il va y avoir des déviations.

Lionel BARBERIS

Ce n'est pas en même temps que la fermeture de la route qui va jusqu'à Capbreton à l'autoroute?

Christophe VIGNAUD

Oui, mais on va parler de Soorts.

Lionel BARBERIS

Ce que je veux dire, c'est qu'ils ferment en même temps plusieurs axes importants de...

Christophe VIGNAUD

Mais moi je vais te parler de Soorts.

Lionel BARBERIS

Bien sûr, mais on est impacté de fait.

Christophe VIGNAUD

Je vais te parler de Soorts-Hossegor, je ne vais pas te parler de Capbreton.

Je veux dire, je laisse à Cap Breton les éléments de discours par rapport et d'éléments par rapport à ces déviations.

Nous, ce qui nous concerne, il y aura une déviation qui va être faite, qui va passer par la rue Larnère ; les quartiers seront fermés comme lorsqu'on a fait les différents tests par rapport à la rue de la Tuilerie.

Ça risque d'impacter et ça va impacter bien entendu une partie de Pédebert. Ce qu'il faut juste noter, c'est que malgré tout, on ne va avoir que 30 jours réellement difficiles. Bien entendu, il y aura encore des circulations alternées. Il va y avoir différentes phases qui vont être faites et on devrait sortir de tout ça relativement vite.

La dernière phase, c'est le 31 mars 2025 et ça commence le 6 janvier.

Il y a deux mois et demi difficiles avec la première partie, c'est le premier mois qui est relativement difficile à vivre, pour l'ensemble des commerçants, comme l'ensemble des gens qui viennent de Seignosse vers chez nous et de chez nous vers Seignosse

Je voulais vous faire part de ça et vous avez dû recevoir dans vos boîtes aux lettres un flyer qui vous explique les différentes modifications qui vont être apportées.

Dans certaines boîtes aux lettres ça a été distribué, les différents parcours qui vous sont proposés avec un phasage.

Ce que tu disais, ça tombe en même temps Cap Breton, après c'est RTE qui malheureusement est seul à mettre à bord et on a vu ce qu'ils ont fait.

Lionel BARBERIS

C'est un peu général sur ce projet, Monsieur le maire. RTE fait un peu ce qu'il veut. J'en profite pour vous demander où on en est de toutes ces démarches des associations, des communes, de ce combat qui a été mené auparavant contre le pot de terre, contre le pot de fer, j'ai l'impression.

Parce qu'ils font un peu ce qu'ils veulent, mais je trouve, en tant que citoyen et en tant qu'élus, que c'est quand même dramatique d'avoir une telle démarche d'RTE qui arrive avec et qui fait ce qu'il veut.

Nous on est vraiment...

Christophe VIGNAUD

Je vais juste répondre par rapport à...

Lionel BARBERIS

Je ne sais pas si vous avez une information sur où on en est.

Christophe VIGNAUD

Non, je n'ai pas plus d'information que celle qui nous est donnée soit par RTE, soit par la préfecture ou éventuellement de ce que l'on peut lire par rapport aux associations.

Les associations ont, sur le principe, toutes les manières, RTE, au tout début, nous on était contre le projet et on leur a dit, « on ne veut pas ce projet-là puisqu'il était prévu qu'il devait aller dans l'eau ».

Et puis les résultats des différents tests qu'ils ont faits et des études ont démontrées que ce n'était pas soi-disant possible.

Je fais juste une parenthèse, il y a un projet identique qui est mené par l'Angleterre et qui va au Maroc et qui passe dans l'eau protégée, bien entendu, ce n'est pas 4 ou 5 milliards en ce qui concerne RTE, ça sera 20 ou 25 milliards, donc c'est une question financière.

Ce qui est dommage parce que je pense que la destruction de ce qui va être fait, on va avoir du temps pour pouvoir le retrouver.

Pour finir, parce qu'après André va en parler puisqu'il a été aux réunions, notre position c'était de dire, "ok, on est contraint et forcé de faire ce tracé qui nous est imposé ».

Il faut juste se rappeler que le tracé devait passer soit en centre-ville, soit au niveau du Golf et qu'on est arrivé...

Intervention inaudible

Lionel BARBERIS

Il y a eu d'autres propositions d'aller plus à l'autoroute etc, ils ne voulaient pas passer en forêt.

Christophe VIGNAUD

Ça c'est RTE.

Lionel BARBERIS

Ils ne voulaient pas passer en forêt parce qu'il fallait voir les propriétaires, ils préféraient la concession permanente au domaine public.

Christophe VIGNAUD

Je recadre tout ça, RTE est arrivé en nous disant "voilà, notre proposition de passage", on leur a dit non, et nous avons travaillé sur un tracé moins impactant sur celui qui existe aujourd'hui et qui va atterrir derrière l'Intermarché, qui va rester du côté Intermarché jusqu'à la pointe P et qui va revenir derrière jusqu'à la déchetterie.

C'est cette partie-là qui est perturbante pour notre ville et notre bourg de Soorts puisqu'il y a énormément de voitures qui viennent de Seignosse pour rentrer et l'inverse pourra aller vers Séignosse.

Aujourd'hui, RTE, ils sont dans cette logique qui est très simple, c'est d'avancer coûte que coûte et de faire en sorte que le projet se fasse.

On l'a encore vu à Angresse lorsqu'ils sont arrivés sur les champs, pas les champs d'Angresse qui sont chez nous mais un peu plus loin quand on va en direction de MACS où ils se sont installés et Le maire d'Angresse n'était même pas au courant.

Il va y avoir un courrier qui vous est adressé par RTE dans l'ensemble des boîtes pour vous donner les différentes déviations ainsi que les différentes phases et le timing qui va être fait pour éviter en tout cas la plus grande perturbation.

Nous, on a fait le nécessaire pour que ça soit malheureusement que sur 30 jours, ce qui est déjà beaucoup et pas beaucoup par rapport au regard de ce qui nous était proposé à partir du 6 janvier.

Lionel BARBERIS

Et donc la question subsidiaire à tout ça, puisqu'on n'a pas le choix, est-ce que là où ils passent, ils en profitent pour refaire totalement le tapis ou c'est juste une tranchée comme ils font d'habitude et puis ils remettent un peu de goudron par-dessus ?

Christophe VIGNAUD

Ils devraient refaire le tapis normalement.

Lionel BARBERIS

Ou est-ce qu'ils nous refont un truc tout neuf en totalité ? Ils devraient refaire le tapis, en fonction,

Christophe VIGNAUD

Oui, normalement. Parce que tant qu'à faire, puisqu'on n'a pas le choix, tant qu'à faire qu'au moins, on hérite de quelque chose de propre pour les 20 prochaines années.

Après, c'est des départementales. Alors, peut-être pas partout, mais en ce qui nous concerne sur la départementale, ils devraient la faire.

Très bien.

Et le deuxième point que je voulais juste vous donner, c'était d'aborder le programme de Noël.

Alors, ça ne fait pas très Noël en ce moment, puisqu'on a un peu de beau temps et un peu de pluie et quelquefois les activités ne sont pas au rendez-vous.

Mais je vous invite quand même à aller profiter des animations qui sont dans le parc Rosny, éventuellement de voir le Père Noël qui était là cet après-midi et surtout d'aller si vous avez le temps et si vous pouvez, d'aller à la plage ce mercredi, parce que le Père Noël va arriver par la mer et on aura d'autres attractions qui ont été proposées comme le petit train, chose qu'on a connue il y a quelques temps donc qui va revenir pendant ces fêtes.

Je voulais aussi remercier l'ensemble des équipes pour cette année 2024 parce que c'est quand même le dernier conseil de l'année.

Elle fut riche en événements, en travaux et en projets.

Merci à eux d'avoir fait le maximum pour que nous puissions sortir tous les projets et d'arriver à tout ce que l'on a pu voir et profiter, que ce soient les travaux mais pas seulement.

Alors même s'il y a certains soucis dans quelques services, on peut considérer que l'équipe est en place et qui est assez dynamique et qui nous aide bien.

Merci donc à eux.

On se retrouvera le 3 février 2025 pour le débat d'orientation budgétaire qui donnera la direction vers laquelle nous souhaitons aller et il y aura donc une prise de parole de ma part et qui donnera la direction politique sur laquelle nous débattons avec Lionel.

Et d'ici là, je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de Noël et de bonnes fêtes de fin d'année.

Bonsoir à vous et au revoir.

CONSEIL MUNICIPAL

3 FEVRIER 2025

19 HEURES

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à assister à la séance du conseil municipal qui aura lieu **le lundi 3 février 2025 à 19 heures**, en mairie, 18 avenue de Paris, salle du conseil municipal.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 16 décembre 2024

FINANCES

1. Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2024
2. Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2025.
3. Convention d'objectifs et de moyens entre la Commune et l'association ASH Tennis de table pour l'année 2025

INTERCOMMUNALITE

4. Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud- SITCOM : signature d'un avenant à la convention tripartite de mise à disposition de conteneurs et pour des travaux de d'embellissement du cadre de vie liés au point de collecte des déchets Avenue d'Albi.

MARCHES PUBLICS- DELEGATION DE SERVICES PUBLICS

5. Choix des candidats pour les neufs lots dédiés à des activités de type restauration légère sans service à table, snack, location de transats et parasols, école de surf et clubs de plage pour enfants dans le cadre d'une procédure de délégation de services public pour la période 2025-2026
6. Adhésion au Groupement de Commandes de la communauté de communes Maremne Adour Côte Sud pour l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de gestion documentaire et de gestion du courriers et prestations associés

7. Adhésion au Groupement de Commandes communauté de communes Marenne Adour Côte Sud pour l'achat groupé de prestations de services opérés de télécommunications (achat de terminaux et lignes mobiles)

AFFAIRES GÉNÉRALES

8. Modification des modalités de reversement de la taxe de séjour
9. Signature d'une convention avec l'ANTAI pour le traitement des avis de mises en fourrières automobiles

RESSOURCES HUMAINES

10. Recours à un apprenti dès la rentrée scolaire 2025-2026
11. Ouverture de poste de contractuels pour "Accroissement temporaire d'activité"
12. Ouverture de poste de contractuels pour "accroissement saisonnier d'activité"
13. Création d'emploi temporaire "Remplacement"

DECISIONS, INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

DECISIONS DU MAIRE :

Liste des décisions contractées du 10 décembre 2024 au 27 janvier 2025

INFORMATIONS DIVERSES



Soorts-Hossegor, le 27 janvier 2025

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 3 février 2025

Délibération n°250203-01 : Rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2024

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHÉRON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Jean-Marc LEROY, conseiller municipal délégué aux ressources humaines, rappelle qu'en application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (articles 61 et 77 de la loi), les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget.

Pour les communes et EPCI : l'article L. 2311-1-2 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule : « Dans les communes de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, le maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation ».

Ces dispositions sont applicables aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plus de 20 000 habitants.

Les modalités et contenu de ce rapport ont été précisés par décret n°2015-761 du 24 juin 2015.

Ce rapport appréhende la collectivité comme employeur en présentant la politique ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : recrutement, formation, temps de travail, promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation vie professionnelle/vie personnelle.

Au-delà de l'état des lieux, il doit également comporter « un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et il décrit les orientations pluriannuelles. »

La Commune de Soorts-Hossegor développe sa politique de ressources humaines dans un contexte en perpétuelle évolution, guidée par les mêmes principes d'équité, de transparence, de professionnalisme, de performance, et de bien-être au travail et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2311-1-2 et suivants ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 231-1 à L. 132-4,

Vu la loi n° 2014-873 du 04 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,

Vu la loi n° 2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu Le décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 qui définit les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du Ministère de la transformation et de la fonction publique du 14 décembre 2021 relative à l'appel à projets du fonds en faveur de l'égalité professionnelle dans les trois versants de la fonction publique,

Vu L'article L. 2311-1-2 du CGCT instituant, pour les collectivités territoriales et les EPCI de plus de 20 000 habitants, l'obligation de produire un rapport annuel sur les ressources humaines et la politique menée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, et notamment l'article D. 2311-16 du CGCT,

Vu la lettre-circulaire de Madame la préfète du 18 décembre 2024 relative au rapport annuel 2024 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes,

Considérant que la ville de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20.000 à 40.000 habitants par arrêté préfectoral du 5 avril 2000, il revient donc

d'établir, à ce titre, un rapport en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes,

Vu la délibération n°241216-42 approuvant le plan d'action 2024/2026 de la Commune de Soorts-Hossegor en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et sa mise en œuvre,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 7 novembre 2024,

Considérant le rapport annuel présenté sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2024,

*Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de la présentation du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes pour l'année 2024 préalablement aux débats sur le projet de budget pour l'exercice 2025.

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution du présent rapport.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire

Christophe VIGNAUD

RAPPORT EN MATIERE D'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2024



Rapport présenté au Conseil Municipal du 03 février 2025

INTRODUCTION

En application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (articles 61 et 77 de la loi), les collectivités de plus de 20 000 habitants doivent présenter un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Cette loi fait suite à un protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les trois versants de la fonction publique a été signé le 8 mars 2013 entre le Gouvernement, l'ensemble des dix organisations syndicales siégeant au Conseil commun de la fonction publique, les présidents de l'association des maires de France, de l'association des départements de France, de l'association des régions de France et de la fédération hospitalière de France.

Le protocole fait le constat que « cette égalité de droits et de statut, garantie aux femmes par la loi, reste à construire dans les faits, y compris dans la fonction publique ».

La ville de Soorts-Hossegor bénéficiant d'un surclassement démographique de 20 000 à 40 000 habitants, elle est donc concernée par la présentation d'un rapport en matière d'égalité professionnelle.

Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget.

Ce rapport appréhende la collectivité comme employeur en présentant la politique ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : recrutement, formation, temps de travail, promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation vie professionnelle/vie personnelle.

Au-delà de l'état des lieux, il doit également comporter « un bilan des actions menées et des ressources mobilisées en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et il décrit les orientations pluriannuelles ».

La Ville de Soorts-Hossegor développe sa politique de ressources humaines dans un contexte en perpétuelle évolution, guidée par les mêmes principes d'équité, de transparence, de professionnalisme, de performance, et de bien-être au travail et d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Ce rapport fait état, d'un diagnostic chiffré sur la situation des ressources humaines de la ville de Soorts-Hossegor au regard de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (situation au 31/12/2024).

Il met en avant l'évolution de la situation par rapport à 2022 et dresse un bilan des actions menées en 2024 par la Ville de Soorts-Hossegor.

D'autre part, il détaille le plan d'action triennal et propose des actions à compter de l'année 2025.

I. CONTEXTE ET ENJEUX DE L'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

Quelques chiffres clés :

Au niveau national tous secteurs confondus :

- Les femmes gagnent 22% de moins que les hommes.
- À volume de travail égal, l'écart est de rémunération entre hommes et femmes est de 15% dans le secteur privé, et de 12% dans le secteur public.
- Les femmes perçoivent des pensions de retraite 40% inférieures à celles des hommes.
- Les femmes sont plus diplômées que les hommes mais moins nombreuses parmi les cadres : en 2020, 42% des femmes âgées de 25 à 64 ans étaient diplômées du supérieur, contre 37% des hommes, mais les femmes n'étaient que 43% parmi les cadres.
- 71% des ingénieurs sont des hommes.
- Les femmes représentent 21% des dirigeants salariés.
- Les femmes sont trois fois plus nombreuses en temps partiel, 27% d'entre elles, contre 8% d'entre eux.
- Les mères célibataires ont un niveau de vie inférieur de 18 % à celui des pères célibataires.
- Plus d'un tiers des mères célibataires (36%) vivent sous le seuil de pauvreté. Chez les hommes, plus d'un père célibataire sur cinq vit sous le seuil de pauvreté (22%).
- Les femmes représentent 87% des victimes de violences conjugales.
- En tout, 143 morts violentes au sein du couple ont été recensées, dont 122 féminicides, soit 85%. En 2021, 208.000 victimes de violences conjugales ont été recensées en France.

Chiffres INSEE 2020-2021

Sur le plan professionnel : la fonction publique territoriale, particulièrement féminisée

En comparaison avec les autres versants de la fonction publique, le taux de féminisation de la territoriale, à hauteur de 61%, est supérieur à celui de l'Etat (54,4 %) et inférieur à celui observé dans la fonction publique hospitalière (77,4 %).

Malgré cette forte représentativité, les femmes représentent :

- 52% des cadres A et seulement 34 % des postes de direction générale dans les collectivités de plus de 80 000 habitants.
- 22% des nominations de Direction Générale des Services
- 15% des nominations de Direction des Services Techniques
- 35% de femmes occupent un emploi à temps partiel alors que c'est le cas pour 12% des hommes
- 20% des maires sont des femmes.

Malgré un important corpus législatif et des mesures visant la résorption des écarts, la situation des femmes sur le marché du travail reste plus fragile que celle des hommes.

De réelles disparités perdurent, souvent au détriment des femmes : métiers genrés, difficulté d'accès pour les femmes aux postes les plus élevés de la hiérarchie, trajectoires professionnelles plus difficiles... Les collectivités territoriales sont concernées par ce diagnostic.

Le taux de féminisation élevé au sein de la fonction publique territoriale (61 %) ne la préserve pas pour autant des inégalités dans les déroulements de carrière. Il occulte certaines réalités comme la présence importante de femmes dans des filières et des cadres d'emplois moins rémunérés que les hommes, leur faible représentation au niveau des postes à responsabilité ou bien leur part plus importante parmi les emplois précaires.

La Ville de Soorts-Hossegor a pris l'engagement d'une politique de Ressources Humaines volontariste pour l'égalité professionnelle entre les agents et les agentes de la ville.

Elle fait le choix d'être vigilante et exigeante dans ses pratiques et en regardant celles de ses partenaires.

II. SYNTHÈSE SUR LA SITUATION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA VILLE EN 2024

La **synthèse** sur l'égalité professionnelle ci-dessous présentée, reflète l'état de la collectivité au 31 décembre 2024.

1. Répartition des effectifs

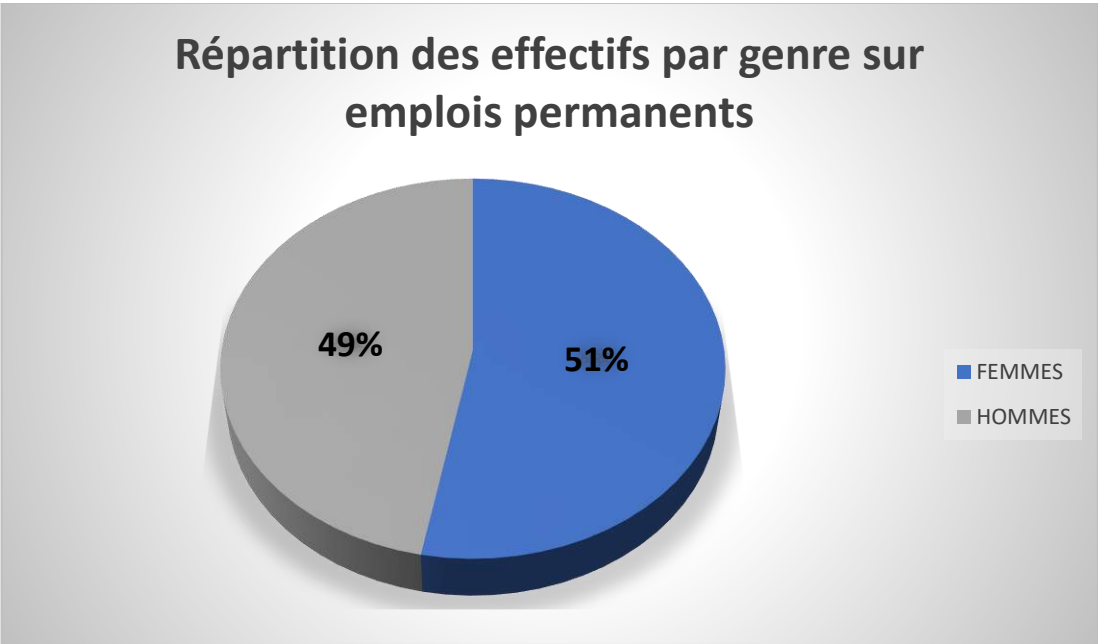
1.1. Répartition des effectifs par genre et par statut

Les données présentées portent sur les effectifs de 112 emplois permanents au 31 décembre 2024.

Le taux de féminisation de la fonction publique territoriale est de 61%.

La ville de Soorts-Hossegor présente un taux de féminisation qui atteint 51%.

Au 31 décembre 2024, la Ville de Soorts-Hossegor comptabilisait 112 agents sur emplois permanents dont 51% de femmes (57) et 49% d'hommes (55).



Répartition de l'effectif des agents sur emplois permanents au sein de la Ville au 31/12/2024 :

	FEMMES	FEMMES en %	HOMMES	HOMMES en %
EFFECTIF TOTAL	57	51%	55	49%
FONCTIONNAIRES	40	70%	52	95%
CONTRACTUELS	17	30%	3	5%

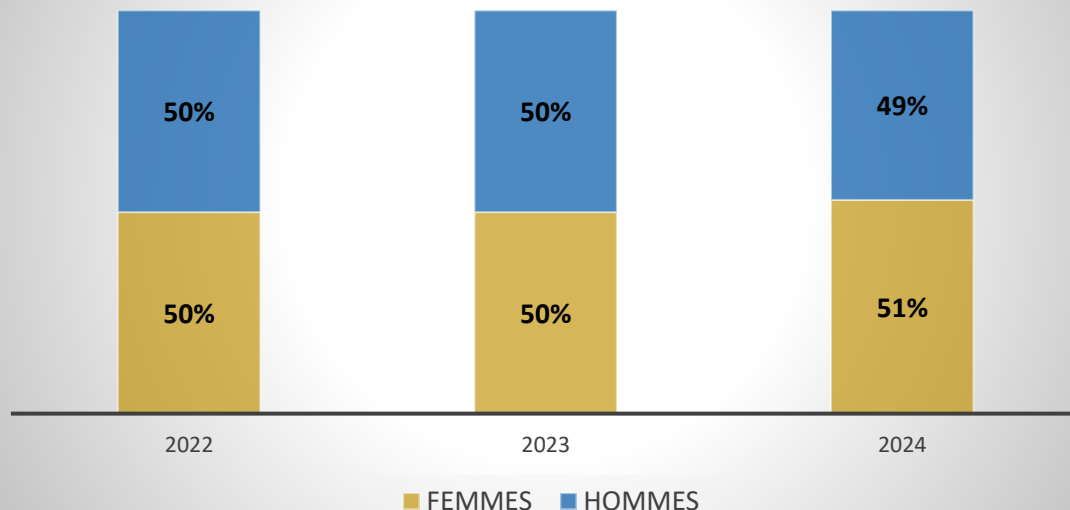
Sur les 57 femmes employées par la ville :

- 70% sont fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et 30% sont contractuelles.

Sur les 55 hommes employés par la ville :

- 95% sont fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et 5% sont contractuels.

Evolution de l'effectif sur emplois permanents au sein de la ville de 2022 à 2024

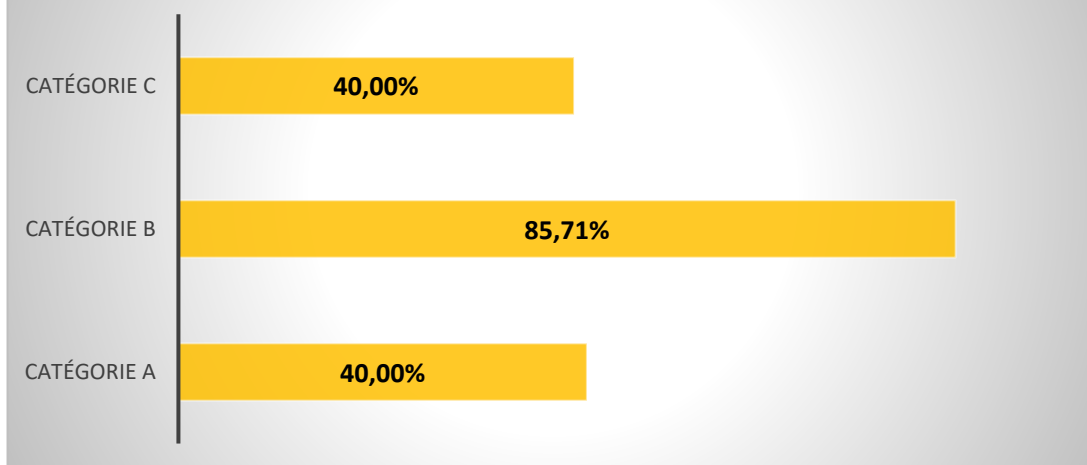


La proportion Femmes-Hommes entre 2022 et 2024 est stable. On observe une proportion des femmes plus importante sur l'année 2024.

En effet, au sein de la ville au 31 décembre 2024, les femmes représentent 51% de l'effectif total sur les emplois permanents, contre 49% des hommes (agents permanents).

1.2. Répartition des effectifs par catégorie

Taux de féminisation par catégorie



Sur 57 femmes, 2 sont cadre A contre 3 pour les hommes.

Le taux de féminisation pour les catégories A est de 40%.

En 2021, des évolutions statutaires ont conduit au reclassement de certains métiers précédemment en catégorie B dans les nouveaux cadres d'emplois de catégorie A (Educateurs de jeunes enfants). Cette évolution est une reconnaissance de l'expertise de métiers très féminisés.

Sur 57 femmes, 12 sont cadre B contre 2 pour les hommes.

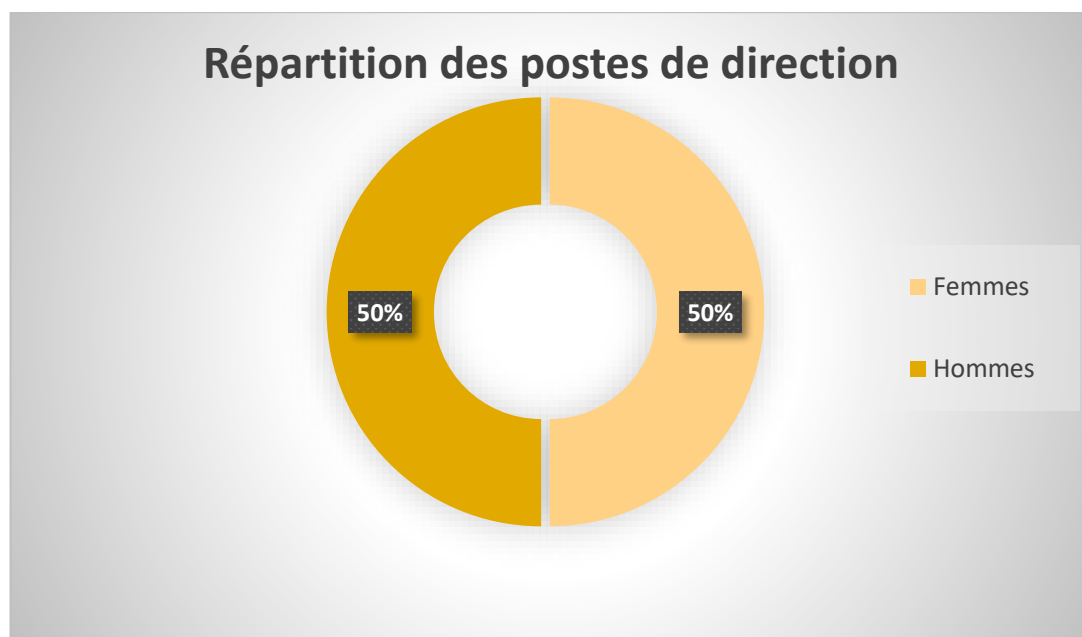
Le taux de féminisation pour les catégories B est de 85.71% :

Même constat que les pour les catégories A, même si la proportion est plus élevée, des évolutions statutaires, et le reclassement de certains métiers précédemment en catégorie C dans les nouveaux cadres d'emplois de catégorie B sont intervenus (Auxiliaire de puériculture). Ces métiers restent très féminisés.

Le schéma s'inverse pour les catégories C, en effet, **le taux de féminisation pour les catégories C est de 40%**. Cela s'explique par des métiers de la filière technique, considérés comme des domaines masculins.

1.3. Les emplois de direction

- ❖ 1 seul emploi fonctionnel est occupé en 2024 par 1 homme, au poste de Direction Générale des services (identique à 2021),
- ❖ 1 poste de Direction des Services Techniques est occupé par 1 homme,
- ❖ 1 poste de Direction de la Maison de la Petite Enfance est occupé par 1 femme,
- ❖ 11 Chefs de service, dont 6 femmes et 5 hommes, soit 1 femme de plus par rapport à 2023.



1.4. Répartition des effectifs par filière

Au niveau de la fonction publique territoriale au 31 décembre 2020, les filières les plus féminisées sont les filières sociales (96%), médico-sociales (95%), administratives (82%), médico-techniques (81,20%) et animation (72,70%).

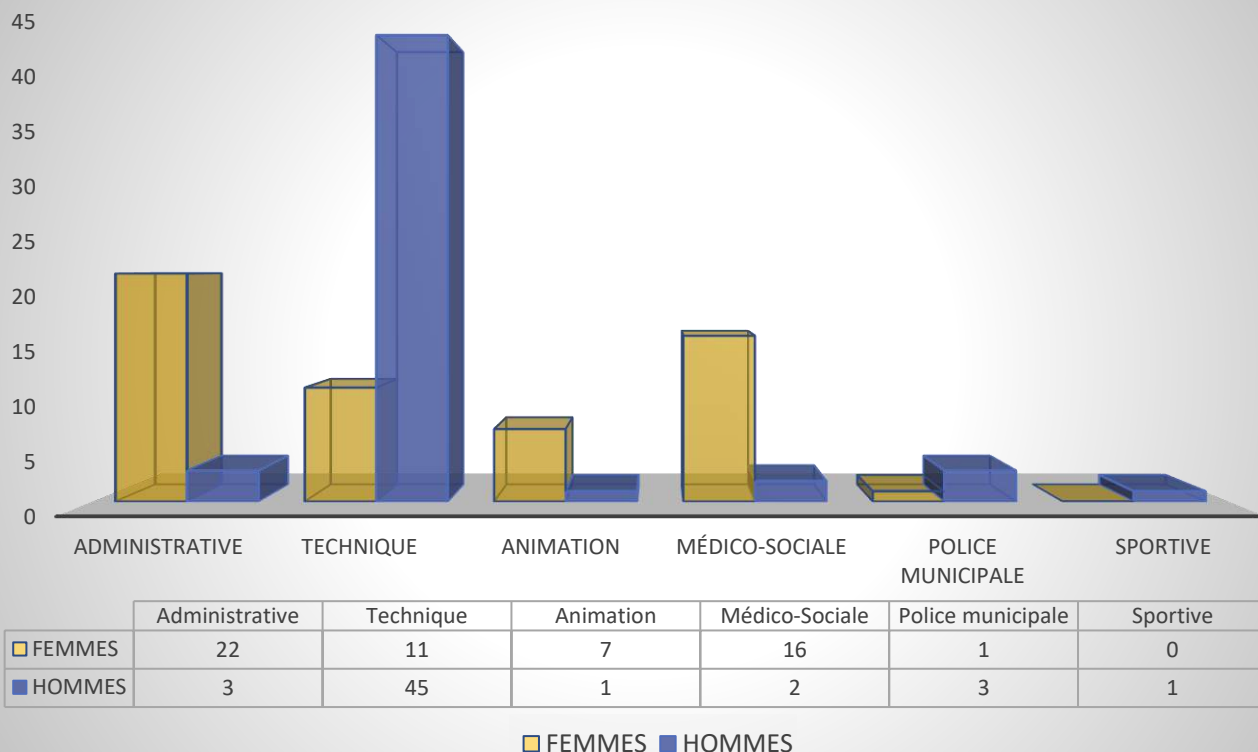
Les filières les moins féminisées concernent les filières incendie et secours (5,70%) et sécurités-police municipale (21,40%).

(Sources : l'Observatoire MNT et édition du 12/07/2024 du Maire info)

Au sein de la Ville de Soorts-Hossegor, au 31 décembre 2024, les filières les plus féminisées sont les filières administrative, médico-sociale et animation.

Les filières les moins féminisées sont les filières techniques et sportives.

EFFECTIFS PAR FILIERE



1.5. Pyramide des âges

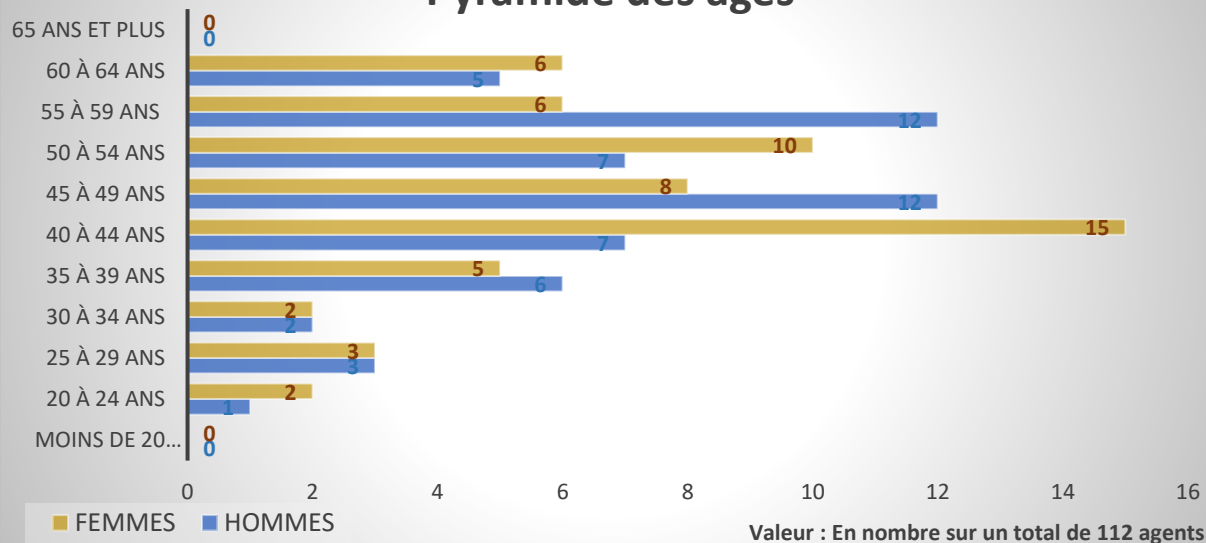
Au niveau de la fonction publique territoriale au 31 décembre 2021, la moyenne d'âge est de 46 ans. Il s'agit du versant le plus âgé comparé à la Fonction Publique Hospitalière et la Fonction Publique d'Etat. Au sein des Communes, la majorité des effectifs a entre 40 et 49 ans.

(Sources : le rapport annuel de la DGAFP édition publiée le 15 décembre 2023)

Au sein de la Ville de Soorts-Hossegor au 31 décembre 2024, la moyenne d'âge globale des agents permanents est de 48 ans.

Elle est de 42 ans pour les femmes et de 55 ans pour les hommes.

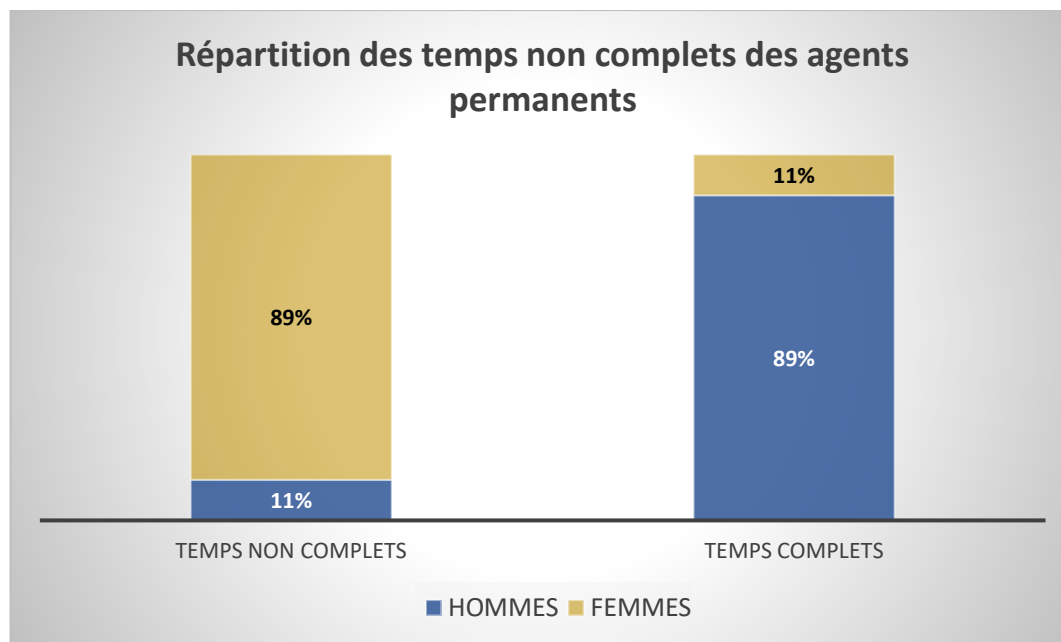
Pyramide des âges



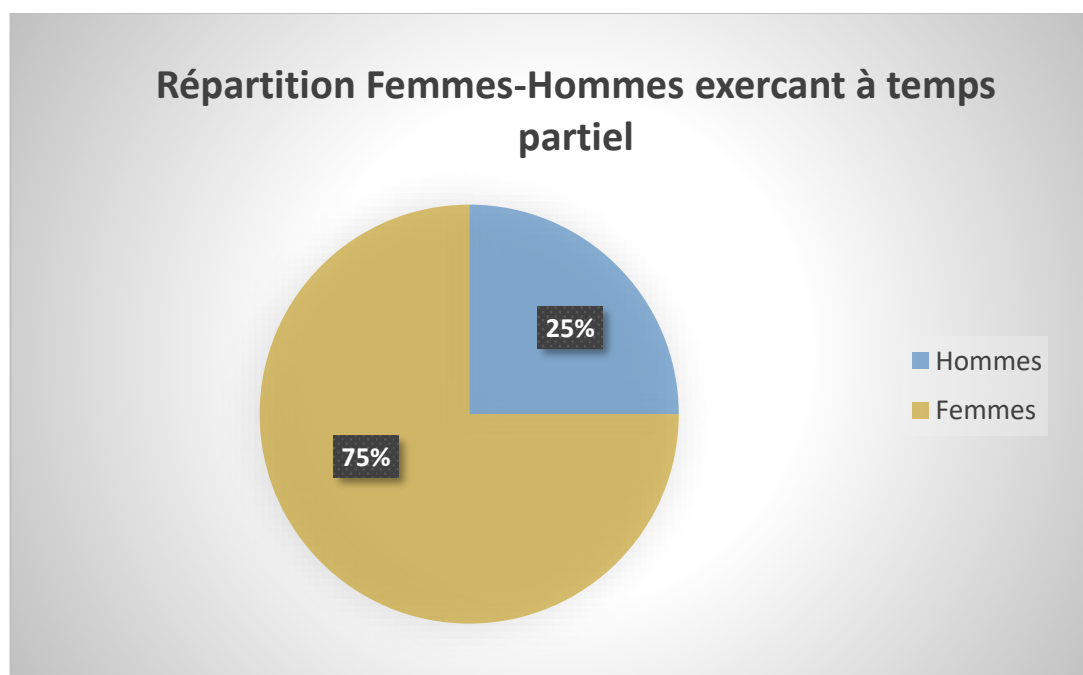
1.6. Le temps de travail

Au 31 décembre 2024, la Ville de Soorts-Hossegor compte 7 agents titulaires et 2 agents contractuels à temps non complet, presque toutes des femmes.

Ces agents à temps non complet travaillent dans le secteur de l'entretien des locaux, au CCAS ou au sein des écoles.



Au 31 décembre 2024, la Ville de Soorts-Hossegor compte 4 agents titulaires à temps partiel, dont 3 femmes et 1 homme. Aucun agent contractuel n'exerce à temps partiel. Tous ces temps partiels sont accordés sur autorisation.



1.7. La rémunération

En 2021, le salaire net mensuel moyen au sein de la fonction publique s'établit à 2 431 euros.

La part moyenne des primes et indemnités dans le salaire brut des fonctionnaires est de 23,8 % dans l'ensemble de la fonction publique.

Le salaire net en équivalent temps plein des femmes est en moyenne inférieur de 11,3 % à celui des hommes.

Dans la fonction publique territoriale, à profil identique, les femmes perçoivent en moyenne un salaire inférieur de 4,8 % à celui des hommes en 2021, contre 5,1 % en 2020.

En 2022, un salarié de la fonction publique territoriale perçoit en moyenne **2 145 euros net par mois en équivalent temps plein** ; cette moyenne prend en compte tous les agents des collectivités locales, tous statuts et catégories confondus, qu'ils soient fonctionnaires ou non.

(Sources : Insee et le rapport annuel de la DGAFP édition publiée le 15 décembre 2023)

En 2024, au sein de la Ville de Soorts-Hossegor, **le salaire brut mensuel moyen est de 2352,75 euros pour les femmes et 2438 euros pour les hommes.**

L'écart de rémunération le plus important concerne les agents de la catégorie A.

Total des 10 + hautes rémunérations brutes annuelles au sein de la Ville :

Femmes  : 252 125 € répartis sur **6 bénéficiaires**

Hommes  : 255 492 € sur **4 bénéficiaires.**

1.8. La carrière

En 2024, la Ville de Soorts-Hossegor a mis en œuvre 3 avancements de grade et 1 dossier de promotion interne, dans le respect des Lignes Directrices de Gestion fixées par la collectivité.

	Femmes	Hommes
Avancements de grade	2	1
Dossier de promotion interne	0	1

1.9. La formation

En 2024, 52 agents permanents ont suivi une formation d'au moins 1 jour, dont 32 femmes (61.54%) et 20 hommes (38.46%).

	Femmes	Hommes
Catégorie A	2	1
Catégorie B	8	3
Catégorie C	22	16
TOTAL	32	20

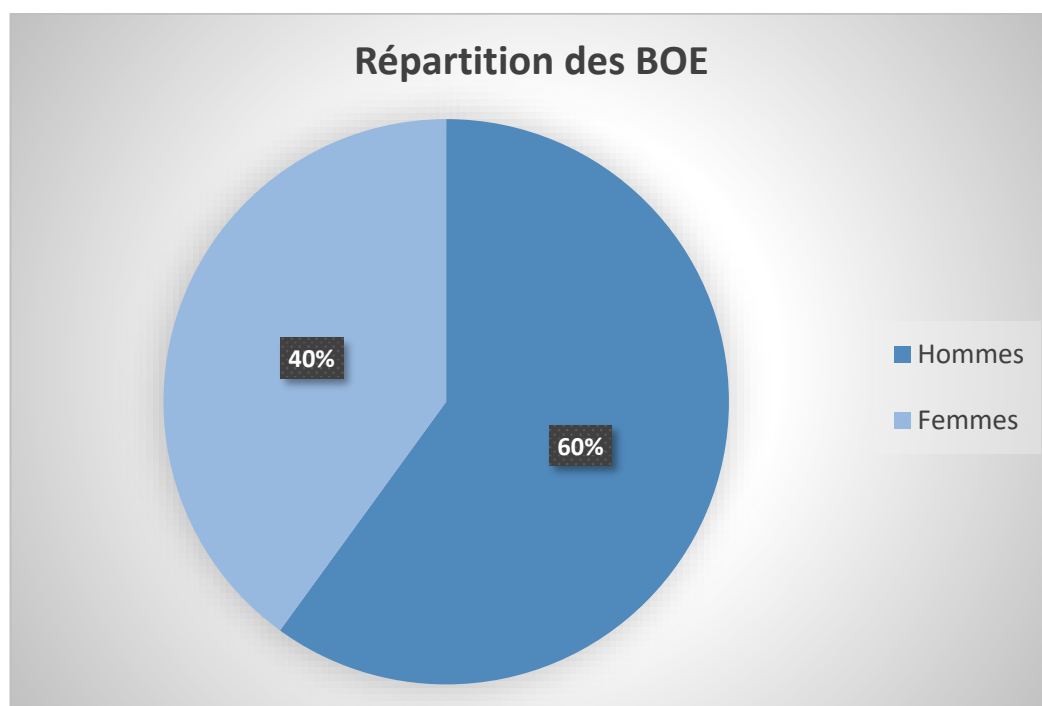
1.10. Les mouvements de personnel

En 2024, la ville de Soorts-Hossegor a enregistré 7 arrivées sur postes permanents dont 5 femmes et 2 hommes, contre 5 départs et 4 arrivées sur postes permanents en 2023.

La Ville a comptabilisé 9 départs (retraite, mutation, disponibilité, démission, fin de contrat), dont 4 femmes et 5 hommes.

1.11. Le Handicap

Au 31 décembre 2024, la ville de Soorts-Hossegor comptait 5 Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi (BOE), dont femmes 2 (40%) et 3 hommes (60%).



III. ACTIONS ENGAGEES PAR LA VILLE EN 2024 ET NOUVELLES ACTIONS PREVUES POUR 2025

L'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 30 novembre 2018 prévoit l'élaboration d'un plan pluriannuel d'actions visant à agir concrètement pour promouvoir réellement cette égalité.

1. Des mesures existantes déjà engagées pour agir sur les inégalités

La Ville de Soorts-Hossegor a déjà engagé le travail autour des rétributions, qui concerne les avantages hors rémunération des agents, afin d'agir à la fois sur le champ professionnel et les conditions de travail, mais aussi le champ professionnel et extra professionnel. Cela s'est traduit depuis 2021 par des nouvelles mesures :

- La participation de la collectivité à la complémentaire prévoyance des agents :

Depuis le 1er janvier 2025, la collectivité participe à la complémentaire prévoyance de ces agents. La participation employeur est forfaitaire à hauteur de 10€ par mois.

Une évolution est à prévoir au 1er janvier 2026, dans le cadre de la participation obligatoire des employeurs publics à la protection sociale complémentaire, sur le champ de la santé.

- Le travail à distance a fait son entrée dans les pratiques de la Commune, depuis le confinement lié au COVID 19.

Ce travail à distance (télétravail) s'est exercé, pour beaucoup, dans des situations complexes durant le confinement, notamment en relation avec les problématiques de garde d'enfants. En dehors des périodes de confinement, la possibilité de travailler à distance, pour les agents qui en ont la possibilité, a été maintenue à hauteur de un jour par semaine.

Sur ce point, l'expérimentation conduite au sein de la collectivité depuis 2020 est intégrée au nouveau cadre légal et réglementaire et devient un élément de la qualité de vie au travail, incluant la résorption des inégalités liées au genre.

- La collectivité a mis en place le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Expérience professionnelle (RIFSEEP) avec une approche fonction permettant ainsi de valoriser indépendamment du genre les fonctions exercées.

Depuis 2021, la commune s'est saisie des sujets en cours, afin de mettre l'égalité au cœur de ses réflexions ;

- Dans le cadre de la construction des Lignes Directrices de Gestion (LDG), il y avait la nécessité d'engager une démarche globale et construite sur la question de l'égalité.

Les actions définies par la collectivité en faveur de l'égalité professionnelle sont les suivantes :

- ✓ Procéder à un état des lieux de la situation par catégorie hiérarchique.
- ✓ Renforcer l'égalité professionnelle pour les postes à responsabilité.
- ✓ Renforcer la prévention et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

- Flexibilité et qualité de vie au travail : mise en place de plages d'horaires variables pour les agents administratifs de la Mairie.

A cet effet, les horaires d'accueil au public ont été modifiés avec des plages d'ouverture plus restreintes. (09h00-12h30 et 13h30-17h00 du lundi au vendredi au lieu de 08h30 -12h30 et 13h30-18h00 du lundi au vendredi).

Depuis 2021, l'expérimentation a été concluante pour l'ensemble des agents communaux. En effet, leurs horaires d'accueil du public sont plus adaptés (incluant du temps de travail hors public), tout en

maintenant un service public de qualité. Ces horaires plus flexibles répondent mieux aux modes de vie de chacun des agents administratifs (dépose des enfants à l'école, garde d'enfant, et autres contraintes personnelles, ...) et favorise le bien-être au travail au sein de la Commune avec une meilleure articulation des temps vie professionnelle / vie personnelle.

2. Les actions 2024

Le sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes relève des enjeux de société et la ville de Soorts-Hossegor souhaite progresser dans ce domaine au-delà des premières mesures mises en place.

Dès lors, pour 2024, la ville a convenu d'initier une démarche structurée à partir des objectifs suivants :

- Sensibiliser, partager les représentations, acculturer,
- Développer les compétences et connaissances des équipes du CDG des Landes sur le sujet de l'égalité,
- Formaliser les orientations, le périmètre d'action, la gouvernance,
- Elaborer un plan d'action pluriannuel et évaluable,
- Accompagner les collectivités et les établissements publics.

Une année de sensibilisation et d'acculturation :

Différentes actions de sensibilisation ont été accomplies en 2024 et une démarche d'acculturation a été engagée à travers le pilotage de différents projets RH :

- ✓ Dans le cadre de **l'évaluation du temps de travail en 2023**, la question du rapport au temps d'emploi choisi ou subi a été évoqué et a fait l'objet d'échanges : les temps partiels de droits, absences pour garde d'enfants restent majoritairement féminins.
- ✓ Le projet **d'élaboration du référentiel fonction et de refonte du régime indemnitaire** engagé en 2023, vise à identifier les inégalités dont celle de genre, pour y apporter des mesures correctives.

La nouvelle architecture de l'IFSE s'appuie depuis 2021 sur les fonctions exercées et non sur le métier assis sur des filières historiquement discriminantes.

- ✓ **La Mise en place du dispositif de signalement, de traitement et de suivi des actes de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.**

Ce dispositif issu de la loi de transformation n°2019-828 du 06 août 2019 prévoit la mise en place obligatoire d'un recueil de signalements dans l'ensemble des administrations :

« Il a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements ».

Pour la mise en place de ce dispositif, le Ville de Soorts-Hossegor a adhéré via une convention au Centre de Gestion des Landes (CDG 40) pour un dispositif de signalement mutualisé, formalisé par arrêté de la Présidente du CDG 40 le 04 octobre 2021.

L'adhésion de la ville à ce dispositif du CDG 40 a été officialisée par délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2024, puis la signature de la convention afférente le 22 octobre 2024.

Cette convention est conclue pour la durée du mandat actuel de 2020 à 2026. Ce service est proposé à titre gratuit par le CDG 40.

Pour le département des Landes, le référent signalement mutualisé est Monsieur Arnaud LUCY, en sa qualité de juriste.

Le référent signalement apporte soutien et conseil aux agents à l'origine du signalement. Il agit en toute indépendance et neutralité.

Ce dispositif est ouvert aux agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements, parmi :

- L'ensemble des personnels de la collectivité concernée (stagiaires, titulaires, contractuels, apprentis, bénévoles, etc.) ;
- Les élèves ou étudiants en stage ;
- Les personnels d'entreprises extérieures intervenant au sein de la collectivité ;
- Les agents ayant quitté les services (retraite, démission) depuis moins de six mois ;
- Les candidats à un recrutement dont la procédure a pris fin depuis trois mois maximum ;
- Les usagers du service public le cas échéant.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur présumé des faits et la victime. L'auteur peut être donc un(e) collègue, un formateur, un prestataire, ou un usager du service.

Les services du CDG 40 ne pourront pas être mobilisés par les agents eux-mêmes mais pourront accompagner les collectivités employeurs qui en feraient la demande dans la résolution des situations.

En 2024, le référent du CDG 40 n'a enregistré aucun signalement d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.

- ✓ **Deux actions de sensibilisation** ont été conduites auprès de l'ensemble du personnel, dans le cadre des conduites addictives, et plus particulièrement la lutte contre l'alcoolisme.

Les groupes constitués pour ces 2 jours de sessions de sensibilisation ont été composés en respectant une mixité des genres et des services.

- ✓ **Formaliser le plan de formation et règlement de formation**

Le plan de formation et son règlement de formation ont été adoptés le 16 décembre 2024, après avis du Comité Social Territorial du 07 novembre 2024.

Ce référentiel identifie des actions de formation et de sensibilisation qui répondent aux enjeux identifiés et favorise la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

3. Perspectives 2025 :

- ✓ **AXE 1) Mise en place du plan triennal dans une démarche participative :**
 - Structurer un plan d'action pluriannuel en formaliser les orientations, le périmètre d'action, la gouvernance ainsi que les modalités d'évaluation,
 - Construction de la démarche : Portage du plan d'action et pilotage de la démarche (nommer un Référent Egalité dans la collectivité et définir son rôle et ses responsabilités),
 - Sensibilisation et information des agents (Intégrer l'égalité F-H dans les formations management, les entretiens professionnels et Lutter contre les stéréotypes / préjugés auprès de l'ensemble des agents par une démarche participative),
 - Implication des acteurs (Mobiliser les assistants ou conseillers de prévention / médecin de prévention, Impliquer le Comité Social Territorial tout au long de la démarche, et Mettre en place un groupe de travail "égalité pro" pour le suivi du plan d'action)
- ✓ **AXE 2) Identifier les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes afin de prévenir et d'apporter les mesures correctives :**
 - Rectifier les écarts de rémunération Femmes-Hommes qui ne sont plus justifiés,

- Agir sur les causes de la sous-représentation des femmes dans la prise des heures supplémentaires,
 - Sensibiliser les encadrants sur les biais cognitifs lors de l'attribution des primes notamment le CIA,
 - Poursuivre la collecte et l'analyse des données permettant d'examiner les écarts F-H dans les critères d'attribution des primes par catégories, statut, filières,
 - Réduire les emplois à temps non complet qui touchent plus les femmes,
 - Garantir l'égalité de rémunération F-H lors du recrutement de contractuels,
 - Mieux informer des effets du temps partiel et non complet sur la rémunération et la retraite par la mise en place d'un entretien lors des demandes de temps partiel.
- ✓ **AXE 3) Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois :**
- Évaluer le niveau de mixité des recrutements selon le type de poste et de statut et favoriser cette mixité en poursuivant la féminisation / masculinisation de fiches de poste et des annonces d'emploi,
 - Évaluer le niveau de mixité des filières, des fonctions et des métiers et encourager la double mixité des métiers,
 - Garantir une proportion égale de femmes et d'hommes promouvables et promus,
 - Assurer une égalité d'accès aux préparations concours et examens professionnels,
 - Mettre en place la parité femmes-hommes dans les jurys de recrutement et d'examens professionnels,
 - Respecter l'obligation de nominations équilibrées de femmes et d'hommes dans les emplois supérieurs,
 - Faciliter l'accès des femmes aux emplois fonctionnels et aux emplois d'encadrement par diverses actions.
- ✓ **AXE 4) Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale sous l'angle de l'égalité femmes-hommes et en tenant compte des nouveaux modes de vie et de compositions familiales :**
- Encadrer les heures de réunion quel que soit le niveau de responsabilité,
 - Poursuivre les propositions de flexibilité du temps de travail favorisant l'articulation des temps vie professionnelle / vie personnelle (mise en place du télétravail, plages variables...),
 - Approfondir la question de l'organisation du temps de travail,
 - Faciliter la prise de congé paternité en développant l'information vers les agents concernés, en particulier les agents d'encadrement,
 - Encourager la déconnexion.
- ✓ **AXE 5) Prévenir et traiter les actes de discrimination, de harcèlement moral, de violences sexistes et sexuelles :**
- Diffuser les numéros d'urgence et les contacts des professionnels en interne et sur le territoire pouvant accueillir et accompagner les victimes et les témoins,
 - Former et sensibiliser les encadrants au repérage et à la prise en charge des situations de discriminations, de violences sexistes et sexuelles et de harcèlement moral,
 - Engager les procédures adéquates et communiquer sur la politique disciplinaire,
 - Communiquer et rendre accessible le dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes (*conventionné en 2024 avec le Centre de Gestion des Landes*),
 - Définir les modalités du dispositif de recueil et de traitement de situations de violences sexistes et sexuelles et de discrimination pour les victimes et les témoins.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 3 février 2025

Délibération n°250203-002 : Débat et rapport sur les orientations budgétaires 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGIER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Monsieur Édouard DUPOUY, Adjoint au Maire en charge des finances, rappelle que le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) est la première étape importante du cycle budgétaire pour l'élaboration du budget primitif 2025. Il doit permettre au Conseil Municipal de débattre sur les priorités de la politique municipale.

Il présente les engagements de la Ville de manière concrète, en les inscrivant dans les contextes international, national et local qui les impactent. Conformément à la réglementation, le ROB précise notamment la structure et la gestion de la dette. Le Conseil Municipal doit également être informé des orientations concernant les niveaux de dépenses, les projections en matière de recettes et les équilibres en résultant.

VU le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires,

VU l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que la Commune de Soorts-Hossegor est surclassée dans la catégorie des villes de 20 000 à 40 000 habitants,

VU la délibération n°241216-41 du 16 décembre 2024 relative au plan triennal visant à l'égalité professionnelle Femmes- Hommes,

VU la délibération n°250203-01 du 3 février 2025 relative au rapport sur la situation en matière d'égalité Femmes-Hommes pour l'année 2024,

CONSIDÉRANT que ces orientations budgétaires ont été examinées en Commission des finances du 13 janvier 2025 et en Commission générale du 21 janvier 2025,

*Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal,*

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires sur la base du rapport et des documents transmis aux conseillers municipaux (informations sur le contexte économique et financier national et local d'élaboration du budget, évolution prévisionnelle de dépenses et de recettes, en fonctionnement et en investissement, évolution du besoin de financement, structure et gestion de la dette ...).

PRÉCISE que le présent rapport d'orientations budgétaires, sera transmis au représentant de l'État dans le département, à la disposition du public à l'hôtel de ville et mis en ligne sur le site internet de la Commune.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT



Maire,

Christophe VIGNAUD



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

POUR LE BUDGET 2025

Conseil municipal
Séance du 3 février 2025

SOMMAIRE

Le mot du maire	3
Introduction	7
I. LES RECETTES DE LA COMMUNE	15
1. LA FISCALITE DIRECTE	15
2. LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT ET LE FONDS DE PEREQUATION COMMUNAL ET INTERCOMMUNAL	19
3. SYNTHESE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT ET PROJECTION JUSQU'EN 2025.....	21
4. LA STRUCTURE DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT.....	22
II. LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	24
1. LES CHARGES A CARACTERE GENERAL ET LES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE.....	24
➤ <i>Les dépenses de fluides.....</i>	25
2. LES CHARGES DE PERSONNEL.....	26
➤ <i>Informations relatives à la structure des effectifs et rémunérations.....</i>	26
➤ <i>Les perspectives 2025 en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes</i>	35
➤ <i>Evolutions et explications des charges de personnel</i>	37
3. LA PART DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT RIGIDES DE LA COMMUNE	39
4. SYNTHESE DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	40
5. LA STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT.....	42
III. L'ENDETTEMENT DE LA COMMUNE	43
1. L'EVOLUTION DE L'ENCOURS DE DETTE	43
2. LA STRUCTURE DE LA DETTE	44
3. LA SOLVABILITE DE LA COMMUNE	47
IV. LES INVESTISSEMENTS DE LA COMMUNE	48
1. LES EPARGNES DE LA COMMUNE	48
2. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT	51
3. PPI - PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT	52
4. LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	54
5. LES BESOINS DE FINANCEMENT POUR L'ANNEE 2025	55
V. LES RATIOS DE LA COMMUNE	57

Le mot du maire

Le Débat d’Orientation Budgétaire (DOB) pour l’exercice 2025 constitue une étape essentielle de la planification financière de notre commune littorale. Ce débat a pour objectif de présenter les grands axes budgétaires et les perspectives d’investissement, tout en intégrant les enjeux locaux, les contraintes économiques, et les attentes des habitants.

Le contexte inédit pour les collectivités sur fond de crise nationale nous oblige à faire preuve de résilience, d’agilité, d’anticipation et d’imagination face à ces défis sans précédent.

Défis pour les collectivités

- **Maintien des services publics** malgré des ressources limitées.
- **Gestion des attentes citoyennes**, qui restent élevées même en période de crise.
- **Recherche de financements alternatifs** : appel à des investisseurs privés en contrôlant leurs prestations, fonds européens.
- **Adaptation à un cadre législatif fluctuant**, souvent redéfini en fonction des priorités politiques nationales.

Stratégies possibles

1. **Renforcement de la coopération intercommunale** pour mutualiser les ressources et les compétences.
2. **Innovation dans la gestion publique**, incluant une meilleure utilisation des outils numériques, IA intelligence artificielle par exemple et l’optimisation des dépenses.
3. **Dialogue renforcé avec les citoyens** pour prioriser les actions en fonction des besoins réels et pour éviter les tensions sociales.

Malgré tout cela nous avons décidé de placer **notre prospection sous le signe de l’avenir**, le DOB 2025 met un accent particulier sur la jeunesse, véritable moteur de dynamisme et de promesses pour notre territoire. En répondant à leurs aspirations et en leur offrant un cadre propice à leur épanouissement, nous affirmons notre engagement à renforcer l’attractivité et la pérennité de notre commune.

Notre commune, située sur le littoral, bénéficie d’atouts naturels et économiques importants : un cadre de vie attractif, un tourisme balnéaire dynamique, et un patrimoine riche.

Cependant, elle fait face à des défis spécifiques :

Changements climatiques : L’érosion côtière et la montée des eaux nécessitent des investissements pour protéger nos infrastructures.

Contexte économique : L’inflation et les contraintes financières qui pèsent sur les collectivités locales exigent une gestion à la fois rigoureuse et créative, d’autant plus dans un contexte national marqué par l’incertitude. Il est essentiel d’explorer des solutions innovantes afin de préserver cette singularité qui fait notre force.

Pression démographique : L’attractivité de la commune entraîne une croissance démographique, accentuant les besoins en équipements publics et logements.

Cadre de Vie à préserver : Faire en sorte d’imaginer demain avec ses services publics et son offre sportive encore plus importante.

Nos Axes stratégiques pour 2025

Pour relever ces défis, le DOB 2025 propose d'articuler le budget autour de priorités stratégiques.

1. Préserver et valoriser le littoral

Objectifs :

- **Protéger le territoire** : Poursuite des travaux de consolidation des digues et de lutte contre l'érosion ou la submersion. Travailler durablement sur le désensablement de notre lac.
- **Améliorer la résilience environnementale** : Création de zones tampons naturelles, comme des marais ou des dunes végétalisées.
- **Promouvoir un tourisme durable** : Développement d'un éco-tourisme grâce à des sentiers littoraux balisés et des hébergements respectueux de l'environnement.

Actions phares :

- Aménagement d'un **parcours autour du lac éducatif**, combinant loisirs et sensibilisation à la biodiversité.
- **Installation de panneaux solaires** sur les bâtiments municipaux pour réduire l'empreinte carbone.
- Être attentif au **recul du trait de côte** (second volet du Plan-Plage – secteur Océan)
- **Plantation de 200 arbres** dans la commune pour renforcer les espaces verts et continuer nos actions de préservation environnementale dans les barthes.

2. Dynamiser l'économie locale et le tourisme

Objectifs :

- **Soutenir les commerces de proximité**
- **Organiser des événements attractifs** : Mise en place d'animations encore plus fortes pour renforcer l'attractivité dans les ailes de saison.

Actions phares :

- Lancer des études pour le projet **de la réhabilitation des Halles**. En effet, elles ne sont plus conformes en matière de sécurité et nécessitent de grands travaux. Nous prévoyons de métamorphoser cet espace pour donner un **nouveau visage plus moderne et plus pratique à ce quartier du centre-ville**. Nous dévoilerons notre projet très bientôt avec pour ambition qu'il devienne un réel atout pour notre ville de demain.
- Le Sporting-Casino avec la mise en place d'un **projet de réhabilitation** finançable **sans endetter la ville**.
- **Développement d'un tourisme d'affaire** pour valoriser notre commune et ses associations.

3. Emploi et Entrepreneuriat : Stimuler l'innovation locale

Objectifs :

- **Accompagner les jeunes entrepreneurs** : Offrir un cadre favorable à l'innovation.

- **Créer des emplois locaux durables** : Soutenir les secteurs porteurs d'avenir, notamment autour de la mer, de la glisse et de l'écologie.
- **Encourager l'implication des jeunes** : Valoriser leur créativité dans leurs projets. Aider les jeunes à acquérir des compétences pour les métiers d'avenir.

Actions phares :

- **Incubateur d'entreprises jeunes** : Mise en place d'un espace dédié à l'accompagnement des start-ups locales
- **Mobilisation des acteurs locaux** pour accompagner les jeunes dans leurs parcours scolaires et professionnels.
- **Création d'un centre de formation avec une thématique liée à la glisse dans son ensemble** : Faire de ce lieu un incubateur principal comme source pour le futur
- **Valoriser les actions du futur** : Intégrer l'IA dans les projets et faire en sorte de maîtriser cette technologie pour le bien de la commune.

4. Améliorer le cadre de vie pour les habitants

Objectifs :

- **Augmenter l'offre de logements abordables**
- **Renforcer les mobilités douces**
- **Sécuriser les axes majeurs** : Création de voies piétonnes sécurisées.
- **Développer les services publics** : Rendre un service public le meilleur possible en ayant des compétences dans chacun des services. Se tourner vers les administrés.

Actions phares :

- **Mise en œuvre d'un service** de navettes gratuites reliant les parkings périphériques au centre pour nos commerçants.
- **Donner plus de flexibilité** dans les parkings pour nos concitoyens (2 heures gratuites)
- **Extension des pistes cyclables** entre avenue de Dax, Albi, Agen puis vers la route des Lacs via l'aire de camping-car. Améliorer la circulation en centre-ville avec des aménagements sur les avenues Maître Pierre, Boulevard des Cigales et Avenue de la Bécasse.
- **Construction d'une vingtaine de logements sociaux** au bourg de Soorts et puis envisager notre écoquartier avec **300 logements sur 5 ans** pour répondre aux besoins **des jeunes actifs et des familles. Aider les jeunes à s'installer durablement dans la commune**
- **Programme "1er logement"** : Mise en place d'un quota de logements abordables réservés aux jeunes actifs et étudiants, avec des loyers encadrés.
- **Être efficace** : Offrir une mairie et ses services annexes, crèches, écoles centre de loisir, ehpad, plus efficaces. Introduire l'IA pour l'aide à la décision et à l'organisation.

5. Sport Culture et Loisirs : Un cadre de vie dynamique pour la jeunesse

Objectifs :

- **Encourager la pratique sportive** : Investir dans des équipements modernes et accessibles.

- **Offrir des espaces de loisirs adaptés** : Proposer des lieux innovants pour les jeunes.
- **Créer un calendrier événementiel attractif** : Mobiliser la jeunesse autour de projets fédérateurs.
- **Proposer un lieu de partage culturel** dans un espace dédié

Actions phares :

- **Construction d'un complexe sportif multifonction** : Avec des espaces dédiés aux associations et à nos sports majeurs.
- **Continuer à mettre en place un calendrier ambitieux d'événements sportifs** : swimrun, infinity trail, triathlon, événements surf, grand prix des Landes en golf, etc....
- **Faire de la Ferme de Bielle le lieu emblématique de Soorts** : en partenariat avec l'association PANDORE travailler sur la rénovation de la ferme de Bielle et sur un programme tourné vers l'avenir et ses nouvelles technologies.

Conclusion

Le DOB 2025 propose ainsi une vision claire et s'articule autour de projets ambitieux, conçus pour positionner notre commune en tant que modèle de développement harmonieux. Avec ces orientations budgétaires, notre commune se positionne comme un véritable **tremplin pour la jeunesse mais aussi pour nous. Vivre en harmonie suivant les générations** tout en respectant les besoins des uns et des autres. Nous **serons tous** au cœur des décisions et des projets pour construire **un avenir durable, solidaire et innovant. Tout en gardant nos fondamentaux on se doit de proposer un avenir pour que la commune puisse continuer à progresser.**

En mobilisant les ressources autour de ces priorités, nous faisons de notre littoral un lieu où nous pouvons vivre, travailler et s'épanouir pleinement.

Cette démarche repose sur une vision à la fois **audacieuse**, conciliant la préservation de notre littoral avec une **dynamique économique et sociale renouvelée**. Ce programme aspire à bâtir un avenir où qualité de vie et attractivité se conjuguent durablement, dépassant les seuls enjeux de l'année à venir. **Ces projets, inscrits dans une perspective à long terme, reflètent une ambition claire, sachant que des choix seront à faire.**

Une Commune dynamique tournée vers le futur !

Bâtir à très long terme, une commune où l'énergie de la jeunesse mais aussi l'expérience de nos anciens guident notre avenir.

Christophe VIGNAUD
Maire de Soorts-Hossegor

Introduction

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), prévoit que « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ». Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au débat d'orientations budgétaires (DOB) en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

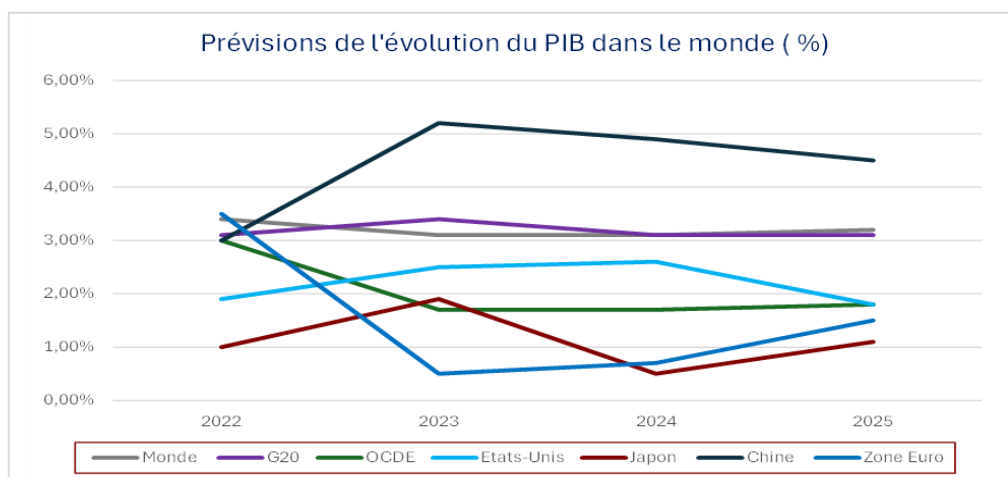
Ainsi, ce rapport d'orientation budgétaire débutera par un rappel du contexte économique au moment de l'élaboration de ce document.

Il présentera ensuite les éléments du projet 2025. Ces prévisions et orientations financières seront détaillées pour l'ensemble des budgets communaux. Il dressera également un état de la dette projetée au 31 décembre 2025, détaillera les investissements, les épargnes brutes et nettes de la commune.

Pour finir, une présentation des ratios communaux pour la période 2022-2025 clôturera le document.

Le contexte macroéconomique

Une croissance stagnante



La croissance mondiale devrait stagner en 2024 et 2025. Les prévisions de différents organismes, en particulier celles de l'OCDE, indiquent que la croissance mondiale devrait ralentir par rapport à ce qu'elle a connu durant la période avant la COVID. Avec une croissance estimée à 3,1% dans le monde en 2024 et une prévision d'une croissance à 3,2% de PIB réel en 2025 selon l'OCDE, ce qui est inférieur à la moyenne sur les dernières années avant COVID. Les conséquences de ce ralentissement ne sont cependant pas partout les mêmes. Ainsi, en 2024-2025, la croissance devrait être inférieure à la moyenne des années 2010 dans près de 60 % des économies. Seul le Moyen-Orient, paraît échapper à cette tendance baissière avec une croissance estimée 2,8 % en 2024 et atteignant 4,2 % en 2025

indique également la banque mondiale. Globalement, la croissance inattendue dans certaines régions du monde a compensé la baisse dans d'autres.

S'agissant des grandes économies, les Etats-Unis auraient une croissance de 2,6% en 2024 mais celle-ci ralentirait sévèrement pour s'établir à 1,8% en 2025. S'agissant des pays du G20 celle-ci stagnerait à 3,1% en 2024 et 2025. La Chine garde une croissance relativement soutenue, mais dans une tendance baissière avec une croissance attendue de 4,9% en 2024 et 4,5% en 2025. Pour la zone Euro, les prévisions sont plus optimistes avec 0,7% de croissance en 2024 et presque 1,5% en 2025.

Néanmoins, malgré un éclaircissement de la situation économique mondiale, l'organisation mondiale du commerce prévoit une croissance du volume d'échange commerciaux mondiaux de 2,6% en 2024 et 3,3% en 2025, certaine crainte persiste. Notamment vis-à-vis des tensions au Moyen-Orient, des relents inflationnistes persistant et d'une politique monétaire resserrée avec des taux d'intérêts qui tardent à baisser. De plus, les tensions commerciales croissantes et les incertitudes géopolitiques liées notamment aux différents conflits en cours ajoutées aux résultats de l'élection américaine de novembre crée un climat d'incertitudes qui pèse sur la croissance, et empêche les autorités de mettre en place les politiques adéquates. La crise immobilière chinoise fait également peser un risque sur la croissance mondiale.

La politique monétaire et l'inflation

S'agissant de l'inflation, comme le président de la FED Jérôme Powell a annoncé lors des réunions de Jackson Hole aux USA, le temps est venu pour un desserrement de la politique monétaire. Le combat contre l'inflation est en passe d'être gagné avec un repli vers le taux cible. Les chiffres de l'OCDE indiquent 3,43% d'inflation dans la zone OCDE mais 2,16% (2,2% selon la BCE) dans la zone euro, 2,05% aux Etats-Unis et 1,95% au Japon. Pour la France, l'inflation est même repassée sous la barre des 2% pour le mois d'août 2024 indique, l'INSEE. Ceci peut s'expliquer par différents facteurs comme la baisse des taux directeurs par la BCE au début de l'été, une baisse des prix de l'énergie, l'atténuation des tensions au niveau des chaînes d'approvisionnements. Néanmoins les taux d'intérêt restent relativement élevés pour le moment.

La FED a abaissé ses taux directeurs en septembre à hauteur de 0,5%. Elle a continué sur cette voie avec une nouvelle baisse de 0.25 en novembre. Le 12 septembre 2024 la BCE a annoncé une nouvelle baisse de taux et un resserrement de l'écart entre le taux des opérations principales de refinancement et le taux de la facilité de dépôt, qui est désormais à 3,5%, pour s'établir à 15 points de base.

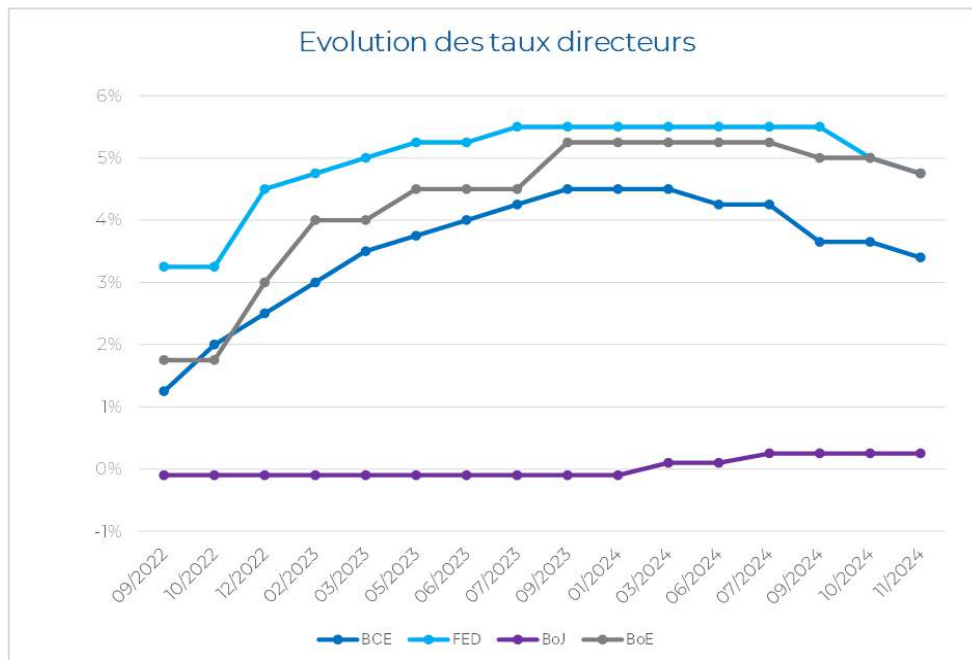
Actuellement les taux de refinancement sont :

Pour la BCE, de 3,65% contre 4,5% en septembre 2023. Il était nul au 1^{er} janvier 2022.

Pour la FED, de 4,75% actuellement contre 5,5% en septembre 2023. Il était de 0,25% au 1^{er} janvier 2022.

Pour la BoE, de 5 % actuellement contre 5,25% en septembre 2023. Il était de 0,25% au 1^{er} janvier 2022.

Pour la BoJ, il est de 0,25% actuellement, contre 0,10% en 2023. Il était également de 0,10% au 1^{er} janvier 2022.

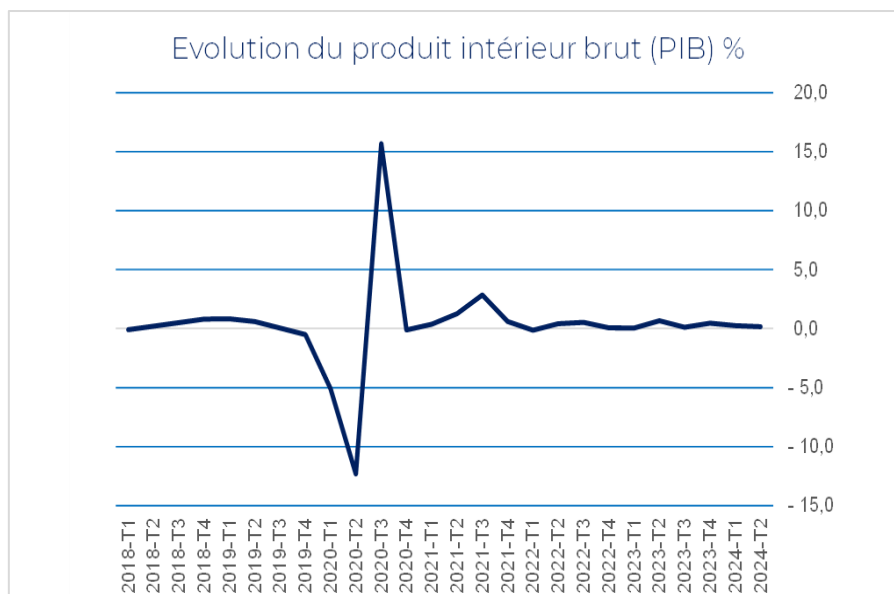


Par conséquent, la masse monétaire mondiale augmente légèrement de 2023 à 2024, après avoir connu une baisse sur 2023. En raison, d'un desserrement timide de la politique monétaire la diminution des taux longs se fait plus longues que prévus.

L'emploi dans les pays développés

Le chômage aux Etats-Unis augmente, il passe de 3,6% en 2022 à 4,3% en 2024, ce qui constitue une augmentation d'environ 19% sur la période selon le bureau du travail américain. Cette augmentation est devenue par ailleurs une des principales inquiétudes de la FED à l'heure actuelle. Pour la zone euro les derniers chiffres du chômage font état en juillet 2024* d'un taux de chômage autour de 6,4% et pour l'UE prise dans son ensemble, ce taux descend à 6%. Pour la zone Euro ces chiffres baissent légèrement et stagnent pour ce qui est de l'UE.

Contexte national



Source : INSEE, comptes nationaux trimestriels

La banque de France, se basant sur les données de l'INSEE, table sur une croissance de 0,8% du PIB en 2024 et 1,2% en 2025. Une reprise est donc attendue pour l'année 2025. L'inflation qui est descendue en dessous de 2% en août 2024 et devrait se stabiliser à 1,7% en 2025, notamment grâce à une baisse des coûts énergétiques, et un desserrement de la politique monétaire de la part de la BCE vont contribuer à une relance de l'économie française. L'activité, qui devrait restée au ralentie en 2024 se verrait revigorée en 2025 puis en 2026. La baisse des taux directeurs tant attendue devraient aider cette reprise, d'autant que le contexte économique international est favorable.

	2022	2023	2024	2025	2026
PIB réel	2,6	1,1	0,8	1,2	1,6
IPCH	6,9	5,7	2,5	1,7	1,7
IPCH hors énergie et alimentation	3,4	4,9	2,5	2,2	1,9
Taux de chômage en fin d'année %	7,1	7,5	7,6	7,9	7,5

Tableau issue Projections macroéconomiques – Juin 2024 Banque de France

De plus, la consommation des ménages serait de nouveau un moteur pour la croissance française au même titre que l'investissement des entreprises qui devrait rebondir en 2025, notamment avec la détente progressive des taux d'intérêt, qui favoriserait les investissements des entreprises selon les mêmes projections de la banque de France.

Cet éclaircissement donnera une bouffée d'air pour l'emploi en France. Par ailleurs, les derniers chiffres du chômage indiquent que celui-ci se situe à 7,3% en août 2024 et 7,6% en fin d'année selon les prévisions de la banque de France.

Malgré tout, l'économie française a montré des signes de résilience malgré un contexte international peu favorable ces dernières années. Le pouvoir d'achat des ménages devrait progresser, principalement grâce à la reprise des salaires réels (en tenant compte de l'inflation).

Néanmoins la situation des finances publiques, avec un déficit très élevé, plus de 5,5% PIB et un endettement au sens de Maastricht de plus de 110% qui noircit le tableau, d'autant que l'incertitude politique liée à la dissolution de l'Assemblée nationale aura pour conséquence de refroidir de potentiels investisseurs étrangers et nationaux.

L'avenir du PLF

La dissolution de l'Assemblée nationale, la censure du Gouvernement de Michel Barnier et la nomination de François Bayrou et de son gouvernement en fin d'année ont fortement perturbé le calendrier budgétaire de l'Etat.

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) a été rejeté par l'Assemblée nationale au terme de la procédure de l'article 49.3. Le projet de loi de finances (PLF) pour 2025, qui poursuivait son parcours au Sénat, est ainsi automatiquement devenu caduque.

Certaines mesures sont indépendantes de la loi de finances et pourront entrer en vigueur en 2025. Cela concerne notamment la revalorisation des bases fiscales. L'indexation sur l'indice des prix à la consommation harmonisé, prévue à l'article 1518 bis du CGI, sera cette année de 1,7 %.

Une loi spéciale est en cours d'adoption pour autoriser la perception des impôts existants et le recours à l'emprunt jusqu'au vote d'une loi de finances initiale. Conformément à la loi organique relative aux lois de finances, les dépenses de l'Etat peuvent être autorisées par décrets du Premier ministre, en reconduction des crédits 2024.

Devant l'impossibilité de voter un budget avant le 1^{er} janvier 2025 (par la censure du projet de loi de finances de la sécurité sociale), le Gouvernement a déposé un projet de loi spéciale adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat. Cette loi spéciale vise à garantir la continuité de la vie nationale et le fonctionnement régulier des services publics jusqu'au vote futur d'une loi de finances. Les dépenses de l'Etat peuvent être autorisées par décrets du Premier ministre, en reconduction des crédits 2024. Il s'agit ici d'une loi de finances de « transition » ou « a minima » dans l'attente de celle qui sera votée prochainement en bonne et due forme.

La possibilité d'adopter une loi de finances spéciale est prévue par l'article 45 de la loi organique du 1^{er} août 2001. Elle prévoit 4 types d'autorisations :

- L'autorisation de percevoir les impôts dans les conditions existantes au 31 décembre 2024 ;
- L'autorisation d'emprunt de l'État ;
- L'autorisation d'emprunt de plusieurs organismes de sécurité sociale ;
- La mise en œuvre des prélèvements sur recettes de l'État dus pour les collectivités territoriales et l'Union européenne.

En aucun cas, elle ne peut prévoir des mesures nouvelles, des nouveaux crédits. Ainsi, à l'heure où les collectivités locales et leurs groupements vont travailler sur leur débat d'orientations budgétaires, les informations relatives aux dotations de l'Etat, et autres subventions d'investissement dans leur version 2025 ne paraissent pas « fiables ». Aucune prévision en l'état ne peut être faite s'agissant des dotations 2025 ; aucun dossier en vue de les percevoir ne peut pas d'avantage être ouvert ou déposé. Seules les dotations attribuées officiellement en 2024 et non encore totalement versées peuvent être versées en 2024 dans les conditions prévues initialement.

En outre, il y a lieu de ne pas tenir compte des premières informations discutées (projections) en fin d'année. Les discussions actuelles laissent penser que le lourd fardeau contributif pour le bloc communal (initialement évalué à 5 milliards d'euros) serait allégé (autour de 2 milliards d'euros).

Cette contribution reposerait sur les mesures suivantes :

- Instauration d'un fonds de précaution

Dans la première version du PLF, 450 collectivités, dépassant les 40 M€ de recettes réelles de fonctionnement, étaient appelées à participer à l'effort de redressement des comptes publics en contribuant à hauteur de 2 % de leurs recettes de fonctionnement à un « fonds de précaution »

Le Gouvernement de Michel Barnier avait annoncé un assouplissement de la mesure pour épargner la moitié des Conseils départementaux. En compensation, le projet de l'exécutif, modifié par le Sénat, consistait à élargir le nombre de communes contributrices, à 2 387 précisément, mais sur des montants plus faibles de ponction.

Les sommes prélevées seraient intégralement ou quasi intégralement restituées à partir de 2026 aux collectivités ponctionnées.

- Gel des fractions de TVA

Le Sénat avait confirmé le gel, en 2025, des fractions de TVA affectées aux EPCI, Départements et Régions, en compensation de la taxe d'habitation et de la CVAE.

Les fractions 2024 ayant été plus faibles que celles annoncées en début d'année, si cette mesure était confirmée, les intercommunalités auraient à subir une perte préjudiciable de la dynamique d'une partie de leurs recettes.

- Réforme du Fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

La première version du PLF reposait sur une réduction du taux de FCTVA de 16,404 %, à 14,85 % à partir du 1^{er} janvier 2025, et limitait le FCTVA aux seules dépenses d'investissement. Le Gouvernement de Michel Barnier était prêt à revenir sur la rétroactivité de la mesure pour les collectivités qui perçoivent le fonds de compensation en décalage d'un ou deux ans. Le Sénat a cependant supprimé la réforme, qui pourrait toutefois être de nouveau présente dans un prochain projet de loi de finances.

- L'évolution du taux de cotisation de la CNRACL

Afin de rééquilibrer les comptes de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2025 prévoyait une augmentation de + 4 points du taux de cotisation des employeurs territoriaux en 2025, puis une augmentation équivalente chaque année jusqu'en 2027. Une mesure appliquée par décret. Il est aujourd'hui probable, à l'issue de l'adoption en première lecture du PLFSS au Sénat, que l'augmentation de 12 points du taux de cotisation soit lissée sur quatre ans jusqu'en 2028. Soit une augmentation de + 3 points en 2025.

- Dotations : vers un abondement de l'enveloppe ?

Dans le premier projet de loi de finances, le montant de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2025 restait inchangé par rapport à 2024. Au sein de cette enveloppe en revanche, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et la Dotation de solidarité rurale (DSR) devaient augmenter respectivement de 140 M€ et 150 M€, au détriment donc de la dotation forfaitaire. La dotation d'intercommunalité devait progresser, quant à elle, de 90 M€, comme en 2024. Cette hausse était financée par un "écrêtement" de la dotation de compensation. Le Sénat a adopté, pour éviter une baisse de la dotation forfaitaire, et contre l'avis du Gouvernement, une augmentation de l'enveloppe globale de 290 M€.

Dans l'attente de l'adoption de la loi de finances initiale pour 2025, le montant des dotations sera, dans un premier temps, déterminé en fonction des données de population et de revenus connus au 1^{er} janvier 2025, à partir des enveloppes de la loi de finances pour 2024. Les dotations 2025 seront ensuite mises à jour en fonction des enveloppes nationales déterminées par la loi de finances initiale pour 2025.

Les mesures issues de la loi de programmation des finances publiques 2023-2027

La limitation de la hausse des dépenses des collectivités

C'était une des mesures qui cristallisaient le mécontentement des représentants des collectivités, mais elle fait partie de la version de la LPFP sur laquelle le gouvernement a engagé sa responsabilité.

Une trajectoire limitant la hausse des dépenses des collectivités à l'inflation -0,5% est donc adoptée. A date, cette trajectoire est prévue comme suit : 2% en 2024, 1,5% en 2025 et 1,3% en 2026 et 2027.

Des concours financiers en hausse

C'est le second axe de cette loi, par lequel l'exécutif entend contrebalancer l'effort demandé aux collectivités pour le redressement des finances publiques.

Selon l'article 13 de ce projet, l'objectif de l'état serait de passer de 53,980 Mds€ de concours financiers au PLF 2024 à 56, 043 Mds€ en 2027.

La trajectoire d'évolution du FCTVA mènerait notamment ce fonds de 7 104 M€ au PLF 2024 à 7 786 M€

Les règles de l'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : " Le budget de la commune territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice".

Autrement dit, pour qu'il y ait équilibre réel, chaque section doit être votée en équilibre comptable, c'est à dire avec un solde positif ou nul.

La section de fonctionnement doit obligatoirement avoir un solde positif ou nul. L'excédent constituera alors une recette d'investissement.

La section d'investissement doit aussi être votée à l'équilibre mais devra respecter une condition supplémentaire, le montant de remboursement du capital de la dette ne pourra pas être supérieur aux recettes d'investissement de la commune hors emprunt. Cela veut dire qu'une Collectivité ne pourra

pas inscrire un emprunt pour compenser tout ou partie du remboursement du capital de sa dette sur un exercice.

Enfin, les budgets sont tenus par un principe de sincérité, c'est à dire qu'il n'est théoriquement pas possible de majorer ou minorer artificiellement une recette ou une dépense afin d'équilibrer le budget.

Le préfet contrôlera en priorité les éléments suivants :

- L'équilibre comptable entre les deux sections ;
- Le financement obligatoire de l'emprunt par des ressources définitives de la section d'investissement.

I. Les recettes de la commune

1. La fiscalité directe

Pour 2025, il est proposé de ne pas augmenter les taux de fiscalité. Les taux communaux n'ont pas augmenté depuis 2012 avec pour seule exception 2018 et l'opportunité de récupérer la valeur du taux du Sivom lors de son intégration à Macs.

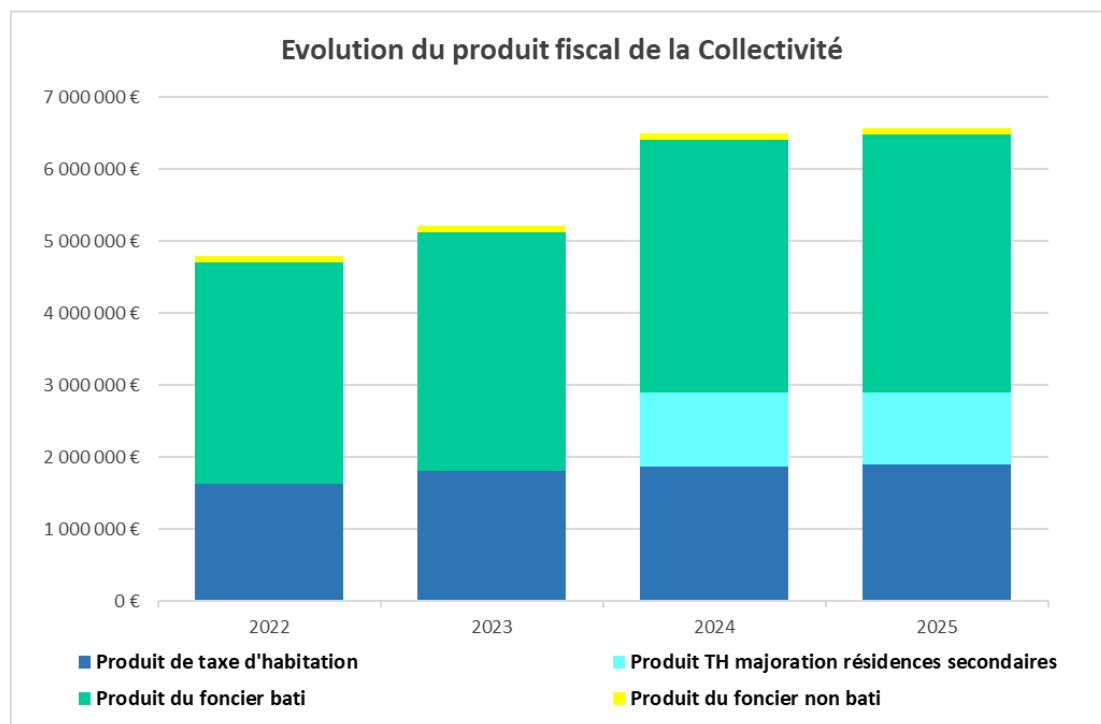
En septembre 2023, la commune a fait le choix d'instaurer, avec une mise en application en 2024, une majoration de 60% à la part communale de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés. La recette supplémentaire s'élève à 1 022 000 €.

En revanche, depuis 2018, la valeur locative cadastrale des locaux d'habitation est revalorisée chaque année en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH) constatée de novembre à novembre.

L'INSEE a publié son estimation provisoire de l'évolution de IPCH, il augmenterait sur un an de 1,7 %. Pour rappel, voici le niveau de revalorisation pris en compte depuis 2018 :

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Reval.	1,20%	2,20%	1,20%	0,20%	3,40%	7,10%	3,90%	1,71%

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des ressources fiscales de la commune.



Pour 2025 le produit fiscal de la commune est estimé à 6 563 300 € soit une évolution de 1,12% par rapport à l'exercice 2024.

Le Levier fiscal de la commune

Afin d'analyser les marges de manœuvre de la commune sur le plan fiscal, il s'agit tout d'abord d'évaluer la part des recettes fiscales modulables de la commune dans le total de ses recettes fiscales. L'objectif est ici de déterminer les marges de manœuvre disponibles cette année sur le budget et plus particulièrement sur la fiscalité locale.

Une comparaison de la pression fiscale qu'exerce la commune sur ses administrés par rapport aux autres collectivités sur le plan national est présentée.

Part des impôts modulables dans le total des ressources fiscales de la commune

Année	2022	2023	2024	2025	2023-2024 %	2024-2023 %
Taxes foncières et habitation	4 800 975 €	5 214 355 €	6 490 799 €	6 563 330 €	24,48%	1,12%
<i>dont TH résidences secondaires</i>			1 021 933 €	1 001 494 €		-2,00%
Reversement EPCI = AC	94 312 €	83 237 €	98 412 €	90 207 €	18,23%	-8,34%
Autres ressources fiscales	3 328 020 €	2 958 020 €	2 606 399 €	1 406 322 €	-11,89%	-46,04%
<i>dont Marchés</i>	187 015 €	183 063 €	192 345 €	178 965 €	5,07%	-6,96%
<i>dont Horodateurs</i>	238 592 €	279 922 €	462 238 €	430 000 €	65,13%	-6,97%
<i>dont Taxe sur électricité</i>	307 259 €	416 294 €	319 700 €	310 000 €	-23,20%	-3,03%
<i>dont Taxe de Séjour</i>	484 141 €	534 880 €	536 106 €	450 000 €	0,23%	-16,06%
<i>dont Droit de Mutation</i>	1 972 523 €	1 419 801 €	1 722 025 €	1 350 000 €	21,29%	-21,60%
Total impôts et taxes	8 223 307 €	8 255 612 €	10 217 544 €	9 061 353 €	23,76%	-11,32%

Certaines recettes sont difficilement prévisibles, les droits de mutation en particulier. Ils fluctuent beaucoup d'une année à l'autre. Il est proposé de les porter à 1 350 000 € en 2025. La moyenne des 8 dernières années étant de 1 440 000 €.

Même si les montants de taxe de séjour 2023 et 2024 étaient aux alentours de 530 000 €, par prudence nous préférons fixer la prévision 2025 à 450 000 €.

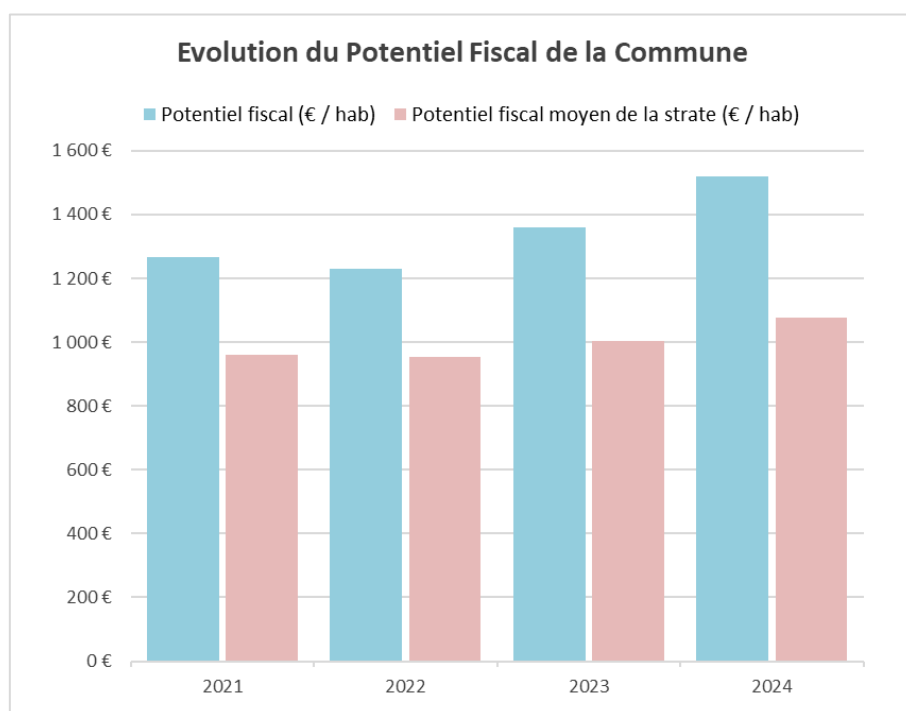
En 2024, l'agrandissement modéré du périmètre de stationnement payant (avenues Rosny et Paul Marguerite, complément de l'avenue Louis Pasteur et de la pointe du parking de la gare), la tarification et l'externalisation du contrôle du stationnement payant ont permis de dynamiser les rotations des véhicules et de mieux rentabiliser cette ressource. La recette 2024 s'élève à 462 200 € et par précaution la prévision 2025 est portée à 430 000 €.

Le potentiel fiscal de la commune

C'est un indicateur de la richesse fiscale de la commune. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Le potentiel fiscal de la commune est de 1 520,79 € /habitant, la moyenne du potentiel fiscal des communes en France est de 1 075,59 /habitant en 2024.

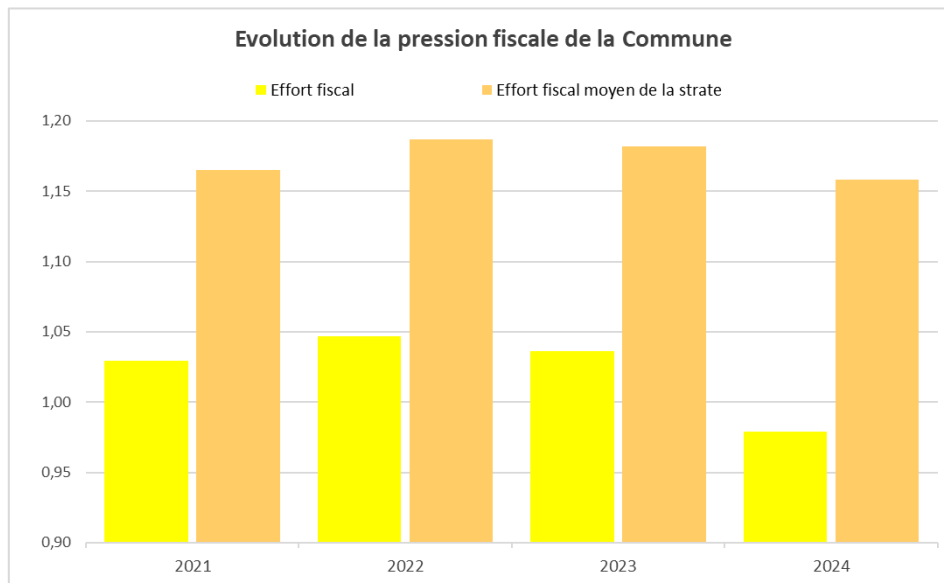
Année	2021	2022	2023	2024
Potentiel fiscal (€ / hab)	1 265,07	1 230,10	1 360,86	1 520,79
Variation (%)	1,26%	-2,76%	10,63%	11,75%
Potentiel fiscal moyen de la strate (€ / hab)	959,21	954,54	1 004,35	1 075,59
Variation (%)	1,09%	-0,49%	5,22%	7,09%



L'effort fiscal de la commune

L'effort fiscal est un indicateur mesurant la pression fiscale que la commune exerce sur ses administrés. On peut voir dans le graphique ci-dessous que celui de la commune est largement inférieur à celui de la moyenne de la strate.

Il est également utilisé pour la détermination de l'ensemble des dotations de péréquation des communes. Plus l'effort fiscal est fort, plus cela signifie que la pression fiscale exercée par la commune est importante. Aussi, selon ce critère, et uniquement celui-ci, le niveau de DGF devrait être d'autant plus important car il est admis que la fixation de taux d'imposition élevés répond de facto à un besoin plus important.



Evolution de la fiscalité directe

Année	2022	2023	2024	2025	2023-2024 %
Base TH - commune	13 985 891	15 484 920	16 047 417	16 320 223	1,70%
Taux TH - commune	11,67%	11,67%	11,67%	11,67%	0,00%
Produit TH	1 632 153	1 807 090	1 872 734	1 904 570	1,70%

Année	2022	2023	2024	2024	2023-2024 %
Base TH.RS - commune			14 594 873	14 302 975	-2,00%
TH.RS - commune Majoration 60%			60,00%	60,00%	0,00%
Produit TH.RS	0	0	1 021 933	1 001 494	-2,00%

Année	2022	2023	2024	2024	2023-2024 %
Base FB - commune	16 212 595	17 446 895	18 469 451	18 769 161	1,62%
Taux FB - commune	28,82%	28,82%	28,82%	28,82%	0,00%
Coef correcteur	-1 585 686	-1 707 326	-1 808 225	-1 838 965	1,70%
Produit FB	3 078 528	3 314 698	3 510 627	3 570 307	1,70%

Année	2022	2023	2024	2024	2023-2024 %
Base FNB - commune	116 057	122 771	117 938	119 943	1,70%
Taux FNB - commune	72,50%	72,50%	72,50%	72,50%	0,00%
Produit FNB	84 141	89 009	85 505	86 959	1,70%

Année	2022	2023	2024	2024	2023-2024 %
Produit TH	1 632 153	1 807 090	1 872 734	1 904 570	1,70%
Produit TH.RS			1 021 933	1 001 494	-2,00%
Produit TFB	3 078 528	3 314 698	3 510 627	3 570 307	1,70%
Produit TFNB	84 141	89 009	85 505	86 959	1,70%
Rôles complémentaires	6 152	6 901			
Total produit fiscalité	4 800 975	5 217 698	6 490 798	6 563 330	1,12%

Rôles complémentaires. Ces rôles peuvent être émis pour chacune des taxes principales et des taxes annexes assises sur les mêmes bases. Ils ont pour effet de mettre à la disposition des collectivités locales un supplément de recettes non prévu lors du vote annuel de leur budget et justifié par une augmentation de la matière imposable non comprise dans les rôles généraux.

2. La dotation globale de fonctionnement et le Fonds de péréquation communal et intercommunal

La dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes est composée des éléments suivants :

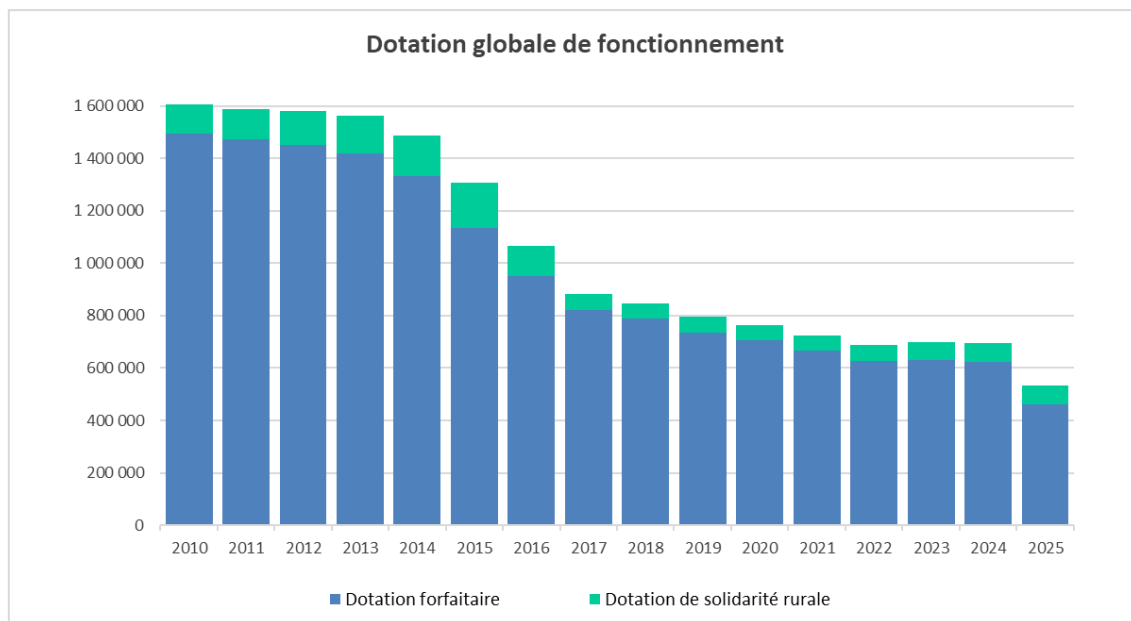
- **La dotation forfaitaire (DF)** : elle correspond à une dotation de base à laquelle toutes les communes sont éligibles en fonction de leur population. L'écèlement appliqué afin de financer la péréquation verticale ainsi que la minoration imposée ces dernières années par la baisse globale de DGF du Gouvernement précédent ont considérablement réduit le montant de cette dotation et dans certains cas, fait disparaître cette dotation pour les communes.
- **La dotation de solidarité rurale (DSR)** : elle a pour objectif d'aider les communes rurales ayant des ressources fiscales insuffisamment élevées tout en tenant compte des problématiques du milieu rural (voirie, superficie...). Elle est composée de trois fractions, la fraction « bourg-centre », la fraction « péréquation » et la fraction « cible ».
- **La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)** : elle bénéficie aux communes urbaines de plus de 5 000 habitants dont les ressources sont insuffisantes par rapport aux charges auxquelles elles sont confrontées. Elle s'appuie sur des critères liés aux problématiques de la ville (quartiers prioritaires, logements sociaux...).
- **La dotation nationale de péréquation (DNP)** : elle a pour objectif de corriger les écarts de richesse fiscale entre communes, notamment au niveau de la fiscalité économique avec sa part majoration.

La dotation globale de fonctionnement 2024 de la commune s'élève à 623 914 €.

Au regard des incertitudes liées au contexte politique national et ne connaissant pas les choix qui seront fait dans la future loi de finances 2025 sur ces dotations, nous préférons être prudents et réduire notre prévision 2025 à 533 436 €, soit une diminution de -162 135 € (-23,91%).

Si la DGF notifiée s'avère supérieure à notre prévision, nous régulariserons notre montant via une décision modificative.

Le graphique ci-dessous représente l'évolution des composantes de la dotation globale de fonctionnement de la commune.



Évolution des montants de Dotation Globale de Fonctionnement

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dotation forfaitaire	1 494 462	1 473 460	1 450 285	1 418 846	1 330 942	1 135 621	950 879	822 148	787 766
Dotation de solidarité rurale	111 614	115 122	128 559	142 029	154 627	169 435	114 000	58 551	58 960
Total DGF	1 606 076	1 588 582	1 578 844	1 560 875	1 485 569	1 305 056	1 064 879	880 699	846 726
en valeur n / n-1		-17 494	-9 738	-17 969	-75 306	-180 513	-240 177	-184 180	-33 973
en % n / n-1		-1,09%	-0,61%	-1,14%	-4,82%	-12,15%	-18,40%	-17,30%	-3,86%

suite

Année	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %	2010-2024 %
Dotation forfaitaire	736 589	704 456	666 695	627 550	630 905	623 914	461 436	-26,04%	-58,25%
Dotation de solidarité rurale	58 215	57 867	58 007	60 377	68 166	71 657	72 000	0,48%	-35,80%
Total DGF	794 804	762 323	724 702	687 927	699 071	695 571	533 436	-23,31%	-56,69%
en valeur n / n-1	-51 922	-32 481	-37 621	-36 775	11 144	-3 500	-162 135		-910 505
en % n / n-1	-6,13%	-4,09%	-4,94%	-5,07%	1,62%	-0,50%	-23,31%		

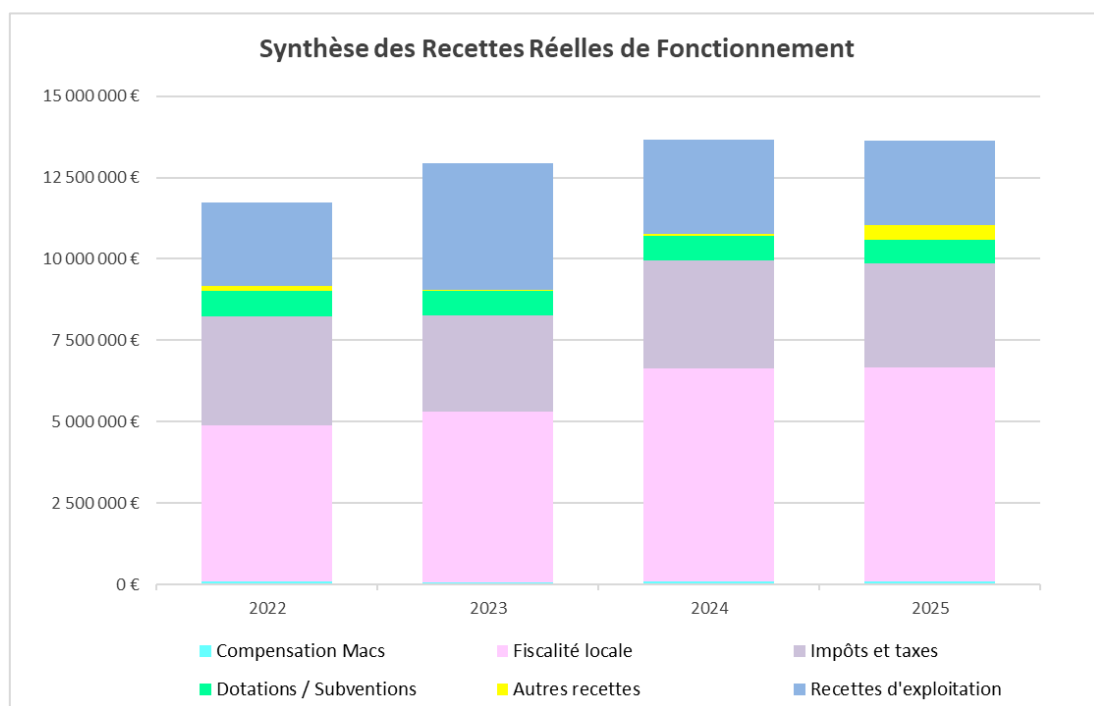
Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale au sein du bloc communal. Le FPIC permet une péréquation horizontale à l'échelon communal et intercommunal en utilisant

comme échelon de référence l'ensemble intercommunal. Un ensemble intercommunal peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC. Ce fonds a connu une montée en puissance puis a été stabilisé à un milliard d'euros depuis 2016. Une fois le montant le prélèvement ou de reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF) et entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale.

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Contribution FPIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Attribution FPIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Solde FPIC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%

3. Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2025



Année	2022	2023	2024	2025	2025-2024 valeur	2025-2024 %
Fiscalité, impôts & taxes	8 223 307	8 255 915	9 947 242	9 867 503	-79 739	-0,80%
Dotations / Subventions	795 040	761 422	745 783	572 623	-173 160	-23,22%
Recettes d'exploitation	2 555 843	3 892 270	2 907 751	2 603 083	-304 668	-10,48%
Autres recettes	161 836	24 487	65 416	444 011	378 595	578,75%
Recettes réelles de fonctionnement	11 736 027	12 934 093	13 666 192	13 487 220	-178 972	-1,31%
<i>RRF Evolution en %</i>	<i>-3,66%</i>	<i>10,21%</i>	<i>5,66%</i>	<i>-1,31%</i>		

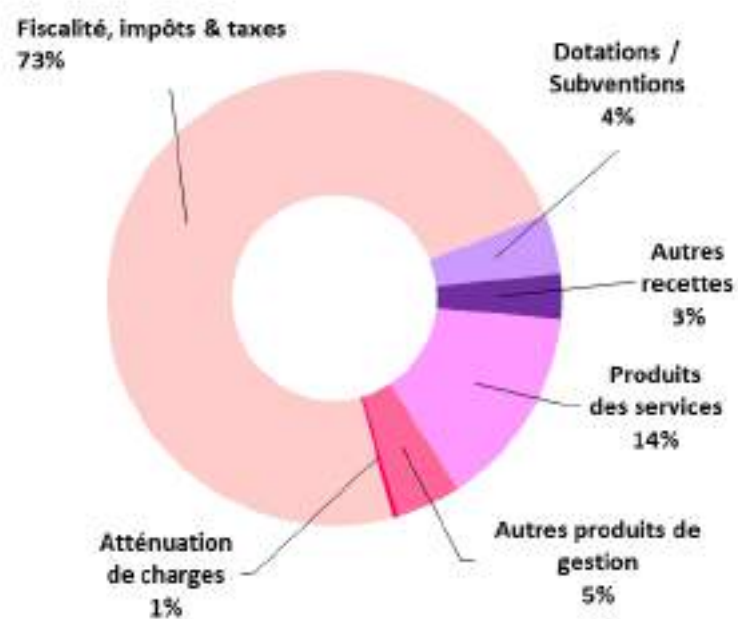
Explications des évolutions principales des recettes réelles de fonctionnement :

- Fiscalité et impôts & taxes :
 - 2022 : hyper dynamisme des droits de mutation, près de 2 000 000 €
 - 2023 : évolution des bases de fiscalité locales, +410 000 € par rapport à 2022, mais réduction des droits de mutation 1 420 000 € (-550 000 €)
 - 2024 : mise en place de la majoration de la TH pour les résidences secondaires +1 022 000 €
 - 2025 : base similaire à 2024 avec une projection prudentielle (taxe de séjour, mutation ...)
- Dotations et subventions :
 - Depuis quelques années, la diminution de nos dotations se réduit et vient se stabiliser entre 700 000 € et 750 000 €.
 - 2025 : par prudence et à la vue du contexte budgétaire national incertain, nous préférons inscrire une dotation 2025 de 533 400 € soit -162 000 € par rapport à 2024
- Recettes d'exploitation :
 - 2022 : intégration du budget annexe Mpe au budget principal +/-549 000 €, plus de recettes d'eau et d'assainissement -320 000 €
 - 2023 : reversement au budget principal des excédents de Pédebert et Casino +1 038 800 €
 - 2024 : l'occupation du domaine public a généré +45 000 € de recettes et la mise en place de l'externalisation du stationnement payant a rapporté +115 000 € de FPS
 - 2025 : projection avec des recettes prudentes (100 000 € de marge sur les recettes supplémentaires liées au CA des concessionnaires et au FPS)
- Autres recettes :
 - 2023 : changement de maquette comptable. En M57 plus de produits exceptionnels, bascule au chapitre 75, -150 000 €
 - 2024 : régularisation auprès d'EDF de 30 000 € de factures erronées. En cession nous retrouvons la vente de véhicules et un bout de terrain dans la zone
 - 2025 : vente du terrain « Lacout » au bourg de Soorts

4. La structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2025, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 13 487 220 €, soit 3 747,49 € / hab. ce ratio est similaire à celui de 2024 (3 797,22 € / hab).

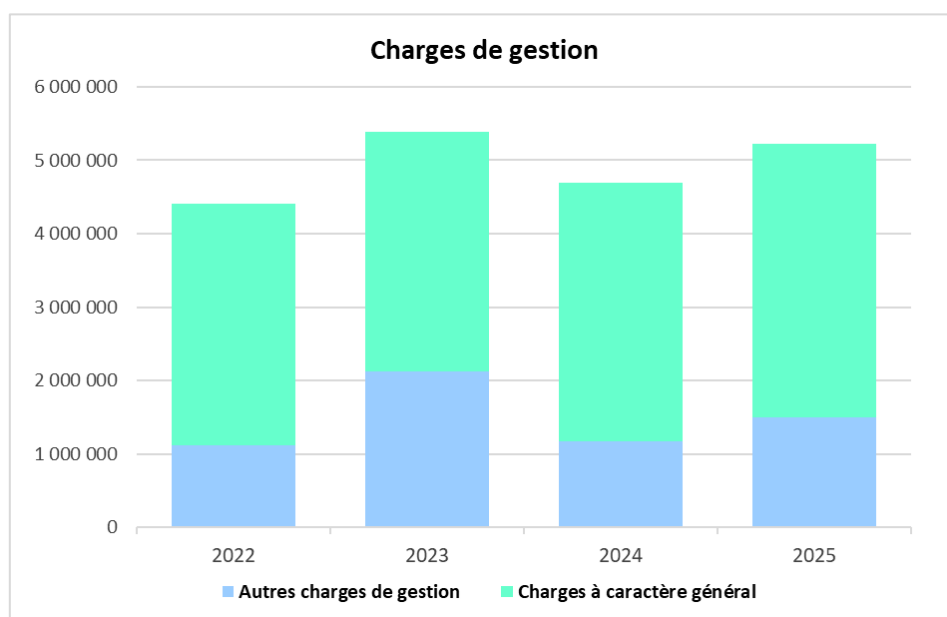
Structure des recettes réelles de fonctionnement



II. Les dépenses réelles de fonctionnement

1. Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

La graphique ci-dessous présente l'évolution des charges de gestion de la commune avec une projection jusqu'en 2025. En 2024, ces charges de gestion représentaient 43,36% du total des dépenses réelles de fonctionnement. En 2025 celles-ci devraient représenter 45,19% du total de cette même section.



Les charges de gestion, en fonction des prévisions budgétaires 2025, évolueraient de +12,98 % entre 2024 et 2025.

Année	2022	2023	2024	2025	2025-2024 valeur	2025-2024 %
Charges à caractère général	3 289 445	3 261 694	3 521 658	3 721 301	199 643	5,67%
Autres charges de gestion	1 112 896	2 122 758	1 177 980	1 503 478	325 498	27,63%
Total dépenses de gestion	4 402 341	5 384 452	4 699 638	5 224 779	525 141	11,17%
<i>Evolution en %</i>	<i>-6,77%</i>	<i>18,38%</i>	<i>-12,72%</i>	<i>11,17%</i>		

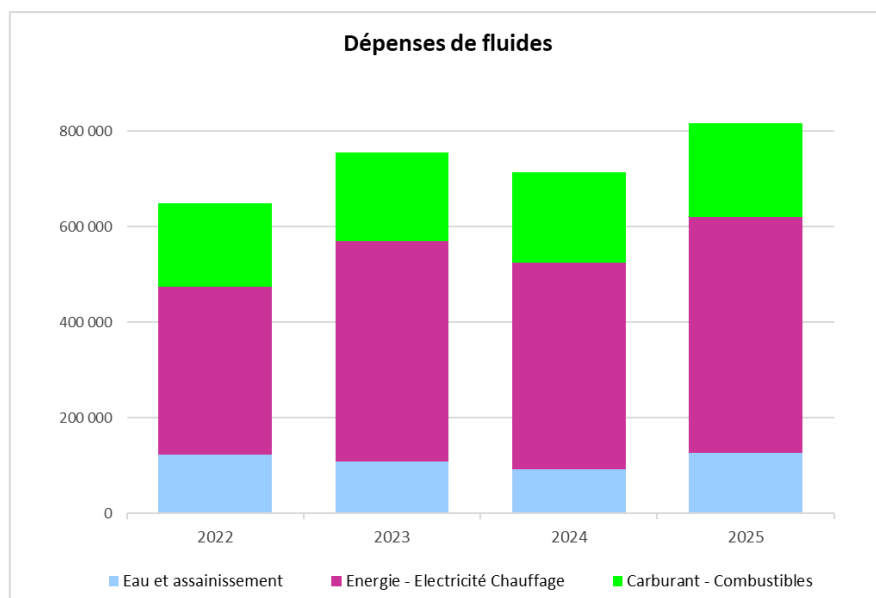
Explications des évolutions principales des dépenses de gestion :

- Charges à caractère général :
 - 2022 : post covid retour à une année pleine. 2022 est impacté par l'inflation, dont +100 000 € pour les seuls fluides et carburants
 - 2023 : organisation du Centenaire et inflation. L'augmentation du coût de l'énergie est de l'ordre de +110 000 €.

- 2024 : +62 000 € pour la prestation des vigiles (pour compenser le manque des gendarmes réquisitionnés pour les JO), +14 400 € pour l'externalisation de l'instruction des dossiers d'urbanisme sur octobre et novembre, +150 000 € pour l'externalisation du contrôle du stationnement (couvert par les recettes supplémentaires générées +297 000 €)
 - 2025 : les charges ont été projetées en tenant compte d'une inflation de +1,50%, +36 000 € pour les assurances (renouvellement de nos contrats), sur le modèle de fin 2024 l'externalisation des instructions d'urbanisme est prévue sur 6 mois (+24 000 €), augmentation de l'enveloppe allouée aux manifestations organisées par l'Office de Tourisme +22 100 € et nous avons été prudents sur les dépenses énergétiques +89 000 €
- Autres charges de gestion :
 - 2021 : subventions versées aux budgets annexes +797 000 €
 - 2023 : réorganisation de la gestion de l'Office de tourisme. Subvention +100 000 € (régularisation 2022 et impact départ à la retraite). Reversement au budget principal des excédents du Casino et de Pédebert +1 038 800 €
 - 2024 : les charges du SDIS ont augmentées de 32 000 €, après la réorganisation de l'Office de tourisme la subvention se stabilise à 315 000 € (-97 000 € par rapport à 2023)
 - 2025 : les charges du SDIS augmentent à nouveau +10 000 € ainsi que celles du Syndicat mixte de gestion des baignades landaises +15 000 €. Il est prévu une enveloppe de 195 000 € pour l'indemnisation des commerçants de la Place des landais et les associations sont aidées à hauteur de 487 418 € (+20 000 €). Nous conservons des marges de sécurité sur de possible admissions en non-valeur en cours d'année et des charges exceptionnelles.

➤ Les dépenses de fluides

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de fluides de 2021 à 2024.



En 2022 et 2023, le coût des fluides augmente de l'ordre de 15% à 19% par an. Par rapport à l'inflation nationale nous sommes en partie protégés par le groupement de commande énergie du Sydec. Il fait office d'amortisseur, nos augmentations annuelles ne sont que de 100 000 € à 110 000 € par an.

En 2024 les dépenses en fluide s'élèvent à 714 000 €. Par précaution, nous prévoyons une marge de sécurité en 2025, la prévision sera de 816 000 €.

Année	2022	2023	2024	2025	2025-2024 valeur	2025-2024 %
Eau et assainissement	123 925	109 479	93 249	126 100	32 851	35,23%
Energie - Electricité Chauffage	349 643	459 429	431 132	494 700	63 568	14,74%
Carburant - Combustibles	175 510	186 861	189 306	194 970	5 664	2,99%
Total dépenses de fluides	649 078	755 769	713 687	815 770	102 083	14,30%
<i>Evolution en %</i>	<i>19,15%</i>	<i>16,44%</i>	<i>-5,57%</i>	<i>14,30%</i>		

2. Les charges de personnel

➤ Informations relatives à la structure des effectifs et rémunérations

- La Structure des effectifs

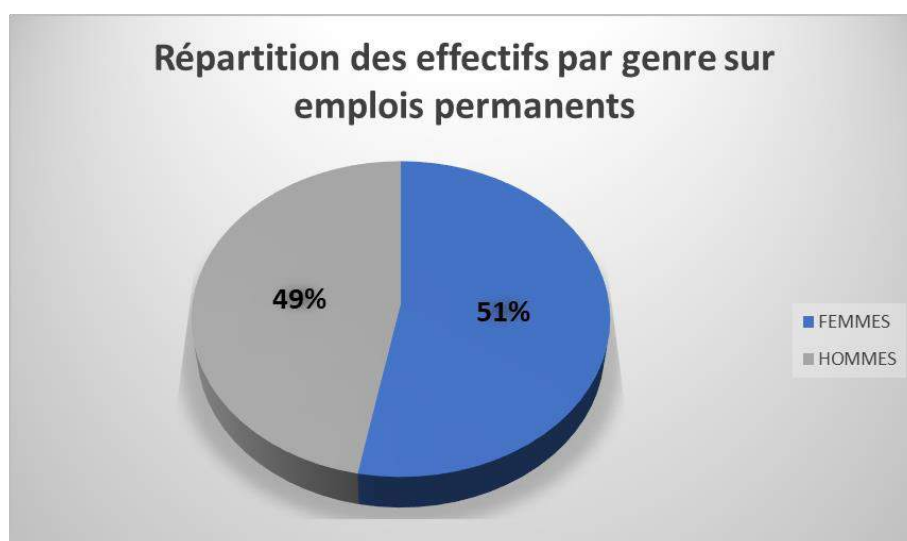
Répartition des effectifs par genre et par statut

Les données présentées portent sur les effectifs de 112 emplois permanents au 31 décembre 2024.

Le taux de féminisation de la fonction publique territoriale est de 61%.

La ville de Soorts-Hossegor présente un taux de féminisation qui atteint 51%.

Au 31 décembre 2024, la Ville de Soorts-Hossegor comptabilisait 112 agents sur emplois permanents dont 51% de femmes (57) et 49% d'hommes (55).



Répartition de l'effectif des agents sur emplois permanents au sein de la Ville au 31/12/2024 :

	FEMMES	FEMMES en %	HOMMES	HOMMES en %
EFFECTIF TOTAL	57	51%	55	49%
FONCTIONNAIRES	40	70%	52	95%
CONTRACTUELS	17	30%	3	5%

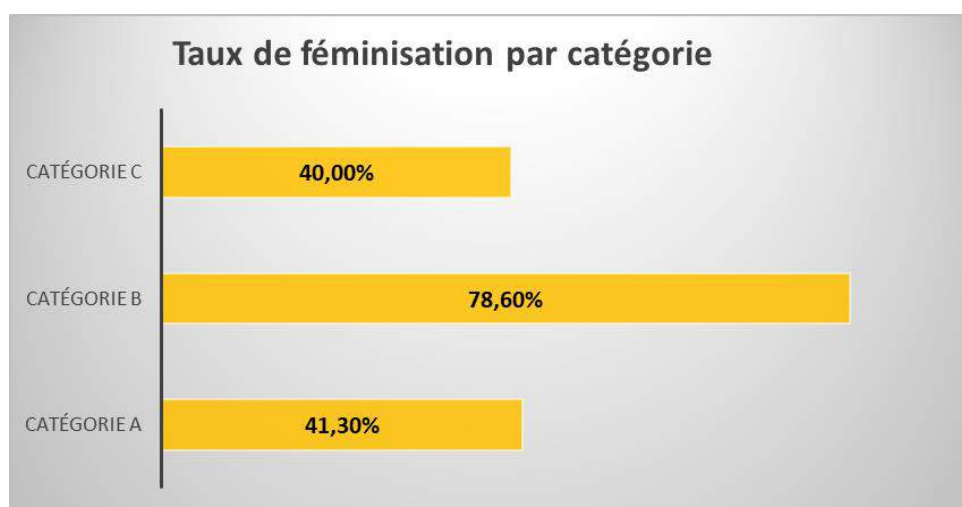
Sur les 57 femmes employées par la ville :

70% sont fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et 30% sont contractuelles.

Sur les 55 hommes employés par la ville :

95% sont fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et 5% sont contractuels.

Répartition des effectifs par catégorie



Sur 57 femmes, 2 sont cadre A contre 3 pour les hommes.

Le taux de féminisation pour les catégories A est de 40%

En 2021, des évolutions statutaires ont conduit au reclassement de certains métiers précédemment en catégorie B dans les nouveaux cadres d'emplois de catégorie A (Educateurs de jeunes enfants).

Cette évolution est une reconnaissance de l'expertise de métiers très féminisés.

Sur 57 femmes, 12 sont cadre B contre 2 pour les hommes.

Le taux de féminisation pour les catégories B est de 85.71%.

Même constat que les pour les catégories A, même si la proportion est plus élevée, des évolutions statutaires, et le reclassement de certains métiers précédemment en catégorie C dans les nouveaux cadres d'emplois de catégorie B sont intervenus (Auxiliaire de puériculture). Ces métiers restent très féminisés.

Le schéma s'inverse pour les catégories C, en effet, le taux de féminisation pour les catégories C est de 40%. Cela s'explique par des métiers de la filière technique, considérés comme des domaines masculins.

Répartition des effectifs par filière

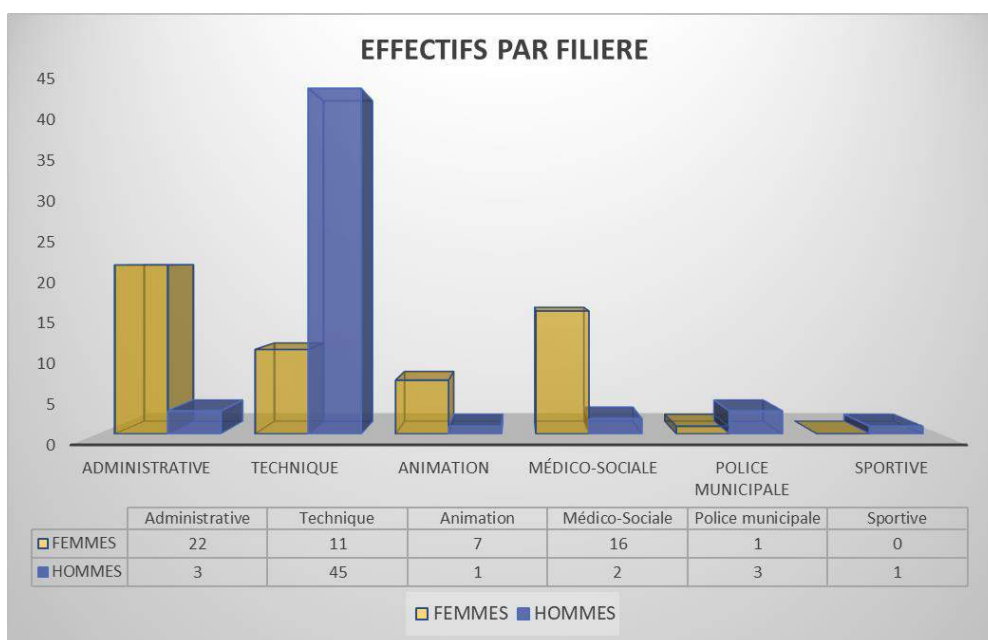
Au niveau de la fonction publique territoriale au 31 décembre 2020, les filières les plus féminisées sont les filières sociales (96%), médico-sociales (95%), administratives (82%), médico-techniques (81,20%) et animation (72,70%).

Les filières les moins féminisées concernent les filières incendie et secours (5,70%) et sécurités-police municipale (21,40%).

(Sources : l'Observatoire MNT et édition du 12/07/2024 du Maire info)

Au sein de la Ville de Soorts-Hossegor, au 31 décembre 2024, les filières les plus féminisées sont les filières administrative, médico-sociale et animation.

Les filières les moins féminisées sont les filières techniques et sportives.



Répartition par classe d'âge

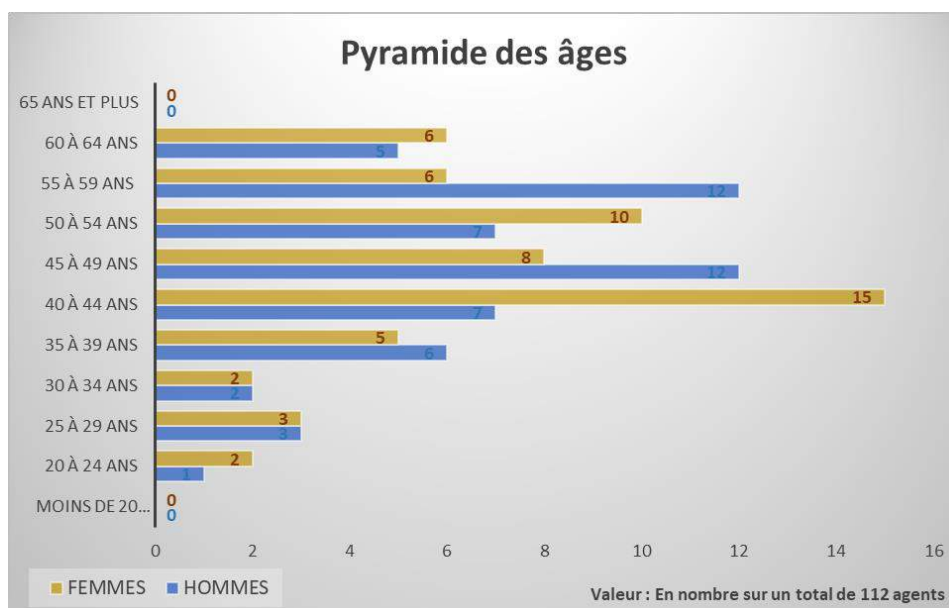
Au niveau de la fonction publique territoriale au 31 décembre 2021, la moyenne d'âge est de 46 ans. Il s'agit du versant le plus âgé comparé à la Fonction Publique Hospitalière et la Fonction Publique d'Etat.

Au sein des Communes, la majorité des effectifs a entre 40 et 49 ans.

(Sources : le rapport annuel de la DGAFP édition publiée le 15 décembre 2023)

Au sein de la Ville de Soorts-Hossegor au 31 décembre 2024, la moyenne d'âge globale des agents permanents est de 48,4 ans.

Elle est de 42 ans pour les femmes et de 55 ans pour les hommes.



- **Aux dépenses de personnel (éléments sur les rémunérations)**

En 2021, le salaire net mensuel moyen au sein de la fonction publique s'établit à 2 431 euros.

La part moyenne des primes et indemnités dans le salaire brut des fonctionnaires est de 23,8 % dans l'ensemble de la fonction publique.

Le salaire net en équivalent temps plein des femmes est en moyenne inférieur de 11,3 % à celui des hommes.

Dans la fonction publique territoriale, à profil identique, les femmes perçoivent en moyenne un salaire inférieur de 4,8 % à celui des hommes en 2021, contre 5,1 % en 2020.

En 2022, un salarié de la fonction publique territoriale perçoit en moyenne 2 145 euros net par mois en équivalent temps plein ; cette moyenne prend en compte tous les agents des collectivités locales, tous statuts et catégories confondus, qu'ils soient fonctionnaires ou non.

(Sources : Insee et le [rapport annuel de la DGAFP](#) édition publiée le 15 décembre 2023)

En 2024, au sein de la Ville de Soorts-Hossegor, le salaire brut mensuel moyen est de 2 352,75 euros pour les femmes et 2 438,00 euros pour les hommes.

L'écart de rémunération le plus important concerne les agents de la catégorie A.

Total des 10 + hautes rémunérations brutes annuelles au sein de la Ville :

Femmes ♀ : 252 125 € répartis sur 6 bénéficiaires

Hommes ♂ : 255 492 € répartis sur 4 bénéficiaires.

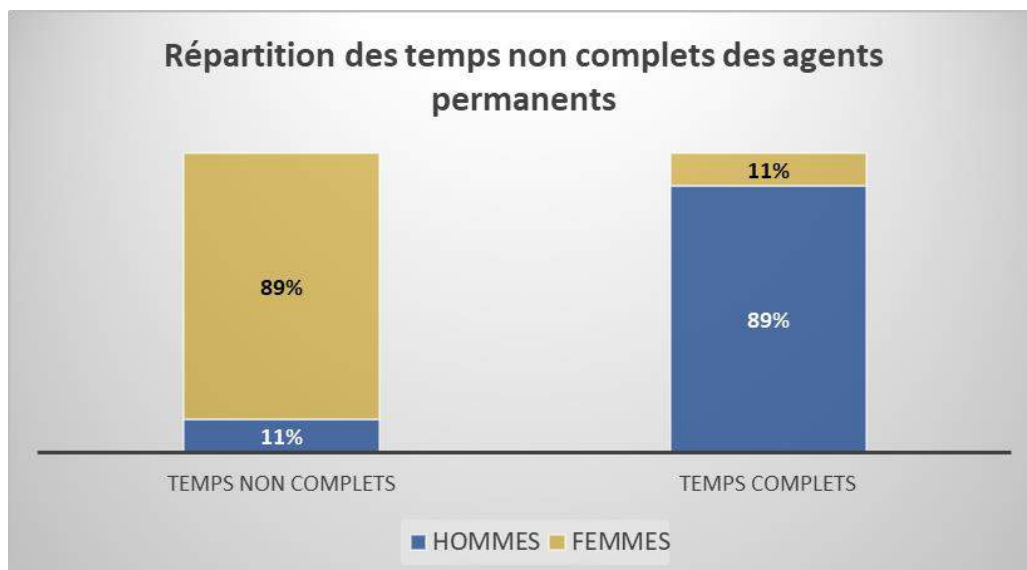
Traitements indiciaires, Régimes indemnitaires, Bonifications indiciaires, Heures supplémentaires rémunérées et Avantages en nature

Les données relatives à la rémunération 2024 sont actuellement indisponibles, en raison de l’instruction informatique réalisée par la collectivité au moment de la campagne RSU 2025. Elles seront détaillées dans le cadre de ce Rapport Social Unique (RSU) qui sera publié au dernier semestre 2025.

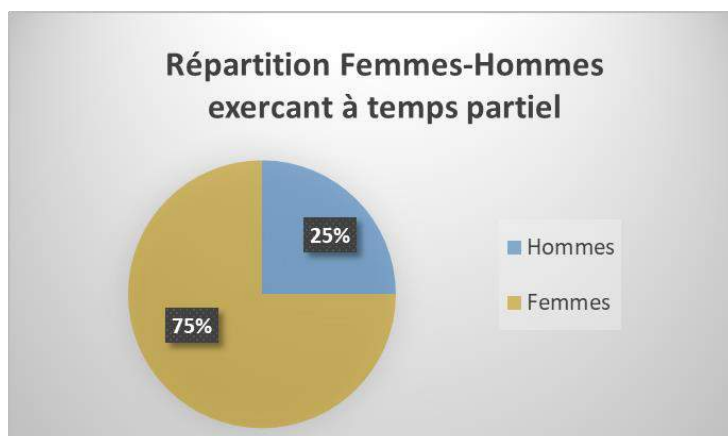
• **La Durée effective du travail sur la Commune**

Au 31 décembre 2024, la Ville de Soorts-Hossegor compte 7 agents titulaires et 2 agents contractuels à temps non complet, presque toutes des femmes.

Ces agents à temps non complet travaillent dans le secteur de l’entretien des locaux, au CCAS ou au sein des écoles.



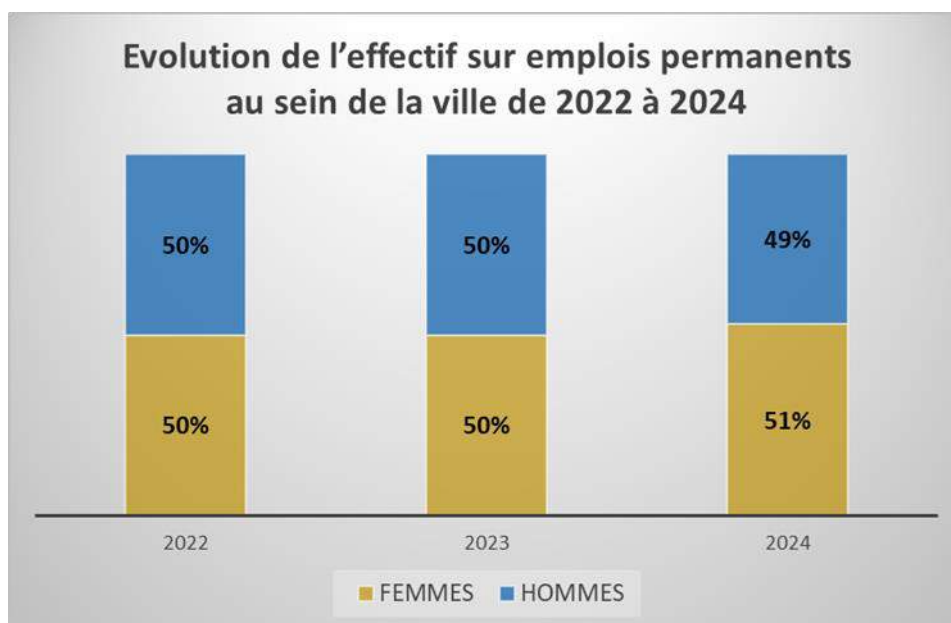
Au 31 décembre 2024, la Ville de Soorts-Hossegor compte 4 agents titulaires à temps partiel, dont 3 femmes et 1 homme. Aucun agent contractuel n'exerce à temps partiel. Tous ces temps partiels sont accordés sur autorisation.



- **L'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel**

La proportion Femmes-Hommes entre 2022 et 2024 est stable. On observe une proportion des femmes plus importante sur l'année 2024.

En effet, au sein de la ville au 31 décembre 2024, les femmes représentent 51% de l'effectif total sur les emplois permanents, contre 49% des hommes (agents permanents).



- **La gestion prévisionnelle des ressources humaines de la Commune**

Diagnostic : Evaluer les mouvements de personnel de la Commune

En 2024, la ville de Soorts-Hossegor a enregistré 7 arrivées sur postes permanents dont 5 femmes et 2 hommes, contre 5 départs et 4 arrivées sur postes permanents en 2023.

La Ville a comptabilisé 9 départs (retraite, mutation, disponibilité, démission, fin de contrat), dont 4 femmes et 5 hommes.

Objectif : Faire évoluer les compétences de nos agents(es) par la carrière (LDG)

En 2024, le Ville de Soorts-Hossegor a mis en œuvre 3 avancements de grade et 1 dossier de promotion interne, dans le respect des Lignes Directrices de Gestion (LDG) fixées par la collectivité.

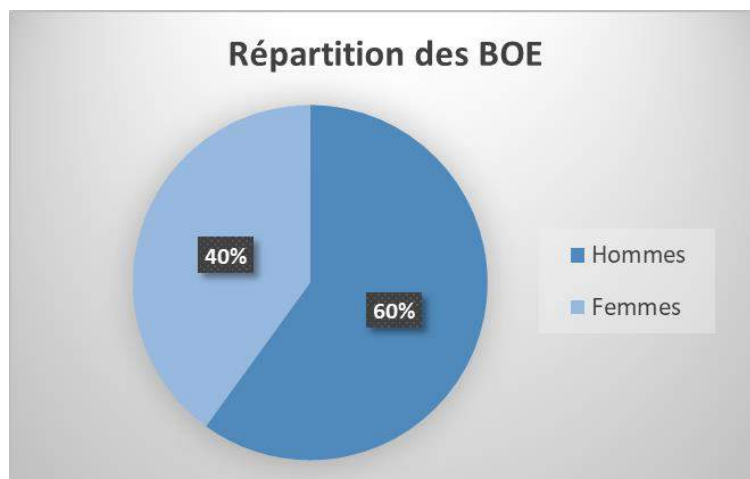
	Femmes	Hommes
Avancements de grade	2	1
Dossier de promotion interne	0	1

Outils : Professionnaliser nos agents(es) par la formation

	Femmes	Hommes
Catégorie A	2	1
Catégorie B	8	3
Catégorie C	22	16
TOTAL	32	20

Indicateur : Accompagner et Faciliter le quotidien des personnes en situation de Handicap au sein des effectifs de la Commune

Au 31 décembre 2024, la ville de Soorts-Hossegor comptait 5 Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi (BOE), dont femmes 2 (40%) et 3 hommes (60%).



Déploiement : Des mesures existantes déjà engagées pour agir sur les inégalités

La Ville de Soorts-Hossegor a déjà engagé le travail autour des rétributions, qui concerne les avantages hors rémunération des agents, afin d'agir à la fois sur le champ professionnel et les conditions de travail, mais aussi le champ professionnel et extra professionnel. Cela s'est traduit depuis 2021 par des nouvelles mesures.

- La participation de la collectivité à la complémentaire prévoyance des agents

Depuis le 1er janvier 2025, la collectivité participe à la complémentaire prévoyance de ces agents. La participation employeur est forfaitaire à hauteur de 10€ par mois.

Une évolution est à prévoir au 1er janvier 2026, dans le cadre de la participation obligatoire des employeurs publics à la protection sociale complémentaire, sur le champ de la santé.

- Le travail à distance a fait son entrée dans les pratiques de la Commune, depuis le confinement lié au COVID 19

Ce travail à distance (télétravail) s'est exercé, pour beaucoup, dans des situations complexes durant le confinement, notamment en relation avec les problématiques de garde d'enfants. En dehors des périodes de confinement, la possibilité de travailler à distance, pour les agents qui en ont la possibilité, a été maintenue à hauteur d'un jour par semaine.

Sur ce point, l'expérimentation conduite au sein de la collectivité depuis 2020 est intégrée au nouveau cadre légal et réglementaire et devient un élément de la qualité de vie au travail, incluant la résorption des inégalités liées au genre.

- La collectivité a mis en place le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Expérience professionnelle (RIFSEEP) avec une approche fonction permettant ainsi de valoriser indépendamment du genre les fonctions exercées.

Depuis 2021, la commune s'est saisie des sujets en cours, afin de mettre l'égalité au cœur de ses réflexions ;

- Dans le cadre de la construction des Lignes Directrices de Gestion (LDG), il y avait la nécessité d'engager une démarche globale et construite sur la question de l'égalité.

Les actions définies par la collectivité en faveur de l'égalité professionnelle sont les suivantes :

- ✓ Procéder à un état des lieux de la situation par catégorie hiérarchique.
- ✓ Renforcer l'égalité professionnelle pour les postes à responsabilité.
- ✓ Renforcer la prévention et la lutte contre les violences sexuelles et sexistes.

- Flexibilité et qualité de vie au travail : mise en place de plages d'horaires variables pour les agents administratifs de la Mairie.

A cet effet, les horaires d'accueil au public ont été modifiés avec des plages d'ouverture plus restreintes. (09h00-12h30 et 13h30-17h00 du lundi au vendredi au lieu de 08h30 -12h30 et 13h30-18h00 du lundi au vendredi).

Depuis 2021, l'expérimentation a été concluante pour l'ensemble des agents communaux. En effet, leurs horaires d'accueil du public sont plus adaptés (incluant du temps de travail hors public), tout en maintenant un service public de qualité. Ces horaires plus flexibles répondent mieux aux modes de vie de chacun des agents administratifs (dépose des enfants à l'école, garde d'enfant, et autres contraintes personnelles, ...) et favorise le bien-être au travail au sein de la Commune avec une meilleure articulation des temps vie professionnelle / vie personnelle.

Le Plan d'action proposé : les actions 2024

Le sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes relève des enjeux de société et la ville de Soorts-Hossegor souhaite progresser dans ce domaine au-delà des premières mesures mises en place.

Dès lors, pour 2024, la commune a convenu d'initier une démarche structurée à partir des objectifs suivants :

- Sensibiliser, partager les représentations, acculturer,

- Développer les compétences et connaissances des équipes du CDG des Landes sur le sujet de l'égalité,
- Formaliser les orientations, le périmètre d'action, la gouvernance,
- Elaborer un plan d'action pluriannuel et évaluable,
- Accompagner les collectivités et les établissements publics.

Une année de sensibilisation et d'acculturation :

Différentes actions de sensibilisation ont été accomplies en 2024 et une démarche d'acculturation a été engagée à travers le pilotage de différents projets RH :

✓ Dans le cadre de **l'évaluation du temps de travail en 2023**, la question du rapport au temps d'emploi choisi ou subi a été évoqué et a fait l'objet d'échanges : les temps partiels de droits, absences pour garde d'enfants restent majoritairement féminins.

✓ Le projet **d'élaboration du référentiel fonction et de refonte du régime indemnitaire** engagé en 2023, vise à identifier les inégalités dont celle de genre, pour y apporter des mesures correctives.

La nouvelle architecture de l'IFSE s'appuie depuis 2021 sur les fonctions exercées et non sur le métier assis sur des filières historiquement discriminantes.

✓ **La Mise en place du dispositif de signalement, de traitement et de suivi des actes de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.**

Ce dispositif issu de la loi de transformation n°2019-828 du 06 août 2019 prévoit la mise en place obligatoire d'un recueil de signalements dans l'ensemble des administrations :

« Il a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements ».

Pour la mise en place de ce dispositif, le Ville de Soorts-Hossegor a adhéré via une convention au Centre de Gestion des Landes (CDG 40) pour un dispositif de signalement mutualisé, formalisé par arrêté de la Présidente du CDG 40 le 04 octobre 2021.

L'adhésion de la ville à ce dispositif du CDG 40 a été officialisée par délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2024, puis la signature de la convention afférente le 22 octobre 2024. Cette convention est conclue pour la durée du mandat actuel de 2020 à 2026. Ce service est proposé à titre gratuit par le CDG 40.

Pour le département des Landes, le référent signalement mutualisé est Monsieur Arnaud LUCY, en sa qualité de juriste.

Le référent signalement apporte soutien et conseil aux agents à l'origine du signalement. Il agit en toute indépendance et neutralité.

Ce dispositif est ouvert aux agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements, parmi :

- L'ensemble des personnels de la collectivité concernée (stagiaires, titulaires, contractuels, apprentis, bénévoles, etc.) ;

- Les élèves ou étudiants en stage ;
- Les personnels d'entreprises extérieures intervenant au sein de la collectivité ;
- Les agents ayant quitté les services (retraite, démission) depuis moins de six mois ;
- Les candidats à un recrutement dont la procédure a pris fin depuis trois mois maximums ;
- Les usagers du service public le cas échéant.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur présumé des faits et la victime. L'auteur peut être donc un(e) collègue, un formateur, un prestataire, ou un usager du service.

Les services du CDG 40 ne pourront pas être mobilisés par les agents eux-mêmes mais pourront accompagner les collectivités employeurs qui en feraient la demande dans la résolution des situations.

En 2024, le référent du CDG 40 n'a enregistré aucun signalement d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes.

✓ **Deux actions de sensibilisation** ont été conduites auprès de l'ensemble du personnel, dans le cadre des conduites addictives, et plus particulièrement la lutte contre l'alcoolisme.

Les groupes constitués pour ces 2 jours de sessions de sensibilisation ont été composés en respectant une mixité des genres et des services.

✓ **Formaliser le plan de formation et règlement de formation**

Le plan de formation et son règlement de formation ont été adoptés le 16 décembre 2024, après avis du Comité Social Territorial du 07 novembre 2024.

Ce référentiel identifie des actions de formation et de sensibilisation qui répondent aux enjeux identifiés et favorise la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

➤ **Les perspectives 2025 en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**

AXE 1 : Mise en place du plan triennal dans une démarche participative :

- Structurer un plan d'action pluriannuel en formaliser les orientations, le périmètre d'action, la gouvernance ainsi que les modalités d'évaluation,
- Construction de la démarche : portage du plan d'action et pilotage de la démarche (nommer un Référent Egalité dans la collectivité et définir son rôle et ses responsabilités),
- Sensibilisation et information des agents (Intégrer l'égalité F-H dans les formations management, les entretiens professionnels et Lutter contre les stéréotypes / préjugés auprès de l'ensemble des agents par une démarche participative),
- Implication des acteurs (Mobiliser les assistants ou conseillers de prévention / médecin de prévention, Impliquer le Comité Social Territorial tout au long de la démarche, et Mettre en place un groupe de travail "égalité pro" pour le suivi du plan d'action)

AXE 2 : Identifier les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes afin de prévenir et d'apporter les mesures correctives :

- Rectifier les écarts de rémunérations Femmes-Hommes qui ne sont plus justifiées,
- Agir sur les causes de la sous-représentation des femmes dans la prise des heures supplémentaires,
- Sensibiliser les encadrants sur les biais cognitifs lors de l'attribution des primes notamment le CIA,
- Poursuivre la collecte et l'analyse des données permettant d'examiner les écarts F-H dans les critères d'attribution des primes par catégories, statut, filières,
- Réduire les emplois à temps non complet qui touchent plus les femmes,
- Garantir l'égalité de rémunération F-H lors du recrutement de contractuels,
- Mieux informer des effets du temps partiel et non complet sur la rémunération et la retraite par la mise en place d'un entretien lors des demandes de temps partiel.

AXE 3 : Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux cadres d'emplois, grades et emplois :

- Évaluer le niveau de mixité des recrutements selon le type de poste et de statut et favoriser cette mixité en poursuivant la féminisation / masculinisation de fiches de poste et des annonces d'emploi,
- Évaluer le niveau de mixité des filières, des fonctions et des métiers et encourager la double mixité des métiers,
- Garantir une proportion égale de femmes et d'hommes promouvables et promus,
- Assurer une égalité d'accès aux préparations concours et examens professionnels,
- Mettre en place la parité femmes-hommes dans les jurys de recrutement et d'examens professionnels,
- Respecter l'obligation de nominations équilibrées de femmes et d'hommes dans les emplois supérieurs,
- Faciliter l'accès des femmes aux emplois fonctionnels et aux emplois d'encadrement par diverses actions.

AXE 4 : Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale sous l'angle de l'égalité femmes-hommes et en tenant compte des nouveaux modes de vie et de compositions familiales :

- Encadrer les heures de réunion quel que soit le niveau de responsabilité,
- Poursuivre les propositions de flexibilité du temps de travail favorisant l'articulation des temps vie professionnelle / vie personnelle (mise en place du télétravail, plages variables...),
- Approfondir la question de l'organisation du temps de travail,
- Faciliter la prise de congé paternité en développant l'information vers les agents concernés, en particulier les agents d'encadrement,
- Encourager la déconnexion.

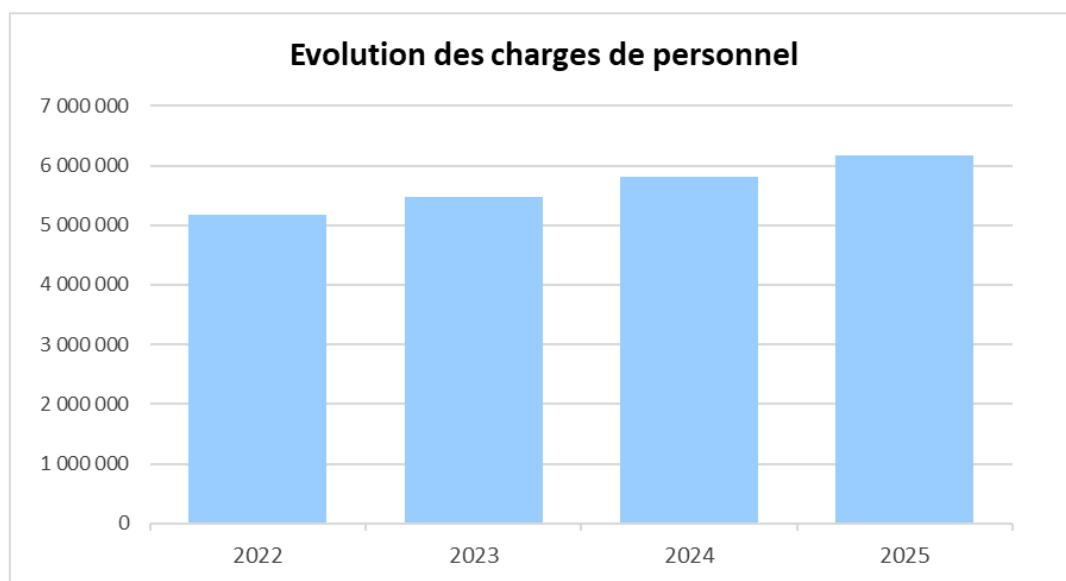
AXE 5 : Prévenir et traiter les actes de discrimination, de harcèlement moral, de violences sexistes et sexuelles :

- Diffuser les numéros d'urgence et les contacts des professionnels en interne et sur le territoire pouvant accueillir et accompagner les victimes et les témoins,

- Former et sensibiliser les encadrants au repérage et à la prise en charge des situations de discriminations, de violences sexistes et sexuelles et de harcèlement moral,
- Engager les procédures adéquates et communiquer sur la politique disciplinaire,
- Communiquer et rendre accessible le dispositif de signalement et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes (*conventionné en 2024 avec le Centre de Gestion des Landes*),
- Définir les modalités du dispositif de recueil et de traitement de situations de violences sexistes et sexuelles et de discrimination pour les victimes et les témoins.

➤ Evolutions et explications des charges de personnel

Le graphique ci-dessous présente les évolutions des dépenses de personnel de 2022 à 2025.



L'évolution des charges de personnel est la conjugaison de trois facteurs :

- **Les sujets sur lesquels nous n'exerçons pas de contrôle direct :**
GVT, revalorisation du point d'indice, des grilles indiciaires et les maladies des agents (remplacement à prévoir).
 - 2022 : indemnité inflation, revalorisation du point d'indice et de la grille indiciaire des catégories C et B de la filière médico-sociale
 - 2023 : effet année pleine des revalorisations 2022 plus nouvelle revalorisation du point d'indice et des grilles indiciaires des catégories C1 et C2
 - 2024 : effet année pleine par rapport aux évolutions de 2023. Augmentation de 1% du taux de la Cnracl et réévaluation du point d'indice et de la GVT à 115 000 €. L'organisation du recensement nous a coûté 34 500 € (remboursement 10 500 €) et les remplacements à l'accueil 19 300 €. L'assurance statutaire a augmenté de 61 000 € par rapport à 2023.
 - 2025 : augmentation du taux de Cnracl +3%, et enveloppe pour les aléas (remplacements pour maladie ...) de 200 000 € (idem à 2023 et 2024)
- **L'amélioration salariale visant à renforcer l'attractivité des métiers au sein de la commune :**

Revalorisation IFSE, CIA, stagiairisation de contractuels.

- 2022 : 1^{ère} phase de réajustement du RIFSEEP
- 2023 : mise en place du CIA, 2^{ème} tranche de réajustement de l'IFSE
- 2024 : 3^{ème} phase de réajustement de l'IFSE 15 000 € (inclusion des contractuels), CIA +9 600 par rapport à 2023 et versement de la Prime Pouvoir d'achat pour 43 500 €
- 2025 : mise en place du régime indemnitaire de la police +25 000 € et versement d'une participation employeur si les agents souscrivent à une assurance prévoyance (120/an 75 agents = 9 000 €)

• **L'amélioration des services :**

Des choix de gestion et d'organisation ont été pris pour améliorer les services et la qualité du travail.

- 2022 : effet année pleine, plus recrutement de binômes aux affaires générales et à la comptabilité
- 2023 : effet année pleine et remplacement poste pour poste à la commande publique et au PEJ.
Mise en place du service évènementiel à l'occasion du centenaire de la station balnéaire et de la clarification des missions entre la Commune et l'Office de Tourisme.
- 2024 : recrutement d'un adjoint à la police (40 000 €) et développement dès septembre du service des sports (12 400 €)
- 2025 : recrutement en CDD de trois agents au service propreté (96 000 €), d'un agent au service des finances (9 mois 35 000 €) et en CDD d'un agent aux ressources humaines (9 mois 25 000 €)

Les évolutions des charges de personnel

Année	2022	2023	2024	2025
Rémunération des titulaires	2 513 342	2 824 213	2 975 239	3 150 224
Rémunérations des non titulaires	1 132 986	955 839	997 291	1 055 946
Autres dépenses	1 522 305	1 696 479	1 841 173	1 968 361
Total dépenses de personnel	5 168 633	5 476 530	5 813 703	6 174 530
<i>Evolution en valeur</i>	<i>441 110</i>	<i>307 898</i>	<i>337 173</i>	<i>360 827</i>
<i>Evolution en %</i>	<i>9,33%</i>	<i>5,96%</i>	<i>6,16%</i>	<i>6,21%</i>

Ces charges de personnel correspondent uniquement au chapitre 012. Le montant ne tient pas compte des remboursements de l'assurance ou de la cpam, estimés en 2025 à 50 000 € (réalisé 2024 = 67 640,84 €).

L'évolution des effectifs

Année	2021	2022	2023	2024	2025 projeté
Nombre agent : ETP moyen annuel	128,87	133,31	135,82	137,00	142,25
Nombre agent : ETP au 31/12	112,32	118,99	115,71	115,07	119,50

L'ETP moyen tient compte des variations des effectifs liées aux recrutements saisonniers.

L'évolution des charges de personnel par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement

Afin de pouvoir juger de la situation financière des communes, l'Etat a défini des ratios. Des comparatifs peuvent être ainsi établis avec des communes de même strate.

Pour les charges de personnel il faut regarder le ratio n°7 qui rapporte les charges de personnel aux dépenses réelles de fonctionnement (DRF).

Année	2021	2022	2023	2024	2025 projeté
Charges de personnel / DRF	49,50%	49,83%	49,57%	53,64%	53,41%
Charges de personnel - remboursements assurance et CPAM / DRF	48,36%	48,95%	48,69%	52,96%	52,97%
Référence de taux pour Commune touristiques 3 500 à 10 000 habitants	56,90%	56,60%	56,30%	55,60%	

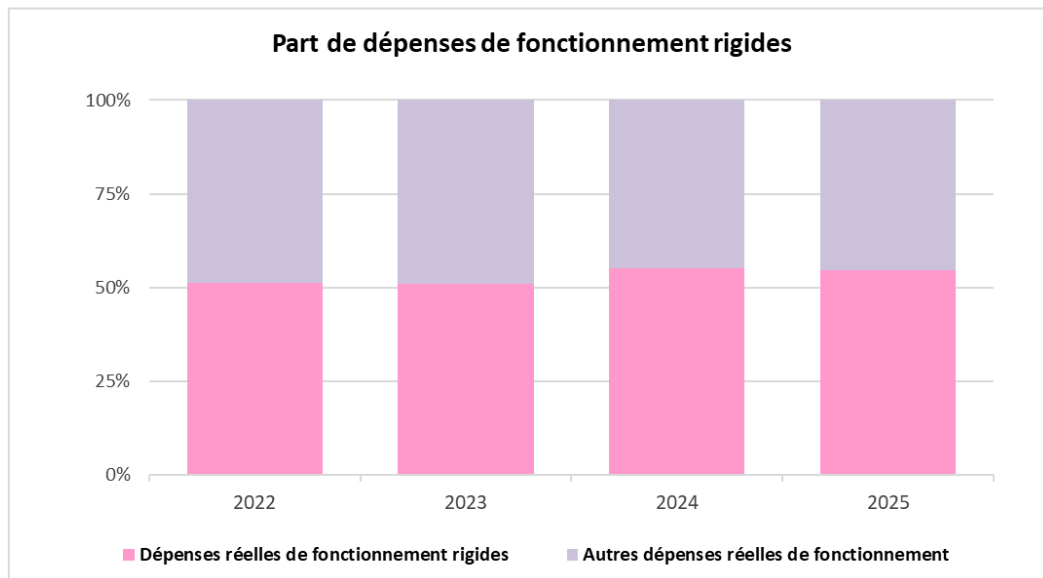
Sources DGCL - Les collectivités locales en chiffres (en n rapport de n-1)

3. La part des dépenses de fonctionnement rigides de la commune

Les dépenses de fonctionnement rigides sont composées des atténuations de produits, des dépenses de personnel et des charges financières.

Elles sont considérées comme rigides car la commune ne peut aisément les optimiser en cas de besoin. Elles dépendent en effet pour la plupart d'engagements contractuels passés par la commune et difficiles à retravailler.

Ainsi, des dépenses de fonctionnement rigides importantes ne sont pas forcément un problème dès lors que les finances de la commune sont saines mais peuvent le devenir rapidement en cas de dégradation de la situation financière de la commune car des marges de manœuvre seraient plus difficile à rapidement dégager.



Le tableau ci-dessous présente la répartition en % des dépenses rigides dans les dépenses de fonctionnement.

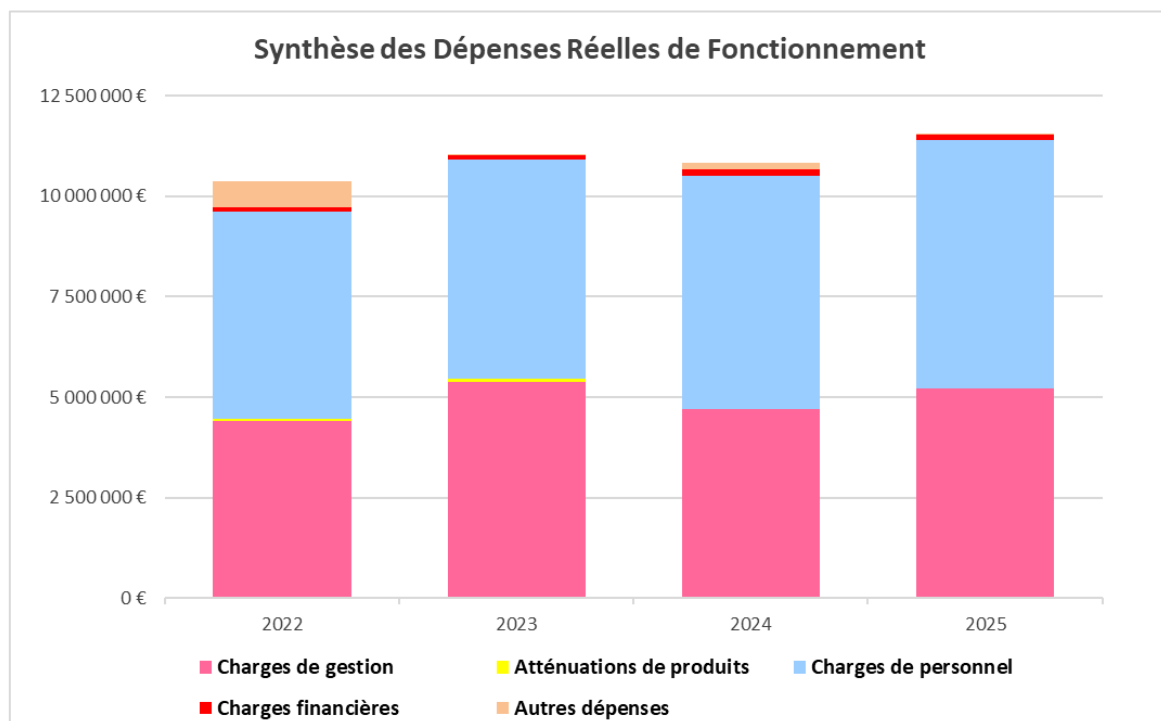
Année	2022	2023	2024	2025
Dépenses réelles de fonctionnement rigides	51,30	50,90	54,99	54,52
Autres dépenses réelles de fonctionnement	48,70	49,10	45,01	45,48

L'évolution de la proportion des dépenses rigides entre 2024 et 2025, s'explique par une augmentation prévisionnelle des charges de personnel entre les deux années.

4. Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

Il est ici proposé par la commune de faire évoluer les dépenses réelles de fonctionnement pour 2025 de +6,67% par rapport à 2024.

Le graphique ci-dessous présente l'évolution de chaque poste de dépense de la commune sur la période 2022-2025.



Année	2022	2023	2024	2025	2025-2024 valeur	2025-2024 %
Charges de gestion	4 402 341	5 384 452	4 699 638	5 224 779	525 141	11,17%
Charges de personnel	5 168 633	5 476 530	5 813 703	6 174 530	360 827	6,21%
Atténuations de produits	50 205	63 632	8 445	0	-8 445	-100,00%
Charges financières	102 727	83 488	138 010	128 394	-9 616	-6,97%
Autres dépenses	648 677	40 727	178 960	33 750	-145 210	-81,14%
Dépenses réelles de fonctionnement	10 372 583	11 048 829	10 838 757	11 561 453	722 696	6,67%
<i>DRF Evolution en %</i>	<i>9,74%</i>	<i>15,68%</i>	<i>-1,90%</i>	<i>6,67%</i>		

Explications des évolutions principales des dépenses réelles de fonctionnement :

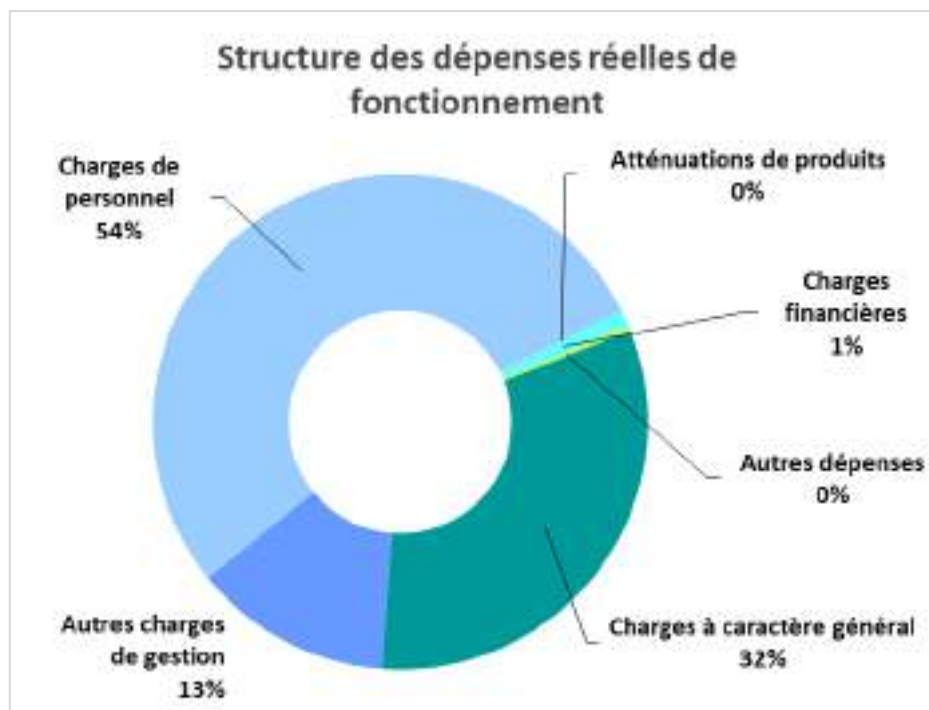
- Charges de gestion :
 - 2022 : post covid retour à une année pleine. Impact de l'inflation, dont +100 000 € pour les seuls fluides et carburants. Bascule au Sydec des excédents eau et assainissement +578 000 €
 - 2023 : organisation du Centenaire et inflation. L'augmentation du coût de l'énergie est de l'ordre de +110 000 €. Réorganisation de la gestion de l'Office de tourisme. Subvention +100 000 € (régularisation 2022 et impact départ à la retraite). Reversement au budget principal des excédents du Casino et de Pédebert +1 038 800 €
 - 2024 : +62 000 € pour la prestation des vigiles (pour compenser le manque des gendarmes réquisitionnés pour les JO), 150 000 € pour l'externalisation du contrôle du stationnement (couvert par les recettes supplémentaires générées +297 000 €) et

après la réorganisation de l'Office de tourisme la subvention se stabilise à 315 000 € (- 97 000 € par rapport à 2023)

- 2025 : les charges ont été projetées en tenant compte d'une inflation de +1,50%, +36 000 € pour les assurances (renouvellement de nos contrats), augmentation de l'enveloppe allouée aux manifestations organisées par l'Office de Tourisme +22 100 € et nous avons été prudents sur les dépenses énergétiques +89 000 €. Il est prévu une enveloppe de 195 000 € pour l'indemnisation des commerçants de la Place des landais et les associations sont aidées à hauteur de 487 418 € (+20 000 €). Nous conservons des marges de sécurité sur de possible admissions en non-valeur en cours d'année et des charges exceptionnelles.
- Charges de personnel : détail de l'évolution à la page 24.
- Atténuations des produits :
 - 2024 : la DDFIP a décidé que les collectivités ne devaient plus tracer les écritures de reversement des parts de taxe de séjour au GPSO (34%) et au Département (10%)
- Autres dépenses :
 - 2022 : reversement des excédents eau et assainissement au Sydec +578 700 €
 - 2024 : provision contentieux 150 000 €

5. La Structure des Dépenses de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2025, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 11 561 453 €, soit 3 212,41 €/hab. Ce ratio est supérieur à celui de 2024 (3 011,60 €/hab).

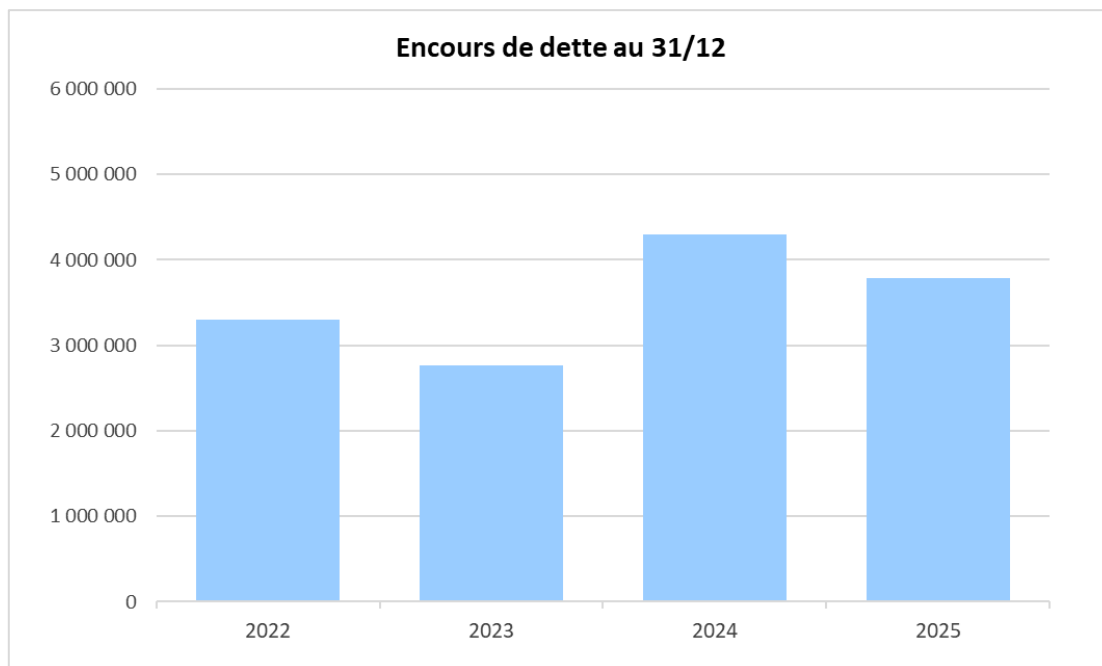


III. L'endettement de la commune

1. L'évolution de l'encours de dette

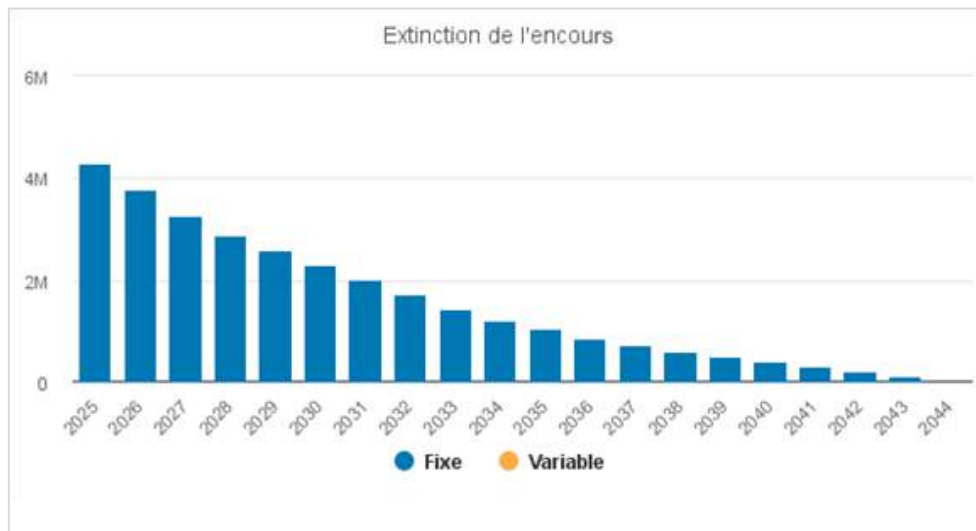
Fin 2024, l'encours de dettes s'élève à 4 297 118 €. Pour l'exercice 2025, l'encours de dette fin d'année sera de 3 790 037 €.

La collectivité possède 6 contrats d'emprunts en cours avec un taux moyen sur l'exercice de 3,22%. L'emprunt souscrit en fin d'année 2023 a été versé en 2024.



Les charges financières représenteront 1,11% des Dépenses réelles de fonctionnement en 2025.

Année	2022	2023	2024	2025
Emprunt contracté	0	0	2 000 000	0
Intérêt de la dette	102 727	83 488	138 010	128 394
Capital remboursé	513 151	525 213	430 558	507 580
Annuité	615 877	608 700	568 568	635 974
Encours de la dette	3 296 232	2 771 019	4 297 118	3 790 037
<i>Encours n / n-1</i>	<i>-1 550 319</i>	<i>-525 213</i>	<i>1 526 099</i>	<i>-507 080</i>

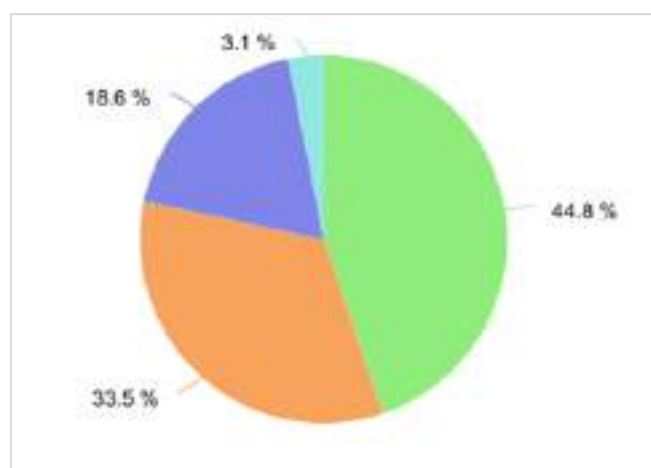


2. La structure de la dette

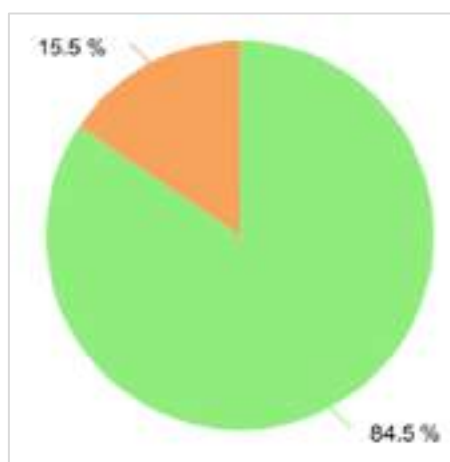
La dette par type de taux :

	Fixes	Variables	Total
Encours	4 297 117,71	0,00	4 297 117,71
%	100,00%	0,00%	100%
Durée de vie moyenne	6 ans, 6 mois		6 ans, 6 mois
Duration	5 ans, 11 mois		5 ans, 11 mois
Nombre d'emprunts	6	0	6
Taux actuariel	3,28%	0,00%	3,28%
Taux actuariel après couverture	3,28%	0,00%	3,28%

La dette par prêteur :



La dette par affectation :



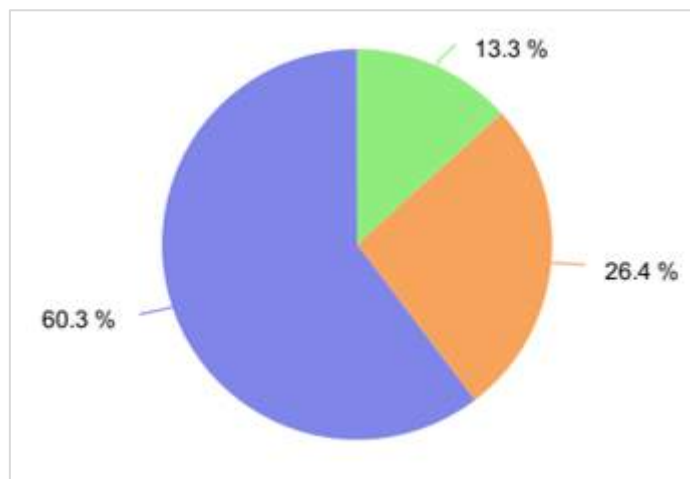
La dette par durée de vie :

Les indicateurs

Encours : 4 297 117,71 €
Durée de vie moyennes : 6 ans, 6 mois
Durée résiduelle moyenne : 12 ans, 9 mois

Duration : 5 ans, 11 mois
Durée résiduelle : 19 ans, 2 mois

La répartition par durée résiduelle



	Durée résiduelle	Montant
	< 5 ans	571 053,82
	5 - 10 ans	1 133 333,29
	10 - 20 ans	2 582 730,80
	TOTAL	4 297 117,71

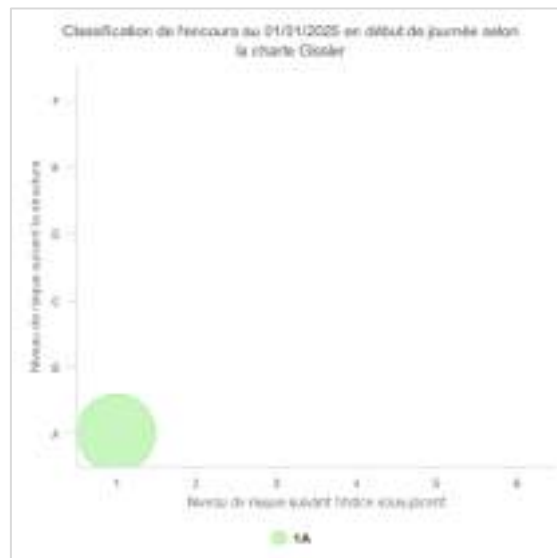
Classement Charte Gissler :

La mise en place dans le cadre de la charte de bonne conduite d'une classification des produits structurés, dite « Gissler ».

Destinée à favoriser une meilleure compréhension des produits proposés aux collectivités, la classification Gissler permet de les ranger selon une matrice à double entrée :

- Le chiffre (de 1 à 5) traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt
- La lettre (de A à E) exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts.

Une dette classée à 100% en 1A correspond à un risque faible.

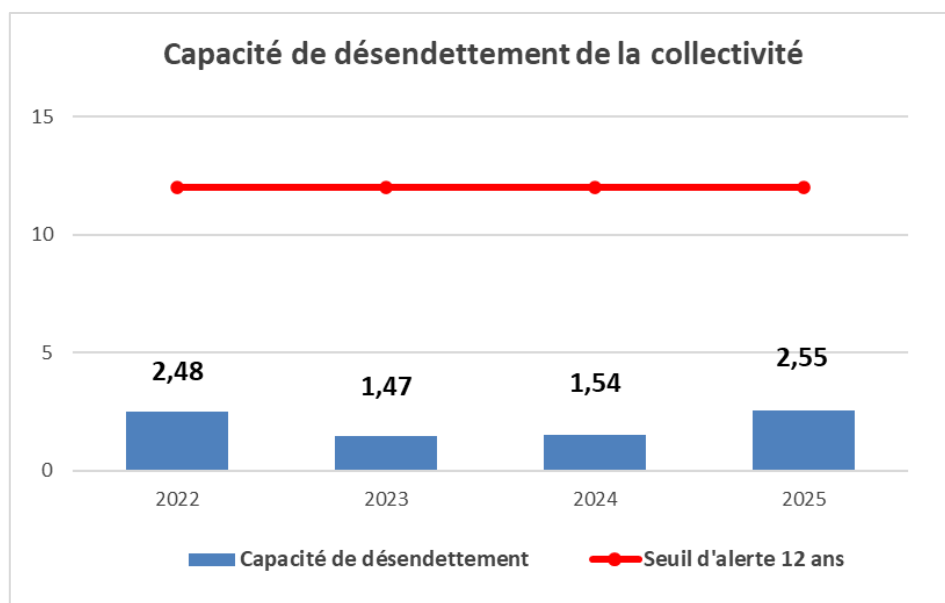


3. La solvabilité de la commune

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la commune et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la commune à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la commune est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la commune, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situerait aux alentours de 4,5 années en 2023 (DGCL – Données DGFIP).



IV. Les investissements de la commune

1. Les épargnes de la commune

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de la commune

Avec les indicateurs permettant de les calculer. Pour rappel :

L'épargne brute, elle correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

A noter qu'une Collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

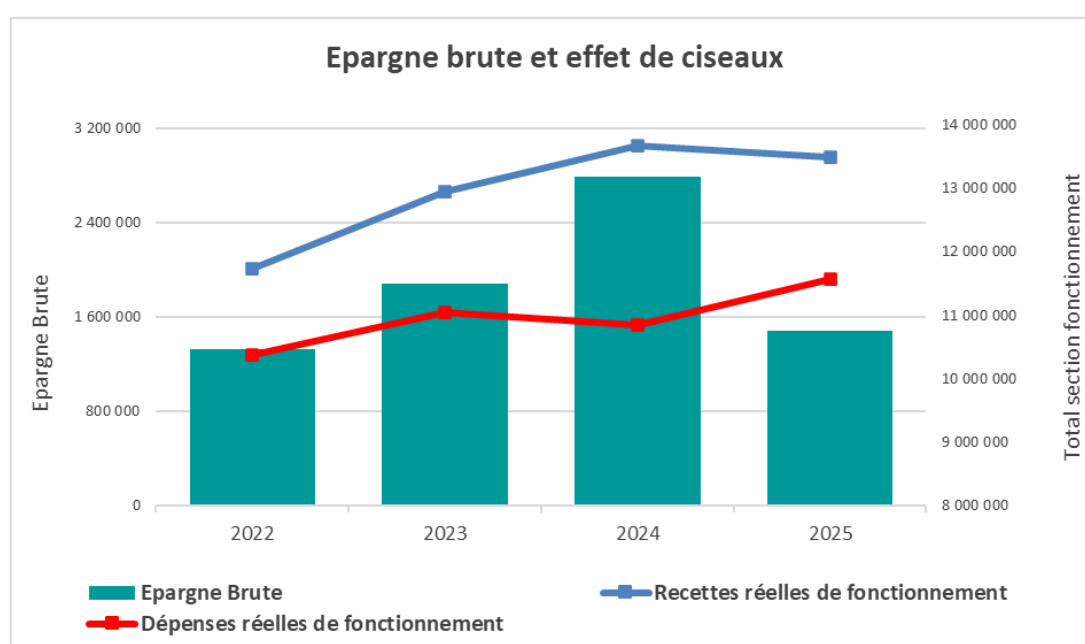
L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la commune sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits par la commune sur l'exercice.

Année	2022	2023	2024	2025	2024-2023 %	2025-2024 %
Recettes réelles de fonctionnement	11 736 027	12 934 093	13 666 192	13 487 220	5,66%	-1,31%
<i>Dont produits de cession</i>	<i>35 800</i>	<i>2 980</i>	<i>34 900</i>	<i>439 011</i>	-2,51%	1157,91%
Dépenses réelles de fonctionnement	10 372 583	11 048 829	10 838 757	11 561 453	4,49%	6,67%
<i>Dont dépenses exceptionnelles</i>	<i>684 477</i>	<i>43 707</i>	<i>222 316</i>	<i>472 761</i>	-67,52%	112,65%
Epargne Brute	1 327 644	1 882 284	2 792 535	1 486 756	110,34%	-46,76%
<i>Intérêt de la dette</i>	<i>102 727</i>	<i>83 488</i>	<i>138 010</i>	<i>128 394</i>	34,35%	-6,97%
Epargne de Gestion	1 430 371	1 965 772	2 930 545	1 615 150	104,88%	-44,89%
Taux d'épargne brute	11,31%	14,55%	20,43%	11,02%		
Amortissement du capital de la dette	513 151	525 213	430 558	507 580	-16,10%	17,89%
Epargne Nette	814 494	1 357 071	2 361 977	979 175	189,99%	-58,54%
Encours	3 296 232	2 771 019	4 297 118	3 790 037	30,36%	-11,80%
Capacité de désendettement	2,48	1,47	1,54	2,55		

Le montant d'épargne brute de la commune est égal à la différence entre l'axe bleu et l'axe rouge (avec application des retraitements comptables). Si les dépenses réelles de fonctionnement progressent plus rapidement que les recettes réelles de fonctionnement, un effet de ciseau se crée, ce qui a pour conséquence d'endommager l'épargne brute dégagée par la commune et de possiblement dégrader sa situation financière.

Les recettes réelles et dépenses réelles de fonctionnement présentées sur le graphique correspondent au recettes et dépenses totales. L'épargne brute est retraitée des dépenses et recettes non récurrentes.

En 2025, l'épargne brute est impactée par des recettes prudentes et une recette exceptionnelle (vente du terrain Lacout) qui est exclue du calcul. Mais aussi des dépenses prévisionnelles courantes en augmentation.

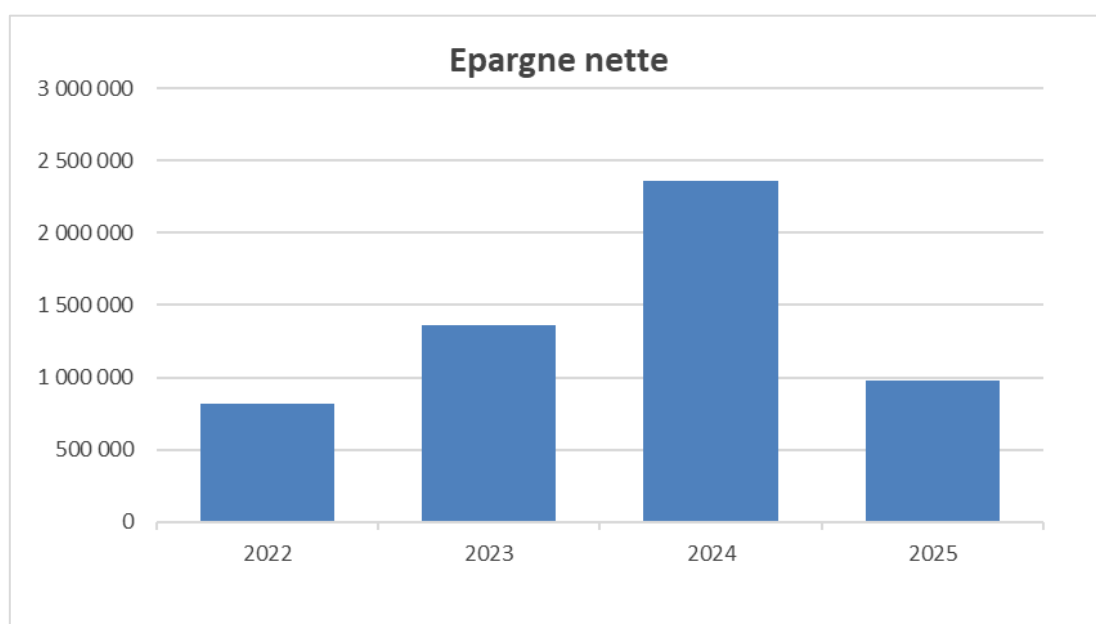
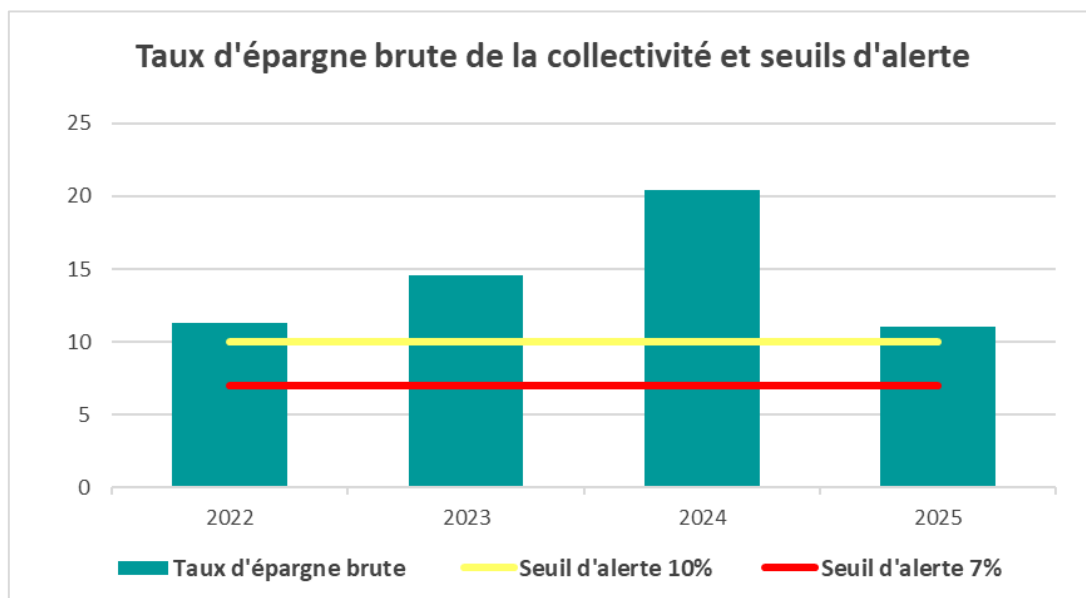


Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute (hors produits et charges exceptionnels) et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourront être alloués à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

Le second seuil d'alerte (7% des RRF) représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégagne pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 14% en 2022 (DGCL – Données DGFIP).



2. Les dépenses d'équipement

L'année 2025 et son programme d'investissement intègre les PPI travaux et du parc des véhicules proposés par les services techniques. Il se compose principalement de :

- Panneaux photovoltaïques : Ateliers, Ehpad et Pignada
- Agrandissement du poste de secours de la Centrale
- Peinture des boiseries des Tucs et faitage à sec
- Conformité des Halles suite au diagnostic (travaux sécurité)
- Auvent à la crèche

Ces travaux d'entretien se rajouteront à des projets structurants :

- Fin des travaux de l'avenue de Bordeaux - liaison entre Soorts et Hossegor
- Poursuite du déploiement de la Fibre noire
- Fin de la Police
- Fin de la Place des Landais
- Fin de la Canalisation pour le transfert de sable du lac vers l'océan
- Plan plage partie lac (+études pour le volet océan)
- Finalisation du schéma cyclable avec la liaison entre le rond-point crèche et lac via les avenues de Dax Agen Albi et la route des lacs

Enfin, des projets d'avenir seront lancés :

- Ferme de Bielle : travaux estimés à 1 050 000 € répartis $\frac{1}{4}$ $\frac{3}{4}$ sur 2025 et 2026
- Parc des sports : travaux estimés à 5 600 000 €. Etudes et concours en 2025, travaux 2026-2027
- Rénovation des Halles
- Sporting Casino :
En 2023-2024 la Commune a finalisé les études de réhabilitation. L'équipe de maîtrise d'œuvre a établi un projet de réhabilitation dont l'estimation des travaux s'élevait à 9 200 000 HT.
La consultation des entreprises dans le cadre d'une procédure formalisée a abouti à un dépassement de presque 20% du coût estimé. La Commune a donc décidé de ne pas donner une suite favorable pour motif d'intérêt général.
Ne voulant ni endetter la Commune au-delà du raisonnable ni s'interdire la rénovation ou la construction d'équipements publics, après l'été 2024 la Commune a décidé de se faire assister par deux cabinets afin de définir quel serait le meilleur portage juridique et financier pour réaliser ces travaux.
Pour 2025, il est prévu, d'échanger avec la population lors d'une réunion publique sur les divers modes d'exploitation possibles de cet équipement public et parallèlement de poursuivre la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage afin de rédiger un Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).

Le tableau ci-dessous présente le programme d'investissement 2024 additionné à d'autres projets à horizon 2025, afin d'avoir un aperçu des perspectives d'investissement.

Année	2024	2025
Immobilisations incorporelles	106 360	203 300
Immobilisations corporelles	1 038 446	3 857 036
Immobilisations en cours	3 120 716	1 168 885
Subventions d'équipement versées	540 751	1 771 900
Total dépenses d'équipement	4 806 273	7 001 121

3. PPI - Programme Pluriannuel d'Investissement

Voici le programme pluriannuel d'investissement au moment de la préparation budgétaire 2025 :

Total des projets	2025	2026	2027	2028
Total des travaux et matériels	7 239 332	5 678 845	4 703 170	1 539 170
TRAVAUX EXCEPTIONNELS - PROJETS	4 435 592	4 372 175	3 195 000	-
TRAVAUX ET MATERIELS - ENTRETIEN	2 803 740	1 306 670	1 508 170	1 539 170
FRAIS ETUDES ECOQUARTIER SOORTS	100 000	95 000	95 000	
FRAIS ETUDES PROGRAMMATION PARC DES SPORTS	12 000			
FRAIS ETUDES PROGRAMMATION HALLES	20 000			
REHABILITATION DU SPORTING CASINO (HT)	100 000			
PLACE DES LANDAIS	91 385			
POSTE DE POLICE	62 977			
FERME DE BIELLE	262 500	787 500		
LIAISON SOORTS - HOSSEGOR (AVENUE DE BORDEAUX)	60 000			
POSTE DE SECOURS CENTRALE	80 000			
FIBRE NOIRE	323 000	228 000		
PLAN PLAGE (MOE LAC ET PLAGE + TX LAC)	800 000	211 675		
PROJET LOCATION SAISONNIERE FOND DE ZONE (RESEAUX)		50 000		
PHOTOVOLTAIQUE (ATELIERS ET PIGNADA)	390 000			
PARC DES SPORTS	500 000	2 300 000	2 800 000	
ERP HALLES : TRAVAUX SECURISATION SUITE DIAGNOSTIC	130 000			
FONDS DE CONCOURS MACS CANALISATION LAC/OCEAN	31 500			

Total des projets	2025	2026	2027	2028
FONDS DE CONCOURS MACS ZONE APPAISEE	10 000			
FONDS DE CONCOURS MACS PISTE CYCLABLE ALBI/AGEN/TCF	400 000	400 000		
ECLAIRAGE PLAN LUMIERE	115 230			
ECLAIRAGE PLAN PLACE DES LANDAIS	110 000			
ECLAIRAGE AVENUE DE BORDEAUX	665 000			
ECLAIRAGE AVENUES AGEN/ALBI/TCF		300 000	300 000	
ECLAIRAGE PARC ROSNY	50 000			
EHPAD PHOTOVOLTAIQUE	122 000			
EHPAD	100 000	100 000	100 000	100 000
ECLAIRAGE DIVERS	62 000	30 000	30 000	30 000
RACC ELEC EXTENSION RESEAU PC	20 000	20 000	20 000	20 000
MACS AC INVESTISSEMENT	98 170	98 170	98 170	98 170
TERRAINS	20 000	20 000	20 000	20 000
PLANTATIONS ARBRES ARBUSTES	13 500	13 500	13 500	13 500
AGENCEMENTS TERRAINS	75 000	30 000	30 000	30 000
PIED DE DUNE RECHARGEMENT EN SABLE	180 000		180 000	
DERIVE LITTORALE SLGBC (UNIV BORDEAUX)	13 500	13 500	13 500	13 500
IMPACT VAGUES SUR CÔTE SLGBC (UNIV PAU)	15 000	15 000	15 000	15 000
SUIVI DU LITTORAL TRAIT DE COTE SLGBC	15 000	15 000	15 000	15 000
EQUIPEMENTS CIMETIERE	28 000	15 000	15 000	15 000
DOC URBA	5 000	5 000	2 500	2 500
FRAIS ETUDES DIVERS	8 000	5 000	5 000	5 000
LOGICIELS	66 000	20 000	20 000	20 000
ENTRETIEN COURANT BÂTIMENTS	413 050	150 000	150 000	150 000
PLUVIAL	129 000	50 000	15 000	15 000
VOIRIE	242 900	144 000	144 000	153 000
VOIRIE AVENUE OYATS SEIGNOSSE	85 000			
VOIRIE REPRISE DE BORDURES BD DE LA DUNE	150 000	150 000		
INSTALLATION DE VOIRIE	30 500	25 000	25 000	25 000
RESEAUX ELECTRIFICATION	10 000	5 000	5 000	5 000
RESEAUX DIVERS	135 000	30 000	30 000	30 000
MATERIEL ET OUTILLAGE DEFENSE EXTERIEURE INCENDIE	50 000	46 000	48 000	106 000
OUTILLAGE DE VOIRIE (215738)	43 200	5 000	5 000	5 000
AUTRES INSTALLATION (2158)	114 000	50 000	50 000	50 000
AUTRES MATERIELS ET OUTILLAGES (2158)	36 500	20 000	20 000	20 000
MOBILIER MATERIEL DE BUREAU	13 450	15 000	15 000	15 000
INFORMATIQUE	19 050	17 500	17 500	17 500
MATERIEL DIVERS	250 920	118 000	118 000	118 000
VEHICULES	342 000	71 000	253 000	392 000
GROS MATERIEL ROULANT	270 000	35 000	241 000	350 000

Total des projets	2025	2026	2027	2028
MATERIEL DE TRANSPORT	72 000	36 000	12 000	42 000
ŒUVRES D'ART	20 000	10 000	10 000	10 000
BA RESTAURANT (HT)			25 000	
BA CINEMA (HT)				30 000

Total des projets	2025	2026	2027	2028
Total des recettes	4 699 589	5 807 188	5 046 000	1 848 000
AFFECTATION EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT N-1	1 015 000			
SUBVENTIONS	1 607 589	208 188		150 000
FCTVA	604 000	721 000	653 000	555 000
TAXES AMENAGEMENT	100 000	200 000	200 000	200 000
TERRAIN LACOUT	430 000			
MAISON BONHOMME		485 000		
AUTRES TERRAINS		1 250 000	1 250 000	
AMORTISSEMENTS	943 000	943 000	943 000	943 000
EMPRUNTS		2 000 000	2 000 000	

La rénovation de la Ferme de Bielle sera financée en partie par la cession de la maison Bonhomme.
La création d'un équipement public multifonctionnel au sein du parc des sports sera financée par des cessions de terrains et un recours à l'emprunt.

4. Les autorisations de programme

Le tableau ci-dessous présente les prévisions pour les autorisations de programme et crédits de paiement (APCP) comportant une prévision de dépenses dans le ROB 2025.

N°	Budget Principal	AP en 2024	Ajustement AP	AP ajustée pour 2025	CP utilisé avant 2025	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	Total CP
AP19.002	PLACE DES LANDAIS	4 690 045,74		4 690 045,74	4 598 633,94	91 384,80				4 690 018,74
AP21.001	POSTE DE POLICE	1 147 753,49		1 147 753,49	1 084 776,04	62 977,45				1 147 753,49
AP21.003	LISAISON SOORTS - HOSSEGOR (AVENUE DE BORDEAUX)	2 634 046,35	-402 796,39	2 231 249,96	2 171 249,96	60 000,00				2 231 249,96
AP21.004	PLAN LUMIERE	1 000 000,00	-619 745,98	380 254,02	260 254,02	120 000,00				380 254,02
AP23.001	AVENUE DES ECOLES	514 174,40	-509,40	513 665,00	348 665,00	165 000,00				513 665,00
AP23.002	PLAN PLAGE	1 346 775,65	-226 775,65	1 120 000,00	108 324,66	800 000,00	211 675,34			1 120 000,00
AP23.003	VOIRIE 2024-2027	600 000,00		600 000,00	51 798,94	242 900,00	150 000,00	150 000,00	5 301,06	600 000,00
AP23.004	PLUVIAL 2024-2027	424 000,00		424 000,00	2 009,88	114 000,00	100 000,00	100 000,00	107 990,12	424 000,00
AP24.001	REHABILITATION DU SPORTING	14 450 000,00	-14 350 000,00	100 000,00		100 000,00				100 000,00
AP24.002	SURETE GLOBALE	1 050 000,00		1 050 000,00		350 000,00	300 000,00	200 000,00	200 000,00	1 050 000,00
AP24.003	FERME DE BIELLE	1 050 000,00		1 050 000,00		262 500,00	787 500,00			1 050 000,00
AP25.001	PARC DES SPORTS		5 600 000,00	5 600 000,00		500 000,00	2 300 000,00	2 800 000,00		5 600 000,00

5. Les besoins de financement pour l'année 2025

Le tableau ci-dessous représente les modes de financement des dépenses d'investissement de la commune ces dernières années avec une projection jusqu'en 2025.

La ligne solde du tableau correspond à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses d'investissement de la commune (Restes à réaliser et report n-1 compris). Les restes à réaliser ne sont disponibles que pour l'année de préparation budgétaire, les années en rétrospective correspondent aux comptes administratifs de la commune.

Année	2022	2023	2024	2025
Dépenses réelles (hors dette)	4 208 614	5 784 490	5 229 313	7 971 121
Remboursement de la dette	511 480	525 213	473 901	507 580
Dépenses d'ordre	1 027 860	1 140 912	1 449 479	1 022 090
Restes à relaiser	360 000	50 000	750 000	0
Dépenses d'investissement	5 747 953	7 450 615	7 152 693	9 500 791
Déficit n-1 reporté	932 090	932 090	2 076 810	1 120 138
Total Dépenses d'investissement	6 680 043	8 382 704	9 229 503	10 620 929

Année	2022	2023	2024	2025
Subvention d'investissement	177 359	392 597	564 725	1 607 589
FCTVA	234 753	450 771	794 327	604 000
Taxes aménagement	426 428	408 076	252 550	100 000
Autres recettes : cession	0	31 082	42 428	950 000
Recettes d'ordre	1 698 185	1 907 705	2 292 640	2 314 101
Emprunt et dettes assimilées	712	0	2 000 000	0
Autofinancement	1 210 000	2 010 000	2 015 000	1 015 000
Restes à réaliser	0	2 280 000	1 861 972	0
Recettes d'investissement	3 747 438	5 200 230	7 961 669	6 590 690
Excédent n-1 reporté	3 479 514	1 478 999	373 334	225 639
Total Recettes d'investissement	7 226 952	6 679 229	8 335 003	6 816 329

Solde (RI - DI)	546 909	-1 703 476	-894 499	-3 804 601
Résultat de Fonct. en n	5 319 697	4 762 556	4 493 423	4 112 179

V. Les ratios de la commune

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2022 à 2025.

DGCL - Commune
touristiques hors montagne
de 3 500 à
10 000 hab. en 2023

Ratios / Année	2022	2023	2024	2025	Ratios comparatif
1 - DRF € / hab	1 538,83	1 531,16	1 496,03	1 595,78	1 000,00
2 - Fiscalité directe € / hab	668,66	723,57	901,11	906,60	623,00
3 - RRF € / hab	1 634,54	1 792,42	1 886,29	1 861,59	1 253,00
4 - Dépenses d'équipement € / hab	452,98	757,14	597,29	865,32	353,00
5 - Dette / hab	459,09	384,01	593,11	523,12	847,00
6 - DGF / hab	87,40	87,43	86,12	63,69	134,00
7 - Dépenses de personnel / DRF	46,78%	49,57%	53,64%	53,41%	56,30%
8 - CMPF (coeff de mobilisation du potentiel fiscal) Fiscalité / PF	0,54	0,53	0,59	0,60	-
9 - DRF + Capital de la dette / RRF	98,52%	89,39%	83,15%	89,48%	86,90%
10 - Dépenses d'équipement / RRF	27,71%	42,24%	31,66%	46,48%	28,20%
11 - Encours de la dette / RRF Taux d'endettement	28,09%	21,42%	31,44%	28,10%	67,60%

- *DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement*
- *RRF = Recettes réelles de Fonctionnement*
- *POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes*
- *CMPF = Le coefficient de mobilisation du potentiel fiscal correspond à la pression fiscale exercée par la commune sur ses contribuables. C'est le rapport entre le produit fiscal effectif et le produit fiscal théorique.*
- *CMPF élargi = la CMPF est élargi au produit de fiscalité directe encaissée sur le territoire communal, c'est-à-dire « commune + groupement à fiscalité propre ».*

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.

Moyennes nationales des principaux ratios financier par strates

Comparatif avec les communes de même strate :

(France métropolitaine)	Nombre de communes	Ratio 1 €/h DGF	Ratio 2 €/h DGF	Ratio 2 bis €/h DGF	Ratio 3 €/h DGF	Ratio 4 €/h DGF	Ratio 5 €/h DGF	Ratio 6 €/h DGF	Ratio 7 %	Ratio 8 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Communes touristiques hors montagne	843	984	630	668	1 224	343	898	132	56,1	86,2	28,1	73,4
Moins de 100 hab.	7	1 066	609	904	2 863	766	617	408	55,0	77,1	29,4	23,2
100 à 200 hab.	25	757	295	314	1 014	694	831	134	39,0	64,4	63,4	82,0
200 à 500 hab.	85	697	313	372	918	389	638	150	43,6	64,6	42,4	69,5
500 à 2000 hab.	303	702	408	440	921	297	583	158	48,8	83,4	32,2	63,3
2000 à 3500 hab.	164	819	494	553	1 045	362	761	156	52,8	85,5	34,6	72,8
3500 à 10 000 hab.	188	1 000	623	680	1 253	353	847	134	56,3	86,9	28,2	67,6
10 000 à 20 000 hab.	47	1 073	717	811	1 329	315	875	105	58,9	88,2	23,7	65,8
20 000 à 50 000 hab.	20	1 107	777	819	1 362	366	1 155	127	56,1	90,4	27,0	85,5
50 000 hab. et plus	3	1 226	747	795	1 376	342	1 508	108	82,0	100,2	24,9	109,6
Communes ni touristiques, ni de montagne	27 947	1 061	552	700	1 245	309	919	164	54,5	92,2	24,8	73,9
Moins de 100 hab.	2 190	721	310	293	1 037	410	445	196	20,1	76,0	39,5	42,9
100 à 200 hab.	4 201	585	281	282	812	320	447	153	26,2	80,7	39,4	55,1
200 à 500 hab.	7 796	541	288	295	710	268	420	137	34,5	84,8	37,7	59,1
500 à 2000 hab.	9 313	605	326	383	762	278	503	139	45,2	87,6	36,5	66,0
2000 à 3500 hab.	1 852	710	384	498	881	290	600	141	51,6	88,2	32,9	67,2
3500 à 10 000 hab.	1 752	902	478	644	1 086	303	800	147	56,5	89,7	27,9	63,9
10 000 à 20 000 hab.	445	1 118	573	788	1 296	316	753	174	59,9	92,6	24,4	58,1
20 000 à 50 000 hab.	303	1 265	696	923	1 470	334	967	198	61,9	93,9	22,7	65,8
50 000 hab. et plus	117	1 516	757	919	1 718	325	1 576	179	52,8	95,1	18,9	91,7

Les Collectivités locales en chiffres 2023 – Ministère chargé des collectivités territoriales

Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

Ratio 2 = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée). Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population. En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la commune, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute

le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

Ratio 5 = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

Ratio 6 = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la commune.

Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la commune ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la commune.

Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF : capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

(Source www.collectivites-locales.gouv, données 2023)

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 03 février 2025

Délibération n°250203-03 : Convention 2025 d'objectifs et de moyens entre la commune et l'association AS Hossegor Tennis de Table

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

La Commission des finances a convenu d'élaborer progressivement, en concertation avec les associations communales, les conventions d'objectifs et de moyens qui permettent de fixer les conditions de subventionnement des associations sportives : moyens financiers, humains, matériels, locaux et/ou terrains.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code du Sport, et notamment son article L. 113-2,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

CONSIDÉRANT que la Commune de Soorts-Hossegor souhaite soutenir les associations sportives,

CONSIDÉRANT la demande de l'association ASH Tennis de Table d'une subvention annuelle à hauteur de 3500 €,

CONSIDÉRANT l'attribution de l'usage d'un local communal pour le bon fonctionnement des activités de cette association,

CONSIDÉRANT l'avis majoritairement favorable des différentes commissions qui se sont réunies,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité

Le Conseil Municipal,

Ne prennent pas part au vote en tant que personnes intéressées : membres de l'association.

APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens, ainsi que ses annexes, jointes à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention entre la Commune de Soorts-Hossegor et l'association ASH Tennis de Table, fixant notamment les droits et obligations de chaque partie pour l'année 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

ANNÉE 2025

ENTRE :

La commune de Soorts-Hossegor, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Adresse : 18 avenue de Paris 40150 Soorts-Hossegor

Tél : 05 58 41 79 10

Courriel : associations@hossegor.fr

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

ET :

L'association ASH Tennis de Table, représentée par son Président, Raphaël Rodriguez, dûment habilité.

Domiciliée : 127 avenue des Forgerons, 40150 Soorts-Hossegor

Téléphone : 05 58 41 76 38 | 06 35 90 67 48

Courriel : zagal@wanadoo.fr

N°SIRET : 49020792500010

N° d'enregistrement au Registre National des Associations : JS55354002

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Sport,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

La commune de Soorts-Hossegor soutient les associations du territoire et leurs projets en application des dispositions législatives qui suivent :

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et 10
- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et notamment son article 1^{er}
- le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention
- la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations
- la charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014

Considérant que le projet initié et conçu par **l'Association** est conforme à son objet statutaire **et à ses missions de promouvoir, d'organiser, de gérer la pratique du tennis de table sous l'égide, le cas échéant, de la Fédération française de Tennis de Table, de la Ligue de la Nouvelle Aquitaine et du Comité départemental des Landes.**

La commune de Soorts-Hossegor souhaite contractualiser son partenariat avec l'Association afin de formaliser son soutien aux actions et projets portés par celle-ci.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association s'engage à mettre en œuvre **les projets définis en ANNEXE I**.

Au regard de l'intérêt présenté par les différentes missions de l'association, la Commune entend accorder son soutien selon des modalités détaillées ci-après. Les subventions annuelles, en nature ou financières, sont dédiées à la réalisation de l'objet statutaire de l'association et à la participation aux actions reconnues d'intérêt communal. La Commune n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour **une durée d'un an qui s'étend de la signature de la présente convention jusqu'au 31 décembre 2025**.

LES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

3.1.- Subvention annuelle

La Commune s'engage à soutenir financièrement l'association. Elle fixe annuellement le montant de son concours en fonction des objectifs poursuivis, tels que décrits dans **le projet de l'Association en ANNEXE I**, à concurrence d'une somme qui fait chaque année l'objet d'une délibération du Conseil municipal.

Toute demande de subvention doit faire l'objet, **avant le 30 septembre** de l'année précédente, du **dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**, qu'elle corresponde à un besoin de fonctionnement annuel ou à une aide à l'organisation d'un événement ponctuel. La subvention demandée peut être :

- financière
- en nature : mise à disposition de matériel, locaux, espace public, personnel...

3.2 - Valeur de la contribution

3.2.1. Financière :

Les actions de l'association formalisées dans son projet donnent lieu au règlement par la Commune d'un montant voté au Conseil municipal chaque année.

Cf. ANNEXE 3 : Le montant de la subvention votée en conseil municipal pour l'association

3.2.2. En nature :

L'Association valorise, dans ses comptes, la mise à disposition gratuite de locaux, de matériel et/ou de personnel à hauteur d'un montant indiqué par la Commune.

Le financement public n'excède pas **les coûts liés à la mise en œuvre du projet estimé en ANNEXE 2**.

Cf. ANNEXE 3 : Le montant de la subvention en nature votée en conseil municipal pour l'association

3.3 - Modalités de versement de la subvention

L'aide de la Commune est créditée au compte de l'Association sous réserve du respect des engagements figurant sur la présente convention et sous réserve de l'évaluation de l'intérêt communal des activités programmées ainsi que selon les procédures comptables en vigueur. Les comptes de l'Association qui seront présentés chaque année à la commune doivent être certifiés par un expert-comptable et, le cas échéant, par un commissaire aux comptes sous peine de non-versement de la subvention.

ARTICLE 4 – AUTRES ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

4.1. - Option : mise à disposition de matériel et/ou de locaux ➤ Annexe 4 ou SANS OBJET selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition du matériel et/ou des locaux selon les conditions figurant en annexe.

4.2. -Option : mise à disposition d'espace public ➤ Annexe 4 bis ou SANS OBJET selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition à titre révocable et précaire un espace public défini selon les conditions figurant en annexe.

4.3. -Option : mise à disposition de personnel ➤ Annexe 5 ou SANS OBJET selon le cas

La Commune s'engage à mettre à disposition du personnel pour concourir à la réussite des activités de l'association selon les conditions figurant en annexe.

4.4. -Option : mise à disposition d'un éducateur par l'association à la commune dans le cadre des activités de l'école municipale des sports ➤ Annexe 6 à titre gratuit ou SANS OBJET selon le cas

L'association s'engage à mettre à disposition un éducateur pour concourir à la réussite des activités de l'école municipale des sports selon les conditions figurant en annexe.

LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 5 - PARTICIPATION AU PROJET MUNICIPAL

L'Association s'engage à participer, pendant la durée de validité de la convention, à une dynamique de qualité et à respecter les critères indiqués ci-dessous.

5.1.- Qualité de l'accueil et du service

- Participer au forum des associations organisé par la Commune chaque année à la rentrée de septembre et être présent dans la mesure du possible aux manifestations organisées ou soutenues par la commune
- Mettre en œuvre un projet d'animation s'inscrivant dans le projet de la Commune
- Fournir à la Commune le planning des activités hebdomadaires, des animations, des initiations...
- Mettre à disposition des adhérents les informations tant obligatoires que pratiques dont : coût de l'adhésion, frais supplémentaires, planning des activités, brochures pédagogiques, agenda des manifestations sportives et culturelles, charte « Plage sans déchets », consignes de tri des déchets, charte de bonne conduite
- Afficher les recommandations en matière de santé pour les activités sportives (protection solaire, hydratation...)
- Proposer, selon le domaine d'activité de l'Association, des avantages aux détenteurs de cartes spécifique (Pass Culture, Chèque sports...) ou mettre en place les dispositifs d'aide proposés par les institutions publiques (Pack XL...)

5.2.- Participation à l'accueil des personnes en situation de handicap

L'association doit favoriser l'accessibilité de ses activités personnes en situation de handicap.

5.3.- Qualité du matériel

Lorsque du matériel est mis à disposition des adhérents pour pratiquer des activités :

- Proposer du matériel en bon état, sans aspérités dangereuses ni arêtes tranchantes
- Proposer du matériel adapté au niveau des adhérents, expérimentés comme débutants
- Respecter les règles d'hygiène et de sécurité préconisées, effectuer l'entretien du matériel nécessaire à la pratique des activités proposées.

5.4.- Qualité de l'encadrement et du projet de l'association

- Les cours sont assurés par des encadrants titulaires des qualifications permettant d'exercer cette activité
- Les diplômes des encadrants doivent être affichés dans le local de l'association ou à proximité immédiate de l'accueil des adhérents
- Mettre en œuvre un projet pédagogique et un plan d'animations
- Construire un projet social vis-à-vis du public accueilli
- S'assurer que la sécurité des adhérents est assurée en particulier lorsque les activités sont pratiquées en milieu naturel
- Participer dans la mesure du possible et dans le cadre du Projet Éducatif Territorial de Soorts-Hossegor (PEDT), aux échanges et aux actions mises en œuvre par l'École Municipale des Sports (EMS) ainsi que par les structures d'accueil de mineurs de la Commune
- Se référer aux recommandations de sa fédération de tutelle concernant les diplômes des encadrants et la pratique sportive de l'activité de loisirs au sport de haut niveau
- Proposer et mettre en œuvre des projets intégrant l'association et ses adhérents au contexte communal : intégration au contexte local, participation aux animations de la commune au cours de l'année, implication locale, partenariat avec des acteurs locaux, relations et échanges interstructures, activité de l'association face à l'environnement.

5.6.- Qualité de la promotion

- Solliciter le service communication de la Commune pour toute demande d'intégration du logo de la commune sur tout support de communication, tenue sportive ou équipements.
- La commune se réserve le droit de demander l'apposition du logo de la Commune sur tout support de communication, tenue sportive ou équipements.
- Entretenir de bonnes relations avec la Commune, éviter toute mise en cause publique de la commune et de ses services (y compris sur les réseaux sociaux), modérer les commentaires négatifs qui pourraient être exprimés par les adhérents de l'association.
- Être présent sur le site internet de la commune par le biais de la plateforme HelloAsso et fournir chaque année les informations actualisées relatives à l'Association.

5.7. Respect de l'environnement et développement durable

- Sensibiliser et impliquer le personnel et les adhérents au respect du domaine public, des espaces naturels, des écosystèmes dunaires et marins ainsi qu'à leur préservation
- N'utiliser aucune vaisselle en plastique jetable et mettre en œuvre toute action concourant à atteindre cet objectif
- Utiliser des gobelets réutilisables lors des événements sportifs organisés par l'Association
- S'inscrire dans la dynamique de la Charte d'engagement « Plage sans déchet plastique » signée par la Commune en 2021. La charte est disponible sur le site du Ministère de la transition écologique et solidaire : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/2019.08.05_charte_plagesansdechet.pdf
- Pratiquer et promouvoir le tri des déchets
- Organiser ou participer à des événements pédagogiques ou citoyens de nettoyage des plages et des dunes proposés par la Commune
- Utiliser et promouvoir l'utilisation de produits de nettoyage respectueux de l'environnement ou biodégradables
- Mettre en place des moyens de réaliser des économies d'eau (nettoyage du matériel et douches)
- Utiliser du papier recyclé (affiches, flyers, pochettes d'accueil)
- Utiliser de manière raisonnée les ressources en électricité (ampoule LED, éteindre en sortant, chauffage modéré...)
- Recycler les matériels hors d'usage ou en obsolescence
- Limiter l'usage des véhicules motorisés
- Assurer le nettoyage de l'emplacement utilisé s'il s'agit du domaine public et s'assurer qu'aucun déchet n'y est laissé à l'issue de la séance ou de l'exposition

ARTICLE 6 – ENGAGEMENTS CONCERNANT LA MISE À DISPOSITION DE MATÉRIEL ET DE LOCAUX

L'Association s'engage à respecter les conditions de mise à disposition du matériel et des locaux par la Commune comme définis dans l'annexe de mise à disposition (figurant en annexe 2 et 4) et notamment à en assurer l'entretien.

ARTICLE 7 – ASSURANCE ET RESPONSABILITÉ CIVILE

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive.

L'Association doit obligatoirement contracter une assurance couvrant sa responsabilité civile et l'utilisation matériel et de locaux par les différents tiers s'ils sont mis à leur disposition. À la signature de la présente convention, **l'Association doit fournir à la Commune une attestation d'assurance en cours de validité** et s'engage à le renouveler si le contrat vient à échoir durant l'année civile.

ARTICLE 8 – JUSTIFICATIFS

L'Association s'engage à fournir **dans les trois mois suivant la clôture de chaque exercice** les documents ci-après : **le rapport d'activité, les comptes annuels certifiés** et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel.

L'Association s'engage à fournir le dossier de demande de subvention (fonctionnement et manifestations) avant le **30 septembre**. Dans le même envoi, elle y intègre un **bilan des actions menées en matière de protection de l'environnement** (limitations de production de déchets, économies en matière de fluides, actions de sensibilisation...) et des objectifs qu'elle se fixe en la matière pour l'année suivante.

LES OBLIGATIONS ET SANCTIONS

ARTICLE 9 – INCESSIBILITÉ DES DROITS

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraîne de fait l'annulation de la subvention accordée et son remboursement par l'Association.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS DES STATUTS

L'Association informe sans délai la Commune de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe la Commune sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11– SANCTIONS

En cas d'inexécution totale ou partielle de l'objet de la présente convention et notamment de son annexe 1 et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de celle-ci par l'Association sans l'accord écrit de la Commune, cette dernière peut respectivement ordonner le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 8 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

La Commune informe l'Association de ses décisions par lettre ou par envoi numérique.

ARTICLE 12– CONTRÔLES DE L'ADMINISTRATION

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Commune. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

La Commune contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n°96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Commune peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 14 - RECOURS

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. :05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, greffe.ta-pau@juradm.fr

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour l'Association,
Le Président
Raphael RODRIGUEZ**

**Pour la Commune
Le Maire,
Christophe VIGNAUD**

ANNEXE 1 : OBJECTIFS

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

1 Intitulé :

- Ecole d'enseignement du tennis de table
- Séances d'entraînements pour préparation aux compétitions
- Participation aux activités de l'école municipale des sports et plus largement du Service des Sports
- Participer au forum des associations organisé par la Commune
- Participer à au moins une manifestation organisée ou soutenue par la Commune

2 Objectifs :

- Pérenniser l'enseignement du tennis de table : initiation et perfectionnement
- Participer aux compétitions organisées par la FFTT
- Développement du sport adapté et handisport : séances handisport et Pingparkinson
- Organiser des manifestations sportives
- Ouvrir la structure à de nouveaux pratiquants

3 Description :

- Utiliser tous les moyens et matériels (locaux, matériel, terrains, personnel) mis à disposition par la Commune
- Continuer à proposer des prestations extérieures pour les scolaires et tous publics
- Répondre aux sollicitations des collectivités partenaires

4 Bénéficiaires :

- Ouverture de la pratique à tout usager dès 5 ans
- Continuer à pratiquer des tarifs attractifs pour faciliter l'accès au sport du plus grand nombre
- Développer des prestations qualitatives qui participent à l'économie de la structure et permettent le maintien de tarifs abordables pour les usagers

5 Moyens matériels et humains :

Bénévoles : 4

Educateurs bénévoles sans diplôme : 4

Educateurs bénévoles avec diplômes :

Educateurs mis à disposition pour le Service des Sports : 2

ORGANISATION 2025

Planning utilisation de la salle des Paloumayres :

Planning d'utilisation de la salle													
Lundi		Mardi		Mercredi		Jeudi		Vendredi		Samedi		Dimanche	
07:30 - 08:00	Utilisation Adhérents en autonomie	07:30 - 08:00	Utilisation Adhérents en autonomie	07:30 - 08:00	Utilisation Adhérents en autonomie	07:30 - 08:00	Utilisation Adhérents en autonomie	07:30 - 08:00	Utilisation Adhérents en autonomie	07:30 - 08:00		07:30 - 08:00	Compétition (contre adversaire) ou utilisation libre
08:00 - 08:30		08:00 - 08:30		08:00 - 08:30		08:00 - 08:30		08:00 - 08:30		08:00 - 08:30		08:00 - 08:30	
08:30 - 09:00		08:30 - 09:00		08:30 - 09:00		08:30 - 09:00		08:30 - 09:00		08:30 - 09:00		08:30 - 09:00	
09:00 - 09:30		09:00 - 09:30		09:00 - 09:30		09:00 - 09:30		09:00 - 09:30		09:00 - 09:30		09:00 - 09:30	
09:30 - 10:00		09:30 - 10:00		09:30 - 10:00		09:30 - 10:00		09:30 - 10:00		09:30 - 10:00		09:30 - 10:00	
10:00 - 10:30		10:00 - 10:30		10:00 - 10:30		10:00 - 10:30		10:00 - 10:30		10:00 - 10:30		10:00 - 10:30	
10:30 - 11:00		10:30 - 11:00		10:30 - 11:00		10:30 - 11:00		10:30 - 11:00		10:30 - 11:00		10:30 - 11:00	
11:00 - 11:30		11:00 - 11:30		11:00 - 11:30		11:00 - 11:30		11:00 - 11:30		11:00 - 11:30		11:00 - 11:30	
11:30 - 12:00		11:30 - 12:00		11:30 - 12:00		11:30 - 12:00		11:30 - 12:00		11:30 - 12:00		11:30 - 12:00	
12:00 - 12:30		12:00 - 12:30		12:00 - 12:30		12:00 - 12:30		12:00 - 12:30		12:00 - 12:30		12:00 - 12:30	
12:30 - 13:00		12:30 - 13:00		12:30 - 13:00		12:30 - 13:00		12:30 - 13:00		12:30 - 13:00		12:30 - 13:00	
13:00 - 13:30		13:00 - 13:30		13:00 - 13:30		13:00 - 13:30		13:00 - 13:30		13:00 - 13:30		13:00 - 13:30	
13:30 - 14:00		13:30 - 14:00		13:30 - 14:00		13:30 - 14:00		13:30 - 14:00		13:30 - 14:00		13:30 - 14:00	
14:00 - 14:30		14:00 - 14:30		14:00 - 14:30		14:00 - 14:30		14:00 - 14:30		14:00 - 14:30		14:00 - 14:30	
14:30 - 15:00		14:30 - 15:00		14:30 - 15:00		14:30 - 15:00		14:30 - 15:00		14:30 - 15:00		14:30 - 15:00	
15:00 - 15:30		15:00 - 15:30		15:00 - 15:30		15:00 - 15:30		15:00 - 15:30		15:00 - 15:30		15:00 - 15:30	
15:30 - 16:00		15:30 - 16:00		15:30 - 16:00		15:30 - 16:00		15:30 - 16:00		15:30 - 16:00		15:30 - 16:00	
16:00 - 16:30		16:00 - 16:30		16:00 - 16:30		16:00 - 16:30		16:00 - 16:30		16:00 - 16:30		16:00 - 16:30	
16:30 - 17:00		16:30 - 17:00		16:30 - 17:00		16:30 - 17:00		16:30 - 17:00		16:30 - 17:00		16:30 - 17:00	
17:00 - 17:30	Entraînement Non Dégé	17:00 - 17:30	Utilisation Adhérents en autonomie	17:00 - 17:30	Entraînement Jeunes	17:00 - 17:30	Utilisation Adhérents en autonomie	17:00 - 17:30	Utilisation Adhérents en autonomie	17:00 - 17:30	Compétition (contre adversaire) ou utilisation libre	17:00 - 17:30	Utilisation Adhérents en autonomie
17:30 - 18:00		17:30 - 18:00		17:30 - 18:00		17:30 - 18:00		17:30 - 18:00		17:30 - 18:00		17:30 - 18:00	
18:00 - 18:30		18:00 - 18:30		18:00 - 18:30		18:00 - 18:30		18:00 - 18:30		18:00 - 18:30		18:00 - 18:30	
18:30 - 19:00		18:30 - 19:00		18:30 - 19:00		18:30 - 19:00		18:30 - 19:00		18:30 - 19:00		18:30 - 19:00	
19:00 - 19:30		19:00 - 19:30		19:00 - 19:30		19:00 - 19:30		19:00 - 19:30		19:00 - 19:30		19:00 - 19:30	
19:30 - 20:00		19:30 - 20:00		19:30 - 20:00		19:30 - 20:00		19:30 - 20:00		19:30 - 20:00		19:30 - 20:00	
20:00 - 20:30		20:00 - 20:30		20:00 - 20:30		20:00 - 20:30		20:00 - 20:30		20:00 - 20:30		20:00 - 20:30	
20:30 - 21:00		20:30 - 21:00		20:30 - 21:00		20:30 - 21:00		20:30 - 21:00		20:30 - 21:00		20:30 - 21:00	
21:00 - 21:30		21:00 - 21:30		21:00 - 21:30		21:00 - 21:30		21:00 - 21:30		21:00 - 21:30		21:00 - 21:30	
21:30 - 22:00		21:30 - 22:00		21:30 - 22:00		21:30 - 22:00		21:30 - 22:00		21:30 - 22:00		21:30 - 22:00	

Manifestations 2025:

Les Mardis Ping :

- Location de temps de jeu libre.
- de début juillet à fin Aout.
- De 17h00 à 19h00.
- Ouvert à toutes les personnes extérieures au club.

Tournoi de Tennis de table :

- Le 1^{er} week-end d'Aout.
- Le 2^{ème} week-end d'Aout. (Envisagé)
- De 10h00 à 21h00.
- Ouvert à tous (licenciés et non-licenciés).

Championnat par équipes :

- Equipe 1 : Pré-régional (voir calendrier joint)
- Equipe 2 : Départementale 1 (voir calendrier joint)
- Equipe 1 : Départementale 2 (voir calendrier joint)

Catégorie d'âges des licenciés et adhérents saison 2024-2025 :

Répartition des adhérents par catégorie d'âge	
Poussins	3
Benjamins	10
Minimes	17
Cadets	6
Juniors	2
Adultes	21
Séniors	27
Total	86

Adulte : + 60 ans
Séniors : + 60 ans

ANNEXE 2 : Budget prévisionnel

Année 2025

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
Charges directes		Ressources directes	
Achats	1250	70 - Produits des activités	1380
Achat équipements sportifs	450	Recettes des buvettes	
Achat équipements non sportifs	100	Recettes ventes : marchandise	1380
Fournitures bureau et informatique	20		
Achat de marchandises évènementiel			
Achats de boissons	350	Billetterie extérieure	
		Boutique	
Fournitures produits d'entretien	70		
Frais de réception (AG et autre)	260	Autres	
Services	1625		
Assurances	320		
Frais entraînements adultes	830		
Frais entraînements autres	100		
Frais entraînements handi	375		
Autres services extérieurs	3650	74 - Subventions d'exploitation	4331
Déplacements	350	Commune	3500
Publicité (OT)	120	Communauté de communes MACS	
Frais de téléphone et poste	20	Conseil départemental CD 40	831
Frais bancaires	10	Pass sport	
Autres	100	Autres	
		FFSS	
Ecole de tennis de table : entraînements jeunes	3050	État (préciser)	
		Compte Licence	
Impôts, taxes et versements assimilés		Autres	
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)	
Charges de personnel		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
		Participation de la Fédération	
Autres charges de gestion courante	11236	75 - Autres produits de gestion courante	9500
Droits Inscription : compétitions par équipe	380		
Achat de licences	6000	Cotisations (licences + adhésions)	9500
Cotisations libres	100		
Frais de déplacements : compétitions par équipe	740		
Frais de déplacements : handi	1000		
Frais de déplacements :	1370		
Frais de déplacements :	1096		
Frais de réception : championnat par équipe	280		
Contributions aux stages jeunes	270		
Charges financières		Produits financiers	50
Frais bancaires		Produits financiers	50
Autres charges financières			
Formations	400	Produits exceptionnels	2000
Formations entraîneurs	400	Partenariat privés et dons	1000
		Dons évènementiels	1000
Dotations		Reprise sur amortissements et provisions	
Dotations		Reprise sur amortissements et provisions	
Engagements à réaliser sur ressources affectées		Report des ressources non utilisées	
Impôts sur les bénéfices (IS) ; participation des salariés		Transfert de charges	900
TOTAL DES CHARGES DIRECTES	18161	TOTAL DES PRODUITS DE L'EXERCICE	18161

86 - Emploi des contributions volontaires		87 - Contributions volontaires en nature	
Personnel communal		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite salles communales ou terrains	12300	Participation Personnel Commune	
Prestations en espèces		Dons en nature	
Personnel bénévole		Prestation en nature de la ville et valorisation des locaux	12300
TOTAL	34461	TOTAL	34461

ANNEXE 3 : Les montants des subventions

Article 1 : Subvention

La Commune s'engage à apporter un soutien financier à l'association. Pour ce faire et en réponse à la demande de subvention présentée par l'association, la Commune a fixé le montant de l'aide apportée.
Pour l'année concernée le montant a été proposé au vote du Conseil Municipal.

Période	Date du vote en conseil municipal	Subvention
Année 2025	03 février 2025	3500 €

Article 2 : Mises à disposition immobilières et valorisation

La Commune met à disposition de l'Association, à titre précaire et révocable, à compter de la date de signature pour la période concernée, la **salle des Paloumayres** de Soorts-Hossegor (comprenant une aire de jeu, des vestiaires, des sanitaires et un local associatif) dont elle est propriétaire et située : 127 Avenue des Forgerons - 40150 Soorts-Hossegor.

L'association s'engage à ne les utiliser que conformément à son objet statutaire.

La mise à disposition des locaux est accordée à l'association à titre gratuit.

Les installations et les locaux sont valorisés dans les comptes de l'association à hauteur de :

Période	Valorisation immobilière
Année 2025	12300 €

Article 3 : Mises à disposition de personnel

Pour lui permettre de remplir ses missions, la Commune apporte un soutien à l'association par la mise à disposition d'un agent communal une fois par semaine pendant les périodes scolaires pour encadrer les activités sportives.

Les mises à disposition de personnel sont valorisées dans les comptes de l'association à hauteur de :

Période	Valorisation du personnel
Année 2025	Sans objet

Article 4 : Mises à disposition de personnel pour l'organisation d'évènements

Pour lui permettre d'accomplir ses missions, la Commune apporte un soutien logistique à l'association par la mise à disposition gratuite, ponctuelle et sous le contrôle des responsables communaux, le matériel nécessaire à la bonne organisation des manifestations.

Il est convenu que ces moyens fassent l'objet, à chaque fois, de demandes spécifiques de la part de l'association, qui doit les formuler dans des délais raisonnables permettant leur mise en œuvre.

Le matériel mis à disposition sont valorisés dans les comptes de l'association par le biais de la mise à disposition de personnel à hauteur de :

Période	Valorisation du personnel
Année 2025	Sans objet

ANNEXE 4
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE PRECAIRE ET REVOCABLE DE
LOCAUX ET MATERIELS

CONVENTION

ENTRE :

La commune de Soorts-Hossegor, représentée par son maire, Christophe VIGNAUD, habilité par délibération du Conseil municipal en date du 3 juillet 2020.

Adresse : Commune de Soorts-Hossegor
18 avenue de Paris
40150 Soorts-Hossegor
Tél : 05 58 41 79 10
Courriel : associations@hossegor.fr

Ci-après dénommée « la Commune », d'une part,

ET :

L'association ASH Tennis de Table, représentée par son Président, Raphaël Rodriguez, dûment habilité.

Domiciliée : 127 avenue des Forgerons, 40150 Soorts-Hossegor
Téléphone : 05 58 41 76 38 | 06 35 90 67 48
Courriel : zagal@wanadoo.fr
N°SIRET : 49020792500010
N° d'enregistrement au Registre National des Associations : JS55354002

Ci-après dénommée « l'Association » d'autre part,

L'ensemble étant nommé ci-après « les parties »,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Sport,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

La commune de Soorts-Hossegor soutient les associations du territoire et leurs projets en application des dispositions législatives qui suivent :

- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 9-1 et 10

- le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques et notamment son article 1^{er}

- le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention

- la circulaire du Premier Ministre n°5811/SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations
- la charte d'engagements réciproques entre l'État, le mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014

La mise à disposition des locaux obéit à un certain nombre de règles visant à assurer l'égalité de traitement entre les citoyens. L'article L.2144-3 du Code général des collectivités territoriales dispose que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés [...]. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation ».

Autant dans l'intérêt de la collectivité que dans celui de l'association, il est toujours préférable d'en clarifier et formaliser, dans une convention écrite de mise à disposition, les conditions d'utilisation. L'établissement d'une telle convention doit donc être justifié par une nécessité d'intérêt général entrant dans le champ des compétences de la collectivité publique concernée. Il est à relever que la mise à disposition de matériel ou d'un local par une collectivité territoriale est une subvention en nature au sens de l'article 9-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 – art. 59 (dite loi ESS).

Considérant que le projet initié et conçu par l'**association** est conforme à son objet statutaire **et à ses missions de promouvoir, d'organiser, de gérer la pratique de la Tennis de Table sous l'égide de la Fédération française de Tennis de Table, de la Ligue de la Nouvelle Aquitaine et du Comité départemental des Landes.**

Article 1 : Mise à disposition des locaux

La commune, visant l'objet statutaire de l'association, décide de soutenir celle-ci dans la réalisation de ses objectifs en mettant à sa disposition à titre gratuit, **les locaux désignés à l'article 3 de la présente convention.**

La convention vaut autorisation d'occupation du domaine privé de la commune. Elle est faite à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Les locaux pourront être fermés occasionnellement pour différentes nécessités de sécurité, travaux ou maintenance de l'équipement.

Article 2 : Durée et renouvellement

La convention est conclue pour **une durée d'un an qui s'étend de la signature de la présente convention jusqu'au 31 décembre 2025.**

Article 3 : Désignation des locaux

3.1. Désignation

La commune met à disposition de l'Association **la salle des Paloumayres** de Soorts-Hossegor dont elle est propriétaire et située : *Adresse* : 127 avenue des Forgerons, 40150 Soorts-Hossegor

Le planning des activités (en fonction des périodes) est fourni chaque année en annexe de la présente convention.

L'association s'engage à partager avec l'association Lous Paloumayres cette salle en laissant libre l'aire de jeu pour leurs activités.

L'Association s'engage à mettre à disposition de la commune les locaux concernés pour l'organisation de ses événements ou des événements dont elle est partenaire.

3.2. Descriptif des locaux

Superficies des locaux :

- une aire de jeu d'une superficie de 163 m²
- Des sanitaires et des vestiaires d'une superficie de 24 m²
- 2 locaux associatifs d'une superficie cumulée de 18 m²

3.3 Destination

L'association s'engage à exercer dans ces locaux, les activités suivantes : activités liées à la pratique de la Tennis de table. Toute modification de cet objet devra être portée à la connaissance de la commune.

En aucun cas, une manifestation ou une réunion étrangère à l'activité, ne pourra être organisée par l'association que ce soit dans l'enceinte de la salle visée en 3.2. sans l'accord préalable de la Commune.

Article 4 : Etat des locaux

4.1. Etat initial

L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance. Il appartient à l'association, en tant qu'utilisateur, de signaler à la commune avant son utilisation toutes les anomalies ou dégradations constatées. Un état des lieux contradictoire est dressé et annexé aux présentes. (**ANNEXE : état des lieux initial**)

4.2. Entretien des locaux

L'association doit tenir les locaux dans l'état initial durant toute la durée de la mise à disposition et les rendre en bon état à l'expiration de la convention.

L'association prend à sa charge l'entretien quotidien des locaux en mettant en place un système de nettoyage régulier.

4.3. Transformations ou réparation dans les locaux

L'association doit aviser immédiatement la commune de toute réparation à la charge de cette dernière dont celle-ci est à même de constater la nécessité sous peine d'être tenue responsable de toute aggravation résultant de son silence ou de son retard.

L'association s'engage à ne réaliser **sans l'accord express** de la commune aucuns travaux de transformation ou d'embellissement dans les locaux mis à disposition.

Tous les aménagements et installations faits par l'association deviennent, sans indemnité, propriété de la commune à la fin de l'occupation, sauf si la commune préfère que les lieux soient rétablis dans leur état initial.

Toute demande de maintenance ou de travaux doit être faite par courriel adressé à la mairie sauf cas d'urgence pour la sécurité du bâtiment (à l'adresse service-technique@hossegor.fr | copie associations@hossegor.fr).

Article 5 : Destination des locaux

Ces locaux seront utilisés par l'association à usage exclusif pour les activités de celle-ci pour la réalisation de son objet tel que mentionné dans ses statuts. L'association s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires au bon déroulement de son activité et au maintien de l'ordre, tant dans ses locaux qu'aux abords immédiats.

Tout changement à cette destination qui ne serait pas autorisé par la commune entraînerait la résiliation immédiate de la présente convention.

La présente mise à disposition est consentie aux conditions et charges habituelles en la matière et notamment :

- se conformer au règlement du bâtiment qui existe ou viendrait à exister ainsi qu'à toute décision prise par la commune concernant celui-ci

- se conformer aux lois et règlements en vigueur notamment en ce qui concerne l'ordre public, l'hygiène, le travail et les bonnes mœurs

- se conformer, pour l'exploitation de son activité, aux lois, règlements et prescriptions administratives et s'abstenir d'exercer dans les locaux toute activité soumise à autorisation administrative avant d'avoir obtenu cette dernière

- les véhicules doivent être stationnés sur les emplacements dédiés. Aucun véhicule ne doit être stationné de façon à gêner l'accès des lieux aux secours, aux forces de l'ordre, aux services communaux et de façon générale aux autres usagers.

L'Association, dans la mesure du possible, facilite l'accès à ses locaux et au matériel dans le cadre du fonctionnement de l'École Municipale des Sports ou de tout autre service de la commune.

Article 6 : Entretien, mobilisation et réparation du matériel et du mobilier

La Commune reste propriétaire du matériel et du mobilier mis à disposition, le cas échéant, dans les locaux.

L'association doit s'assurer de l'usage conforme du matériel mis à sa disposition.

La maintenance, l'entretien et la mise en conformité du matériel fixe est à la charge de la commune. Les interventions en cas de vétusté de ce matériel et mobilier sont assurées par les services de cette dernière (toute demande est adressée à service-technique@hossegor.fr | copie associations@hossegor.fr).

La mobilisation de tout matériel à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment est assurée par l'association à sa convenance et à ses frais.

Article 7 : Consignes de sécurité

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer, ainsi que les consignes spécifiques données par le représentant de la Commune, compte tenu de l'activité engagée ;
- avoir reconnu avec le représentant de la Commune l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Au cours de l'utilisation des locaux mis à disposition, l'association s'engage expressément :

- à faire respecter les règles de sécurité par ses adhérents et visiteurs
- à laisser les extincteurs à leurs emplacements d'origine
- à ne pas introduire ni stocker de matériel inflammable
- à laisser les issues de secours dégagées sans stocker de matériel gênant l'évacuation des occupants ou l'arrivée des secours
- à signaler immédiatement à la Commune toute dégradation des dispositifs d'alerte ou des moyens d'extinction
- à vérifier, lors de son départ, la fermeture des portes, des fenêtres, de l'éclairage, des robinets d'eau et du bon fonctionnement au ralenti des appareils de chauffage (maintenant le local hors gel), s'assurant ainsi d'une bonne sécurité du local.

Article 8 : Charges

8.1. Les frais supportés par l'association

Les frais d'assurance concernant l'usage du bâtiment.

Les impôts et les taxes relatifs à l'activité de l'association.

Les réparations de tout ce qui est détérioré du fait de l'activité des membres de l'association ou des personnes dont elle autorise la présence dans les lieux.

Les frais liés au nettoyage et à l'entretien des locaux (dont les murs intérieurs) et du mobilier.

8.2. Les frais supportés par la commune

Les impôts et taxes relatifs à l'immeuble.

Les dégradations occasionnées par la vétusté du bâtiment ou des équipements, des vices de construction, de malfaçon ou encore des éventuels cas de force majeure causés par exemple par les intempéries.

Le remplacement des tuiles, les gouttières, les cheminées, volets, portes, installation électrique défectueuse, équipement de plomberie.

L'entretien des abords immédiats, l'extérieur du bâtiment, les espaces extérieurs (terrasses, enlèvement des mousses...). L'entretien des espaces verts : entretien des pelouses, massifs, taille des arbustes.

Les raccords de peintures, maintien des sols en bon état de propreté, remplacement ou réparation des sols en cas de taches et de trous.

L'ouvertures : graissage des gonds, remplacement des boutons de poignées, réfection des mastics, remplacement des vitres cassées.

L'entretien courant des équipements. Et les réparations de tout ce qui est détérioré par l'usage habituel.

Les fluides consommables : eau et électricité selon le local mis à disposition. Le chauffage du bâtiment entraîné par son usage, l'entretien du matériel de chauffage.

L'association s'engage à avoir un usage raisonné des ressources naturelles et à limiter au maximum l'utilisation d'eau et d'électricité au strict minimum.

L'assainissement.

Article 9 : Inaccessibilité des droits

La présente convention est consentie « intuitu personae » et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultat est interdite.

De même, il est interdit, sans l'accord express de la Commune, à l'association de sous-louer tout ou partie des locaux et, plus généralement, d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers, même temporairement, que cela soit à titre gratuit ou à titre onéreux.

Article 10 : Clauses financières

La présente mise à disposition est consentie à titre gratuit à l'association.

Le local, le mobilier et matériel sont valorisés dans les comptes de l'association à hauteur du montant voté en conseil municipal (calcul effectué à partir du coût pour la Commune et proportionnellement à la superficie des divers locaux concernés et au temps d'occupation par l'association bénéficiaire).

Une annexe est ajoutée à la convention avec les montants actualisés. (ANNEXE 1 : Montant des subventions votées en Conseil Municipal)

Article 11 : Assurances

Les locaux sont assurés par la Commune en qualité de propriétaire et par l'association en qualité de locataire. Lorsque la destination des locaux est mutualisée entre plusieurs associations, la Commune peut prendre à sa charge l'assurance des lieux.

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association reconnaît avoir souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie honorablement connue et solvable, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux mis à sa disposition (en particulier contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux, et contre tous les risques locatifs et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité).

L'association fournira une attestation de son assureur certifiant que sa responsabilité civile est couverte pour l'activité qu'elle organise dans le local. L'association doit s'acquitter du paiement des primes et en justifier chaque année par remise au maire de l'attestation d'assurance.

L'association s'engage à aviser immédiatement la Commune de tout sinistre survenant dans le bâtiment mis à disposition.

Le matériel appartenant à l'Association stocké dans les locaux doit faire l'objet d'une assurance souscrite par celle-ci. L'Association ne pourra se retourner contre la Commune en cas de vol ou détérioration.

Article 12 : Responsabilités

L'association est personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres.

L'association répond des dégradations causées dans le bâtiment mis à disposition pendant le temps qu'elle en a la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou de ses préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou interventions pour son compte.

Article 13 : Obligations générales de l'association

L'association s'engage à mettre en valeur la mise à disposition des locaux et mobiliers par la commune auprès de ses adhérents ainsi qu'auprès du public. Elle modère les commentaires négatifs qui pourraient être émis par ses adhérents sur l'état des locaux, notamment sur les réseaux sociaux et dans les expressions publiques.

Les obligations suivantes doivent être observées par les membres de l'association, de même que par les personnes qu'elle introduit ou laisse s'introduire dans les locaux :

- S'interdire tout acte à caractère discriminatoire et tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens. S'assurer que les activités respectent la tranquillité et le repos du voisinage,
- Respecter strictement les règlements de sécurité incendie des ERP. Ne pas utiliser d'appareils dangereux. Ne pas détenir de produits explosifs ou inflammables, autres que ceux d'un usage courant, autorisés par les règlements de sécurité,
- Observer tous les règlements en vigueur dont le règlement intérieur, le règlement sanitaire départemental, la réglementation sur les débits de boissons.

Article 14 : Visite et contrôle des lieux, du mobilier et du matériel

L'association doit permettre à tout moment aux représentants de la commune, à ses agents et à ses entrepreneurs de pénétrer dans les lieux mis à disposition, pour visiter, contrôler, réparer ou entretenir les locaux.

En aucun cas, l'association ne peut changer les clés du local mis à disposition sans accord préalable du maire de Soorts-Hossegor. Le cas échéant, un double des clés sera fourni à la commune.

Une visite de contrôle de l'ensemble des locaux, en présence d'un représentant de l'association, aura lieu chaque année par les représentants de la commune.

Article 15 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations contenues dans la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai deux mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La présente convention est résiliée de plein droit par la dissolution de l'association pour quelque cause que ce soit, ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

La convention peut être résiliée par la Commune à tout moment, pour un motif d'intérêt général, après notification par la Commune à l'association par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation.

En outre, chaque partie aura la faculté de dénoncer cette convention par lettre recommandée avec accusé de réception en observant un préavis égal à deux mois.

Article 16 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, doit faire l'objet d'un avenant.

Article 17 : Recours

En cas de litiges, les parties s'engagent à trouver une solution amiable. A défaut, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau - 50 Cours Lyautey - 64000 PAU, Tél. : 05 59 84 94 40., Télécopie : 05 59 02 49 93, greffe.ta-pau@juradm.fr

Fait à Soorts-Hossegor, le

**Pour l'Association,
Le Président
Raphael RODRIGUEZ**

**Pour la Commune
Le Maire
Christophe VIGNAUD**

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 3 février 2025

Délibération n°250203-04 : signature d'un avenant à la convention pour la mise à disposition de conteneurs et l'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets Avenue d'Albi

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

La Commune a souhaité faire aménager Avenue d'Albi les espaces nécessaires à l'implantation d'un conteneur d'ordures ménagères semi-enterré et de cinq conteneurs de tri sélectif semi-enterrés, entraînant des travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets.

Dans le cadre de ses compétences pour le compte des EPCI membres, le SITCOM Côte Sud des Landes assure la mise à disposition de conteneurs enterrés, semi-enterrés ou aériens.

Les travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur la commune de Soorts-Hossegor ne relèvent pas de la compétence communautaire et sont financés et réalisés par la commune.

Au titre de sa compétence « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés », transférée au SITCOM, et conformément à l'article 3 des statuts de ce dernier, aucun complément de contribution ne sera appelé car la mise à disposition des deux conteneurs d'ordures ménagères semi-enterrés est financée par le SITCOM.

Cette convention signée en 2022, doit faire l'objet d'un avenant, car par déclaration en date du 16 octobre 2024, le SITCOM a modifié le projet en réduisant le nombre de conteneurs de tri sélectif semi enterrés de cinq à quatre.

Ainsi, il convient d'acter d'un avenant à la convention avec les modifications et d'autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE l'avenant à la convention pour la mise à disposition de conteneurs et l'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets Avenue d'Albi.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention avec le SITCOM de la Côte Sud des Landes et la Communauté de communes Marenne Adour Côte Sud ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

ANNEXE 1
À LA CONVENTION POUR LA MISE À DISPOSITION DE CONTENEURS ET POUR LES TRAVAUX
D'EMBELLEMENT DU CADRE DE VIE LIÉS AUX POINTS DE COLLECTE DES DÉCHETS SUR
L'AVENUE D'ALBI À SOORTS-HOSSEGOR
APPROUVÉE PAR DÉCISION DU BUREAU DU 15 DÉCEMBRE 2021

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le SITCOM Côte Sud des Landes sis 62 chemin du Bayonnais, 40230 BÉNESSE-MAREMNE, représenté par Monsieur Alain CAUNÈGRE, Président, agissant en vertu de la délibération du comité syndical du 8 décembre 2016 et de la décision du Président du, ci-après dénommé « SITCOM »,

d'une part,

La Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud sise Allée des Camélias, 40230 SAINT-VINCENT DE TYROSSE, représentée par Monsieur Pierre FROUSTEY, Président, agissant en vertu de la décision du bureau communautaire en date du 15.12.2021, ci-après dénommée « MACS »,

d'autre part,

La commune de Soorts-Hossegor, sise 18 avenue de Paris, 40150 SOORTS-HOSSEGOR, représentée par M. Christophe VIGNAUD, Maire, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du, ci-après dénommée « la commune »,

d'autre part,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-10, L. 5211-10 et L. 5214-16-V ;

VU les statuts de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, tels qu'annexés à l'arrêté préfectoral PR/DCPPAT/2024/n° 107 en date du 8 avril 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes ;

VU les statuts du SITCOM Côte Sud des Landes modifiés par l'arrêté préfectoral n° 27/2017 du 6 janvier 2017 ;

VU la délibération du conseil communautaire en date du 27 septembre 2016 approuvant la modification des statuts du SITCOM Côte Sud des Landes ;

VU la délibération du comité syndical du SITCOM en date du 8 décembre 2016 relative à la signature de conventions de prestations spécifiques avec les EPCI membres ;

VU la décision du bureau communautaire en date du 15 décembre 2021 portant approbation de la convention pour la mise à disposition de conteneurs et pour les travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets sur l'avenue Albi à Soorts-Hossegor ;

VU la convention de mise à disposition de conteneurs et pour les travaux d'embellissement du cadre de vie liés aux points de collecte des déchets pour le projet ci-dessus ;

CONSIDÉRANT la modification du projet d'aménagement de l'avenue Albi à Soorts-Hossegor nécessitant la mise à disposition de 1 conteneur d'ordures ménagères semi-enterré et de 4 conteneurs de tri sélectif semi-enterrés, au lieu des cinq initialement prévus ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, au regard de la répartition des compétences respectives de la commune, de la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud et du SITCOM Côte Sud des Landes, de modifier la convention initiale sur les modalités financières ;

Par décision du bureau communautaire en date du 15 décembre 2021 (n° 20211215DB048), la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS) a validé une contribution financière pour l'implantation :

- d'un conteneur d'ordures ménagères semi-enterré,
- et de cinq conteneurs de tri sélectif semi-enterrés,

ce qui incluait des travaux d'embellissement des points de collecte des déchets. Le montant total de cette contribution s'élevait à 18 450,00 €.

Par une déclaration en date du 16 octobre 2024, le SITCOM a modifié le projet en réduisant le nombre de conteneurs de tri sélectif semi-enterrés à quatre. Ainsi, le projet actualisé comprend désormais :

- un conteneur d'ordures ménagères semi-enterré,
- et quatre conteneurs de tri sélectif semi-enterrés.

Le retranchement d'un conteneur de tri sélectif semi-enterré conduit à devoir modifier la contribution financière de la Communauté de communes qui s'élève désormais à 14 760,00 €.

Conformément à l'article 6 de la convention du 15 décembre 2021 précitée « [les] modifications d'implantation ou du nombre de conteneurs, [...] feront l'objet d'une annexe à la présente convention ».

En conséquence, il est convenu et arrêté que la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud verse une contribution financière au syndicat, correspondant à la mise à disposition d'1 conteneur d'ordures ménagères semi-enterré et 4 conteneurs de tri sélectif semi-enterrés pour un montant total de 14 760,00 €.

Annexe 1 faite à Saint-Vincent de Tyrosse en 3 exemplaires, le

Pour MACS,
Le président,

Pierre Froustev



Pour le SITCOM,
Le président,

Alain Caunègre

Pour la commune
Le maire

Christophe Vignaud

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 3 février 2025

Délibération n°250203-05 : Présentation du choix des candidats pour la gestion du service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L. 1120-1 et suivants et L. 3100-1 et suivants,

VU la délibération n° 240628-15 en date du 28 juin 2024 par laquelle le conseil municipal s'est prononcé sur la définition de missions de service public et de la mise en place d'un cadre juridiquement adapté aux activités de plages. Il s'est prononcé sur le principe d'une délégation de service public pour la gestion du service public balnéaire pour une durée d'un an et onze mois (de février 2025 à décembre 2026) ;

VU la consultation qui s'est déroulée comme suit : le dossier de consultation a été mis en ligne sur la plateforme « DEMAT-AMPA » le 27 août 2024,

L'avis de publicité a été mis en ligne sur le site internet de la Commune le 27 août 2024, sur les sites Marchés Online et le Moniteur le 30 août 2024, publié au JOUE et au BOAMP le 28 août 2024, sur le Sud-Ouest le 3 septembre 2024.

Vu le registre des dépôts clos le 25 octobre 2024 à 12h00 comportant les candidatures et les offres suivantes :

Lots et Localisations	Dossiers de candidatures déposés
Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord	○ HOSSEGOR SURF CLUB - Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud	○ CHIPIRON Surf School - Damien MARLY et Julie POLLET ○ SURFTRIP – MURS RBOTHERS SAS – Antoine et Victor MUR
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes	○ Mme BUSSEAUD et M. MONTETY ○ Mme TEYSSEBRE et M. TORRADO ○ LOU CABANA - Jérôme BRAS
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux	○ VIVE LE SURF - Johan PONCET ○ OCEAN THERAPY SURF SCHOOL – Mme TARDIEU et M. MATARESE
Lot n°5 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière	○ Mme BUSSEAUD et M. MONTETY ○ Mme TEYSSEBRE et M. TORRADO ○ SAS DREAMLANDES Emmanuel MAGNIEN
Lot n°6 : Ecole de surf plage de la Gravière	○ DARRIGOOD SURF SCHOOL - Arnaud DARRIGADE ○ SURFTRIP – MURS RBOTHERS SAS – Antoine et Victor MUR
Lot n°7 : Location de Transat plage Centrale	○ LES TRANSATS DE BAPTISTE - Baptiste BATY
Lot n°8 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	○ CHEZ FLO - Florence BRUMENT
Lot n°9 : Club de plage à la plage Sud	○ WATERMANSPOORT - Thierry KRAWIEC et David DUBES

VU le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 19 novembre 2024 pendant laquelle ont été, effectuée l'analyse des candidatures, dressée la liste des candidats admis à présenter une offre, et ouvertes les offres.

VU le rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 2 décembre 2024 analysant les offres,

VU le rapport de Monsieur le Maire établi en application des dispositions de l'article L. 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, transmis aux conseillers municipaux le 9 janvier 2025,

VU les projets de contrats de concessions portant délégation de service public et ses annexes,

CONSIDÉRANT qu'il revient à l'assemblée délibérante de se prononcer sur le choix des délégataires et d'approuver les contrats de délégation de service public et ses annexes,

CONSIDÉRANT qu'au terme des négociations, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de retenir les offres des candidats suivants :

Au regard des critères d'analyse définis par le règlement de la consultation, et rappelés ci-avant, il est proposé de retenir les offres des candidats suivante :

Lots et Localisations	Candidatures retenues
Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord	HOSSEGOR SURF CLUB - Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud	CHIPIRON SURF SCHOOL - Damien MARLY et Julie POLLET
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes	LOU CABANA - Jérôme BRAS
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux nord	OCEAN THERAPY SURF SCHOOL – Mme TARDIEU et M. MATARESE
Lot n°5 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière	SAS DREAMLANDES - Emmanuel MAGNIEN
Lot n°6 : Ecole de surf plage de la Gravière	DARRIGOOD SURF SCHOOL - Arnaud DARRIGADE
Lot n°7 : Location de Transat plage Centrale	LES TRANSATS de BAPTISTE - Baptiste BATY
Lot n°8 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	CHEZ FLO - Florence BRUMENT
Lot n°9 : Club de plage à la plage Sud	WATERMANSPOORT – MM Thierry KRAWIEC et David DUBES

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le choix des délégataires pour la gestion du service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor allant du 1^{er} février 2025 au 31 décembre 2026 :

Lots et Localisations	Candidatures retenues
Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord	HOSSEGOR SURF CLUB - Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud	CHIPIRON SURF SCHOOL - Damien MARLY et Julie POLLET
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes	LOU CABANA - Jérôme BRAS
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux nord	OCEAN THERAPY SURF SCHOOL – Mme TARDIEU et M. MATARESE
Lot n°5 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière	SAS DREAMLANDES - Emmanuel MAGNIEN
Lot n°6 : Ecole de surf plage de la Gravière	DARRIGOOD SURF SCHOOL - Arnaud DARRIGADE
Lot n°7 : Location de Transat plage Centrale	LES TRANSATS de BAPTISTE - Baptiste BATY
Lot n°8 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	CHEZ FLO - Florence BRUMENT
Lot n°9 : Club de plage à la plage Sud	WATERMANSPOORT – MM Thierry KRAWIEC et David DUBES

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer les contrats de délégation de service public pour le service public balnéaire de la Commune de Soorts-Hossegor après validation des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Maire,

Christophe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

Autorité délégante

Commune de Soorts-Hossegor
18 avenue de Paris
40150 Soorts-Hossegor

Concession de service public

pour la gestion du service public balnéaire.

Rapport du maire présentant les motifs de choix du candidat et l'économie générale de la convention conformément à l'article L 1411-5 du CGCT

S O M M A I R E

1	PREAMBULE ET OBJET DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
2	DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....
3	ANALYSE DES CANDIDATURES.....
4	ANALYSE DES OFFRES
5	DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS
6	ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT
7	CONCLUSION.....

1 PREAMBULE ET OBJET DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)

La présente consultation a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la ville de Soorts-Hossegor envisage de déléguer l'exploitation d'activités balnéaires à des sous-traitants qui assurent la gestion des services à leurs risques et périls, sur les neuf (9) lots suivants :

Plage	Lot	Nature activité	Superficie maximum d'emprise au sol	Dont superficie maximum bâti	Dont superficie maximum terrasse	Superficie maximum d'espace libre	Superficie totale
des naturistes nord	1	Ecole de surf	70	45	25	30	100
des naturistes sud	2	Ecole de surf	35	35	0	15	50
des naturistes	3	Restauration sur place ou à emporter sans service à table	150	60	90	200	350
du boiteux nord	4	Ecole de surf	35	35	0	15	50
de la gravière	5	Restauration sur place ou à emporter sans service à table	150	60	90	200	350
de la gravière	6	Ecole de surf	35	35	0	15	50
centrale	7	Location parasols et transats de plage et vente d'articles de plage	40	15	25	200	240
Sud	8	Snack sur place ou à emporter	40	15	25	20	60

Plage	Lot	Nature de l'activité	Superficie maximum bâti	Superficie bassin	Superficie maximum d'espace libre	Superficie totale
Sud	9	Club de plage	60	130	510	700

Par délibération n° 240628-15 en date du 28 juin 2024, le conseil municipal de la commune de Soorts-Hossegor a retenu le principe d'une délégation de service public pour l'exploitation des activités de plage de la commune

2 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

La consultation s'est déroulée selon le calendrier suivant :

Dossier de consultation mis en ligne sur la plateforme « DEMAT-AMPA » le 27 août 2024.

L'avis de publicité a été mis en ligne sur le site internet de la commune le 27 août 2024, sur les sites Marchés Online et le Moniteur.fr le 30 août 2024, publié au JOUE et sur le BOAMP le 28 août 2024, sur le Sud-Ouest le 3 septembre 2024.

Les candidats étaient invités à remettre simultanément leur candidature et leur offre.

La date limite de remise des candidatures et des offres était fixée au 25 octobre 2024 à 12h00.

Le dossier de consultation comportait les éléments suivants :

- le règlement de consultation,
- un projet de contrat
- les annexes correspondantes

Seize candidatures et offres ont été reçues en temps et en heure, émanant de :

Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord :	Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud :	Damien MARLY et Julie POLLET Antoine et Victor MUR
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table plage des naturistes :	Mme BUSSEAUD et M. MONTETY Jérôme BRAS Mme TEYSSERE et M TORRADO
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux	Johan PONCET Mme TARDIEU et M MATARESE
Lot n°5 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table plage de La Gravière	Mme BUSSEAUD et M. MONTETY Mme TEYSSERE et M TORRADO Emmanuel MAGNIEN
Lot n°6 : Ecole de surf plage de la Gravière	Arnaud DARRIGADE Antoine et Victor MUR
Lot n°7 : Location de Transat plage Centrale	Baptiste BATY
Lot n°8 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	Florence BRUMENT
Lot n°9 : Club de plage à la plage Sud	Thierry KRAWIEC et David DUBES

3 ANALYSE DES CANDIDATURES

Les pièces suivantes étaient exigées dans le dossier de candidature :

- Une lettre de candidature datée et signée permettant d'identifier le candidat (dénomination, adresse, forme juridique) avec pouvoir de la personne physique habilitée. En cas de groupement, indiquer la composition, la forme et le nom du mandataire et faire signer par l'ensemble des membres ou faire accompagner de l'autorisation donnée au mandataire par les cotraitants de signer au nom du groupement.
- Une lettre de motivation
- Une attestation sur l'honneur de moins de 3 mois à la date de remise des candidatures accompagnée de tous justificatifs attestant que le candidat n'est pas frappé d'une interdiction de candidater (articles L. 3123-1 à -14 du Code de la Commande Publique) et que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes exigés, en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 de ce même code, sont exacts.

Etant précisé que « l'exclusion de la procédure de passation des contrats de concession prévue à l'article L. 3123-1 du CCP n'est pas applicable à la personne qui, après avoir été émise à même de présenter ses observations, établit dans un délai raisonnable et par tout moyen auprès de l'autorité concédante, qu'elle a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements correspondants aux infractions mentionnées au même article pour lesquelles elle a été définitivement condamnée et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du contrat de concession n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement » (C.E., 12 octobre 2020, req. n°419146).

Pour justifier qu'il a satisfait aux obligations prévues à l'article L. 3123-2, le candidat produit un certificat délivré par les administrations et organismes compétents.

- Une attestation sur l'honneur de moins de 3 mois à date de remise des candidatures et signée sur le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (article L. 5212-1 à L. 5212-5 du Code du Travail) avec justificatifs le cas échéant.
- Un justificatif de moins de 3 mois à la date de remise des candidatures de l'inscription du candidat au RCS (extrait KBis ou équivalent) et pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un CFE. Ou tout autre document équivalent.
- Une description détaillée du candidat :
 - les capacités économique et financière du candidat:
 - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des prestations similaires à celles objets de la concession au cours des 3 derniers exercices disponibles;
 - les liasses fiscales ou document équivalent reprenant les bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices disponibles ou tout autre document reprenant les mêmes données.
 - les capacités technique et professionnelle:
 - une présentation du candidat, de sa compétence dans l'exploitation d'un service similaire, de son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public;
 - les références des trois dernières années en matière d'exploitation d'équipements et de services analogues.

Le candidat fournira un tableau précisant, pour chacune de ses références :

- l'identité du délégant,
 - les caractéristiques principales de l'équipement exploité,
 - la nature juridique du contrat,
 - les dates de prise d'effet et d'achèvement du contrat,
 - les chiffres d'affaires annuel hors taxes des trois dernières années,
 - toute autre information que le candidat jugera utile.
- une note décrivant les moyens techniques et humains (effectifs du candidat, qualifications, organigramme,...) dont le candidat dispose, précisant notamment les titres d'études et expériences des personnels.

Les candidatures ont été analysées lors de la commission de délégation de service public du 19 novembre 2024.

Sur la base de l'ensemble des éléments d'analyse, la commission a pu examiner les garanties professionnelles et financières des candidats, leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du Travail et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Elle a alors décidé que les 16 candidats, étaient admis à présenter une offre.

Vous trouverez en annexe 1 l'analyse de la Commission.

Les offres ont été ouvertes lors de cette commission.

4 ANALYSE DES OFFRES

Les candidats étaient tenus de présenter une offre conforme à l'ensemble des dispositions du présent dossier de consultation. Ainsi, ne pouvaient être considérées comme des offres complètes que les offres répondant expressément à toutes les demandes figurant dans le dossier de consultation.

L'offre remise par chaque candidat devait impérativement contenir les pièces listées ci-dessous :

Annexe 1 : le plan masse de la concession ;

Annexe 2. Sous-dossier « financier » :

- a) Compte d'exploitation prévisionnel (CEP) précisant les recettes et charges prévisionnelles du service, en euros constants valeur avril 2019, sur la durée de la Concession, année par année, conformément au cadre de réponse joint au dossier de consultation.
- b) Grille tarifaire des produits et services proposés
- c) Le cas échéant, le tableau prévisionnel détaillé d'investissements et de renouvellement (année par année), pour la durée de la délégation.
- d) Attestations d'assurances
- e) Note présentant le détail de la rentabilité annuelle sur la durée du contrat

Annexe 3. Sous-dossier « technique » comportant :

- a) le détail, la nature et la qualité des activités proposées.
- b) le mode de fonctionnement général du service objet de la présente délégation (organisation générale et moyens humains, définition des postes et effectifs, qualifications (diplômes requis par activité dispensée) et types de contrat, le cas échéant, les conditions de formation proposées au personnel.
- c) le détail des moyens mis en place pour la protection de l'environnement et la promotion des circuits courts.
- d) la période d'exploitation annuelle envisagée,
- e) un programme des activités, animations et événements proposés par le candidat.

- f) Modalités d'entretien du domaine public et de traitement des déchets.
- g) Un règlement intérieur de l'activité élaboré par le candidat.
- h) Les documents attestant pour chaque activité que les candidats ont les autorisations nécessaires

Annexe 4. Sous dossiers « Biens » :

- a) Plans d'aménagement, esquisses et/ou insertion paysagère permettant de visualiser les installations de l'activité.
- b) les moyens matériels et installations que le candidat entend affecter à l'exécution du service concédé.

Après établissement de la liste des candidats admis à présenter une offre, la commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT a procédé à l'examen des offres en considération des critères suivants, hiérarchisés par ordre décroissant d'importance :

Valeur technique de l'offre (pondération 40%) :

Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère, (10%)
 Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat.
 La capacité du candidat à décliner des actions en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable ; (10%)
 L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire ; (10%)
 Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (emballages recyclables, réutilisables...) ((10%))

Valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%) :

La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation incluant notamment : la présentation de l'activité sur site, la variété - qualité – originalité des prestations proposées, les tarifs prévisionnels, les moyens de communication, les horaires.... ; (20%)
 Les procédures qualité qui seront mises en place ou dont l'activité peut se prévaloir à la date de sa première mise en activité ; (10%)
 Le détail des équipements projetés (bâti et équipements annexes : terrasse, racks de rangement, piscine, ...) et leur principe de construction et fonctionnement ; (5%)
 Le matériel utilisé, tant du point de vue qualité qu'ancienneté ; Modalités de gestion et de traitement des déchets (5%)

Valeur financière de l'offre (pondération 20%) :

Plan d'investissement sur la durée de la concession ; (10%)
 Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession ; (5%)
 Conditions financières proposées par le candidat (article 26 du projet de Sous-Traité) (5%)
 Le candidat devra proposer une offre de loyer pour les années 2023, 2024, 2025 et 2026 qu'il devra mentionner dans l'article 26 du projet de contrat, sachant que la commune fixe les loyers planchers

Sur la base de l'ensemble des éléments d'analyse, et compte tenu des propositions de chaque candidat dans leurs offres, la commission de délégation de service public propose le classement suivant :

Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord :	Didier PITER	90 points
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud :	Damien MARLY et Julie POLLET Antoine et Victor MUR	80 points 74 points
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table plage des naturistes :	Jérôme BRAS Mme TEYSSERE et M TORRADO Mme BUSSERAUD et MONTET	96 points 82 points 80 points
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux	Mme TARDIEU et M MATARESE Johan PONCET	92 points 82 points

Lot n°5 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table plage de La Gravière	Emmanuel MAGNIEN	98 points
	Mme TEYSSÉDRE et M TORADO	82 points
	Mme BUSSERAUD et M MONTETY	80 points
Lot n°6 : Ecole de surf plage de la Gravière	Arnaud Darrigade	100 points
	Antoine et Victor MUR	74 points
Lot n°7 : Location de Transat plage Centrale	Baptiste BATY	83 points
Lot n°8 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	Florence Brument	80 points
Lot n°9 : Club de plage à la plage Sud	Thierry KRAWIEC et David DUBES	85 points

5 DÉROULEMENT DES NÉGOCIATIONS

Au regard de l'analyse des candidatures et des offres initiales, la CDSP réunie le 19 novembre a rendu un avis favorable à l'engagement par Monsieur le Maire de la phase de discussion utile avec les candidats.

La commission a reçu tous les candidats. Les actuels concessionnaires ont pu faire un retour de leurs activités, leurs projets pour les deux années à venir et leurs attentes.

Il est ressorti des négociations pour tous, l'engagement des futurs concessionnaires de bien respecter l'implantation définie en début de saison, et le nombre de m² alloués.

Pour le lot n°1, un seul candidat qui est le gestionnaire actuel de la concession (Didier PITER). Son projet est cohérent, son activité est correcte et il projette des investissements dans une nouvelle cabane. La commission émet un avis favorable à sa candidature.

Pour le Lot n°2, il est apparu que Messieurs Antoine et Victor MUR proposent un projet cohérent mais qui manque de précision sur le plan de l'investissement. Ils ont une réelle expérience dans la gestion d'une école de surf. Ils sont propriétaires et gestionnaires d'une école sur la commune.

Madame POLLET et Monsieur MARLY confortent leur candidature avec une solide expérience dans la gestion de la concession. Ils ont une activité stable et souhaitent investir dans une nouvelle cabane. Il souhaite proposer une formule club pour développer leur offre de cours. La commission émet un avis favorable à leur candidature.

Pour le lot n° 3 :

Monsieur BRAS a une activité de restauration solide et très prospère avec un effectif rodé et dimensionné pour accueillir la clientèle sur une large amplitude horaire. Il souhaite conforter son offre de restauration. La commission émet un avis favorable à sa candidature.

Madame TEYSSÉDRE et Monsieur TORRADO proposent un projet cohérent qui est axé sur une offre de tapas, plats et salade avec des animations tout au long de la saison. L'amplitude horaire proposée est de 8h00 à 22h00 avec un service restauration de 12h00 à 15h00 et de 18h00 à 22h00, le reste est de la vente à emporter. Les effectifs prévus par Mme TEYSSÉDRE et M. TORRADO semblent insuffisants au vu des horaires d'ouverture prévus (13 salariés et les 2 gérants en pleine saison). La commission pense que cet effectif ne sera pas suffisant pour tenir la cadence et que le prévisionnel présenté n'est pas réaliste, notamment au niveau de la masse salariale. Seul M. TORRADO a une expérience dans la gestion d'établissements de restauration

Madame BUSSERAUD et Monsieur MONTETY proposent un projet cohérent qui est basé sur une offre de restauration de sandwiches gourmets ce qui n'est pas le souhait des élus sur ce type de concession. Ils envisagent également la création d'une dizaine d'emploi, ce qui semble peu pour couvrir l'amplitude horaire prévue de 8h30 à 22h30. Seul Monsieur MONTETY a une expérience dans la gestion d'un établissement de restauration (il est l'actuel Directeur d'un restaurant sur Capbreton).

Pour le lot n°4 :

Monsieur Johan PONCET présente un projet cohérent. Il souhaite maintenir son activité même si elle est en baisse. Il propose un service de handi-surf sur nos plages. Il ne se consacre pas pleinement à cette activité puisqu'il est toujours salarié de la fédération française de surf alors qu'il devait la quitter. La commission est très sceptique sur le fait de pouvoir s'impliquer pleinement dans les deux activités.

Madame TARDIEU et Monsieur MATARESE proposent un projet cohérent qui s'adapte très bien à la gestion d'une concession de plage. Ils proposent des cours adaptés à chaque âge, chaque niveau ainsi qu'aux personnes en situation de handicap. Ils souhaitent également développer des partenariats avec des hôteliers locaux. La commission trouve le projet intéressant et souhaite donner leur chance à Madame TARDIEU et Monsieur MATARESE, qui connaît parfaitement les lieux pour y avoir enseigné durant plusieurs saisons. Monsieur le Maire décide de suivre l'avis de la commission.

Pour le lot n°5 :

Madame TEYSSERRE et M. TORRADO et Mme BUSSERAUD et M. MONTETY ont déposé le même dossier que pour le lot n°3.

Concernant Monsieur MAGNIEN, il a une expérience confirmée dans la gestion d'une concession balnéaire avec des chiffres d'affaires générés qui ont augmenté au fil des saisons. Il a fidélisé son personnel et peut compter sur une équipe expérimentée et suffisamment nombreuse. Il envisage des investissements notamment de structure. La commission émet un avis favorable à sa candidature.

Pour le lot 6 : Messieurs Antoine et Victor MUR ont déposé le même dossier que pour le lot n°2.

Monsieur DARRIGADE conforte sa place dans la gestion de cette concession. Il a une activité florissante qu'il a fortement développer avec les acteurs locaux. Il a fidélisé son personnel et souhaite développer l'activité « hors saison ». La commission émet un avis favorable à sa candidature.

Pour les lots 7 à 9, les actuels gestionnaires présentent des projets cohérents. Monsieur le Maire suit l'avis de la commission qui souhaite les maintenir pour la prochaine délégation.

6 ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT

CHAPITRE I -CONTENU DE LA DELEGATION

ARTICLE 1. PRINCIPALES MISSIONS DU SOUS-TRAITANT

- Exploitation d'une activité de type Restauration légère sans service à table, snack, location de transats et parasols, école de surf, clubs de plage pour enfants)
- Entretien du domaine public et de ses abords immédiats.

ARTICLE 2. PERIODE D'EXPLOITATION AUTORISEE DE L'ACTIVITE

L'espace concédé pourra être exploité, chaque année, pendant une durée de 6 mois consécutive dans la période comprise entre le 1er avril et le 31 octobre, tous les jours, incluant les périodes de montage et démontage des installations et en respectant une période de présence et d'exploitation effective minimum de seize (16) semaines.

ARTICLE 3. DUREE ET PRISE D'EFFET DU SOUS-TRAITE

La durée des sous-traités est fixée à :

- un an et onze mois pour la tranche ferme avec une prise d'effet au 1er février 2023 et un terme fixé au 31 décembre 2024
- et deux ans pour la tranche optionnelle avec une prise d'effet au 1er janvier 2025 et un terme fixé au 31 décembre 2026

CHAPITRE II -DISPOSITIONS GENERALES

Pour l'exercice de ses obligations d'exploitation et d'entretien, le SOUS-TRAITANT s'engage à respecter les lois et règlements applicables aux activités déléguées et plus particulièrement les prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité ainsi que la législation et la réglementation qui s'appliquent aux concessions de plages, existantes et à paraître. Il fera son affaire de l'obtention et du maintien des autorisations nécessaires à l'exercice de son activité (accueil, animation, affiliation à sa fédération, contrôle technique des installations, etc.).

ARTICLE 4. RESPECT DES LOIS ET REGLEMENTS APPLICABLES

L'exploitation du service public balnéaire doit être exercée par le SOUS-TRAITANT dans le plus strict respect des dispositions légales et réglementaires applicables, et notamment en particulier celles issues :

du Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2124-4 et R.2124-13 à R.2124-38, du Code de l'urbanisme, article L121-31 et suivants

du Code du commerce

du Code de la consommation

du Code de l'environnement, notamment ses articles L216-6 – Rejets au milieu naturel, L321-9 – Accès des plages aux piétons et interdiction des véhicules et L321-8 – Interdiction d'extraction du sable de la plage,

des articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, et des articles L.3111-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du Code de la commande publique,

de l'arrêté préfectoral n°00245 du 18 juin 2019 portant approbation d'une concession de plage à la commune de Soorts-Hossegor et son Cahier des charges.

Le sous-traité comprend une tranche optionnelle de 2 ans qui ne pourra être affermit qu'après l'octroi par la Préfecture d'une concession de plage sur les plages naturelles appartenant au domaine public maritime de l'Etat.

Le présent sous-traité devra respecter et se conformer aux évolutions réglementaires liées notamment à l'application de la Loi littorale.

Le SOUS-TRAITANT sera informé par la collectivité par écrit de l'affermissement ou non de cette tranche qui dépendra de l'autorisation conférée par les services de l'Etat.

En outre, le SOUS-TRAITANT conserve l'entière responsabilité du respect des obligations qui s'appliquent à ses activités, notamment :

Les règles de sécurité ;

Le respect des normes ;

Le respect du règlement de police et d'exploitation ;

Le Code du Travail pour l'emploi du personnel ;

L'ensemble des obligations et règles de l'art en matière de bruit, affichage, urbanisme etc. ;

Par ailleurs le SOUS-TRAITANT est soumis à une obligation de sécurité et de vigilance particulière et s'engage à adapter la gestion de son activité aux conditions climatiques (canicule, tempête,...).

Il appartient au SOUS-TRAITANT de se tenir informé de toute évolution des dispositions légales, réglementaires ou jurisprudentielles susceptibles d'avoir un impact sur les engagements souscrits dans le cadre du présent sous-traité.

Le SOUS-TRAITANT supporte les conséquences notamment financières de tout changement de législation.

Un changement de législation désigne :

- toute adoption, modification, abrogation ou retrait de législation, règlement, ou norme nationale ou supranationale impératives,
- tout changement d'interprétation des administrations ou juridictions compétentes (en ce inclus, la modification, la création, ou suppression d'une instruction, d'une circulaire, d'une doctrine de l'administration fiscale, de normes techniques impératives ou de normes comptables impératives), intervenant postérieurement à la Date d'Entrée en Vigueur du sous-traité et ayant une incidence sur l'exécution de celui-ci.

ARTICLE 5. PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article L581-7 du Code de l'environnement, qui prohibe toute publicité en dehors de lieux qualifiés d'agglomération au sens de la circulation routière, la publicité est formellement interdite sur les plages.

Toute pré enseigne, au sens de l'article L581-3 du Code de l'environnement, est rigoureusement interdite.

Seules les enseignes en relation avec les activités du SOUS-TRAITANT pourront être autorisées par l'administration municipale à l'intérieur des strictes limites de la sous concession et sur demande spécifique du SOUS-TRAITANT, exclusivement après approbation du projet par la Commune. Ci-dessous les conditions d'affichage à respecter.

Activités	Petite restauration	Snack	Ecole de surf	Location transats	Club de plage
Enseigne	Une enseigne bandeau de couleurs sobres et non lumineuse de 1m x 40 cm fixée sur le bâti couvert	Une enseigne bandeau de couleurs sobres et non lumineuse de 1m x 40 cm fixée sur le bâti couvert	2 enseignes drapeaux	2 enseignes drapeaux	Une enseigne bandeau de couleurs sobres et non lumineuse et 2 enseignes drapeaux

ARTICLE 6. DROITS REELS – PROPRIETE COMMERCIALE

Le présent sous-traité d'exploitation n'est pas constitutif de droits réels au sens de l'article L.2122-6 du Code général de la propriété des personnes publiques. Il n'est pas soumis aux dispositions des articles L.145-1 à L.145-60 du Code de commerce et ne confère pas la propriété commerciale au SOUS-TRAITANT.

Le SOUS-TRAITANT prend le domaine public concédé dans l'état où il se trouve le jour de la signature du présent sous-traité. Il ne pourra réclamer aucune indemnité à l'encontre de la Commune ou de l'Etat en cas de modification de l'état de la plage ou de dégâts occasionnés aux installations du fait de l'action de la mer ou d'un autre phénomène naturel.

La mise en œuvre par le Préfet des mesures indispensables à la conservation du domaine public maritime n'ouvre pas droit à indemnité au profit du SOUS-TRAITANT.

- CHAPITRE III –CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE ET OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT

ARTICLE 7. OUVERTURE AU PUBLIC

La durée maximum d'ouverture à la clientèle ne pourra excéder la période d'exploitation définie à l'article 6 du présent sous-traité.

Horaires d'ouverture autorisés, en continu du matin au soir

Petite restauration	Snack	Ecole de surf	Location transats	Club de plage
De 08h à 23h Mobilier extérieur rangé à 23h30	De 8h à 20h	De 8h00 à 20h00	De 8h00 à 20h00	De 8h00 à 20h00

L'organisation de tout événement exceptionnel, dépassant le cadre strict de la présente convention et nécessitant la modification ponctuelle des horaires d'ouverture et de fermeture, fera l'objet de l'accord express et préalable de la Commune, sur demande écrite spécifique adressée par le SOUS-TRAITANT à la Commune, dans un délai minimum de quinze (15) jours avant la date prévue pour la réalisation de l'évènement.

Deux dérogations sont accordées le soir de la fête de la musique et celui de la Fête Nationale (14 juillet voire le 13 selon le calendrier) pour les 2 concessions des lots 3 et 6, qui pourront arrêter le service à 00h00 et les établissements devront être vidés et fermés à 1h00.

ARTICLE 8. CONTINUITE DU SERVICE

Afin de respecter le principe de continuité du service public, la Commune exigera du SOUS-TRAITANT une présence et une exploitation effective minimum de seize (16) semaines à l'intérieur de la période comprise entre le 1er avril et le 31 octobre de chaque année.

Le service public ne pourra s'interrompre que pour des cas imprévisibles et présentant des caractéristiques de force majeure. Le SOUS-TRAITANT en fera la demande à la collectivité qui lui communiquera sa réponse sans délais.

ARTICLE 9. ENCADREMENT ET PERSONNEL D'EXPLOITATION

9.1 Dispositions générales

Le SOUS-TRAITANT recrute et affecte au fonctionnement de la Délégation le personnel qui lui est nécessaire pour remplir sa mission telle que décrite au présent sous-traité et dans le respect de la réglementation en vigueur et à venir en matière de Droit du travail, de protection sociale (hygiène et sécurité au travail...).

Le SOUS-TRAITANT est seul habilité à recruter et plus généralement à gérer sous sa seule et entière responsabilité le personnel nécessaire pour assurer la mise en œuvre du présent sous-traité.
Il assure seul l'organisation et le contrôle du travail du personnel.

Le SOUS-TRAITANT s'engage à :

- employer du personnel, en nombre suffisant, dont les qualités et qualifications professionnelles correspondent à la fonction demandée,
- s'acquitter des obligations qui sont les siennes au regard des dispositions du Code du Travail. Le SOUS-TRAITANT déclare et garantit que les salariés permettent l'exécution de sa mission telle que fixée par le présent sous-traité dans le strict respect de la législation du travail, en particulier en matière de temps de travail et d'astreinte.

Le SOUS-TRAITANT communiquera chaque année la liste des effectifs (fonctions, qualifications professionnelles et attributions) dans le cadre de la remise du rapport annuel visé à l'article 29 du présent sous-traité.

Le SOUS-TRAITANT prend en charge les conséquences financières liées à une évolution de la situation du personnel, notamment en cas de modification de la Convention collective applicable ou de tous autres contrats ou modifications de la législation affectant les conditions de travail ou de rémunération.

Le SOUS-TRAITANT ne peut invoquer le manque de personnel en cas de rupture du service public pour se dégager de sa responsabilité.

9.2 Obligation de :

[Pour le club de plage] :

Le SOUS-TRAITANT s'assure du respect des obligations de qualifications de son personnel, en fonction de l'activité pratiquée, et notamment dans les domaines :

- de l'encadrement des activités sportives,
- de l'encadrement de l'apprentissage de la natation,
- de l'encadrement et la surveillance de la baignade.

Toutes les activités mises en œuvre par le SOUS-TRAITANT sont sous sa propre responsabilité. En aucun cas, des activités en cours de journée, peuvent être organisées sous la responsabilité des parents.

Le SOUS-TRAITANT s'assure de la permanence effective, dans sa structure, d'un responsable majeur disposant des qualifications d'encadrement (diplôme d'Etat ou équivalent).

Déclarer son établissement à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale pour agrément de la structure ;

Faire contrôler les équipements fixes et mobiles pour garantir la sécurité des usagers par rapport aux normes en vigueur, les entretenir régulièrement et les faire évoluer si nécessaire

Mettre en place des piscines respectant les réglementations en vigueur et notamment le décret n° 81-324 du 7/04/1981 fixant les normes d'hygiène et de sécurité applicables aux piscines et baignades aménagées. L'alimentation de ces installations se fera obligatoirement par le réseau d'eau potable communal ;

Utiliser du matériel en bon état d'usage et répondant aux normes en vigueur ;

[Pour le loueur de transats et parasols] :

Informers lisiblement les clients sur les risques et règles d'usage du matériel

Ne louer que des produits en lien direct avec la plage et conformes aux règles en vigueur

[Pour les écoles de surf] :

Les responsables des structures d'enseignement et d'encadrement d'activités nautiques sont tenus de se conformer aux dispositions des articles L 212-1 et L 212-2 du code du sport précisant les obligations dévolues à tout Établissement d'Enseignement des Activités Physiques et Sportives et doivent pouvoir présenter à tout moment aux services de contrôle habilités :

Pour les nationaux :

- Les diplômes et titres des personnes assurant l'enseignement ;
- La carte professionnelle délivrée par le DDCSPP ;
- L'attestation du contrat d'assurance conclu par l'exploitant (responsabilité civile) ;
- Copie d'une pièce d'identité des moniteurs
- Attestation de l'école certifiant appliquer les règles édictées dans les textes fixant les conditions d'hygiène et de sécurité, les normes techniques applicables à l'enseignement du surf.

Pour les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen :

- Les pièces demandées pour les nationaux
- Le récépissé de déclaration d'activité délivré par la DDCSPP pour les ressortissants exerçant dans le cadre d'une libre prestation de service ou la carte professionnelle délivrée par la DDCSPP pour les ressortissants exerçant dans le cadre du libre établissement.

Il sera également exigé des écoles de surf le respect des réglementations en matière d'activités sportives et notamment les règles édictées par la Fédération Française de Surf concernant la pratique de ce sport et l'exploitation d'une école de surf.

[Pour les snack et restauration sans service à table] :

Toutes les formalités nécessaires à l'exploitation de ce type d'établissement dont:

- La photocopie de la déclaration d'établissement à caractère alimentaires auprès de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations ou de toute autre administration concernée
- Un permis d'exploitation pour le débit de boissons si il y a vente de boissons alcoolisées.

ARTICLE 10. RECLAMATIONS

Afin de s'assurer de la qualité du service, le SOUS-TRAITANT met à la disposition de la clientèle un registre des réclamations et/ou observations.

Chaque année lors de la remise du rapport annuel mentionné à l'article 29 du présent sous-traité, le SOUS-TRAITANT établira un bilan des éventuelles réclamations et détaillera les mesures correctives mises en œuvre ou à venir.

ARTICLE 11. REGLEMENTS

Le SOUS-TRAITANT a la responsabilité d'établir le règlement intérieur de son activité (annexe 3g).

ARTICLE 12. SECURITE, TRANQUILLITE

12.1 Sécurité

Le SOUS-TRAITANT sera équipé d'une trousse de premiers secours et devra être en mesure d'apporter les premiers soins en cas d'accident. Il aura suivi à cet effet, ainsi que le personnel composant son encadrement, une formation adéquate, dispensée par tout organisme habilité à délivrer ce type de formation.

Les numéros de téléphone des services de secours (pompiers, S.A.M.U., urgences, poste de secours des M.N.S, police, etc.) seront affichés de manière visible. Le SOUS-TRAITANT sera équipé des moyens de communication permettant d'alerter rapidement les secours.

Pour l'ensemble de ses activités, le SOUS-TRAITANT devra se conformer strictement aux normes de sécurité afférentes au matériel installé.

L'aménagement de l'espace dans lequel se déroulent les activités ainsi que le matériel et les équipements utilisés pour leur pratique devront permettre d'assurer la sécurité des usagers.

A ce titre, les emplacements seront obligatoirement délimités a minima, par des piquets solidement implantés dans le sol et reliés par des cordages.

Le SOUS-TRAITANT informera sans délai la Commune de tout accident grave ainsi que de toute situation présentant ou ayant présenté des risques graves pour la santé et la sécurité physique des usagers.

En vue de prévenir les accidents qui pourraient survenir en dehors des horaires d'ouverture (intrusions, détériorations, vols, etc.), le matériel doit être rangé ou sécurisé tous les jours durant la période d'exploitation annuelle.

Pour les lots de restauration, les activités de débits de boissons ne pourront être autorisées seulement comme annexes à des activités de restauration de plage. En raison du risque de nuisances et troubles à l'ordre public, les licences IV et la vente d'alcool à emporter sont interdites sur les plages.

12.2 Tranquillité

Le SOUS-TRAITANT veillera, dans l'exercice de ses activités, à ne pas porter atteinte à la tranquillité publique, tant à l'égard des riverains que des usagers de la plage.

Il est interdit de diffuser de la musique amplifiée, seule la musique d'ambiance est autorisée, dont le niveau ne peut être supérieur à 6 db par rapport au niveau du bruit ambiant ainsi que la musique acoustique.

Une dérogation est accordée le jour de la fête de la musique, où la diffusion de musique amplifiée est autorisée.

ARTICLE 16. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES INSTALLATIONS

Conformément à l'article L321-9 du Code de l'environnement, le SOUS-TRAITANT devra respecter, pour l'installation de ses équipements, les règles de fond suivantes :

- Seuls sont autorisés sur l'espace concédé les équipements et installations démontables ou transportables, ne présentant aucun élément de nature à les ancrer durablement dans le sol et dont l'importance et le coût sont compatibles avec la vocation du domaine public maritime et la durée d'occupation consentie.
- Les équipements et installations implantés devront être conçus de manière à permettre, à l'issue du présent sous-traité, un retour du site à l'état initial.
- Ces équipements et installations devront être entretenus régulièrement afin de présenter à tout moment un aspect de propreté et de sécurité irréprochable.
- Leur localisation et leur aspect devront respecter le caractère du site et s'y insérer sans porter atteinte au milieu naturel, en prenant en compte les dispositions réglementaires et législatives qui s'y appliquent, notamment en matière d'environnement et d'urbanisme, conformément à l'article 19.

La superficie de l'emprise totale sera délimitée par des poteaux installés par les services de la commune avant l'installation de la concession de manière à ce que l'espace alloué soit bien respecté.

Un retrait d'un mètre cinquante (1m50) par rapport au pied de Dune devra être obligatoirement respecté pour tous les biens de la concession qu'ils soient meubles ou immeubles.

- L'implantation des installations pourra être contrôlée par les services municipaux. Le SOUS-TRAITANT devra respecter les procédures administratives nécessaires à la mise en place de ses installations et à la mise en œuvre de son activité. Il fera notamment son affaire des autorisations administratives et/ou d'urbanisme éventuellement nécessaires, ainsi que de la conformité technique aux règles de sécurité du matériel installé. La responsabilité de la Commune ne pourra en aucune façon être engagée.

- Le SOUS-TRAITANT lors de son installation et pendant toute la durée de son exploitation, devra respecter le principe de libre accès des piétons à la plage, étant rappelé que l'usage libre et gratuit par le public constitue la destination fondamentale de celle-ci.

Le SOUS-TRAITANT devra également préserver le principe de libre circulation sur la plage et le libre usage par le public d'un espace d'une largeur significative tout au long de la mer.

ARTICLE 13. MONTAGE ET DEMONTAGE DES INSTALLATIONS

Le SOUS-TRAITANT communiquera chaque année à la commune, au minimum un (1) mois avant la date de démarrage de son exploitation, les périodes durant lesquelles les opérations de montage et démontage sont envisagées, et le cas échéant les matériels envisagés.

Un fois l'installation mise en place, un contrôle de sa superficie sera réalisée par les services de la commune et un piquetage sera effectué afin de permettre un contrôle régulier de la surface de la concession pendant toute la durée de l'occupation.

Les périodes de montage et démontage des installations seront obligatoirement comprises dans les six (6) mois d'occupation autorisés et seront obligatoirement comprise dans la période du 1er avril au 31 octobre autorisée à l'article 6 du présent sous-traité.

ARTICLE 14. FONCTIONNEMENT LOGISTIQUE ET ARCHITECTURE

Le cas échéant, le raccordement des installations du SOUS-TRAITANT aux réseaux des concessionnaires (eaux usées, électricité, etc.) est à la charge du SOUS-TRAITANT, qui fera son affaire des demandes de raccordement et d'abonnement auprès des gestionnaires de réseaux concernés de son choix.

Aucun véhicule n'est autorisé à circuler sur les dunes ainsi que sur les chemins d'accès aux plages. Cette interdiction ne concerne pas le montage et le démontage de la concession mais son fonctionnement. Seule la livraison est tolérée pour les lots 6 et 7, celle-ci est limitée à une (1) fois par jour et elle devra se faire avant 10h00.

Les véhicules qui viennent livrer les denrées pour les concessions des lots 6 et 7 ne peuvent pas rester stationnés sur les parkings des plages de la Gravière et des Naturistes, situés en bas de la Dune.

Une attention particulière sera apportée au caractère esthétique des installations projetées, pour une parfaite intégration dans le site. (Plans et esquisses en annexe 4a) Celles-ci-devront, en tout état de cause, respecter les conditions fixées par l'article 17 du présent sous-traité.

Type de structure Toiture	En bois naturel ou construction modulaire habillé de bois Toit plat recommandé – Le bac acier, le polycarbonate, et le revêtement bitumineux pourront être refusés en tant qu'éléments d'étanchéité de toiture si ceux-ci sont de nature à compromettre l'intégration du bâti dans le site
Terrasse Couverture terrasse	Bois Toiles ou bâches
Parasol	Modèles uniformes de même couleur et sans publicité
Hauteur de la construction	Pas plus de 3.50 m à l'acrotère ou 4,00 m au faîtage
Traitements des sorties techniques	Type sortie de hotte, Ventilation/Clim, bouteille gaz... à traiter en façade arrière de bâti et dissimulé par un brise-vue
Commentaires	L'esthétisme devra être validé par la municipalité Le projet devra être entièrement démontable, réversible, de sorte à retrouver le terrain dans son état initial à l'enlèvement du bâtiment Interdiction de création de fondation, (ou seulement plots béton amovible et retirés en fin de concession)

ARTICLE 15. ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC

A l'issue de la période annuelle d'utilisation, le domaine public devra être remis dans son état initial aux frais et par les soins du SOUS-TRAITANT.

Pendant la période d'utilisation, ce dernier devra nettoyer et entretenir chaque jour la partie du domaine public utilisée et ses abords immédiats.

A défaut, les interventions nécessaires seront effectuées par les services municipaux aux frais et risques du SOUS-TRAITANT, après mise en demeure de ce dernier restée infructueuse dans un délai de 48 h.

L'activité du SOUS-TRAITANT ne devra pas engendrer de gêne particulière pour le nettoyage des plages effectué quotidiennement par les services techniques de la Commune et le délégataire désigné par le Conseil Départemental, les engins affectés à cet entretien spécifique devant pouvoir accéder à la plage librement et y circuler sans entrave.

ARTICLE 16. GESTION DES DECHETS

Le SOUS-TRAITANT fera son affaire des conditions de stockage et d'évacuation de ses déchets (issus de son activité directe et du nettoyage de son espace), étant entendu qu'aucun stockage sur la voie publique ne sera autorisé, et toute utilisation des poubelles publiques est formellement interdite.

Chacun devra avoir un local fermé, une attention particulière devra être portée à l'intégration esthétique du dispositif dans le site.

Le SOUS-TRAITANT devra procéder au tri sélectif et évacuer les déchets quotidiennement, les lots 3 et 6 devront prévoir des bacs à graisse dimensionnés à leur activité.

Le SOUS-TRAITANT mettra à disposition de ses usagers des poubelles afin de garantir la propreté du site.

Tout stockage est interdit sur le domaine public, le concessionnaire doit prévoir un local à cet effet.

Les lots 6 et 7 doivent prévoir des cabinets d'aisance accessibles pour leurs clients.

A défaut, les interventions nécessaires seront effectuées par les services municipaux aux frais et risques du SOUS-TRAITANT, après mise en demeure de ce dernier restée infructueuse dans un délai de 48 h.

ARTICLE 17. TRAVAUX A L'INITIATIVE DE LA COMMUNE

La commune s'engage à réaliser les plateformes qui accueilleront chaque concession.

Dans le cas où des travaux seraient jugés utiles dans l'intérêt de la préservation de la côte, pour motif d'intérêt général ou pour l'amélioration de la plage, à l'initiative de l'Etat, de la Commune, ou de tout autre organisme, le SOUS-TRAITANT ne pourra pas y faire obstacle et ne pourra réclamer aucun dédommagement.

Cette obligation comprend tant l'exécution des travaux que le dépôt des matériels et matériaux nécessaires aux opérations.

- CHAPITRE V -REGIME FINANCIER ET FISCAL

ARTICLE 18. PRODUITS ET CHARGES DE LA DELEGATION

18.1 Dispositions générales

Le SOUS-TRAITANT exerce l'activité à ses risques et périls, et se rémunère exclusivement par les recettes liées à l'exploitation du service objet de la délégation.

Il supporte toutes les charges d'exploitation du service public, en particulier les prélèvements au profit de la Commune, les charges de personnel, approvisionnements, assurances, frais de nettoyage et maintenance, impôts et taxes.

Les produits et les charges du service délégué, pour la durée du sous-traité, sont fixés au Compte Prévisionnel d'Exploitation joint en annexe 2 b) du présent sous-traité.

18.2 Clause de rencontre

Les conditions économiques et/ou techniques d'exécution du sous-traité (dont la durée du sous-traité), peuvent être soumises à révision, sur demande soit de la Commune, soit du SOUS-TRAITANT, sur la base notamment d'une note argumentée et justificative et d'un compte de l'exploitation prévisionnel révisé (dénommé ci-après « document de révision »), selon le même modèle que le compte d'exploitation annexé au présent sous-traité, dans les cas définis ci-après, sous réserve d'un bouleversement de l'économie du sous-traité :

En cas de Faute de la Commune;

En cas de Fait du Prince ;

En cas de force majeure : Est considéré comme force majeure un événement extérieur aux parties et indépendant de leur volonté, imprévisible, inévitable et irrésistible qui :

- soit en conséquence rend impossible l'exécution totale ou partielle du présent contrat, malgré tous leurs efforts raisonnablement possibles,

- soit bouleverse le contrat et que les conditions économiques nouvelles créent une situation définitive qui ne permet plus au SOUS-TRAITANT d'équilibrer ses dépenses avec les ressources dont il dispose.

En cas de recours formés contre le sous-traité pour une cause qui n'est pas imputable au SOUS-TRAITANT ;

En cas de suspension du sous-traité par la Commune pour un motif non imputable au SOUS-TRAITANT ;

Dans les cas prévus par l'article R.3135-1 du Code de la commande publique.

Les parties conviennent qu'il y a bouleversement du sous-traité en cas de diminution ou augmentation de plus de 50 % du montant des recettes prévisionnelles annuelles soit une augmentation ou une diminution de 50 % des charges prévisionnelles annuelles, telles que prévues au compte de résultat prévisionnel. Ces seuils de bouleversement constituent une franchise à la charge du SOUS-TRAITANT.

En cas de survenance d'un des événements listés ci-avant, les parties ont l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables, dans la mesure de ce qui reste possible, pour en atténuer l'impact sur l'exécution de leurs propres obligations.

ARTICLE 19. TARIFICATION A LA CHARGE DES USAGERS

Le SOUS-TRAITANT exploite le service à ses risques et périls. Il tire sa rémunération du produit des services perçus auprès des usagers. Il est autorisé à percevoir, en lieu et place de la Commune, collectivité délégante, les recettes liées à l'exploitation des installations et matériels autorisés en vertu du présent sous-traité.

Les tarifs à la charge des usagers de la première année d'exploitation, figurent en annexe 2b) au présent sous-traité.

Les tarifs à la charge des usagers sont communiqués chaque année par le SOUS-TRAITANT dans le cadre de la remise du rapport mentionné à l'article 29 du présent sous-traité.

Ils sont affichés sur site afin de permettre l'information du public

ARTICLE 20. REDEVANCE D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

Le sous-traitant s'acquittera de cette redevance via un prélèvement automatique, ou bien un versement auprès du service régie de la commune. Ensuite, la redevance sera transmise au trésorier payeur général, basé dans la Commune de Saint Vincent-de-Tyrosse, et conformément aux modalités figurant au niveau du titre de recettes émis par la Commune.

En contrepartie de la mise à disposition de la portion de domaine public nécessaire à l'exécution de du présent sous-traité, et conformément aux dispositions des articles L.2125-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques, le SOUS-TRAITANT s'engage à verser à la Commune une redevance annuelle d'occupation et d'utilisation du domaine public.

Conformément aux dispositions de l'article L.2125-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, les redevances dues pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public tiennent compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation.

A ce titre, la redevance due par le SOUS-TRAITANT sera égale à un loyer fixe proposé par le candidat et à un pourcentage du chiffre d'affaires (CA) hors taxes qui ne s'applique que si le loyer fixe proposé par le candidat est dépassé. Le CA correspond au titre de la vente de marchandises et de services réalisé pendant la saison balnéaire de l'année, tel qu'il figure dans le bilan comptable fourni par l'exploitant à la Commune ; cette seconde composante de la redevance est progressive, selon les modalités suivantes :

- pour la tranche comprise entre 0,00 € et 250 000,00 € de chiffre d'affaires H.T : 10 %
- pour la tranche supérieure à 250 001,00 € de chiffre d'affaires H.T : 8 %

6-CONCLUSION

Au regard des critères d'analyse définis par le règlement de la consultation, et rappelés ci-avant, il est proposé de retenir les offres suivantes

Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord :	Didier PITER
Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud :	Damien MARLY et Julie POLLET
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter plage des naturistes :	Jérôme BRAS
Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux	Mme TARDIEU et M. MATARESE
Lot n°5 : Restauration sur place ou à emporter plage de La Gravière	Emmanuel MAGNIEN
Lot n°6 : Ecole de surf plage de la Gravière	Arnaud DARRIGADE
Lot n°7 : Location de Transat plage Centrale	Baptiste BATY
Lot n°8 : Snack sur place ou à emporter plage Sud	Florence BRUMENT
Lot n°9 : Club de plage à la plage Sud	Thierry KRAWIEC et David DUBES



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI
Direction des Affaires Juridiques

RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES CDSP article L. 1411-5 du CGCT

Rapport de la Commission de délégation de service public réunie le 19 novembre et le 2 décembre 2024 à 10h00

A - Identification du pouvoir adjudicateur

■ Désignation du pouvoir adjudicateur

Commune de Soorts-Hossegor
18 Avenue de Paris
40 150 SOORTS HOSSEGOR

B - Objet de la consultation.

La concession de service public, objet de la présente consultation, vise la gestion du service public balnéaire et l'attribution de sous-traités de concession

La gestion des services à leurs risques et périls, sur les dix (9) lots suivants :

Plage	Lot	Nature activité	Superficie maximum d'emprise au sol	Dont superficie maximum bâti	Dont superficie maximum terrasse	Superficie maximum d'espace libre	Superficie totale
des naturistes nord	1	Ecole de surf	70	45	25	30	100
des naturistes sud	2	Ecole de surf	35	35	0	15	50

des naturistes	3	Restauration sur place ou à emporter sans service à table	150	60	90	200	350
du boiteux nord	4	Ecole de surf	35	35	0	15	50
de la gravière	5	Restauration sur place ou à emporter sans service à table	150	60	90	200	350
de la gravière	6	Ecole de surf	35	35	0	15	50
centrale	7	Location parasols et transats de plage et vente d'articles de plage	40	15	25	200	240
Sud	8	Snack sur place ou à emporter	40	15	25	20	60

Plage	Lot	Nature de l'activité	Superficie maximum bâti	Superficie bassin	Superficie maximum d'espace libre	Superficie totale
Sud	9	Club de plage	60	130	510	700

C - Déroulement de la procédure

■ Publicité :

Dossier de consultation mis en ligne sur la plateforme « DEMAT-AMPA » le 27 août 2024.

L'avis de publicité a été mis en ligne sur le site internet de la commune le 27 août 2024, sur les sites Marchés Online et le Moniteur.fr le 30 août 2024, publié au JOUE et sur le BOAMP le 28 août 2024, sur le Sud-Ouest le 3 septembre 2024.

Les candidats étaient invités à remettre simultanément leur candidature et leur offre.

La date limite de remise des candidatures et des offres était fixée au 25 octobre 2024 à 12h00.

Les candidatures ont été analysées lors de la commission de délégation de service public du 6 novembre 2024.

Sur la base de l'ensemble des éléments d'analyse, la commission a pu examiner les garanties professionnelles et financières des candidats, leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du Travail et leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Elle a alors décidé que tous les candidats étaient admis à déposer une offre pour les lots ci-dessous énumérés :

Lot n°1 : Ecole de surf - Plage des naturistes nord	HOSSEGOR SURF CLUB – M. PITER Didier
Lot n° 2 : Ecole de surf - Plage des naturistes sud	CHIPIRON Surf School - Damien Marly et Julie Pollet SURFTRIP – MUR BROTHERS SAS – Antoine et Victor MUR
Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table - Plage des naturistes	Mmes BUSSEAUD et AUDIBERT et M DELAIR LOU CABANA - Jérôme Bras Mme TEYSSEBRE-SUSBIELLE et M. TORRADO
Lot n°4 : Ecole de surf - Plage du boiteux	VIVE LE SURF – M. PONCET Johan OCEAN THERAPY SURF SCHOOL – Mme TARDIEU et M. MATARESE
Lot n° 5 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table - Plage de La Gravière	Mmes BUSSEAUD et AUDIBERT et M DELAIR Mme TEYSSEBRE-SUSBIELLE et M. TORRADO LA CABANE – M. MAGNIEN Emmanuel
Lot n°6 : Ecole de surf plage de la Gravière	DARRIGOOD SURF SCHOOL – M. DARRIGADE Arnaud

SURFTRIP – MUR BROTHERS SAS – Antoine et Victor MUR

LES TRANSATS DE BAPTISTE – M. BATY Baptiste

CHEZ FLO – Mme BRUMENT Florence

WATERMANSPORT - Thierry KRAWIEC et David DUBES

Lot n°7 : Location de Transat plage Centrale

Lot n°8 : Snack sur place ou à emporter plage Sud

Lot n°9 : Club de plage à la plage Sud

■ Délai de validité des offres fixé à 210 jours à compter de la date limite de réception des offres.

D – Analyse et comparaison des offres.

■ Rappel des critères de sélection des offres tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation :

- **Valeur technique de l'offre (pondération 40%) :**

- Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère : (10%)
- Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat. La capacité du candidat à décliner des actions en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable : (10%)
- L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire : (10%)
- Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (emballages recyclables, réutilisables...) : (10%)

- **Valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%) :**

- La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation incluant notamment : la présentation de l'activité sur site, la variété - qualité – originalité des prestations proposées, les tarifs prévisionnels, les moyens de communication, les horaires : (20%)
- Les procédures qualité qui seront mises en place ou dont l'activité peut se prévaloir à la date de sa première mise en activité : (10%)
- Le détail des équipements projetés (bâti et équipements annexes : terrasse, racks de rangement, piscine, ...) et leur principe de construction et fonctionnement ; (5%)
- Le matériel utilisé, tant du point de vue qualité qu'ancienneté ; Modalités de gestion et de traitement des déchets (5%)

- **Valeur financière de l'offre (pondération 20%) :**

- Plan d'investissement sur la durée de la concession : (10%)
- Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession : (5%)
- Conditions financières proposées par le candidat (article 26 du projet de Sous-Traité) : (5%)
- Le candidat devra proposer une offre de loyer pour les années 2023, 2024, 2025 et 2026 qu'il devra mentionner dans l'article 26 du projet de contrat, sachant que la commune fixe les loyers planchers

■ Rappel des items de la trame de mémoire technique imposées dans le cadre de la consultation

Annexe 1 : le plan masse de la concession

Annexe 2 : Sous-dossier « financier » :

- a) Compte d'exploitation prévisionnel (CEP) précisant les recettes et charges prévisionnelles du service, en euros constants valeur avril 2019, sur la durée de la Concession, année par année, conformément au cadre de réponse joint au dossier de consultation.
- b) Grille tarifaire des produits et services proposés
- c) Le cas échéant, le tableau prévisionnel détaillé d'investissements et de renouvellement (année par année), pour la durée de la délégation.
- d) Attestations d'assurances
- e) Note présentant le détail de la rentabilité annuelle sur la durée du contrat

Annexe 3 : Sous-dossier « technique » comportant :

- a) le détail, la nature et la qualité des activités proposées.
- b) le mode de fonctionnement général du service objet de la présente délégation (organisation générale et moyens humains, définition des postes et effectifs, qualifications (diplômes requis par activité dispensée) et types de contrat, le cas échéant, les conditions de formation proposées au personnel.
- c) le détail des moyens mis en place pour la protection de l'environnement et la promotion des circuits courts.
- d) la période d'exploitation annuelle envisagée,

- e) un programme des activités, animations et événements proposés par le candidat.
- f) Modalités d'entretien du domaine public et de traitement des déchets.
- g) Un règlement intérieur de l'activité élaboré par le candidat.
- h) Les documents attestant pour chaque activité que les candidats ont les autorisations nécessaires

Annexe 4 : Sous dossiers « Biens » :

- a) Plans d'aménagement, esquisses et/ou insertion paysagère permettant de visualiser les installations de l'activité.
- b) les moyens matériels et installations que le candidat entend affecter à l'exécution du service concédé.

■ Analyse des offres

Lot n°1 Ecole de surf plage des naturistes nord

Un seul candidat Didier PITER – HOSSEGOR SURF CLUB

Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%) :

- Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère, (10)

Il s'agit d'un bâtiment composé de 2 boîtes aluminium bardés de bois qui s'intègre dans le paysage dunaire.

- 1 boîte de 20.67m² qui comprend l'accueil et le coin vidéo/formation,
- 1 boîte de 17.49m² qui comprend les vestiaires et le stockage de matériel.

La cabane sera renouvelée en 2025.

Note : 10

- Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat. (10)

Le candidat propose une équipe composée d'un responsable de l'école qui s'occupera des groupes confirmés, un responsable des niveaux intermédiaires, un autre pour les initiations débutantes et 2 personnels d'accueil.

Le matériel qui sera mis à disposition du service public paraît tout à fait adapté (planches selon les niveaux, et combinaisons haut de gamme).

Note : 10

- L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire ; (10)

Le candidat a une expérience de 9 années dans la gestion d'une concession de surf. Il a débuté en 2015 son activité et présente une rentabilité constante et en progression.

Note : 10

- **Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (emballages recyclables, réutilisables...) (10)**

Dans son fonctionnement il met en place des sensibilisations au respect de la Dune, des sessions de ramassage des déchets et utilise des produits respectueux de l'environnement pour la Wax, les crèmes solaires minérales Bio et le traitement des combinaisons.

Note : 10

Note globale pour le critère n°1 : 40 points

Critère n°2 : valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%) :

- **La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation incluant notamment : la présentation de l'activité sur site, la variété - qualité – originalité des prestations proposées, les tarifs prévisionnels, les moyens de communication, les horaires.... ; (20)**

Les tarifs proposés paraissent cohérents, avec la possibilité de conserver le matériel après le cours pour la journée ou la demi-journée.

Il propose un forfait « Progression Vidéo » avec un coaching personnalisé sur la base des vidéos réalisées.

L'école ouvre tous les jours de mai à octobre de 8h00 à 20h00 en pleine saison et vacances scolaires et 6h par jour hors saison, sauf aléas climatiques.

Il propose des différents événements liés au surf. (Bandes de surfeuses, Les liens du Cœur, Journée Internationale du Surf, Bloodlines Billabong, Journée Initiation Sand Bike Festival et des formations de Coaches pour la fédérations Allemande de Surf) ;

Note : 20

- **Les procédures qualité qui seront mises en place ou dont l'activité peut se prévaloir à la date de sa première mise en activité ; (10)**

Sujet non traité par le candidat.

Note : 0

- **Le détail des équipements projetés (bâti et équipements annexes : terrasse, racks de rangement, piscine, ...) et leur principe de construction et fonctionnement ; (5)**

Les équipements projetés, le mobilier intérieur et extérieur en majorité composé de bois paraît adapté et conforme à l'activité.

Note : 5

- **Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)**

Le candidat procède au tri sélectif et il réalise des campagnes de ramassage de déchets avec des associations ou d'autres concessionnaires sur la plage – Education au principe du « Une session de surf, un déchet ramassé ».

Note : 5

Note globale pour le critère n°2 : 30 points

Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%) :

Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)

Il prévoit de financer une nouvelle cabane en 2025. Il continue à renouveler chaque année une partie du matériel et des fournitures.

Note : 10

Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession ; (5)

Compte prévisionnel paraît cohérent.

Note : 5

Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) (5)

Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher

Offre : 8 000 € pour 2025 et 8 000 € pour 2026 ;

Montant plancher : 6 438 € pour 2025 et 6 567 € pour 2026 ;

Chiffres d'Affaires : 85 429€ en 2024, 64 833€ en 2023 et 88 124€ en 2022.

Note : 5 points

Note totale critère n°3 : 20 points

■ Tableau récapitulatif des notes pour le lot n°1

CRITERES	%
N°1 Technique pondéré à 40%	40
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	30
N°3 Financier pondéré à 20%	20
Total sur 100	90

Lot n°2 Ecole de surf plage des naturistes sud

2 candidatures : CHIPIRON SURF SCHOOL (Damien MARLY et Julie PONCET) et SURFTRIP MURS Brothers SAS (Antoine et Victor MUR)

Critères	CHIPIRON SURF SCHOOL - Damien Marly et Julie Pollet	SURFTRIP – MUR BROTHERS SAS
Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%)		
Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère, (10)	<p>La structure se compose de 3 conteneurs, un de 4m² et 2 de 6 m² espacés de 4 mètres.</p> <p>Ils sont bardés de bois et reliés entre eux par une toile ombragée et une terrasse bois au sol pour une surface totale de 30 m².</p> <p>Un espace pour les planches de 2m² visible de la plage.</p> <p>La construction est tout à fait intégrée à l'espace dunaire. 1 à 2 containers seront renouvelés chaque année</p>	<p>La structure de 20m2 sera entièrement en bois (essences locales).</p> <p>Cabane avec double ouverture, une pergola de 2 m2.</p> <p>La construction s'intégrera dans l'espace dunaire</p>
Note	10	8
Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat. (10)	<p>Le candidat propose une équipe composée de 3 moniteurs en pleine saison et 1 personne qui assure la gestion des plannings, l'accueil, la préparation des élèves et la tenue de l'école.</p> <p>Le matériel paraît adapté avec des planches mousses renouvelées chaque année et des combinaisons Rip-Curl renouvelées tous les deux ans.</p>	<p>1 personne chargée de l'accueil et 2 moniteurs d'avril à octobre et des moniteurs supplémentaires en fonction de la demande.</p> <p>Le matériel proposé sera neuf disponibles pour les cours et la location, de marque RIPCURL et HURRICANE. Il sera renouvelé tous les 2 ans.</p>
Note	10	10
L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire ; (10)	<p>Le candidat a une expérience de 12 années dans la gestion d'une concession de surf. Il a débuté en 2010 son activité et présente une rentabilité constante et en progression.</p>	<p>SURFTRIP est une école de surf familiale. Ils sont implantés sur la commune et ont pris la gestion de l'école de surf SURF TRIP de leur père depuis 2 ans qui est située Point d'Or.</p>
Note	10	8

Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (10)	Dans son fonctionnement il met en place des sensibilisations au respect de la Dune, des sessions de ramassage des déchets, adhère à l'association Tree 6 clope, cendrier et recyclage de mégots de cigarettes, mise en place d'un panneau solaire pour alimenter l'accueil en électricité et discours sur le respect du matériel auprès des clients.	Mise en place du tri sélectif au sein du club ; Recyclage du Neoprene ; Utilisation de produits de nettoyage ; Panneau démarche ECOSURF ; Collaboration avec des acteurs locaux.
Note	10	10
Total critère 1 /40	40	38
Critère n°2 : valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%)		
La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation (20)	<p>Les tarifs proposés paraissent cohérents, avec la possibilité de louer du matériel pour faire du bodyboard.</p> <p>L'école ouvre de juin à septembre, tous les jours de 10h00 à 20h00 en pleine saison et les mercredis et week-end hors saison, sauf aléas climatiques.</p> <p>Ils ont créé une marque textile et fabrique des planches au nom de leur école, CHIPIRON.</p> <p>Nouvelle formule Club (3 cours par semaine) d'Avril à novembre. Accueil de groupes (séminaires, mariages, retraites de yoga...).</p> <p>Mise ne place de la réservation des créneaux de cours en ligne.</p> <p>Forte communication sur les réseaux sociaux, adhésion à l'office de tourisme de SOORTS-HOSSEGOR, partenariat avec des logements de haut standing de la commune...</p>	<p>L'école sera ouverte 7j/7 du 1^{er} avril au 30 octobre. Les horaires seront de 9h à 19h en juillet/ août et 10h à 17h le reste de l'année.</p> <p>Tarifs préférentiels pour les locaux avec une carte de 10 séances.</p> <p>Formue club, groupes, stages de cours individuels et pack surf avec des partenaires locaux.</p> <p>Label qualité tourisme et fédération française de surf.</p>
Note	20	18
Les procédures qualité qui seront mises en place (10)	Sujet non traité	Sujet non traité

	0	0
Le détail des équipements projetés (5)	Une partie accueil et informations, 4m2, une partie vestiaires pour les élèves, 6m2, une partie stockage de planches, 6m2, un espace pour les planches de location, visible depuis la descente sur la plage, 2m2. Ils ont également un espace douche/rinçage pour les élèves. Ils installent également une terrasse en bois entre les containers pour un aspect plus convivial, de 10m2	La cabane se composera d'une structure de 20m2 entièrement en bois (essences locales) avec double ouverture. Il y aura une pergola de 2m² avec une voile d'ombrage.
	5	3
Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)	Le candidat organise des campagnes de ramassage de déchets et adhère à l'association Tree 6 clope, cendrier et recyclage de mégots de cigarettes.	Tri sélectif au sein de l'école de surf
Note	5	3
Total critère n°2/30	30	24
Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%) :		
Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)	Il prévoit de renouveler 1 à 2 containers tous les ans et prévoit également de renouveler chaque année la moitié des planches et tous les deux ans les combinaisons.	Le plan d'investissement n'indique pas le montant investi (apport personnel et/ou emprunt). Il indique seulement les dépenses liées à l'exploitation de l'activité (coût de la cabane, achat de matériel, frais de communication).
Note	10	5
Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession ; (5)	Compte prévisionnel paraît cohérent.	Compte prévisionnel paraît cohérent.
Note	5	5
Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) (5)	Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher Offre : 9 300 € pour 2025, et 9 400 € pour 2026 Montant plancher : 4 828 € pour 2025 et 4 925 € pour 2026.	Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher Offre : elle n'est pas indiquée dans le contrat.

	Chiffre d’Affaires : 84 734€ en 2024, 82 664€ en 2023 et 82 055€ en 2022	Montant plancher : 4 828 € pour 2025 et 4 925 € pour 2026. CA prévisionnels : 85 380€ en 2025 et 94 340€ en 2026
Note	5	2
Note critère n°3/20	20	12

	CHIPIRON SURF SCHOOL	SURFTRIP – MUR BROTHERS SAS
N°1 Technique pondéré à 40%	40	38
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	30	24
N°3 Financier pondéré à 20%	20	12
Total sur 100	80	74

Lot n°3 Restauration sur place ou à emporter sans service à table - plage des naturistes :

Trois candidatures :

Critères	Mme BUSSERAUD et M. MONTETY	Mme TEYSSEDER-SUSBIELLE et M. TORRADO	Jérôme BRAS – LOU CABANA
Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%)			
Qualité architecturale du projet, en termes d’originalité, de nature des matériaux, d’insertion paysagère, (10)	Le concept est une cabane de 60m ² , majoritairement en bois, aménagée en 3 parties (cuisine, réserve/vestiaire et toilettes) prolongée d’une terrasse en bois couverte de 90m ² et d’un espace libre de 200m ² délimité par des piquets. Le choix s’est porté sur un design épuré mais chaleureux avec des matériaux de bois flotté, bois massif, rotin et coton.	Le concept est un container maritime réaménagé bardés de bois de 60 m ² (pin maritime), prolongée d’une terrasse couverte de 90 m ² . Les matériaux utilisés sont le bois, toile de jute, rotin et plaques ondulées pour le bar.	Le concept est une cabane prolongée d'une terrasse, à ossature bois, d'une surface de 144m2 totale, entièrement démontable. Le choix s'est porté sur un design épuré de bardage en pin des landes, brut de sciage, traité dans une couleur bois naturel.

	10	8	10
Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat. (10)	<p>2 co-gérants</p> <p>Création d'une dizaine d'emploi.</p> <p>Il est prévu le recrutement de deux chefs de cuisine et deux équipes pour maintenir le service continu de 8h30 à 22h30.</p> <p>Sous-dimensionné par rapport à l'attractivité du lieu.</p>	<p>2 co-gérants avec un responsable de la cabane, un chef cuisinier, un second de cuisine, 4 commis de cuisine, 2 plongeurs, runners et barmans. Embauche en CDD pour la saison.</p> <p>Sous-dimensionné par rapport aux horaires d'ouverture proposés.</p>	<p>1 gérant, avec 15 salariés hors saison détaillés comme suit : 2 chefs, 2 cuisiniers, 2 responsables de salle, 1 responsable administratif, des serveurs, des plongeurs et employés polyvalents.</p> <p>10 à 12 salariés de plus sur le plus gros de la saison, soit 25 à 27 salariés.</p>
	6	6	10
L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire ; (10)	<p>Ils sont 2 associés :</p> <p>Berengère BUSSERAUD (Mandataire) a une expérience dans la gestion hôtelière, la restauration et la vente.</p> <p>M. MONTETY a une expérience dans la restauration. Il est actuellement le Directeur du restaurant le Papa Joub à Capbreton.</p> <p>Ils n'ont pas l'expérience dans la gestion d'un établissement similaire.</p>	<p>Ils sont 2 associés :</p> <p>Maxime TORRADO (mandataire) : 10 ans d'expérience dans la restauration, notamment saisonnier.</p> <p>A-L TEYSSEDRE-SUSBIELLE : expérience dans le management, gestion administrative et suivi juridique.</p> <p>Ils n'ont pas l'expérience dans la gestion d'un établissement similaire.</p>	<p>Une réelle expérience dans la gestion d'un établissement similaire depuis 9 ans.</p>
	8	8	10
Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (10)	<p>Démarche éco-responsable. Tri des déchets et recyclage par une entreprise locale. Utilisation d'emballage jetables et produits lavants bio.</p> <p>Organisation d'action de nettoyage des plages avec MER MAID.</p>	<p>Atelier écologique sous la forme d'opération de nettoyage de plage en collaboration avec des associations locales, gestion des déchets et tri sélectif, lombricomposteur, utilisation d'emballages biodégradables.</p>	<p>Organisation de plusieurs ramassages de déchets sur la plage en partenariat avec diverses marques et associations Tout au long de la saison, récolte des mégots de cigarettes en partenariat avec une association qui se charge de les recycler. Organisation d'un Ecoday.</p>
	8	10	8
Total critère 1	32	32	38

Critère n°2 : valeur de l’offre en termes d’exploitation et de gestion (pondération 40%)			
La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d’exploitation (20)	<p>Service continu du 15 avril au 15 octobre, 7j/7, de 8h30 à 22h30.</p> <p>La restauration proposée est du snacking travaillé, varié et équilibré : sandwiches, planches diversifiées, bowls, salades. Une formule à 12€ sera proposée. Boissons et bières locales.</p> <p>Souhaitent proposer des soirées diverses (fête de la musique, artistes locaux et sensibilisation autour de la protection du littoral). Ils souhaitent également développer des partenariats avec les écoles de surf mitoyennes.</p> <p>Une communication importante sur les réseaux sociaux.</p> <p>Tenue du personnel à l’égérie de la cabane et vente de tote bag en coton bio réutilisables avec le logo.</p>	<p>Ouverture du 5 avril et 5 octobre, 7j/7 de 8h00 à 23h00.</p> <p>Service restauration prévu de 12h à 15h et 18h à 22h. A emporter, service en continu, de 8h à 22h. Formule petit-déjeuner.</p> <p>La carte proposée est des tapas, plats à partager, produits locaux et menu enfant.</p> <p>Produits à emporter également (sandwichs et salades).</p> <p>Brunch dominical.</p> <p>Animation avec des ateliers créatifs et sportifs, soirées musicales et événements spéciaux (fête de la musique, 14 juillet et 15 août).</p> <p>Possibilité de privatisation de la cabane pour des évènements.</p>	<p>Ouverture du 15 mai et 15 octobre.</p> <p>Proposent de créer un vrai lieu de vie avec des jeux d’échecs, backgammon ou molki. La carte est créative, saine et originale avec des encas servis toute la journée et une suggestion du chef chaque midi.</p> <p>Bar à jus</p> <p>Service non-stop de 9h00 à 23h00 du 15 mai au 15 octobre.</p> <p>Carte des menus diversifiée - Grille tarifaire accessible, tant au niveau des plats/mets que des boissons.</p> <p>Possibilité de privatiser une partie de la terrasse pour des évènements (mariage, anniversaire...).</p> <p>Une communication importante sur les réseaux sociaux.</p>
	16	16	18
Les procédures qualité qui seront mises en place (10)	Approvisionnement chez les producteurs locaux et valorisation du terroir landais (liste de producteurs et fournisseurs locaux).	Approvisionnement chez les producteurs locaux et valorisation du terroir landais (liste de producteurs et fournisseurs locaux).	Travaille exclusif avec des fournisseurs locaux privilégiant les produits artisanaux. Mise en place d’un livre d’Or.

	10	10	10
Le détail des équipements projetés (5)	Terrasse avec chiliennes et parasols, tables et chaises et mange-debout avec tabourets. Les plans et photos précisent l'ambiance projetée mais il ne précise pas la capacité d'accueil.	Zone avec 6 tables mange-debout et une zone assise avec 40 places et des chiliennes disposées sur le sable.	Prévoit une cabane annexe de 4 m² pour le stockage et installer le tri sélectif. Terrasse de 80 places assises avec différents types de mobilier pour proposer différentes ambiances.
	3	3	5
Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)	Tous les emballages sont triés et jetés dans les poubelles respectives prévues à cet effet.	Gestion des déchets et tri sélectif (emplacement dédié au tri), lombricomposteur pour les déchets alimentaires, utilisation d'emballages biodégradables, bacs à graisse.	Tous les emballages sont triés et jetés dans les poubelles respectives prévues à cet effet. Ils n'utilisent pas de friteuses en cuisine afin de limiter la consommation d'huiles, toutefois toutes les huiles de cuissons sont récupérées et recyclées.
	3	5	5
Total critère n°2	32	34	38
Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%) :			
Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)	Projet d'investissement : 200 000€ d'apport personnel.	Plan d'investissement : Apport personnel : 60 000€ Emprunt : 155 580€	Le plan de financement est cohérent. Il prévoit le renouvellement de matériels courants (mobilier, matériel de plonge) ainsi que des travaux.
	8	8	10
Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession ; (5)	Comptes prévisionnels d'exploitation cohérents.	Comptes prévisionnels d'exploitation cohérents. Prévisionnel financier élaboré avec la CCI des Landes.	Comptes prévisionnels d'exploitation cohérents avec une prévision d'excellents Chiffre d'affaires - Investissements déjà réalisés.
	5	5	5

Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) (5)	<p>Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher</p> <p>Offre : 30 000 € pour 2025, et 30 000 € pour 2026</p> <p>Montant plancher : 28 958 € pour 2025 et 29 538 € pour 2026.</p> <p>CA prévisionnels : 702 000€ en 2025 et 842 000€ en 2026</p>	<p>Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher</p> <p>Offre : 29 000 € pour 2025, et 30 000 € pour 2026</p> <p>Montant plancher : 28 958 € pour 2025 et 29 538 € pour 2026.</p> <p>CA prévisionnels : 822 000€ en 2025 et 904 000€ en 2026</p>	<p>Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher</p> <p>Montant plancher : 28 958 € pour 2025 et 29 538 € pour 2026.</p> <p>Offre de loyer : 50 000€ en 2025 et 52 000€ en 2026.</p> <p>CA _1 017 529€ en 2024, 1 058 762€ en 2023 et 1 062 458€ en 2022</p>
	3	3	5
Note critère n°3	16	16	20

	Mmes BUSSEAUD et AUDIBERT et M. DELAIR	Mme TEYSSERE-SUSBIELLE et M. TORRADO	Jérôme Bras – LOU CABANA
N°1 Technique pondéré à 40%	32	32	38
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	32	34	38
N°3 Financier pondéré à 20%	16	16	20
Total sur 100	80	82	96

Lot n°4 Ecole de surf plage du Boiteux

Deux candidatures :

Critères	VIVE LE SURF - Johan Poncet	OCEAN THERAPY SURF SCHOOL – M. MATARESE et Mme TARDIEU
Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%)		
Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère, (10)	L'aménagement consiste en une cabane toit plat en structure bois naturel couleur sable de 20 m² qu'il reprendrait au concessionnaire en place sans enseigne ni terrasse intégrée au paysage.	L'aménagement consiste en une cabane de 35 m² démontable en bois de couleur sable pour s'intégrer totalement dans le paysage). Elle est conçue par 2 entreprises locales.
	8	10
Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat. (10)	Equipe composée d'un gérant/instructeur, d'un instructeur et d'un agent d'accueil. Moyens matériels très détaillés, 30 planches en mousse, 10 en Epoxy, 40 combinaisons, un fauteuil roulant de plage tout terrain.	Basse saison, 1 moniteur et 1 personnel d'accueil Haute saison : 2 moniteurs et 2 personnels d'accueil. Moyens matériels : planches tous niveaux et combinaisons avec des épaisseurs adaptées à la température de l'eau.
	8	8
L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire ; (10)	Johan Poncet bénéficie d'une expérience de 11 ans dans le domaine de l'enseignement du sport, du surf et des activités économiques, son instructeur bénéficie d'une expérience de 22 ans dans l'enseignement du surf et l'agent d'accueil d'une expérience de 3 ans dans le commerce.	2 co-gérants (autoentrepreneurs) : Pierre MATARESE bénéficie d'une expérience de 2 ans en tant que moniteur de surf qu'il a développé dans plusieurs clubs. Il a également le brevet d'état de juge fédéral et le Brevet Handi Surf Mathilda TARDIEU bénéficie d'une expérience dans le management et le graphisme. Elle sera en charge de l'accueil, la gestion des plannings, la location et la communication du club. Mme TARDIEU sera en charge de l'accueil, la location du matériel, de la comptabilité et de la communication. M.

		MATARESE gèrera la gestion des plannings de cours et également de la comptabilité.
	10	8
Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (10)	L'école s'engage à travailler sur 3 points : <ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux responsables ; - Sensibiliser le public sur leurs déchets et les déchets échoués avec la mise en place d'un « Beach Toll » + session de ramassages ; - Une gestion de l'eau responsable. 	Mise en place d'actions écologiques : <ul style="list-style-type: none"> - Gestion des déchets ; - Mise en place de bac à marée ; - Organisation d'action préventive et nettoyage des plages ; - Choix de fournisseurs engagés dans la pratique durable et éthique du matériel et des équipements ; - Sensibilisation à la gestion de l'eau responsable ; - Approche environnementale avec l'Ecosurf Ocean Therapy.
	8	10
Note total critère n°1	32	36
Critère n°2 : valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%)		
La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation (20)	Propose des cours de surf collectifs, particuliers destinés à tous les niveaux, location de planches et combinaisons et du handi-surf et dispose de tous les diplômes nécessaires. Il propose des prix cohérents.	Les cours seront proposés du 19 avril au 15 octobre de 10h à 18h et de 08h à 20h en pleine saison (de juin à septembre). Proposition de cours individuels, collectifs, ado et enfants. Cours adaptés à chaque âge et chaque niveau. Cours également pour les personnes en situation de handicap. Possibilité de stage à la semaine. Location de planches et de combinaisons et service de retour photo/vidéo. Souhaite développer des partenariats avec des hôtels, camping et autres hébergements pour développer l'école.

	16	18
Les procédures qualité qui seront mises en place (10)	<p>L'Ecole sera attachée à fournir un service convivial, un enseignement de qualité, et une garantie de la sécurité dans le respect des règles édictées par la Fédération Française de Surf concernant la pratique de ce sport et l'exploitation d'une école de surf.</p> <p>Il prévoit de mettre en œuvre un enseignement de qualité, des procédures de sécurité optimale, inculquer un « savoir-être » marin et mettre en place des baromètres de qualité dont un registre des réclamations et/ou observations.</p>	<p>L'Ecole sera attaché à apporter une approche pédagogique qui reposera sur la sécurité, le respect de l'environnement et l'épanouissement de chaque élève.</p> <p>Entretien du domaine public (respect des zones de baignade, nettoyage régulier de l'espace concédé et bac à marée).</p>
	8	8
Le détail des équipements projetés (5)	Prévoit de mettre en place des racks pour mettre les planches et les combinaisons et de délimiter le lot avec du bois et de la corde.	Espace de stockage sécurisé pour les planches, vestiaire et douche pour les élèves et casiers pour ranger les affaires personnelles pendant les cours.
	3	5
Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)	<p>Poubelles et bac de plage</p> <p>Sensibilisation des clients</p> <p>Entretien quotidien du domaine public</p>	<p>Mise à disposition de poubelles de tri,</p> <p>Mise en place de bac à marée</p>
	5	5
Note totale critère n°2	32	36
Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%)		
Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)	Un plan d'investissement est détaillé. Il est précisé que les investissements seront dirigés vers l'achat de matériel (combinaisons et planches).	<p>Le plan d'investissement est détaillé. Il est également chiffré le coût du renouvellement du matériel.</p> <p>Apport personnel : 10 000€</p> <p>Emprunt : 30 000€</p>
	8	10

Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession ; (5)	Le CPE est cohérent.	Le CPE est cohérent.
	5	5
Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) (5)	Propose un montant de redevance identique au loyer plancher. Il l'explique par la baisse d'activité sur 2022 et 2023 qui n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés.	Propose une redevance supérieure au montant plancher : Offre : 6 646€ en 2025 et 7 310€ en 2026 Plancher : 4 828€ pour 2025 et 4 925€ pour 2026 CA prévisionnels : 66 458€ en 2025 et 73 104€ en 2026
	3	5
Note totale critère n°3		

	VIVE LE SURF - Johan Poncet	OCEAN THERAPY SURF SCHOOL – M. MATARESE et Mme TARDIEU
N°1 Technique pondéré à 40%	32	36
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	32	36
N°3 Financier pondéré à 20%	16	20
Total sur 100	82	92

Lot n°5 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table plage des naturistes

Trois candidatures,

Critères	Mme BUSSERAUD et M. MONTETY	Mme TEYSSÉDRE-SUSBIELLE et M. TORRADO	Emmanuel MAGNIEN – LA CABANE
Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%)			
Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère, (10)	Le concept est une cabane de 60m², majoritairement en bois, aménagée en 3 parties (cuisine, réserve/vestiaire et toilettes) prolongée d'une terrasse en bois couverte de 90m² et d'un espace libre de 200m² délimité par des piquets. Le choix s'est porté sur un design épuré mais chaleureux avec des matériaux de bois flotté, bois massif, rotin et coton.	Le concept est un container maritime réaménagé bardé de bois de 60 m² (pin maritime), prolongée d'une terrasse couverte de 90 m². Les matériaux utilisés sont le bois, toile de jute, rotin et plaques ondulées pour le bar.	Photos de la cabane existante avec un plan de la terrasse, qui montrent une cabane bois intégrée à l'espace dunaire.
	10	8	8
Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat. (10)	2 co-gérants Création d'une dizaine d'emploi. Il est prévu le recrutement de deux chefs de cuisine et deux équipes pour maintenir le service continu de 8h30 à 22h30. Sous-dimensionné par rapport à l'attractivité du lieu.	2 gérants avec un responsable de la cabane, un chef cuisinier, un second de cuisine, 4 commis de cuisine, 2 plongeurs, runners et barmans. Embauche en CDD pour la saison. Sous-dimensionné par rapport aux horaires d'ouverture proposés.	2 gérants, une équipe composée de 2 postes livreur, 5 postes cuisine, 2 plongeurs, 3 barmans et 8 runneurs, soit 10 contrats temps pleins sur les 6 mois et 10 contrats par intermittence sur les 6 mois, avec 22 personnes juillet et août.
	6	6	10
L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire ; (10)	Ils sont 2 associés : Berengère BUSSERAUD (Mandataire) a une expérience dans la gestion hôtelière, la restauration et la vente.	Ils sont 2 associés : Maxime TORRADO (mandataire) : 10 ans d'expérience dans la restauration, notamment saisonnier.	Une expérience notable dans la gestion d'établissement similaire depuis 2015

	<p>M. MONTETY a une expérience dans la restauration. Il est actuellement le Directeur du restaurant le Papa Joub à Capbreton.</p> <p>Ils n'ont pas l'expérience dans la gestion d'un établissement similaire.</p>	<p>A-L TEYSSERE-SUSBIELLE : expérience dans le management, gestion administrative et suivi juridique.</p> <p>Ils n'ont pas l'expérience dans la gestion d'un établissement similaire.</p>	
	8	8	10
Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (10)	<p>Démarche éco-responsable. Tri des déchets et recyclage par une entreprise locale. Utilisation d'emballage jetables et produits lavants bio.</p> <p>Organisation d'action de nettoyage des plages avec MER MAID.</p>	<p>Atelier écologique sous la forme d'opération de nettoyage de plage en collaboration avec des associations locales, gestion des déchets et tri sélectif, lombricomposteur, utilisation d'emballages biodégradables.</p>	<p>Préservation de la dune : ils essaient d'éduquer les gens qui sont de plus en plus nombreux à passer dans les dunes malgré les clôtures refaites afin d'éviter le piétinement des espèces protégées.</p> <p>Utilisation de produits ménagers non toxiques de la marque PROWIN (marque bio) afin d'éviter toute pollution environnementale et éviter les inhalations toxiques pour notre équipe.</p> <p>Le nettoyage de l'espace de la concession est fait tous les matins. Reprise par les fournisseurs de toutes les cagettes (plastique et bois) afin qu'elles soient recyclées d'une livraison à une autre. S'engagent à ne plus utiliser de plastique</p>
	8	10	10
Total critère 1	32	32	38
Critère n°2 : valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%)			

La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation (20)	<p>Service continu du 15 avril au 15 octobre, 7j/7, de 8h30 à 22h30.</p> <p>La restauration proposée est du snacking travaillé, varié et équilibré : sandwichs, planches diversifiées, bowls, salades. Une formule à 12€ sera proposée. Boissons et bières locales.</p> <p>Souhaitent proposer des soirées diverses (fête de la musique, artistes locaux et sensibilisation autour de la protection du littoral). Ils souhaitent également développer des partenariats avec les écoles de surf mitoyennes.</p> <p>Une communication importante sur les réseaux sociaux.</p> <p>Tenue du personnel à l'égérie de la cabane et vente de tote bag en coton bio réutilisables avec le logo.</p>	<p>Ouverture du 5 avril et 5 octobre, 7j/7 de 8h00 à 23h00.</p> <p>Service restauration prévu de 12h à 15h et 18h à 22h. A emporter, service en continu, de 8h à 22h. Formule petit-déjeuner.</p> <p>La carte proposée est des tapas, plats à partager, produits locaux et menu enfant.</p> <p>Produits à emporter également (sandwichs et salades).</p> <p>Brunch dominical.</p> <p>Animation avec des ateliers créatifs et sportifs, soirées musicales et événements spéciaux (fête de la musique, 14 juillet et 15 août).</p> <p>Possibilité de privatisation de la cabane pour des événements.</p>	<p>Restauration de plage avec une carte différente le midi et le soir. Prise de commandes au comptoir. Cabane ouverte du 17 avril au 17 octobre de 10h à 23h en continu. Mise à disposition de logements pour leurs employés (capacité 5 chambres).</p> <p>Plats copieux le midi et carte du soir basée sur des tapas à partager – Grille des tarifs quelque peu élevée, y compris sur la carte du soir avec les planches à partager</p> <p>Adhésion à l'Office de tourisme d'Hossegor et communication sur les réseaux sociaux.</p> <p>Possibilité de privatiser une partie de la terrasse pour des événements (mariage, anniversaire...).</p>
	16	16	20
Les procédures qualité qui seront mises en place (10)	Approvisionnement chez les producteurs locaux et valorisation du terroir landais (liste de producteurs et fournisseurs locaux).	Approvisionnement chez les producteurs locaux et valorisation du terroir landais (liste de producteurs et fournisseurs locaux).	Approvisionnement chez les producteurs locaux et valorisation du terroir landais (liste de producteurs et fournisseurs locaux).
	10	10	10
Le détail des équipements projetés (5)	Terrasse couverte de 200m ² avec chiliennes et parasols, tables et chaises et mange-debout avec tabourets. Les plans et photos précisent l'ambiance projetée mais il ne précise pas la capacité d'accueil.	Zone avec 6 tables mange-debout et une zone assise avec 40 places et des chiliennes disposées sur le sable.	Box de stockage pour les livraisons situé au 304 avenue des mugets, un cabanon de stockage sur place, implantation d'une balustrade pour consolider le sable, une

			grande terrasse, des toilettes, une zone de prise de commandes Mise ne place d'un défibrillateur et formation du personnel. Installation de bâche de protection contre le vent.
	3	3	5
Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)	Tous les emballages sont triés et jetés dans les poubelles respectives prévues à cet effet.	Gestion des déchets et tri sélectif (emplacement dédié au tri), lombricomposteur pour les déchets alimentaires, utilisation d'emballages biodégradables, bacs à graisse.	Evacuation des déchets se fait tous les matins avec la gestion du tri (déchets stockés dans un local fermé). L'évacuation des huiles de friture est faite 1 fois par semaine). Mise en place de poubelles extérieures. Fin de l'utilisation de contenants et pailles en plastique (utilisation de contenant jetable en kraft) et recyclage des mégots (partenariat avec une entreprise de BORDEAUX).
	3	5	5
Total critère n°2	32	34	40
Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%) :			
Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)	Projet d'investissement : 200 000€ d'apport personnel.	Plan d'investissement : Apport personnel : 60 000€ Emprunt : 155 580€	Le plan de financement est cohérent. Il prévoit le renouvellement de matériels courants (mobilier, matériel de plonge) ainsi que des travaux.
	8	8	10
Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession ; (5)	Comptes prévisionnels d'exploitation cohérents.	Comptes prévisionnels d'exploitation cohérents. Prévisionnel financier élaboré avec la CCI des Landes.	Compte d'exploitation cohérent et détaillé.

	5	5	5
Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) (5)	Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher Offre : 30 000 € pour 2025, et 30 000 € pour 2026 Montant plancher : 28 958 € pour 2025 et 29 538 € pour 2026. CA prévisionnels : 702 000€ en 2025 et 842 000€ en 2026	Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher Offre : 29 000 € pour 2025, et 30 000 € pour 2026 Montant plancher : 28 958 € pour 2025 et 29 538 € pour 2026. CA prévisionnels : 822 000€ en 2025 et 904 000€ en 2026	Propose une redevance supérieure : Années Loyer plancher Loyer proposé 2024 28 958 € 50 000 € 2025 29 538 € 55 000 € CA : 896 682€ en 2024, 901 485€ en 2023 et 882 528€ en 2022
	3	3	5
Note critère n°3	16	16	20

	Mmes BUSSEAUD et AUDIBERT et M. DELAIR	Mme TEYSSERE- SUSBIELLE et M. TORRADO	Emmanuel MAGNIEN
N°1 Technique pondéré à 40%	32	32	38
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	32	34	40
N°3 Financier pondéré à 20%	16	16	20
Total sur 100	80	82	98

Lot n°6 - Ecole de surf plage de la Gravière

DEUX Candidatures

Critères	DARIGOOD SURF SCHOOL – Arnaud DARRIGADE	SURFTRIP – MUR BROTHERS SAS
-----------------	--	------------------------------------

Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%)		
Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère, (10)	Il s'agit d'un conteneur de 27m ² bardé de bois, équipé d'un haut-vent, avec une toile ajourée sur une terrasse sable de 15m ² . Elle est tout à fait intégrée à l'espace dunaire.	La structure de 20m ² sera entièrement en bois (essences locales). Cabane avec double ouverture, une pergola de 2 m ² . La construction s'intégrera dans l'espace dunaire
	10	8
Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat. (10)	Le candidat propose une équipe composée d'un responsable de l'école, de 3 salariés, des indépendants qui donnent des cours de surf et de 3 personnels d'accueil. Le matériel qui sera mis à disposition du service public paraît tout à fait adapté, combinaisons haut de gamme homme femme et enfants renouvelés chaque année, des planches en mousse, des bodyboards... Mise en place du paiement par TPE.	1 personne chargée de l'accueil et 2 moniteurs d'avril à octobre et des moniteurs supplémentaires en fonction de la demande. Le matériel proposé sera neuf disponibles pour les cours et la location, de marque RIPCURL et HURRICANE. Il sera renouvelé tous les 2 ans.
	10	10
L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire ; (10)	Le candidat a une expérience de 7 années dans la gestion d'une concession de surf. Il a débuté en 2015 son activité et présente une rentabilité constante et en progression.	SURFTRIP est une école de surf familiale. Ils sont implantés sur la commune et ont pris la gestion de l'école de surf SURF TRIP de leur père depuis 2 ans qui est située Point d'Or.
	10	8
Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (10)	Grâce à une Formation Ecosurf niveau 2 (voir diplôme), ils dispensent une formation à chaque client de l'école sur la protection de l'environnement et les attitudes éco citoyennes à adopter dans notre région (ne pas marcher sur la dune et emprunter uniquement les accès aménagés, respecter la végétation du milieu dunaire, ne pas laisser de déchets sur la plage, ne pas jeter de mégots dans le sable etc.) Ils disposent de fiches sur l'environnement et les jours de mauvaises	Mise en place du tri sélectif au sein du club ; Recyclage du Neoprene ; Utilisation de produits de nettoyage ; Panneau démarche ECOSURF ; Collaboration avec des acteurs locaux.

	conditions ou à la fin des cours ils utilisent le « jeu de l'oie » mis en place par le module Ecosurf de la FFS. Il s'agit d'un jeu ludique permettant de répondre à des questions liées à l'environnement (la mer, la dune, la forêt). Ce jeu est très apprécié des jeunes et sait susciter leur intérêt.	
	10	10
Total critère 1 /40	40	38
Critère n°2 : valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%)		
La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation (20)	<p>Les tarifs proposés paraissent cohérents, des stages passion, intensifs, du surf coaching, des séances découvertes et perfectionnement et la location de matériel. Tout est très bien détaillé dans le dossier.</p> <p>Il dispose d'un label Ecole de Surf Côte Française qui est un label de qualité, se faire plaisir, en toute sécurité, s'adapter à votre rythme et à votre niveau. L'école a également déposé un dossier pour obtenir le label Qualité Tourisme.</p> <p>Il propose des événements « surf-Yoga », sur avec Mick Fanning, des journées de ramassage déchets.</p> <p>Il exploitera d'avril à octobre de 8h00 à 19h00. Il met en place une communication importante sur les réseaux et son site internet.</p> <p>Il souhaite développer le « hors-saison » pour garantir une activité constante sur le temps d'exploitation de la concession.</p>	<p>L'école sera ouverte 7j/7 du 1^{er} avril au 30 octobre. Les horaires seront de 9h à 19h en juillet/ août et 10h à 17h le reste de l'année.</p> <p>Tarifs préférentiels pour les locaux avec une carte de 10 séances.</p> <p>Formule club, groupes, stages de cours individuels et pack surf avec des partenaires locaux.</p> <p>Label qualité tourisme et fédération française de surf.</p>
	20	18
Les procédures qualité qui seront mises en place (10)	A la fin du stage passion et intensif, ils remettent aux clients un passeport qui évalue leur niveau et les progrès réalisés durant la semaine. Il permet également de fidéliser les personnes qui souhaitent	Sujet non traité.

	<p>revenir afin d'atteindre les niveaux suivants (Première mousse, vague de bronze, vague d'argent, vague d'or).</p> <p>Le règlement intérieur de l'école est défini par notre cahier d'accueil, véritable bible sur leur manière de fonctionner qui est présentée à tout le personnel travaillant au sein de l'école.</p>	
	10	0
Le détail des équipements projetés (5)	Les équipements projetés, se composent d'un accueil avec la mise en place de banquettes avec coussins, une table basse, des vestiaires, une terrasse ombragée, des racks extérieurs en sapin. Une partie du matériel va être renouvelé avec de nouvelles marques.	La cabane se composera d'une structure de 20m ² entièrement en bois (essences locales) avec double ouverture. Il y aura une pergola de 2m ² avec une voile d'ombrage.
	5	3
Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)	<p>Le candidat a mis en place des cendriers sur l'espace accueil et des poubelles de tri sélectif.</p> <p>Recyclage du Neoprene.</p>	<p>Tri sélectif au sein de l'école de surf</p> <p>Recyclage du Neoprene.</p>
	5	3
Total critère n°2/40	40	24
Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%) :		
Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)	Il dispose déjà de la structure et de tout le matériel nécessaire. Il prévoit toutefois de renouveler chaque année une partie du matériel et des fournitures (ordinateur, tablette) à hauteur de 13 000 € ; tout est détaillé dans le dossier.	Le plan d'investissement n'indique pas le montant investi (apport personnel et/ou emprunt). Il indique seulement les dépenses liées à l'exploitation de l'activité (coût de la cabane, achat de matériel, frais de communication).
	10	5
Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession ; (5)	Compte prévisionnel qui en augmentation qui paraît cohérent.	Compte prévisionnel paraît cohérent.
	5	5

Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) (5)	Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher Offre : 10 000 € pour 2025 et 11 000 € pour 2026. Montant plancher : 4 828 € pour 2025, et 4 925 € pour 2026 CA : 109 184€ en 2024, 125 075€ en 2023 et 128 239€ en 2022	Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher Offre : elle n'est pas indiquée dans le contrat. Montant plancher : 4 828 € pour 2025 et 4 925 € pour 2026. CA prévisionnels : 85 380€ en 2025 et 94 340€ en 2026
	5	2
Note critère n°3/20		12

	DARIGOOD SURF SCHOOL – Arnaud DARRIGADE	SURFTRIP – MUR BROTHERS SAS
N°1 Technique pondéré à 40%	40	38
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	40	24
N°3 Financier pondéré à 20%	20	12
Total sur 100	100	74

Lot n°7 - Location de transat plage Centrale

Un seul candidat Baptiste BATY, LES TRANSATS DE BAPTISTE

Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%) :

- **Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère (10)**

Il s'agit d'un conteneur bardé de bois avec une terrasse en bois couverte par une toile ombragée. Le projet est présenté sous forme d'un croquis et de photos de l'existant.

Note : 8

- **Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat (10)**

Une seule personne, le gérant autoentrepreneur, quid du maintien du service en cas de maladie ou imprévus

Note : 5

- **L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire (10)**

Le candidat a une expérience de 7 années dans la gestion d'une concession similaire, 2 ans en tant qu'employé et 5 ans en tant que gérant.

Note : 10

- **Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (emballages recyclables, réutilisables...) (10)**

Son cabanon sera autonome énergétiquement (panneaux photovoltaïques, il favorise les articles fabriqués à partir de matériaux durables, recyclables et renouvelables, il favorise les circuits courts et met en place une boîte à livres).

Note : 10

Note globale pour le critère n°1 : 33

Critère n°2 : valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%) :

- **La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation incluant notamment : la présentation de l'activité sur site, la variété - qualité – originalité des prestations proposées, les tarifs prévisionnels, les moyens de communication, les horaires....(20)**

Il assure un service pendant toute la saison du 1^{er} mai au 31 octobre tous les jours de 10h00 à 19h00.

Il propose de louer du matériel de plage ainsi que de vendre des boissons fraîches et des produits de plage. Il souhaite organiser différents événements, « sensibilisation et protection des plages » nettoyage des plages, « la journée de la plage » avec l'organisation de jeux de plages suivi d'un goûter et d'une tombola.

Note : 20

- **Les procédures qualité qui seront mises en place ou dont l'activité peut se prévaloir à la date de sa première mise en activité (10)**

Sujet non traité par le candidat.

Note : 0

- **Le détail des équipements projetés (bâti et équipements annexes : terrasse, racks de rangement, piscine, ...) et leur principe de construction et fonctionnement (5)**

Les équipements projetés, paraissent adaptés et conformes à l'activité.

Note : 5

- **Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)**

Tous les jours, une poubelle est mise à disposition, faisant objet de tri sélectif.

Note : 5

Note globale pour le critère n°2 : 30 points

Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%) :

Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)

Il dispose de la structure et de tout le matériel nécessaire. Il prévoit toutefois de renouveler chaque année une partie du matériel et des fournitures à hauteur de 5 000€ et 8 500 € la première année.

Note : 10

Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession (5)

Compte prévisionnel paraît cohérent.

Note : 5

Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) (5)

Le candidat propose une offre de loyer identique au montant plancher : 4 828€ pour 2025 et 4 925 pour 2026

Chiffres d'Affaires : 33 160€ en 2024, 33 467€ en 2023 et 44 906€ en 2022

Note : 5

Note totale critère n°3 : 20

■ Tableau récapitulatif des notes pour le lot n°7

CRITERES	TOTAL
N°1 Technique pondéré à 40%	33
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	30
N°3 Financier pondéré à 20%	20
Total sur 100	83

Lot n° 8 - Snack sur place ou à emporter

Un seul candidat Madame Florence BRUMENT RICAUD

Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%) :

- **Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère (10)**

Il s'agit d'une d'un conteneur bardé bois rétifé, elle est tout à fait intégrée à l'espace.

Note : 10 points

- **Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat (10)**

La candidate se présente seule en auto entrepreneuse, quid du maintien du service en cas de maladie ou imprévus

Le matériel qui sera mis à disposition du service public paraît tout à fait adapté armoire réfrigérée, micro-onde, grill, congélateur, machine à café, transats, parasols et tables de plage.

Note : 5 points

- **L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire (10)**

La candidate a une expérience de 38 années dans la gestion d'une concession similaire. Elle a débuté en 1986 son activité et présente une rentabilité constante.

Note : 10 points

- **Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (emballages recyclables, réutilisables...) (10)**

Dans son fonctionnement elle propose de la vaisselle jetable en matériaux recyclables et naturels, elle utilise de produits d'entretien écologique. Elle favorise les cycles courts, les sandwiches sont faits à la demande

Note : 10 points

Note globale pour le critère n°1 : 35

Critère n°2 : valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%) :

- **La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation incluant notamment : la présentation de l'activité sur site, la variété - qualité – originalité des prestations proposées, les tarifs prévisionnels, les moyens de communication, les horaires....(20)**

Les produits sont assez basiques : sandwich, salades, gaufres, beignets et boissons. Elle propose en plus du snacking une terrasse avec des transats et parasols pour les clients, ainsi qu'un terrain de volley.

Note : 15

- **Les procédures qualité qui seront mises en place ou dont l'activité peut se prévaloir à la date de sa première mise en activité (10)**

Sujet non traité par le candidat.

Note : 0

- **Le détail des équipements projetés (bâti et équipements annexes : terrasse, racks de rangement, piscine, ...) et leur principe de construction et fonctionnement (5)**

La cabane sera dotée d'un accès en bois depuis le poste de secours facilitant l'accès aux PMR.

Note : 5

- **Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)**

Le candidat procède au tri sélectif des déchets.

Note : 5

Note globale pour le critère n°2 : 25

Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%) :

Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)

Elle dispose déjà de la structure et de tout le matériel nécessaire.

Note : 10

Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession (5)

Compte prévisionnel paraît cohérent

Note : 5

Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) (5)

Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher

Offre : 9 000€ pour 2025 et 9 000 € pour 2026

Montant plancher : 8 691 € pour 2025 et 8 865 pour 2026.

CA : 27 150€ en 2024, 33 597€ en 2023 et 28 228€ en 2022

Note : 5

Note totale critère n°3 : 20

■ Tableau récapitulatif des notes pour le lot n°8

CRITERES	TOTAL
N°1 Technique pondéré à 40%	35
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	25
N°3 Financier pondéré à 20%	20
Total sur 100	80

Lot n°9 - Club de plage, plage Sud

Une seule candidature, Messieurs KRAWIEC et DUBES - WATERMANSPOORT

Critère n°1 : valeur technique de l'offre (pondération 40%) :

- **Qualité architecturale du projet, en termes d'originalité, de nature des matériaux, d'insertion paysagère (10)**

Il s'agit d'un club de plage de 700 m² avec une piscine, 2 modules bardés de bois et une toile tendue et de zones de jeux.

Note : 10

- **Les moyens humains et matériels (ou techniques) spécifiquement affectés au service par le candidat (10)**

Le candidat propose une équipe composée de 12 employés (2 animateurs salariés pour le club Mickey, 3 moniteurs salariés pour l'école de natation, 3 moniteurs salariés pour l'école de surf, 1 moniteur salarié pour l'océan kids et 2 hôtes d'accueil salariés) saisonniers sur 2 mois et de 2 gérants bénéficiant des brevets d'Etat surf et natation. Le matériel qui sera mis à disposition du service public paraît tout à fait adapté.

Note : 10

- **L'expérience du candidat dans la gestion d'une concession ou d'un établissement similaire (10)**

Les candidats ont une expérience de 23 années dans la gestion d'une concession similaire. Ils ont débuté en 2008 leur activité et présente une rentabilité constante et en progression.

Note : 10

- **Engagements environnementaux, diminution de la production de déchets (emballages recyclables, réutilisables...) (10)**

Mise en place de l'école de la mer avec entre autres l'apprentissage de l'écologie aux enfants.

Note : 10

Note globale pour le critère n°1 : 40

Critère n°2 : valeur de l'offre en termes d'exploitation et de gestion (pondération 40%) :

- **La qualité technique, commerciale et dynamisme du projet d'exploitation incluant notamment : la présentation de l'activité sur site, la variété - qualité – originalité des prestations proposées, les tarifs prévisionnels, les moyens de communication, les horaires....; (20)**

Les tarifs proposés paraissent cohérents, l'école est ouverte du 1^{er} avril au 30 septembre, en pleine saison 7j/7 de 9h30 à 19h00.

Elle touche tout public, les locaux, les sportifs, les vacanciers, les enfants et les parents.

Ils proposent, une école de natation, un club pour enfant, une école de surf et une école de la mer (sauvetage côtier, bodysurf, nage en mer, écologie, citoyenneté)

Note : 20

- **Les procédures qualité qui seront mises en place ou dont l'activité peut se prévaloir à la date de sa première mise en activité ; (10)**

Sujet non traité par le candidat.

Note : 0

- **Le détail des équipements projetés (bâti et équipements annexes : terrasse, racks de rangement, piscine, ...) et leur principe de construction et fonctionnement ; (5)**

Le club est orienté face à la mer.

Les modules accueil/vestiaire/stockage ont été disposés pour briser le vent dominant d'été (Nord/ouest), notamment pour les utilisateurs de la piscine. La zone d'ombre est donnée par une tente escamotable au centre du club.

Note : 5

- **Modalités de gestion et de traitement des déchets (5)**

Sujet non traité par le candidat

Note : 0

Note globale pour le critère n°2 : 25

Critère n°3 : valeur financière de l'offre (pondération 20%) :

Plan d'investissement sur la durée de la concession (10)

Ils disposent déjà de la structure et de tout le matériel nécessaire. Il prévoit toutefois de renouveler chaque année une partie du matériel et des fournitures.

Note : 10

Comptes prévisionnels d'exploitation sur la durée de la concession (5)

Compte prévisionnel qui en augmentation qui paraît cohérent.

Note : 5

Conditions financières proposées par le candidat (article 25 du projet de Sous-Traité) - (5)

Le candidat propose une offre de loyer supérieure au montant plancher

Offre : 5 000 € pour 2025, et 6 000 € pour 2026

Montant plancher : 4 828 € pour 2025 et 4 925 € pour 2026.

Chiffres d'affaires : 74 133€ en 2024, 67 902€ en 2023 et 62 477€ en 2022

Note : 5

Note totale critère n°3 : 20

■ Tableau récapitulatif des notes pour le lot n°9

CRITERES	TOTAL
----------	-------

N°1 Technique pondéré à 40%	40
N°2 Exploitation et gestion pondéré à 40%	25
N°3 Financier pondéré à 20%	20
Total sur 100	85

E - Proposition.

Sur la base de l'ensemble des éléments d'analyse, et compte tenu des propositions de chaque candidat dans leurs offres, la commission de délégation de service public propose le classement suivant :

Lot n°1 : Ecole de surf plage des naturistes nord

Didier PITER -HOSSEGOR SURF CLUB

Lot n° 2 : Ecole de surf plage des naturistes sud

Damien MARLY et Julie POLLET – CHIPIRON SURF SCHOOL

Lot n°3 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table plage des naturistes

Jérôme BRAS – LOU CABANA

Lot n°4 : Ecole de surf plage du boiteux

M. MATARESE et Mme TARDIEU – OCEAN THERAPY SURF SCHOOL

Lot n°5 : Restauration sur place ou à emporter sans service à table plage de La Gravière

Emmanuel MAGNIEN – LA CABANE

Lot n°6 : Ecole de surf plage de la Gravière

Arnaud DARRIGADE – DARRIGOOD SURF SCHOOL

Lot n°7 : Location de Transat plage Centrale

Baptiste BATY – LES TRANSATS DE BAPTISTE

Lot n°8 : Snack sur place ou à emporter plage Sud

Florence BRUMENT – CHEZ FLO

Lot n°9 : Club de plage à la plage Sud

Thierry KRAWIEC et David DUBES - WATERMANSPO

F - Signatures

A Soorts-Hossegor, le 19 novembre 2024

Membres à voix délibérative,

Messieurs Christophe VIGNAUD, Patrice BIANCONE, André JAKUBIEC et Mesdames Maelle DUBOSC PAYSAN, Caroline CABANCE ESCANDE et Véronique CAZAVANT.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 03 février 2025

Délibération n°250203-06 : Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Commune de SOORTS-HOSSEGOR et la Communauté de communes MACS et des communes du territoire de MACS pour l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de gestion documentaire et gestion de courriers et prestations associées

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Orlane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaétane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Pour optimiser les coûts de procédure et bénéficier d'économies d'échelle, la Communauté de communes MACS, des établissements publics et des communes situés sur le territoire souhaitent procéder à l'achat groupé de prestations de services pour l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de gestion documentaire et gestion de courriers et prestations associées.

La centrale d'achat RESAH propose aux EPCI et aux communes membres de bénéficier de ses prestations à la condition de constituer un groupement de commande dont le coordonnateur serait l'EPCI.

La Communauté de communes MACS est adhérente de la centrale d'achat RESAH par décision du bureau en date du 9 octobre 2024.

Il convient donc maintenant, pour que les établissements publics et communes du territoire bénéficient des prestations du RESAH, de constituer un groupement de commandes pour l'achat de services pour l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de gestion documentaire et gestion de courriers et prestations associées.

Par conséquent, il est nécessaire de passer une convention entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement.

Le groupement de commandes envisagé est de droit commun et à titre permanent. Il désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

- phase de préparation de recueil des besoins :
 - compléter et signer la convention de service d'achat centralisé,
 - recenser et transmettre l'ensemble des besoins des membres en annexe de la convention d'achat centralisé,
- phase de passation des marchés et accords-cadres :
 - suivre les échanges avec la centrale d'achat RESAH,
 - récupérer l'ensemble des éléments des marchés, accords-cadres, marchés subséquents... passés par la centrale d'achat RESAH pour le compte du groupement de commandes,
 - remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant d'exécuter leur marché ou accord cadre.

Chacune des parties membres du groupement demeure néanmoins compétente pour :

- déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur et s'engage dans une participation active à la définition de ses propres besoins,
- exécuter la phase des marchés ou accords-cadres qui la concerne,
- échanger sur le suivi de l'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord cadre.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1414-3.-I, L.2121-2, L.2121-22 et L.2121-29 ;

Vu le code de la Commande publique ; notamment ses articles L. 2113-6 et L. 2113-7 ;
Considérant que la Commune de Soorts-Hossegor et les membres du groupement souhaitent à l'achat groupé de prestations de services pour l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de gestion documentaire et gestion de courriers et prestations associées,

Considérant la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle ;

Considérant la constitution d'un groupement d'achat, par l'élaboration d'une convention déterminant les modalités de fonctionnement du groupement, désignant un coordonnateur et instaurant les modalités de constitution ;

Considérant que la convention précitée désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

- phase de préparation de recueil des besoins :
 - compléter et signer la convention de service d'achat centralisé,
 - recenser et transmettre l'ensemble des besoins des membres en annexe de la convention d'achat centralisé,
- phase de passation des marchés et accords-cadres :
 - suivre les échanges avec la centrale d'achat RESAH,
 - récupérer l'ensemble des éléments des marchés, accords-cadres, marchés subséquents... passés par la centrale d'achat RESAH pour le compte du groupement de commandes,
 - remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant d'exécuter leur marché ou accord cadre.

Considérant que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur et s'engage dans une participation active à la définition de ses propres besoins,
- exécuter la phase des marchés ou accords-cadres qui la concerne,
- échanger sur le suivi de l'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord cadre.

Considérant que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement.

L'assemblée est invitée à se prononcer sur :

- le projet de convention ci-joint ;
- l'autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer et de prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la convention ;
- l'autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer et de prendre tous les actes nécessaires à l'exécution des marchés publics ou accords-cadres en découlant ;

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

APPROUVE le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes pour l'achat groupé de prestations de services pour l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de

gestion documentaire et gestion de courriers et prestations associées entre la commune de SOORTS-HOSSEGOR et les membres du groupement de commande ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et tous les actes relatifs à l'exécution de cette convention ;

CHARGE Monsieur le Maire à prendre tous les actes nécessaires liés aux marchés publics ou accords-cadres et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci ;

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDES :**
**Acquisition, location, installation, mise en
service et maintenance de solutions
d'impression, de numérisation, de gestion
documentaire et gestion de courriers et
prestations associées**

SOMMAIRE

PRELIMINAIRES.....	3
ARTICLE 1 – MEMBRES DU GROUPEMENT	3
ARTICLE 2 – OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES.....	3
ARTICLE 3 – DUREE DU GROUPEMENT ET DE LA CONVENTION.....	3
ARTICLE 4 – COORDONNATEUR DU GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 5 – MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	4
ARTICLE 6 – MISSIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT.....	5
ARTICLE 7 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMISSION D’APPEL D’OFFRES	5
ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION.....	6
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERES.....	6
ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES	6

PRELIMINAIRES

La Communauté de communes MACS, des établissements publics et des communes situés sur le territoire souhaitent procéder à l'achat groupé de prestations de services pour l'acquisition, la location, l'installation, la mise en service et la maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de gestion documentaire et gestion de courriers et prestations associées auprès de la centrale d'achat du RESAH.

La centrale d'achat RESAH propose aux EPCI et aux communes membres de bénéficier de ses prestations à la condition de constituer un groupement de commande dont le coordonnateur serait l'EPCI.

Le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs et l'adhésion de la Communauté de communes MACS à la centrale d'achat RESAH permettent aux membres du groupement d'assurer des économies d'échelle, d'optimiser les besoins et d'avoir une exécution uniforme des prestations.

Le présent acte constitutif a pour objet de constituer un groupement de commandes, ci-après désigné « le groupement » en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement de commandes sont la Communauté de communes MACS, les communes et établissements publics signataires de la présente convention et identifiés en annexe.

ARTICLE 2 – NATURE DES BESOINS

Le groupement constitué par le présent acte constitutif vise à répondre aux besoins des membres dans les domaines suivants :

- Acquisition, location, installation, mise en service et maintenance de solutions d'impression, de numérisation, de gestion documentaire et gestion de courriers et prestations associées.

ARTICLE 3 – DUREE DU GROUPEMENT ET DE LA CONVENTION

Le groupement de commandes est constitué à la date de signature de la convention par les parties, à titre permanent.

ARTICLE 4 – SIEGE

Le siège administratif du groupement est fixé au siège de la Communauté de communes MACS : Allée des Camélias à Saint-Vincent de Tyrosse (40230).

ARTICLE 5 – MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT DU GROUPEMENT

5.1 - Adhésion au groupement

L'adhésion se fait par signature de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à chacun des membres.

Pendant la durée du groupement, les demandes d'adhésion sont adressées au coordonnateur du groupement.

L'adhésion d'un nouveau membre peut se faire à tout moment. Mais elle ne pourra intervenir qu'à l'occasion de la passation d'une nouvelle convention d'achat centralisé par le groupement auprès du RESAH, et non pour les conventions qui seraient éventuellement en cours de passation ou d'exécution.

5.2 - Retrait du groupement

Chaque membre est libre de se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une décision selon les règles du membre concerné et notifié au coordonnateur.

Quoiqu'il en soit, le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont le membre est partie prenante.

ARTICLE 6 – COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les parties conviennent de désigner la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud, dont le siège est situé « allée des Camélias à Saint-Vincent de Tyrosse (40230) », comme coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 7 – MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres de la convention donnent mandat au coordonnateur pour organiser et établir les échanges avec le RESAH, transmettre les éléments de la convention d'achat centralisé, dont le recensement des besoins.

La rédaction des pièces du marché ou accord-cadre visé à l'article 2 sera réalisée par la centrale d'achat. À cet effet, les membres du groupement transmettront via le coordonnateur toutes les informations nécessaires à l'élaboration du dossier de consultation.

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, aux missions suivantes :

- Phase de préparation de recueil des besoins :
 - Compléter et signer la convention de service d'achat centralisé,
 - Recenser et transmettre l'ensemble des besoins des membres en annexe de la convention d'achat centralisé,
- Phase de passation des marchés et accords-cadres :
 - Suivre les échanges avec la centrale d'achat RESAH,
 - Récupérer l'ensemble des éléments des marchés, accords-cadres, marchés subséquents... passés par la centrale d'achat RESAH pour le compte du groupement de commandes
 - Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant d'exécuter leur marché ou accord cadre.

Ces prestations sont assurées à titre gratuit au vu de l'intérêt économique et de la meilleure coordination administrative et technique qu'offre le groupement.

Il organise, en collaboration avec l'ensemble des membres, la définition des besoins suivant les modalités décrites à l'article 9 de la présente convention.

ARTICLE 8 – MISSIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

8.1 – Définition et communication des besoins

Chacun des membres du groupement devra déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur dans les délais impartis.

Chacun des membres du groupement s'engage dans une participation active à la définition de ses propres besoins.

8.2 - Exécution du marché public visé par la présente convention

Chacune des parties s'assure de la bonne exécution du marché ou accord-cadre, portant sur l'intégralité de ses besoins, d'inscrire le montant des opérations qui le concerne dans le budget de sa structure et d'en assurer l'entière exécution comptable, juridique et administrative.

Chaque membre du groupement informe le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché. Le règlement des litiges individuels relève de la responsabilité de chacun des membres.

Chacun des membres s'engage à participer aux échanges concernant le suivi d'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord-cadre.

ARTICLE 9 – COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI

Pour son bon fonctionnement, le groupement crée, sans formalisme particulier, un comité technique ad hoc pour le lancement et le suivi de l'exécution des marchés ou accords-cadres.

9.1 : Composition et modalités de fonctionnement

Le comité technique de coordination et de suivi sera composé d'un ou plusieurs représentant(s) de chaque membre du groupement, intéressés au projet, en fonction des prestations envisagées.

L'animation du comité technique est assurée par un représentant du coordonnateur.

Le comité technique se réunit, téléphoniquement, en visioconférence ou physiquement autant que de besoin durant :

- la phase de préparation des dossiers de consultation et de recueil des besoins ;
- la procédure d'exécution du marché public.

Les invitations sont adressées par courriel par l'animateur du comité, et accompagnées d'un ordre du jour et de tout document utile.

Le comité technique peut progresser informellement. Les échanges peuvent s'effectuer par messagerie électronique.

9.2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de suivre le déroulement de l'opération.

Le comité technique est notamment chargé :

- d'échanger sur le recueil des besoins
- d'échanger sur le suivi de l'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord cadre

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant et devra être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres l'a approuvée.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Le règlement des litiges relatifs à l'exécution des marchés ou accords-cadres objet de la présente convention relève de la responsabilité de chaque membre du groupement.

La présente convention est établie en un exemplaire original qui fait seul foi et est conservé dans les archives du coordonnateur du groupement.

Fait à Saint-Vincent de Tyrosse, le

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 03 février 2025

Délibération n°250203-07 : Convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de SOORTS-HOSSEGOR et la Communauté de communes MACS et des communes du territoire de MACS pour l'achat groupé de prestations de services opérés de télécommunications.

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Pour optimiser les coûts de procédure et bénéficier d'économies d'échelle, la Communauté de communes MACS, des établissements publics et des communes situés sur le territoire souhaitent procéder à l'achat groupé de prestations de services opérés de télécommunications.

La centrale d'achat RESAH propose aux EPCI et aux communes membres de bénéficier de ses prestations à la condition de constituer un groupement de commande dont le coordonnateur serait l'EPCI.

La Communauté de communes MACS est adhérente de la centrale d'achat RESAH par décision du bureau en date du 9 octobre 2024.

Il convient donc maintenant, pour que les établissements publics et communes du territoire bénéficient des prestations du RESAH de constituer un groupement de commandes pour l'achat de services opérés de télécommunications avec la Communauté de communes MACS.

Par conséquent, il est nécessaire de passer une convention entre les partenaires afin de définir les modalités de fonctionnement du groupement.

Le groupement de commandes envisagé est de droit commun et à titre permanent. Il désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

- phase de préparation de recueil des besoins :
 - compléter et signer la convention de service d'achat centralisé,
 - recenser et transmettre l'ensemble des besoins des membres en annexe de la convention d'achat centralisé,
- phase de passation des marchés et accords-cadres :
 - suivre les échanges avec la centrale d'achat RESAH,
 - récupérer l'ensemble des éléments des marchés, accords-cadres, marchés subséquents... passés par la centrale d'achat RESAH pour le compte du groupement de commandes,
 - remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant d'exécuter leur marché ou accord cadre.

Chacune des parties membres du groupement demeure néanmoins compétente pour :

- déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur et s'engage dans une participation active à la définition de ses propres besoins,
- exécuter la phase des marchés ou accords-cadres qui la concerne,
- échanger sur le suivi de l'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord cadre.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1414-3.-I, L. 2121-2, L. 2121-22 et L. 2121-29 ;

VU le Code de la Commande publique ; notamment ses articles L. 2113-6 et L. 2113-7 ;

Considérant que la commune de SOORTS-HOSSEGOR et les membres du groupement souhaitent procéder à l'achat groupé de prestations de services opérés de télécommunications ;

Considérant la constitution d'un groupement de commandes à titre permanent, en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique, dans le cadre d'une mutualisation des besoins permettant aux membres du groupement d'optimiser les coûts de procédure et de bénéficier d'économies d'échelle ;

Considérant la constitution d'un groupement d'achat, par l'élaboration d'une convention déterminant les modalités de fonctionnement du groupement, désignant un coordonnateur et instaurant les modalités de constitution ;

Considérant que la convention précitée désigne la Communauté de communes MACS comme coordonnateur du groupement, qui sera chargée, notamment, de :

- phase de préparation de recueil des besoins :
 - compléter et signer la convention de service d'achat centralisé,
 - recenser et transmettre l'ensemble des besoins des membres en annexe de la convention d'achat centralisé,
- phase de passation des marchés et accords-cadres :
 - suivre les échanges avec la centrale d'achat RESAH,
 - récupérer l'ensemble des éléments des marchés, accords-cadres, marchés subséquents... passés par la centrale d'achat RESAH pour le compte du groupement de commandes,
 - remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant d'exécuter leur marché ou accord cadre.

Considérant que la convention dispose que chacune des parties membres du groupement demeurent compétentes pour :

- déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur et s'engage dans une participation active à la définition de ses propres besoins,
- exécuter la phase des marchés ou accords-cadres qui la concerne,
- échanger sur le suivi de l'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord cadre.

Considérant que le groupement est permanent et formé à la date de signature de la convention par tous les membres du groupement.

L'assemblée est invitée à se prononcer sur :

- le projet de convention ci-joint ;
- l'autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer et de prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la convention ;
- l'autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer et de prendre tous les actes nécessaires à l'exécution des marchés publics ou accords-cadres en découlant ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le conseil municipal,*

APPROUVE le projet de convention constitutif d'un groupement de commandes pour procéder à l'achat groupé de prestations de services opérés de télécommunications entre la commune de SOORTS-HOSSEGOR et les membres du groupement de commande ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention et tous les actes relatifs à l'exécution de cette convention ;

CHARGE Monsieur le Maire à prendre tous les actes nécessaires liés aux marchés publics ou accords-cadres et à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de ceux-ci ;

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,



Quentin BENCHETRIT

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

**CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDES :
Services opérés de télécommunications**

SOMMAIRE

PRELIMINAIRES.....	3
ARTICLE 1 – MEMBRES DU GROUPEMENT	3
ARTICLE 2 – OBJET DU GROUPEMENT DE COMMANDES.....	3
ARTICLE 3 – DUREE DU GROUPEMENT ET DE LA CONVENTION.....	3
ARTICLE 4 – COORDONNATEUR DU GROUPEMENT.....	4
ARTICLE 5 – MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	4
ARTICLE 6 – MISSIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT.....	5
ARTICLE 7 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA COMMISSION D’APPEL D’OFFRES	5
ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION.....	6
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS FINANCIERES.....	6
ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES	6

PRELIMINAIRES

La Communauté de communes MACS, des établissements publics et des communes situés sur le territoire souhaitent procéder à l'achat groupé de prestations de services opérés de télécommunications.

La centrale d'achat RESAH propose aux EPCI et aux communes membres de bénéficier de ses prestations à la condition de constituer un groupement de commande dont le coordonnateur serait l'EPCI.

Le regroupement de ces pouvoirs adjudicateurs et l'adhésion de la Communauté de communes MACS à la centrale d'achat RESAH permettent aux membres du groupement d'assurer des économies d'échelle, d'optimiser les besoins et d'avoir une exécution uniforme des prestations.

Le présent acte constitutif a pour objet de constituer un groupement de commandes, ci-après désigné « le groupement » en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code de la commande publique.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement de commandes sont la Communauté de communes MACS, les communes et établissements publics signataires de la présente convention et identifiés en annexe.

ARTICLE 2 – NATURE DES BESOINS

Le groupement constitué par le présent acte constitutif vise à répondre aux besoins des membres dans les domaines suivants :

- Prestations de télécommunications (services voix et données mobiles).

ARTICLE 3 – DUREE DU GROUPEMENT ET DE LA CONVENTION

Le groupement de commandes est constitué à la date de signature de la convention par les parties, à titre permanent.

ARTICLE 4 – SIEGE

Le siège administratif du groupement est fixé au siège de la Communauté de communes MACS : Allée des Camélias à Saint-Vincent de Tyrosse (40230).

ARTICLE 5 – MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT DU GROUPEMENT

5.1 - Adhésion au groupement

L'adhésion se fait par signature de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à chacun des membres.

Pendant la durée du groupement, les demandes d'adhésion sont adressées au coordonnateur du groupement.

L'adhésion d'un nouveau membre peut se faire à tout moment. Mais elle ne pourra intervenir qu'à l'occasion de la passation d'une nouvelle convention d'achat centralisé par le groupement auprès du RESAH, et non pour les conventions qui seraient éventuellement en cours de passation ou d'exécution.

5.2 - Retrait du groupement

Chaque membre est libre de se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une décision selon les règles du membre concerné et notifié au coordonnateur.

Quoiqu'il en soit, le retrait ne prend effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours dont le membre est partie prenante.

ARTICLE 6 – COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les parties conviennent de désigner la Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud, dont le siège est situé « allée des Camélias à Saint-Vincent de Tyrosse (40230) », comme coordonnateur du groupement de commandes.

ARTICLE 7 – MISSIONS DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres de la convention donnent mandat au coordonnateur pour organiser et établir les échanges avec le RESAH, transmettre les éléments de la convention d'achat centralisé, dont le recensement des besoins.

La rédaction des pièces du marché ou accord-cadre visé à l'article 2 sera réalisée par la centrale d'achat. À cet effet, les membres du groupement transmettront via le coordonnateur toutes les informations nécessaires à l'élaboration du dossier de consultation.

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, aux missions suivantes :

- Phase de préparation de recueil des besoins :
 - Compléter et signer la convention de service d'achat centralisé,
 - Recenser et transmettre l'ensemble des besoins des membres en annexe de la convention d'achat centralisé,
- Phase de passation des marchés et accords-cadres :
 - Suivre les échanges avec la centrale d'achat RESAH,
 - Récupérer l'ensemble des éléments des marchés, accords-cadres, marchés subséquents... passés par la centrale d'achat RESAH pour le compte du groupement de commandes
 - Remettre aux membres du groupement les éléments leur permettant d'exécuter leur marché ou accord cadre.

Ces prestations sont assurées à titre gratuit au vu de l'intérêt économique et de la meilleure coordination administrative et technique qu'offre le groupement.

Il organise, en collaboration avec l'ensemble des membres, la définition des besoins suivant les modalités décrites à l'article 9 de la présente convention.

ARTICLE 8 – MISSIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

8.1 – Définition et communication des besoins

Chacun des membres du groupement devra déterminer la nature et l'étendue des besoins à satisfaire et les communiquer au coordonnateur dans les délais impartis.

Chacun des membres du groupement s'engage dans une participation active à la définition de ses propres besoins.

8.2 - Exécution du marché public visé par la présente convention

Chacune des parties s'assure de la bonne exécution du marché ou accord-cadre, portant sur l'intégralité de ses besoins, d'inscrire le montant des opérations qui le concerne dans le budget de sa structure et d'en assurer l'entière exécution comptable, juridique et administrative.

Chaque membre du groupement informe le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution du marché. Le règlement des litiges individuels relève de la responsabilité de chacun des membres.

Chacun des membres s'engage à participer aux échanges concernant le suivi d'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord-cadre.

ARTICLE 9 – COMITE TECHNIQUE DE COORDINATION ET DE SUIVI

Pour son bon fonctionnement, le groupement crée, sans formalisme particulier, un comité technique ad hoc pour le lancement et le suivi de l'exécution des marchés ou accords-cadres.

9.1 : Composition et modalités de fonctionnement

Le comité technique de coordination et de suivi sera composé d'un ou plusieurs représentant(s) de chaque membre du groupement, intéressés au projet, en fonction des prestations envisagées.

L'animation du comité technique est assurée par un représentant du coordonnateur.

Le comité technique se réunit, téléphoniquement, en visioconférence ou physiquement autant que de besoin durant :

- la phase de préparation des dossiers de consultation et de recueil des besoins ;
- la procédure d'exécution du marché public.

Les invitations sont adressées par courriel par l'animateur du comité, et accompagnées d'un ordre du jour et de tout document utile.

Le comité technique peut progresser informellement. Les échanges peuvent s'effectuer par messagerie électronique.

9.2 : Rôle du comité technique de coordination et de suivi

Le comité technique a pour mission de permettre aux membres du groupement de suivre le déroulement de l'opération.

Le comité technique est notamment chargé :

- d'échanger sur le recueil des besoins
- d'échanger sur le suivi de l'exécution et l'évaluation des prestations en cours et en fin du marché public ou accord cadre

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par avenant et devra être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement dont les décisions sont notifiées au coordonnateur. La modification ne prend effet que lorsque l'ensemble des membres l'a approuvée.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Les missions du coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES LITIGES

Le règlement des litiges relatifs à l'exécution des marchés ou accords-cadres objet de la présente convention relève de la responsabilité de chaque membre du groupement.

La présente convention est établie en un exemplaire original qui fait seul foi et est conservé dans les archives du coordonnateur du groupement.

Fait à Saint-Vincent de Tyrosse, le

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 3 février 2025

Délibération 250203-08 : Modification des modalités de reversement de la taxe de séjour

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Le reversement du produit de la taxe de séjour s'effectuait tous les quadrimestres ; pour des questions pratiques et de gestion administrative simplifiée, beaucoup d'agences et de particuliers nous ont fait la demande de pouvoir nous reverser mensuellement la taxe de séjour. Ils souhaitent tout simplement régler et reverser la taxe de séjour une fois leur déclaration mensuelle effectuée.

Vu l'article 44 de la loi n° 2017-1775 de finances rectificative pour 2017,

Vu les articles L. 2333-26 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,

Vu les articles R. 5211-21, R. 2333-43 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu la loi de finances n°2022-1726 du 30 décembre 2022,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2023 relative à la taxe de séjour,

Considérant que le reversement de la taxe de séjour qui s'effectue tous les quadrimestres génère des difficultés de gestion tant auprès des professionnels de l'immobilier que des particuliers,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

Le Conseil Municipal,

APPROUVE les modifications relatives aux modalités de reversement de la taxe de séjour par les hébergeurs.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente délibération à compter du 1^{er} mai 2025.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,

Au registre suivent les signatures,

Pour extrait certifié conforme,

A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 3 février 2025

Délibération n°250302-09 : Signature d'une convention entre l'ANTAI et la Commune relative au traitement des avis de mises en fourrières automobiles

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Le décret n° 2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles prévoit la création d'un Système d'Information (SI) national centralisé de gestion des fourrières (ci-après « le SI-Fourrières »), dont l'usage est obligatoire pour les fourrières gérées par l'État, et facultatif pour celles gérées par les collectivités territoriales au titre de l'article L. 32513 du Code de la route.

L'objectif du SI-Fourrières est de gérer de façon informatisée la totalité du processus, allant de la mise en fourrière aux différentes issues possibles (restitution du véhicule, vente ou destruction), et de procéder à l'édition au format papier des documents non dématérialisables. En particulier, ce système d'information couvre la

phase de notification au titulaire du certificat d'immatriculation, le mettant en demeure de venir récupérer son véhicule sous un délai contraint, conformément aux dispositions des articles R. 325-31 et R. 325-32 du Code de la route, ainsi que les éventuelles relances subséquentes (étant précisé que le recouvrement forcé ne fait pas partie du périmètre du projet pour l'instant).

Ce système d'information est placé sous la responsabilité de la Délégation à la Sécurité Routière (ci-après dénommée DSR), qui a confié à l'ANTAI, Etablissement Public Administratif (EPA) sous tutelle du ministère de l'Intérieur, la mission d'assurer l'édition et l'envoi des avis pour le compte des prescripteurs de mise en fourrière et des gestionnaires de fourrière qui le souhaitent, hors toute activité de recouvrement ou de support aux usagers, son statut lui permettant d'intervenir en qualité de prestataire de collectivités territoriales.

La présente convention est proposée aux collectivités territoriales ayant qualité de gestionnaire de fourrière ou de service prescripteur de mise en fourrière et souhaitant confier à l'ANTAI la gestion du service de publipostage vers les usagers résidant en France, titulaires de certificats d'immatriculation français.

Cette convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage, au nom et pour le compte de la collectivité territoriale, à notifier l'avis de mise en fourrière, dans le cadre de l'article R. 325-31 du Code de la route et à traiter les retours des accusés de réception et des plis non distribués.

Considérant le Code de la route, et notamment ses articles L. 325-13, R. 325-12-1, R. 325-31 et R. 325-32 ;

Considérant le décret n°2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions ;

Considérant le décret n°2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles ;

Considérant l'avis favorable de la commission sécurité en date du 23 janvier 2025 ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

APPROUVE le principe d'un conventionnement entre l'ANTAI et la Commune relatif au traitement des avis de mises en fourrières automobiles.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec l'ANTAI ainsi que toutes les pièces et actes relatifs à cette affaire.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,



Quentin BENCHETRIT



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Convention entre l'ANTAI et

**.....
relative au traitement des avis de mise en fourrière**

Vu le Code de la route, et notamment ses articles L.325-13, R.325-12-1, R. 325-31 et R. 325-32 ;

Vu le décret n°2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ;

Vu le décret n°2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles ;

Il est convenu ce qui suit entre :

La commune/L'établissement public de coopération intercommunale (EPCI)/Le département
de

Sis

Représenté(e) par

Agissant en qualité de

Dénommée ci-après « la collectivité territoriale »

Et

L'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions, établissement public administratif, dont le siège social est situé au 2 allée Ermengarde d'Anjou, 35000 RENNES, représentée par M. Laurent FISCUS, Préfet, agissant en qualité de directeur de l'Agence ;

Dénommée ci-après « ANTAI »

Dénommées ensemble ci-après « les parties »

Préambule

Le décret n° 2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles prévoit la création d'un système d'information (SI) national centralisé de gestion des fourrières (ci-après « le SI-Fourrières »), dont l'usage est obligatoire pour les fourrières gérées par l'État, et facultatif pour celles gérées par les collectivités territoriales au titre de l'article L. 325-13 du Code de la route.

L'objectif du SI-Fourrières est de gérer de façon informatisée la totalité du processus, allant de la mise en fourrière aux différentes issues possibles (restitution du véhicule, vente ou destruction), et de procéder à l'édition au format papier des documents non dématérialisables. En particulier, ce système d'information couvre la phase de notification au titulaire du certificat d'immatriculation, le mettant en demeure de venir récupérer son véhicule sous un délai contraint, conformément aux dispositions des articles R. 325-31 et R. 325-32 du Code de la route, ainsi que les éventuelles relances subséquentes (étant précisé que le recouvrement forcé ne fait pas partie du périmètre du projet pour l'instant).

Ce système d'information est placé sous la responsabilité de la délégation à la sécurité routière (ci-après dénommée DSR), qui a confié à l'ANTAI, Etablissement Public Administratif (EPA) sous tutelle du ministère de l'Intérieur, la mission d'assurer l'édition et l'envoi des avis pour le compte des prescripteurs de mise en fourrière et des gestionnaires de fourrière qui le souhaitent, hors toute activité de recouvrement ou de support aux usagers, son statut lui permettant d'intervenir en qualité de prestataire de collectivités territoriales.

La présente convention est proposée aux collectivités territoriales ayant qualité de gestionnaire de fourrière ou de service prescripteur de mise en fourrière et souhaitant confier à l'ANTAI la gestion du service de publipostage vers les usagers résidant en France, titulaires de certificats d'immatriculation français.

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage, au nom et pour le compte de la collectivité territoriale, à notifier l'avis de mise en fourrière, dans le cadre de l'article R. 325-31 du Code de la route et à traiter les retours des accusés de réception et des plis non distribués.

À la date de signature de la présente convention, ces notifications prennent la forme de lettres recommandées avec accusé de réception, dont le contenu est défini exclusivement par la DSR, et le service de publipostage proposé par l'ANTAI ne concerne que des véhicules immatriculés en France dont le titulaire du certificat d'immatriculation réside en France. Les autres situations peuvent faire l'objet de traitements spécifiques au travers du SI-Fourrières selon les prescriptions de la DSR, mais en pareil cas ces traitements ne sont pas intégrés au service de publipostage assuré par l'ANTAI qui fait l'objet de la présente convention.

En cas d'extension ultérieure du processus de publipostage aux véhicules immatriculés à l'étranger, ou à des titulaires de certificats d'immatriculation résidant à l'étranger, ou en cas de dématérialisation du processus d'envoi, un avenant sera nécessaire, notamment pour définir le tarif applicable.

Article 2 : Documents conventionnels

1) Liste des documents conventionnels

Les documents conventionnels comprennent la présente convention et son annexe.

Est annexé à la présente convention, le document suivant :

- Annexe : Conditions financières.

Toute renonciation à, ou modification de l'une quelconque des stipulations de la convention, ne pourra prendre effet qu'après avoir fait l'objet d'un avenant dûment signé par les parties, sauf dans les cas où la présente convention établit d'avance qu'un tel avenant n'est pas nécessaire.

2) Législation et normes applicables

Il appartient à chacune des parties de prendre connaissance et de respecter l'ensemble de la législation et de la réglementation en vigueur relative à la présente convention et de suivre ses évolutions tout au long de la durée d'exécution de la convention.

3) Article réputé non écrit

Si une ou plusieurs stipulations conventionnelles sont considérées non valides en application d'une disposition de la législation ou de la réglementation, ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, elle(s) est/(sont) réputée(s) non écrite(s) sans entraîner pour autant la nullité de la convention.

4) Absence de renonciation

Le fait qu'une partie n'exige pas l'exécution d'une condition de la présente convention ou renonce à exercer un droit ou un privilège conventionnel n'est pas réputé constituer une renonciation définitive à cette condition ou à l'exercice de ce droit ou de ce privilège ou toute autre disposition en relation avec ces derniers.

Article 3 : Engagements des parties

1) Engagements de la collectivité territoriale

La collectivité territoriale s'engage à :

- faire renseigner par ses agents sur la fiche décrivant l'état du véhicule et/ou par son ou ses gardiens de fourrière dans le SI-Fourrières l'ensemble des éléments permettant la préparation et l'envoi des avis de mise en fourrière ;
- assumer la responsabilité pleine et entière du contenu de l'ensemble de ces éléments ;

- assurer directement le traitement des demandes d'information ou d'accès et des réclamations des usagers, cette prestation n'étant pas assurée par l'ANTAI ;
- assurer directement par ses propres moyens et conformément aux prescriptions de la DSR ou du représentant du ministère public, le traitement des notifications de mise en fourrière à des titulaires de certificats d'immatriculation de véhicules étrangers, ou à des titulaires de certificats d'immatriculation de véhicules français résidant à l'étranger, cette prestation n'étant pas assurée par l'ANTAI ;
- apporter les informations nécessaires aux personnes travaillant pour le compte de l'ANTAI selon les besoins des missions qui leur sont confiées et à communiquer à l'ANTAI, dès qu'elle en a connaissance, tout élément nouveau susceptible d'avoir une incidence sur les prestations en cours ;
- tenir informée l'ANTAI d'une modification des informations de contact usager en son sein, de telle sorte que le centre de support de l'ANTAI puisse y renvoyer les usagers la contactant par erreur (cf. §2 ci-dessous) ;
- appliquer les conditions générales d'utilisation du site web de l'ANTAI Partenaires (SWA-PART).

2) Engagements de l'ANTAI

L'ANTAI s'engage à :

- traiter l'ensemble des informations nécessaires à l'émission des avis de mise en fourrière reçues par voie électronique de la part du SI-Fourrières conformément aux spécifications définies entre la DSR et l'ANTAI ;
- éditer sur papier les avis de mise en fourrière ainsi que tous les documents prévus dans le cadre du traitement par l'ANTAI d'un avis de mise en fourrière ;
- affranchir les avis de mise en fourrière et procéder à leur expédition sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse française fournie par le SI-Fourrières ; aucun avis destiné à une adresse située à l'étranger ne pourra être traité par l'ANTAI ;
- traiter les accusés de réception et les retours des plis non distribués, qui seront numérisés et intégrés au SI-Fourrière ;
- effectuer les traitements décrits ci-dessus dans un délai compris entre un (1) et quatre (4) jours ouvrés après réception des éléments correspondants, hors circonstances exceptionnelles ;
- proposer des modalités de tests avant l'ouverture effective du service et délivrer un rapport de tests ;
- mettre à disposition de manière informatique toutes les informations permettant à la collectivité territoriale de faire le suivi quantitatif relatif au traitement par l'ANTAI des avis de mise en fourrière ;
- informer la collectivité territoriale des évolutions majeures de ses règles de traitement ;
- informer la collectivité territoriale en cas d'incident technique majeur sur le périmètre du traitement placé sous sa responsabilité, et communiquer un calendrier indicatif de mise en œuvre d'actions adaptées pour y répondre ;

- présenter à une échéance régulière, au moins annuelle, une synthèse de son activité en matière d'émission de plis ayant trait à la mise en fourrière ;
- communiquer à la collectivité, dès qu'elle en a connaissance, tous les éléments nouveaux susceptibles d'avoir une incidence sur les prestations en cours.

Au titre de la présente convention, l'ANTAI assure un support téléphonique aux agents de la collectivité territoriale pour la mise en œuvre du service décrit dans la présente convention, par l'intermédiaire de son centre de relation client. En revanche, l'ANTAI n'assure aucun support direct auprès des usagers destinataires des avis de mise en fourrière. En cas de réception de courrier ou d'appel au centre téléphonique émanant d'un usager, seules seront fournies des indications d'ordre général lui permettant d'identifier ses différents interlocuteurs au sein de la collectivité territoriale ou des autorités judiciaires.

A la date de signature de la présente convention, la collectivité territoriale désigne l'interlocuteur suivant pour les demandes des usagers :

.....
Coordonnées :

La collectivité territoriale informe l'ANTAI en cas de modification de cette information, conformément au §1 ci-dessus, sans qu'un avenant ne soit nécessaire.

Article 4 : Durée de la convention - renouvellement

La présente convention prend effet à compter de sa signature par la collectivité territoriale (les envois commençant à une date à convenir d'un commun accord entre les parties après un délai technique de démarrage), et prendra fin le 31 décembre 2025. Une nouvelle convention est nécessaire pour prolonger l'adhésion au service.

Toute modification des termes de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties, sauf dans les cas où la présente convention établit d'avance qu'un tel avenant n'est pas nécessaire.

Lorsqu'une modification est proposée par l'ANTAI, la collectivité territoriale dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception du projet d'avenant pour signer celui-ci. À défaut, la convention sera résiliée de plein droit, sauf si la collectivité territoriale adresse à l'ANTAI avant cette échéance, par lettre recommandée, une demande expresse de prolongation de ce délai en précisant son intention de poursuivre et la durée de la prolongation demandée. Dans ce cas, la convention sera suspendue et le service de publipostage sera interrompu jusqu'à la signature de l'avenant : dans l'intervalle, la collectivité territoriale pourra continuer à utiliser le SI-Fourrières mais imprimera dans ce cas localement ses avis de mise en fourrière et assurera leur acheminement par ses propres moyens, sans faire appel au service de publipostage proposé par l'ANTAI.

Chacune des parties peut demander à tout moment la résiliation motivée de la convention, sous réserve d'un préavis de trois (3) mois.

En cas de cessation de la convention pour quelque cause que ce soit, les procédures de notification transmises par le SI-Fourrières à l'ANTAI jusqu'à la date de fin de la convention seront traitées jusqu'à leur terme. À l'issue des derniers traitements, un état liquidatif pour

solde de tout compte est présenté par l'ANTAI et soumis à l'examen de la collectivité territoriale, qui procédera à son règlement en l'absence de contestation.

En cas de désaccord entre les parties relatif aux conditions d'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur litige à l'amiable.

Article 5 : Protection des données à caractère personnel

1) Traitement des données de la collectivité territoriale

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et au Règlement 2016/679 du Parlement européen relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données du 27 avril 2016 (RGPD), l'ANTAI met en œuvre un traitement de données à caractère personnel afin de lui permettre d'assurer la gestion, la facturation et le suivi du service objet de la présente convention.

Ce traitement est basé sur l'intérêt légitime poursuivi par l'ANTAI pour le suivi du service objet de la présente convention. Il collecte les catégories de données suivantes :

- Données d'identification et coordonnées de la collectivité territoriale ;
- Données d'identification et coordonnées professionnelles des interlocuteurs au sein de la collectivité territoriale.

Ces données sont conservées pour la durée de la convention augmentée de dix ans à compter de la fin de la présente convention.

Elles ne sont accessibles qu'aux agents de l'ANTAI et à ses prestataires dans le cadre des missions qui leur sont confiées.

Le recueil des données est obligatoire pour la mise en œuvre des finalités susvisées.

La collectivité territoriale est informée qu'elle dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'effacement et d'opposition pour motif légitime en s'adressant à l'adresse postale suivante : CNT - Données personnelles - CS 74000 - 35094 Rennes Cedex 9 en joignant une copie d'une pièce d'identité.

Ce traitement est contrôlé par le délégué ministériel à la protection des données du ministère de l'intérieur (Délégué ministériel à la protection des données – Ministère de l'intérieur – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08). Une réclamation peut aussi être déposée auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL – 3 place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07).

2) Traitement de données à caractère personnel pour la notification des avis de mise en fourrière

Dans le cadre de la présente convention, les parties s'engagent à respecter la législation et la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « Règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ») ;
- la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le SI Fourrière produit automatiquement les lettres de notification en reprenant les données relatives au titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule (nom, prénom, raison sociale, adresse), à l'autorité prescriptrice (coordonnées), à la date et au motif de mise en fourrière et au véhicule (numéro d'immatriculation et marque). La notification comporte les mentions obligatoires prévues par l'article R. 325-32 du code de la route.

Les données nécessaires à l'édition de la notification de mise en fourrière seront transmises par voie électronique par le SI-Fourrière à l'ANTAI et à son prestataire chargé de la mise sous pli et de la remise en poste des lettres recommandées avec accusé de réception.

Les données issues du prestataire en charge de l'acheminement des courriers et du traitement des accusés de réception sont reversées par l'ANTAI dans le SI-Fourrières.

Pour chaque dossier traité, l'ANTAI renseigne et intègre dans le SI Fourrières :

- la date d'envoi de la lettre de notification ;
- La date de retour de l'accusé de réception de la lettre recommandée ou, le cas échéant, du pli non distribué ;
- Une copie de l'accusé de réception et une copie de la lettre de notification.

L'ANTAI met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté. En particulier, elle met en œuvre des mesures techniques de chiffrement du lien par lequel transitent les données transmises par le SI-Fourrières en vue de l'impression des avis de mise en fourrière et les informations émanant de l'opérateur postal concernant le statut des plis, et elle dispose de procédures de reprise en lien avec le SI-Fourrières en cas d'anomalie affectant le flux à traiter.

Article 6 : Droit applicable – Règlement amiable – Juridiction compétente

1) Droit applicable

La présente convention est régie par le droit français.

2) Règlement amiable

La présente convention est conclue et exécutée de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation les éventuelles difficultés qui peuvent survenir lors de son exécution.

En cas de différend entre les parties, celles-ci s'engagent à se réunir aux fins de conciliation dans un délai de quinze (15) jours suivant l'exposé du différend, lequel aura été porté par l'une des parties à la connaissance de l'autre au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans les cas où les parties n'arrivent pas à trouver un accord, elles ont la possibilité de désigner un expert d'un commun accord.

L'expert propose une solution au litige. A défaut d'accord intervenu entre les parties sur cette solution dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la communication du rapport de l'expert aux parties, celles-ci peuvent saisir les tribunaux.

3) Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable, tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation et les suites de la convention est porté devant le tribunal administratif de Paris même en cas de référé, de demande incidente, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Article 7 : Force majeure

Est entendue par force majeure les événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou d'autres événements indépendants de la volonté des deux parties. Aucune des deux parties ne peut être tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

Les délais prévus pour les traitements sont décalés en fonction des circonstances et de la durée de la force majeure. Si une partie constate un cas de force majeure, elle en informe l'autre et lui communique toute information utile sur l'évolution envisagée de son activité et les délais de mise en œuvre des actions prévues pour y faire face.

Article 8 : Représentation des parties – Correspondants

Correspondants de la DSR :

Pour le suivi technique, opérationnel, administratif et financier de la convention :

si-fourrieres@interieur.gouv.fr

Correspondants de la collectivité territoriale :

.....
.....
.....
.....
.....

Agence nationale de traitement automatisé des infractions
www.antai.gouv.fr

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à
Paris, le 16/11/2023

Pour
.....

Pour l'Agence Nationale de Traitement
Automatisé des Infractions

Le Préfet,
Directeur de l'Agence nationale
de traitement automatisé des infractions
Laurent FISCUS

Annexe : Conditions financières

1. Prix des prestations réalisées par l'ANTAI

La collectivité territoriale verse pour les prestations réalisées par l'ANTAI les montants suivants :

Prestations	Prix unitaire pour l'année 2023
Traitement d'un avis de mise en fourrière envoyé en lettre recommandée et traitement de son retour courrier	1,67 € par avis envoyé

L'affranchissement est refacturé pour chaque courrier envoyé selon le tarif en vigueur à La Poste.

A titre indicatif, le coût unitaire de l'affranchissement Recommandé avec AR pour un avis de mise en fourrière (pli inférieur à 50 grammes) est de 6,15 euros au 1er janvier 2023.

2. Révision annuelle des prix unitaires

Les prix unitaires sont révisés au 1^{er} janvier de chaque année (N) en application de la formule exposée ci-après :

$$P = P0 \times \left(0,30 + 0,40 \times \frac{CPF}{CPF0} + 0,30 \times \frac{S}{S0} \right)$$

Dans laquelle :

- P : prix révisé
- P0 : prix contractuel d'origine
- CPF0 : valeur de l'indice arrêté CPF18 « travaux d'impression et de reproduction » base 2015, identifiant INSEE 010534151 publié au 30 septembre 2022
- CPF : valeur de l'indice arrêté CPF18 « travaux d'impression et de reproduction » base 2015, identifiant INSEE 010534151 publié au 30 septembre N-1
- S0 : dernier indice SYNTEC publié au 30 septembre 2022
- S : dernier indice SYNTEC publié au 30 septembre N-1

Où :

- La valeur des indices SYNTEC, correspond aux valeurs initiales telles que publiées à la date concernée sur le site de la Fédération SYNTEC. En conséquence, le dernier indice SYNTEC publié le 30 septembre 2022 est celui d'août 2022 pour un total de 286,5.
- La valeur du dernier indice arrêté (non provisoire) CPF18 publiée le 30 septembre 2022 est celui juin 2022 pour un total de 109,7.

Dans le cadre de la révision annuelle des prix, l'augmentation annuelle ne peut pas être supérieure à 5 %.

L'ANTAI communique sur l'espace internet dédié aux collectivités au plus tard le 30 novembre N-1 les prix unitaires applicables à compter du 1er janvier N.

3. Modalités de facturation

Les prestations réalisées par l'ANTAI sont payables trimestriellement.

Les avis des sommes à payer sont transmis trimestriellement aux collectivités via le portail Chorus Pro.

L'avis des sommes à payer comporte les mentions suivantes :

- l'indication exacte du nom ou de la raison sociale de l'ANTAI ;
- le nom et le numéro SIRET de la collectivité ;
- le code service et / ou le numéro d'engagement juridique transmis par la collectivité ;
- les quantités pour chaque prestation ;
- les frais d'affranchissement pour chaque prestation.

Le paiement est effectué par virement net à trente (30) jours calendaires à compter du statut de mise à disposition du destinataire de l'avis des sommes à payer sur le portail Chorus Pro.

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 03 février 2025

Délibération n°250203-10 : Recours au contrat d'apprentissage

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code du travail ;

VU la Loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

VU la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à

l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;

VU le Décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

VU le Décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis ;

VU le Décret n° 2018-1340 du 28 décembre 2018 portant sur l'expérimentation relative à la réalisation de la visite d'information et de prévention des apprentis par un professionnel de santé de la médecine de ville ;

VU le Décret n°2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

VU le Décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

VU l'avis favorable donné par le Comité Technique du 9 mars 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus (sauf dérogation et via une convention pour les moins de 15 ans conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDÉRANT qu'il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil municipal,*

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire 2025-2026, un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Espaces Verts	1	CAP Jardinier paysagiste	2 ans
Espaces Verts	1	BAC PRO AG Aménagements Paysagers	3 ans

AUTORISE Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 03 février 2025

Délibération n°250203-11 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité »

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Comme chaque année en avant saison, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels pour « accroissement temporaire d'activité » : anticipation des besoins annuels pour renforcer les équipes à la suite de départs pour mutation ou retraite, au pôle enfance jeunesse, à la maison de la petite enfance, au service de surveillance des plages pour les MNS qui dépassent les 6 mois de contrats saisonniers sur 12 mois.

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 1°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

CONSIDERANT la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet, en raison d'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social : 40 Postes ;
- De catégorie B employés sur les grades d'éducateur des activités physiques et sportives, de rédacteur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'animateur : 7 Postes ;

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux.

DÉCIDE que :

- Les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} échelon au 11^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades,
- Les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} au 13^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades.

RAPPELLE que le recrutement des agents se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,



Quentin BENCHETRIT



Le Maire,

Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal

Séance du 03 février 2025

Délibération n°250203-12 : Ouvertures de poste de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité »

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

Comme chaque année en avant saison, il convient de procéder à l'ouverture de postes de contractuels pour « accroissement saisonnier d'activité » : anticipation des besoins annuels pour renforcer les effectifs pendant la saison estivale pour les services techniques, de la police municipale, du pôle enfance jeunesse et de la surveillance des plages pour les MNS qui ne dépassent pas les 6 mois de contrats saisonniers sur 12 mois.

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 I 2°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

CONSIDÉRANT la nécessité de prévoir la création d'emplois temporaires à temps complet et non complet en raison d'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux et des plages :

- De grade d'adjoint administratif, adjoint technique, adjoint d'animation, agent social, de catégorie C ;
- De grade de rédacteur, d'animateur, d'auxiliaire de puériculture de classe normale et d'éducateur des activités physiques et sportives de catégorie B.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le conseil municipal,*

DÉCIDE de créer des emplois temporaires à temps complet ou non complet, de catégorie hiérarchique B ou C, pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité dans les services municipaux.

DÉCIDE que les agents recrutés sur une catégorie C seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} échelon au 11^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades, les agents recrutés sur la catégorie B seront rémunérés sur la base de l'indice brut correspondant du 1^{er} au 13^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire de leurs grades.

RAPPELLE que le recrutement des agents se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025



Le secrétaire de séance,

Quentin BENCHETRIT



Christophe VIGNAUD

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Séance du 03 février 2025

Délibération n°250203-13 : Création d'emplois non permanents pour le remplacement temporaire d'agents indisponibles

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février à dix-neuf heures, le conseil municipal de la Commune de Soorts-Hossegor, dûment convoqué le vingt-huit janvier deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal, à la mairie de Soorts-Hossegor, sous la présidence de Christophe VIGNAUD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 27

Présents : 23

Votants : 26

Présents : Christophe VIGNAUD, Mathilde VINTROU, Edouard DUPOUY, Oriane RUVAL, Céline LUNARDELLI, André JAKUBIEC, Véronique CAZAVANT, Patrice BIANCONE, Myriam LANGLOIS, Caroline CHABRES-DUC, Sandrine BOMPAS, Paul GONÇALVES, Maëlle DUBOSC-PAYSAN, Mathieu PARAILLOUS, Jean BELLOCQ, Quentin BENCHETRIT, Henri ARBEILLE, Lionel BARBERIS, Caroline CABANAC-ESCANDE, Emmanuelle BESCHERON, Catherine CERIZAY-MONTAUT, Christian DUCAMP, Jean-Marc LEROY.

Absents représentés : Michel VILLEGIER a donné procuration à André JAKUBIEC, Alain CLAVERIE a donné procuration à Céline LUNARDELLI, Gaëtane ARICKX a donné procuration à Sandrine BOMPAS.

Absents non représentés : Elsa BECKER

Secrétaire de séance : Quentin BENCHETRIT

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 2,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

CONSIDÉRANT la nécessité de prévoir la création d'emplois non permanents à temps complet et non complet pour assurer le remplacement d'agents titulaires indisponibles en raison :

- D'une disponibilité de courte durée prononcée
- D'office pour raison médicale
- De droit pour raisons familiales
- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS)
- Congé pour accident de service et maladie professionnelle
- Congé annuel
- Congés de maladie - de longue maladie- de longue durée – de grave maladie
- Temps partiel pour raison thérapeutique
- Congé pour maternité, ou pour adoption, avec traitement
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant, avec traitement
- Congé de formation professionnelle
- Congé pour validation des acquis de l'expérience
- Congé pour bilan de compétences
- Congé pour formation syndicale avec traitement
- Congé avec traitement, pendant la durée d'un mandat syndical, en qualité de représentant du personnel siégeant au sein d'un CHSCT
- Congé non rémunéré pour participer aux activités des organisations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives agréées
- Congés prévus par l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 (congrés étendus à tous les fonctionnaires territoriaux atteints d'infirmités contractées ou aggravées au cours d'une guerre...)
- Congé de solidarité familiale
- Congé de proche aidant
- Congé pour siéger, comme représentant d'une association loi 1901
- Congé avec traitement pour accomplir soit une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans la réserve opérationnelle
- Congé de présence parentale
- Congé parental
- Ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Selon les grades suivants :

- De catégorie C employés sur les grades d'adjoints techniques, d'adjoints d'animation, d'agents sociaux, d'adjoints administratifs, d'adjoints administratifs principal de 2^e classe, d'adjoints administratifs principal de 1^{re} classe, d'ATSEM principal de 2^e classe, d'ATSEM principal de 1^{re} classe, et brigadier-chef principal de police municipale ;
- De catégorie B employés sur les grades éducateurs des activités physiques et sportives, d'éducateurs des activités physiques et sportives principal de 1^{re} classe, de rédacteur, de rédacteur principal de 2^e classe, rédacteur principal de 1^{re} classe, de technicien principal de 1^{re} classe, d'auxiliaire de puériculture de classe normale, et d'auxiliaire de puériculture de classe supérieure ;
- De catégorie A employés sur le grade d'attaché, d'attaché principal, d'ingénieur principal, d'ingénieur hors classe, d'éducateur de jeunes enfants, et puéricultrice hors classe.

*Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,
Le Conseil Municipal,*

DÉCIDE de créer des emplois non permanents à temps complet et non complet, pour le remplacement d'un agent indisponible pour les raisons précitées.

RAPPELLE que les recrutements des agents se feront par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 I de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

PRÉCISE que l'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement prévue par le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

PRÉCISE que les crédits nécessaires à la rémunération des agents nommés et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder aux formalités de recrutement.

PREND ACTE que la présente délibération peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Le Maire

- ✓ certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché au siège de la collectivité
- ✓ informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus,
Au registre suivent les signatures,
Pour extrait certifié conforme,
A SOORTS-HOSSEGOR, le 3 février 2025

Le secrétaire de séance,



Quentin BENCHETRIT



Le Maire,

Stéphane VIGNAUD

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-01-2025

Objet : Occupations du domaine public : louages

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire notamment son article 5 « décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans »,

Considérant l'avis de la commission municipale « Développement économique – Espaces concédés »,

DÉCIDE

Article 1 :

De louer les concessions suivantes au titre de l'année 2025 :

Avenue de la Gare	M. Julien, Caroline et Emilie ESCANDE - Green Cantine
Place Pins Tranquilles	M. Nicolas RAILLARD - R2L'Etiquette
Avenue Sourgen	Mme Nathalie BROUSTRA - A cup of...
Avenue Barranx	M. LUBET – LA MITCHUTERIE
Place des Landais	Mme Mia LAZAROTTO et M. Jonathan DOMIN - Saint Antoine
Place des Landais	M. Olivier VERGEZ - La Maison Blanche
Place des Landais	Mme Véronique BETPOUEY - Beach Break
Place des Landais	M. François Xavier LECOCQ - Rock Food
Place des Landais	Mme Stéphanie PECHEREAU - O Hublot
Place des Landais	M. Andrew Brian SPAIN - Buci Coolin
Place des Landais	M. Raphaël SAINT ANDRE - Café de la Plage
Place des Landais	M. Pierre Jean ESTOUP - Waves Corner
Place des Landais	M. Antoine LECOT - La Nord Hossegor
Point d'Or	M. Christophe DUVERNOY - Comptoir de l'Atlantique
Point d'Or	M. Victor MUR - Surf Trip
Point d'Or	M. Frédéric TISNE - Rêves des Landes

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.


Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 7 janvier 2025



Le Maire,


Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-02-2025

Objet : Participation au financement du point repos

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « fixer, dans la limite d'un montant de 2 500 € par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ;

Considérant la nécessité de mettre en place ce point repos pendant la saison estivale pour pouvoir compléter les services de secours départementaux en effectuant les bilans et les premiers secours sur d'éventuelles victimes ;

Considérant le souhait de la commune de faire participer tous les établissements de la rue et de la place des Landais (y compris les établissements de nuit) au financement du point repos dans un local sis 22 impasse de la Digue Nord ;

DÉCIDE

Article 1 :

De fixer la participation au financement du point de repos situé 22, impasse de la Digue Nord à hauteur de 308 € par établissement (sis rue et place des Landais) pour l'année 2025.

Article 2 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 7 janvier 2025



[Signature]
Philippe VIGNAUD



VILLE DE SOORTS-HOSSEGOR
DEPARTEMENT DES LANDES

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-03-2025

Objet : Marché de fournitures pour la location d'illuminations de NOEL pour la commune de SOORTS-HOSSEGOR.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R 2162-1 et suivants et R.2162-13 et R.2163-14,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 07 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la volonté du Conseil Municipal de renouveler les décorations de NOEL sur la commune,

Vu la consultation s'y rapportant comme suit : dossier de consultation mis en ligne sur les plateformes DEMAT-AMPA, le Moniteur et Marchés Online le 13 novembre 2024, sur le site de la commune le 12 novembre 2024 ;

Vu le registre des dépôts clos le 11 décembre 2024 à 17h00 comportant l'offre de la société BLACHERIE Illumination SAS,

Considérant que :

L'offre de la société BLACHERIE Illumination SAS, est économiquement la plus avantageuse et est celle qui répond au mieux aux critères de sélection énoncés dans le règlement de consultation.

Considérant qu'il s'agit d'un accord-cadre passé pour une durée de quatre ans ferme, à compter de sa notification au titulaire, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande pour un minimum de 40 000€ HT et 150 000€ HT ;

DÉCIDE

Article 1

De retenir l'offre de la société BLACHERIE Illumination SAS, ZI les Bourguignons, 84 400 Apt, pour une durée de 4 ans, avec des prix conformes aux bordereaux des prix unitaires annexés à l'acte d'engagement.

Article 2 :

De signer le marché avec la société BLACHERIE Illumination SAS et tous les documents qui lui sont intrinsèques ,

Article 3 :

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune ;

Article 4

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 9 décembre 2025

Le Maire

The image shows the official seal of the Municipality of Soorts-Hossegor, which is circular and contains a landscape illustration. To the right of the seal is a large, stylized handwritten signature in blue ink. Below the seal, the name 'Christophe VIGNAUD' is printed in a bold, sans-serif font.

Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE
AG-04-2025

Objet : Modification du tarif relatif à l'occupation du domaine public avec la mise à disposition d'un chalet pour le marché de Noël

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'article L 2122-22 du CGCT,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment son article 2 « De fixer, dans la limite de 2 500€ par droit unitaire les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal » ; et 5 « De décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans ».

Vu la décision n° 059-2024 du 10 octobre 2024, fixant les tarifs relatifs à l'occupation du domaine public avec la mise à disposition d'un chalet pour le marché de Noël

Considérant qu'il y a eu une tempête obligeant la collectivité à fermer son marché de Noël, et que tous les week-ends de décembre ont été pluvieux et venteux, afin de ne pas pénaliser les commerçants, il convient de baisser le tarif de l'occupation du domaine public avec mise à disposition d'un chalet dans le cadre du marché de Noël.

DÉCIDE

Article 1 : Le tarif de la redevance reversée pour l'occupation du domaine public avec mise à disposition d'un chalet pour les marchés de Noël 2024 passe de 500 € à 300 €.

Article 2 : La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 21 janvier 2025

Le Maire,



Christophe VIGNAUD

DECISION DU MAIRE

Décision n°AG-05-2025

Objet : Marché de service des assurances passé en groupement de commande - Commune et CCAS pour l'EHPAD Les Magnolias – Lot 3 : Véhicules à moteur.

Le Maire de Soorts-Hossegor,

Vu l'article L 2122 22 du CGCT,

Vu le code de la commande publique et notamment les articles R 2162-1 et suivants et R.2162 13 et R.2163-14,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 07 mai 2021 portant délégation d'attribution au maire, notamment en matière de marchés publics,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 28 juin 2024 relative à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la commune de Soorts-Hossegor et son CCAS

Vu la convention signée entre les deux parties au groupement désignant la commune coordonnatrice du groupement.

Vu la consultation s'y rapportant comme suit : dossier de consultation mis en ligne sur les plateformes DEMAT-AMPA le 10 juillet 2024 et sur le site de la commune le 1^{er} juillet 2024, publié sur le BOAMP et le JOUE le 16 juillet 2024 et sur le Moniteur et Marchés Online le 18 juillet 2024,

Vu que le marché comporte six lots, lot n°1 : assurance dommages aux biens et des risques annexes, lot n°2 : assurance responsabilité civile et des risques annexes, lot n°3 : assurance des véhicules et des risques annexes, lot n°4 : assurance de la protection juridique de la collectivité, lot n°5 : assurance de la protection fonctionnelle des agents et des élus et lot n°6 : assurance des prestations statutaires.

Vu le registre des dépôts clos le 04 septembre 2024 à 17h00 comportant les offres de :

Lot 2 : assurance des responsabilités et des risques annexes - PNAS/AREAS,

Lot 4 : assurance de la protection juridique de la collectivité : Madelaine BRISSET/CFDP ;

Lot 6 : assurance des prestations statutaires : RELYENS/CNP

Vu le procès-verbal de la commission d'appel d'offres réunie le 4 octobre 2024

Vu l'offre reçue pour le Lot 1 Dommages aux biens suite à une procédure sans publicité, ni mise en concurrence conformément à l'article L 2122-1 du code de la commande publique a été initiée ;

Considérant que les lots 1, 2, 4 et 6 ont été attribués par décision du Maire n° AG-070-2024 en date du 19 décembre 2024.



Considérant que le lot 3 n'a reçu aucune offre. Il a été déclaré infructueux et une procédure sans publicité, ni mise en concurrence conformément à l'article L 2122-1 du code de la commande publique a été initiée.

Les offres des sociétés suivantes ont été reçues suite à cette consultation :

Lot 3 : assurance des dommages aux biens et des risques annexes -

- SMACL, 141 avenue Salvador Allende, 79031 Niort ;
- PILLIOT Assurance, rue de Witternesse - BP 40 002 - 62 921 AIRE SUR LA LYS cedex

Considérant le rapport d'analyse des offres rendu par le cabinet ARIMA, Assistant à Maîtrise d'Ouvrage ;

Considérant que l'offre suivante est la mieux disante en application des critères énoncés dans le règlement de consultation, à savoir :

Lot 3 : véhicules à moteur : SMACL, 141 avenue Salvador Allende, 79031 Niort ;

Considérant qu'il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L 2124-1 et L 2124-2 et R 2124-2, R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique et pour une durée de quatre ans.

DÉCIDE

Article 1 :

De retenir l'offre de la compagnie listée ci-dessous pour le montant suivant :

- Lot n°3 Véhicules à moteur :

Solution de base ;

Compagnie retenue : SMACL, 141 avenue Salvador Allende, 79031 Niort.

Prime annuelle de 51 686,27€ HT, soit 62 278,78€ TTC

Article 2 :

De signer les marchés et tous les documents qui lui sont intrinsèques ;

Article 3 :

Les sommes nécessaires au financement de ce marché sont inscrites au budget principal de la commune ;

Article 4 :

La présente décision ayant valeur de délibération sera inscrite au registre des délibérations de la commune et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance ;

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet de recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le département et de sa publication. Tout citoyen justiciable pourra saisir le tribunal administratif par dépôt de sa requête sur le site www.telerecours.fr, par l'envoi de la requête sur papier ou le dépôt sur place au tribunal.

Fait à Soorts-Hossegor, le 22 janvier 2025

Le Maire,

Christophe VIGNAUD

